

CENTRE DES ARCHIVES DU MONDE DU TRAVAIL

Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet

Fonds contemporain (1939-1990)

2003 052

**FONDATION POUR L'HISTOIRE
DE LA BANQUE ET DE LA FINANCE**
sous l'égide de la Fondation de France

**RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE
DÉTAILLÉ**

*Fonds des archives contemporaines
de la
Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet*

1939-1990

Réalisé par Bénédicte Leconte sous la direction de Raymond Dartevelle

INTRODUCTION

Le répertoire numérique du fonds des archives contemporaines de la Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet, 1939-1990, se fonde sur les analyses et préconisations du Rapport d'Audit des archives NSM¹, qui m'avait été commandé par la Banque et dont les conclusions ont été rendues au Directoire et à son président, M. Henri Moulard, en janvier 1996. Dans le dernier chapitre relatif aux propositions pour une valorisation du patrimoine historique, j'ai donc précisé les grandes étapes nécessaires à la réalisation de ces objectifs, tout d'abord la mise en place d'une procédure pour la sauvegarde des archives à caractère historique ; puis la création d'un Centre ayant pour fonction de préserver, conserver et valoriser l'histoire bancaire NSM.

C'est à l'occasion de la thèse réalisée par M. Christian Grand² sur l'histoire tricentenaire de la banque NSM, que la question prégnante des archives, notamment les risques de dispersion et de destruction d'une mémoire bancaire, a commencé à être posée avec inquiétude. L'absence de nombreux documents contemporains avait compliqué l'écriture des chapitres de ce travail consacré à la période couvrant les années quarante au début des années quatre-vingt-dix. Le recours aux témoins encore vivants de cette histoire a ainsi été rendu nécessaire.

L'évolution des lieux de conservation, notamment les changements de sièges sociaux à Paris, le « siège lyonnais » de la banque NSM, les destructions notamment pendant la seconde guerre mondiale (pour ce qui concerne certaines archives Mallet), le manque de place, les accidents (inondations), déménagements (dispersion des services), restructurations, et les rationalisations des années 1970-1980, ont parfois provoqué des pertes irréparables, cas notamment de certains fonds contemporains d'archives bancaires (Schlumberger et de Neuflyze).

La grande dispersion des archives conservées au siège social depuis 1974 et sur plusieurs niveaux, la conservation dans les services (dans des armoires) de nombreux documents présentant un caractère historique ; enfin la situation des archives dites intermédiaires, voire définitives, conservées à Versailles et à Chartres (ce dernier lieu étant géré par la société privée d'archivage Eco Arc), ont donc nécessité la réalisation d'un récolement d'envergure, avec une cotation provisoire afin de pouvoir recueillir au fur et à mesure des investigations d'autres documents retrouvés ailleurs, notamment dans les différents services de la Banque.

Un cadre de classement, schéma directeur du Répertoire, a été élaboré en tenant compte de l'histoire spécifique de la Banque NSM. Il prend également en compte les délais de

¹ Raymond Dartevelle, *Rapport d'Audit des archives de la Banque NSM. Préservation et valorisation*, Paris, janvier 1996, 123 p. (tableaux et annexes).

² Christian Grand, *La banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet 1667-1990*, thèse de doctorat d'histoire du droit, Faculté de droit, sciences économiques et gestion de l'université de Nancy 2, Nancy, 1990, 2 vol., 416 p. et annexes. Ce travail a été remanié pour en faire un livre à l'attention de la banque NSM, de son personnel et de sa clientèle, voir du même auteur, *Trois siècles de Banque, de Neuflyze, Schlumberger, Mallet, de 1667 à nos jours*, Paris, éditions EPA, 1991, 285 p.

conservation d'archives³ et plus précisément les choix des documents dont la durée de conservation en raison de leur intérêt pour l'histoire de l'entreprise est illimitée⁴.

De fait l'ensemble des archives recensées dans ce Répertoire permet de comprendre la vie passée de la Banque dans tous ses rouages. Les archives ainsi présentées s'organisent par provenance et origine. Elles constituent un ensemble de documents (fonds) qui ont été produits dans le passé par les différent(e)s directions, départements et services des banques référencées : de Neuflyze (N), Schlumberger & Cie (S), Mallet Frères & Cie (MFC), NS, NSM, et Jorjaan (BJ).

Le panorama ainsi présenté permet de suivre les grandes évolutions qui ont conduit au rapprochement entre 1944 et 1950 de Neuflyze et Schlumberger & Cie, à l'intégration en 1961 de la Société de gestion financière, ancienne maison lyonnaise « Veuve Guérin & Fils », à la fusion en 1966 de la banque NS avec Mallet Frères & Cie, sous la raison sociale Banque NSM, enfin la fusion en 1980 de la banque Jorjaan, filiale d'ABN depuis 1962.

Le Répertoire ainsi présenté se décompose en sept grandes rubriques. Chacune d'entre elles est subdivisée en sous-séries présentant un classement thématique par ordre chronologique.

1/ Documents sociaux

Cette première rubrique regroupe les archives relatives aux documents concernant principalement les conseils et assemblées. Elle est divisée en quatre sous-séries qui se déclinent comme suit : actes de constitution, relations avec l'international, conseils et assemblées et historiques. On notera que cette documentation est très utile à la compréhension des statuts successifs des maisons (des structures en nom collectif ou en commandite à la société anonyme), à l'activité des associés gérants, aux projets de protocoles d'accord, participations et fusions des différents établissements qui ont constitué NSM.

L'ouverture à l'international, bien dans la tradition des maisons de la haute banque protestante permet de comprendre l'évolution qui mène NSM à conclure dès 1972 un rapprochement avec la banque hollandaise Mees & Hope, établissement bancaire séculaire, qui est absorbé dès 1975 dans le groupe Algemene Bank Nederland (ABN), et à suivre au cours des années 1970-1990, les relations d'ABN avec NSM (prise de participation dès 1977 puis fusion en 1991). Cet aspect international renseigne également sur les autres relations avec les groupes étrangers ainsi que sur les comptes rendus de voyages.

2/ Direction générale

Cette deuxième rubrique regroupe les archives relatives aux documents émanant de la direction générale. Elle est divisée en cinq sous-séries : structures de décision et contrôle, plans et orientations de la banque, marche de la banque, relations avec les autorités de tutelle, Lyon et le développement du réseau de la banque en province. L'analyse des structures de décisions et leur transformation au cours de l'histoire des cinquante dernières années permet de bien comprendre une des spécificités de ces maisons de banque : le rôle prépondérant des associés gérants dans la politique, les grandes orientations stratégiques et l'organisation.

³ *La banque et les durées de conservation d'archives*, Association française des banques (AFB), septembre 1993, 57 p. Cette plaquette renferme une partie consacrée spécialement aux archives historiques.

⁴ Voir *Les archives dans l'entreprise. Guide des délais de conservation des documents communs aux entreprises*, Paris, Association des archivistes français, 1997, 137 p.

Du conseil de direction des années quarante qui regroupait les associés gérants au conseil de surveillance et directoire, lorsque la banque se transforme en 1969 en société anonyme, – structure qui va évoluer dès 1972 en conseil d'administration et comité de direction puis retrouver la forme précédente au moment de la fusion avec la banque Jordaans 1980 –, la documentation ainsi conservée représente une somme particulièrement utile à l'histoire bancaire des maisons privées.

Les organigrammes, procès-verbaux et comptes rendus, circulaires, rapports et statistiques constituent une précieuse source d'information pour comprendre les prises de décision collégiale au sein de ce type de structure bancaire, ainsi que le fonctionnement des services, départements, commissions et comités.

3/ Sociétés du Groupe

Cette troisième rubrique permet de se faire une idée assez précise du réseau entretenu par les différents associés gérants des banques N, S, MFC, NS et NSM, avec un certain nombre de sociétés, entreprises françaises et étrangères, établissements nationaux et internationaux. Les sociétés sont classées en respectant les thèmes définis lors de la création du Secrétariat Groupe dès 1956 : banques, sociétés financières, sociétés immobilières, sociétés industrielles et commerciales et assurances. Dans la mesure où les informations le permettaient, une rapide et utile synthèse de l'histoire de chacune des sociétés a été réalisée en note de bas de page.

4/ Domaine

Cette quatrième rubrique est composée principalement des archives relatives à l'immobilier : document juridique comme les actes notariés, les titres de propriétés, ainsi que les baux et assurances de l'actif immobilier de la banque. On y trouve également les plans d'ensemble, les études et devis des gros travaux des sièges des différentes maisons, ainsi que l'opération dite « Toit unique » menée à partir des années 1970 afin de regrouper les différents départements de la banque NSM sur un seul siège social.

5/ Gestion et opérations financières

Le rôle pionnier et reconnu de la banque NSM en matière patrimoniale, son concours à de nombreux groupes industriels français de premier plan, les activités novatrices dès 1928 de Schlumberger & Cie dans le domaine de la gestion mobilière et dans l'invention des premières formules d'intéressement quarante ans avant l'ordonnance de 1959, sont illustrés par les différentes entrées que comporte cette cinquième rubrique : marchés et montages financiers (introduction en bourse, OPA/OPE, prises de participations, fusions/acquisitions, études financières) ; sociétés de placement et d'investissement ; ingénierie salariale (intéressement, épargne, actionnariat des salariés) ; gestion patrimoniale (clientèle), dossiers des engagements (prêts et crédits/clientèle).

6/ Comptabilité

Cette rubrique plus classique regroupe les documents traditionnels relatifs à la comptabilité de la banque et peuvent se décomposer en cinq sous-séries : inventaires, bilans et comptes de profits et pertes ; grands livres, journaux, balances ; comptabilité analytique (mise en place dès 1958 par NS) ; portefeuille-titres.

7/ Personnel

La plupart des documents conservés relève du statut confidentiel. On notera que les dossiers et registres du personnel, de 1910 à nos jours sont conservés par la société privée d'archivage Locarchives. Toutefois cette rubrique a permis de regrouper certains documents épars provenant pour la plupart du service du personnel. Il s'agit principalement de dossiers de réglementation du travail, des circulaires relatives à la gestion du personnel, à la protection sociale, au recrutement et à la formation du personnel. On trouvera également des documents relatifs aux comités d'entreprise, d'établissement et à la société d'épargne, créée dès 1952 pour les employés par NS & Cie.

Le répertoire est complété d'informations utiles pour faciliter sa consultation. On y trouve la liste des abréviations des noms des associés gérants, administrateurs ou directeurs ; un historique des dirigeants des principales maisons ; une liste des abréviations des noms de sociétés. Enfin un index des noms de personnes que complètent deux autres index des noms de sociétés et topographique, faciliteront la consultation et les recherches.

À cet égard, il convient de préciser que tout travail sur cette période nécessitera d'avoir recours aux inventaires de la série AQ des Archives nationales et plus particulièrement 44 AQ (Banque de Neuflyze) ; 57 AQ et 57 AQ bis (Banque Mallet Frères & Cie) ; 114 AQ (Schlumberger & Cie) ; 144 AQ (Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet). Ces différents fonds entrés entre 1951 et 1994 et qui ont été analysés dans des répertoires dactylographiés, comprennent des documents qui complètent le présent Répertoire pour la période considérée. Il est donc recommandé pour tout travail de recherche sur ces différentes maisons d'avoir recours à l'ensemble de cette documentation⁵.

Enfin il convient de préciser que les familles des anciens associés gérants peuvent conserver des archives privées. On citera plus particulièrement les archives personnelles du président d'honneur de la banque NSMD, M. Jean-Pierre Mallet. Ce dernier les a classées méthodiquement par grands thèmes. Chaque chemise comprend des annotations précises afin de restituer ces documents dans leur contexte. Il s'agit principalement de documents familiaux, documents de direction (notes internes, comptes rendus de réunions, correspondances avec les principaux directeurs, comptes rendus de visites, d'entretien, de voyage, réflexions sur les projets de fusion, etc.), ainsi que des réflexions personnelles sur l'évolution de la banque de 1943 à 1998.

Ces archives sont conservées en interne et sont répertoriées dans le cadre d'un « fonds ouvert », ce qui lui permet d'être complété régulièrement.

L'ensemble de cette documentation contemporaine a pu être sauvé grâce à un patient et laborieux travail d'investigation, de récolement puis de classement réalisé sous ma direction, entre 1997 et 2001 par Mlle Bénédicte Leconte, chargée d'études à la Fondation. Une campagne de sensibilisation sur l'intérêt des archives historiques a même été organisée en mars 1999 auprès des différents services et départements de la Banque à l'initiative du président du directoire. À cette occasion une note de valorisation précisant le caractère spécifique des archives historiques (définition, types de documents, et procédure d'archivage) et l'urgence de les sauvegarder a été diffusée à l'ensemble du personnel de la Banque.

⁵ On y ajoutera l'Inventaire de la série J (entrées extraordinaires) des archives NSMD, Paris, FHBF, 2002, 42 p.

Ce répertoire a aussi pour objectif de montrer que le caractère potentiellement historique d'un document contemporain reste fragile. Il dépend de la prise de conscience de celles et ceux dans les services, départements et directions qui le produisent et de la bonne conservation de la « trace utile » pour la compréhension des prises de décisions, des politiques et plus généralement du fonctionnement de l'entreprise. À l'heure où les critères de rationalisation et de la rentabilité deviennent plus que jamais les maîtres mots des organisations, il convient de rester très vigilant afin de préserver la mémoire bancaire, qui reste celles des femmes et des hommes qui font l'histoire au jour le jour de leur entreprise.

Au terme de cette rapide présentation, il reste à espérer que par delà la confidentialité des documents recensés dans ce Répertoire, il sera possible d'envisager des travaux de recherche portant sur les cinquante dernières années qui ont vu les plus grandes transformations du système bancaire français. Analyser la place et le rôle spécifique de ces maisons de banque entre novation et tradition, reste un programme de travail particulièrement stimulant et encore inédit.

Raymond Dartevelle
Directeur de la FHBF

CADRE DE CLASSEMENT

Série A : Documents sociaux, conseils et assemblées

1 A. – Actes de constitution (p. 8 à 18)

- Statuts successifs, correspondances, règlements, fusion-acquisitions, regroupement et intégration des banques composant NSM
- Liste et C.V. des associés gérants, commanditaires et actionnaires ; signatures autorisées

2 A. – Ouverture sur l'international (p. 18 à 22)

- Actionnariat (protocoles, accords, rachats, participation...)
- Banques étrangères
- CR de voyages d'études

3 A. – Conseils et assemblées (p. 23 à 25)

- Registres/classeurs et dossiers des procès verbaux et comptes rendus des délibérations du conseil d'administration
- Registres/classeurs et dossiers des procès verbaux et comptes rendus du conseil de surveillance
- Registres/classeurs et dossiers des procès verbaux et comptes rendus des délibérations d'assemblée générale des actionnaires
- Rapports annuels

4 A. – Historique (p. 26 à 27)

- Conférences sur l'histoire, plaquettes, articles de revues...

Série B : Direction Générale

1 B. – Structures de décision et de contrôle (p. 29 à 34)

- Organigrammes
- Procès-verbaux et comptes rendus du conseil de direction, du directoire, du comité exécutif, comités de direction (élargi ou restreint),
- Séminaires des associés-gérants
- Rapports d'inspection

2 B. – Plans et orientations de la banque (p. 34 à 36)

- Plans quinquennaux
- Politique et orientations

3 B. – Marche de la banque (p. 36 à 45)

- Procès-verbaux et comptes rendus des comités : commercial, opérations financières (placement), trésorerie, engagements, relations générales...
- Correspondances : présidence, directoire, secrétariat général, directions des services, associés-gérants, fondés de pouvoir
- Collection des circulaires, notes de service, rapport et statistiques
- Études économiques et financières

4 B. – Relations avec l'extérieur (p. 46 à 49)

- Dossiers et correspondances concernant les relations avec les pouvoirs publics, avec la Banque de France et les autorités de tutelle
- Relations et correspondances avec les autres banques et sociétés financières, notamment la haute banque, avec les entreprises

5 B. – Lyon et réseau (p. 50 à 53)

- Correspondance et dossiers de la direction provenant du siège de Lyon
- Création du réseau et correspondance des agences

Série C : Sociétés du Groupe

1 C. – Banques (p. 55 à 66)

2 C. – Sociétés financières (p. 66 à 74)

3 C. – Sociétés immobilières (p. 74 à 82)

4 C. – Sociétés industrielles et commerciales (p. 82 à 114)

5 C. – Assurances (p. 114 à 115)

Série D : Domaine

1 D. – Actif immobilier (p. 117 à 118)

- Actes notariés, titres de propriété
- Baux et assurances

2 D. – Bâtiments (p. 119 à 121)

- Plans d'ensemble études et devis (dossiers de gros travaux)
- Plans des différents sièges de la banque

3 D. – Opération Toit Unique (p. 121 à 126)

- Regroupement des services

Série E : Gestion et opérations financières

1 E. – Marchés et montages financiers (p. 128 à 137)

- Dossiers d'introduction en Bourse
- Dossiers d'opérations financières (émissions d'actions et d'obligations), vente de titres
- Dossiers d'OPA/OPE
- Études financières, études économiques
- Dossiers de prise de participation, fusion-acquisition...

2 E. – Sociétés de placement, d'investissement (p. 137 à 147)

- SCPI, SICAV, FCP/FCPE, OPCVM

3 E. – Ingénierie salariale (p. 147 à 150)

- Participations
- Plan épargne entreprise
- Intéressement des salariés
- Retraites...

4 E. Gestion patrimoniale (p. 151 à 155)

- Correspondance avec les attachés de clientèle
- Épargne financière (études et analyses financières sur les produits proposés aux clients : SCPI, SICAV, FCP/FCPE, OPCVM)
- Transmissions d'entreprises et donations/successions
- Déclarations d'avoirs à l'étranger (Office des Changes)
- Contentieux

5 E. Dossiers des engagements (p. 156 à 157)

- Prêts, crédits...

Série G : Comptabilité

1 G. – Inventaire, bilans généraux et comptes de profits et pertes (p. 160 à 163)

2 G. – Grands livres, journaux, balances (p. 164 à 165)

3 G. – Comptabilité analytique (p. 165 à 166)

4 G. – Impôts et taxes (p. 166 à 167)

5 G. – Portefeuilles – titres (p. 167 à 168)

Série H : Personnel

1 H. – Gestion du personnel (p. 170 à 172)

- Réglementation du travail : conventions collectives, règlements intérieurs
- Circulaires relatives à la gestion du personnel, aux relations et à la protection sociales, aux nominations, recrutement et à la formation
- Statistiques
- Formation

2 H. – Comités et syndicats (p. 172 à 173)

- Procès-verbaux des comités d'entreprises et commissions diverses (comité Hygiène et Sécurité, syndicats, conseil de discipline)

3 H. – Société d'Épargne (p. 173 à 175)

Annexes

- Abréviations des noms d'associés-gérants, administrateurs ou directeurs (p. 177)
- Historique des dirigeants des différentes maisons (p. 178 à 184)
- Abréviations des noms de sociétés (p. 185 à 187)
- Index des noms de personnes (p. 188 à 189)
- Index des noms de sociétés (p. 190 à 195)
- Index géographique (p. 196 à 197)

SERIE A

**DOCUMENTS SOCIAUX,
CONSEILS & ASSEMBLÉES**

Cette série regroupe les archives relatives aux documents sociaux, aux conseils et aux assemblées. Elle est divisée en quatre sous-séries qui se déclinent comme suit :

- Actes de constitution
- Relations avec l'international
- Conseils et Assemblées
- Historique.

À l'intérieur de chacune de ces sous-séries, les documents sont classés par thèmes avec déclinaison chronologique.

1 A. – Actes de constitution

Sont conservés dans cette sous-série les statuts successifs, les règlements et les documents concernant le capital ainsi que les regroupements, fusions – acquisitions et intégrations des différentes banques composant NSM.

Les signatures autorisées, la liste et les curriculum vitae des associés – gérants, commanditaires et actionnaires sont également conservés dans cette sous-série⁶.

1 A 1 / MFC-NSM

Documentation sur les associés-gérants : signatures autorisées (1939, 1961-1965) ; nomination de Jean-Pierre Mallet comme associé (1943) ; "règlements intérieurs" sur les fonctions d'autorité, le rôle et les conditions applicables aux associés (1943, 1956, 1958) ; démission de Jacques Mallet comme administrateur de sociétés pour cause de maladie (1946) ; statuts (1963) ; étude du régime de retraite et de prévoyance des associés (1964) ; étude sur le rachat de parts sociales (1947) ; faire-part de décès et répartition des parts d'André Mallet (1964) ; relations et rapports aux associés et commanditaires sur les exercices comptables (1960-1967).

1 A 2 / MFC

MFC : actes de société (1906, 1908, 1921, 1926, 1927, 1930, 1938, 1941, 1943, 1944, 1946, 1948, 1952, 1956, 1958-1962, 1965, 1966), pouvoirs sur le compte mixte d'avances et d'escompte et dossier de garantie d'escompte à la Banque de France (1956-1965), procurations et signatures autorisées (1903-1965), bons de caisse (1959-1962), journaux d'annonces légales (1927-1965).

⁶ Pour les noms de ces associés ou des directeurs ainsi que ceux des sociétés, il conviendra de se référer aux abréviations listées en fin de répertoire. À titre d'abréviation, on utilisera également les termes AG (assemblée générale), CA (conseil d'administration), PV (procès-verbal), CR (compte-rendu) et RC (registre du commerce).

- 1 A 3 / S-NS-NSM** *Statuts* de S & Cie, NS & Cie et de NSM (1925, 1940-1943, 1945-1974).
- 1 A 4 / S-NS-NSM** *Statuts* : collection de journaux d'annonces légales sur les changements de statuts (1919-1966).
- 1 A 5 / NS-NSM-NSM SA** *Statuts* de la banque NSM (mai 1977-mai 1980) ; *Statuts* de NSM SA (avril 1969-janvier 1974 ; décembre 1981-mai 1991) ;
- Listes des signatures autorisées* (1942-1965).
- 1 A 6 / N-NS-NSM** *Dossiers d'inscription au Registre du Commerce* de N & Cie (1920-1924), de NS & Cie (1954-1966), et de NSM (1966-1977), radiation de la Banque Jorjaan (1980).
- 1 A 7 / MFC** *Dossiers d'inscription au Registre du Commerce* de MFC (1920-1966).
- 1 A 8 / NS-NSM** *Gentlemen's agreements entre les associés*⁷ : études, correspondance, projets et accords définitifs (1944-1969).
- 1 A 9 / NS-NSM** *Études sur l'organisation et les modifications de forme et de structures* : cautionnement des gérants (1968), répartitions des attributions des associés, études sur l'incidence fiscale de la forme de société pour les associés, augmentations de capital (1944-1968).
- 1 A 10 / MFC-NSM-NSM SA** *Études sur l'organisation et les modifications de forme et de structures* : étude sur la transformation de NSM en société anonyme, augmentation de capital, note d'information sur la banque, organigramme, notes internes sur les nouvelles structures (1969, 1970, 1972) ; délégations de signatures (1974) ; fiches individuelles des ex-associés MFC (1965, 1976, 1982) ; notices biographiques des administrateurs de NSM et NSM SA, liste des membres des CA (1970-1975).

⁷ Les « Gentlemen's agreements » sont des accords signés par l'ensemble des gérants. Bien qu'ils n'aient pas valeur légale, ils engagent sur l'honneur les signataires et leurs ayant droits. Ces accords complètent les statuts (ils sont d'ailleurs souvent revus quand ceux-ci changent) et ont pour objet le bon fonctionnement de la Maison et du Groupe.

- 1 A 11 / NSM-NSM SA** *Études sur l'organisation et les modifications de forme et de structures* : correspondance, prospection auprès de clients privés, listes des souscripteurs pour l'augmentation de capital de NSM SA (1971), étude sur la tentative d'OPA de BSN sur NSM (1972) ; listes des acheteurs et vendeurs d'actions NSM SA (1972), opérations d'échange d'actions NSM SA contre La Paternelle (décembre 1973 – janvier 1974), annulation du rapprochement envisagé entre NSM SA et La Paternelle (1974).
- 1 A 12 / NSM-NSM SA** *Études sur l'organisation et les modifications de forme et de structures* : restructurations au sein de NSM, études sur la responsabilités des conseils, la répartitions des attributions et la concentration des entreprises, analyse sur la création éventuelle d'une banque d'affaires à partir d'Argalus ou d'une compagnie financière, analyse de l'avenir de NSM SA, bilan des modifications de structures envisagées pour NSM SA... (1972-1984, 1986).
- 1 A 13 / S** **S & Cie**⁸ : statuts (15/11/1940, 15/03/1941, 20/04/1942, 15/03/1943, 26/12/1944) ; trois exemplaires reliés du dépôt des statuts, actes modificatifs de la société, procès-verbaux d'assemblées générales et pièces de publicité établis par Me Poisson le 06/07/1943 ; dossier des augmentations de capital, cession de parts des associés, notamment celles d'André Istel, listes des signatures autorisées (1937-1943) ; correspondance concernant la transformation de S & Cie en société anonyme (06/12/1944) ; échange de correspondance avec l'administration sur les changements survenus dans la direction de S & Cie avec la démission d'André Istel (01/07/1940 au 29/03/1941) ; certificats d'aryanité des associés (05/10/1942 au 20/01/1944).
Aryn

⁸ Schlumberger & Cie est fondée en 1919 comme société en nom collectif par trois amis, Maurice Schlumberger, André Istel et Louis Noyer, sous la raison sociale « Schlumberger, Istel et Noyer ». La société est transformée en 1924 en société en commandite simple et prend le nom de « Schlumberger & Compagnie » (S & Cie). Elle exerce une activité de banque de dépôts jusqu'au 1er janvier 1945, date où ses associés prennent un intérêt dans la société en commandite simple « de Neufelize, Schlumberger & Compagnie » (NS). Tandis que NS conserve un statut de société en commandite simple ayant une activité de banque de dépôts, S & Cie est transformée en société anonyme enregistrée comme établissement financier – maison de titres. C'est pourquoi, à partir de cette période, S & Cie a été répertoriée en sous-série 2 C. En avril 1969, S & Cie servira de cadre à la création du Holding NSM SA qui fera l'acquisition de la totalité du capital de la banque NSM, à l'exception de la participation de 10 % du Comité d'Entreprise, ainsi que de la quasi-totalité du capital de la société annexe « Société Auxiliaire d'Études » (SAE). On trouvera en sous-série 3 A les dossiers d'assemblées générales ainsi que les extraits des registres des procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration jusqu'en 1956.

- 1 A 14 / NS** *Fusion N & Cie avec S & Cie*⁹ : comparaisons des organigrammes, des organisations, des bilans et des portefeuilles des Maisons ; renseignements sur les filiales, listes des comptes de dépôts, évaluation des postes, recherche d'un site pour concentrer les services, organisation de la fusion (1943-1944).
- 1 A 15 / NS** *Fusion N & Cie avec S & Cie* : étude du portefeuille titres et estimation des actifs des deux Maisons (1944).
- 1 A 16 / NS** *Fusion N & Cie avec S & Cie* : études de la situation, règlement de la fusion, documents comptables, études sur les agences de Clairac et de Lyon, gentlemen's agreement entre les associés, comparaison des statuts de N & Cie avec ceux de S & Cie, consultations de cabinets de conseil, notes du service contentieux, organisation de l'augmentation de capital, mouvements de fonds, circulaires internes et externes (1944-1945).
- 1 A 17 / NS** *Fusion N & Cie avec S & Cie* : études sur les services Étranger, Titres, Change et Comptes Spéciaux, procès-verbaux et aide-mémoire des réunions de travail et du comité de fusion, étude de la situation des comptes commerciaux (1944-1945).
- 1 A 18 / NS** *Fusion N & Cie avec S & Cie* : estimation du plan comptable avec étude de documents comptables, mise en place de la nouvelle comptabilité ; études sur la jonction technique des services ; questions techniques abordées pour l'organisation de la fusion (1943-1945).
- 1 A 19 / NS** *Fusion N & Cie avec S & Cie* : capital, cessions d'actions, aspects financiers, questions fiscales, notes du contentieux, questions techniques sur l'organisation, statistiques et bilans, plan comptable, étude sur la clientèle commerciale, correspondance entre Christian Monnier et Louis Monnier (1943-1945).

⁹ Maurice Schlumberger se trouve allié de près à deux associés des Neuflyze, Christian et Louis Monnier, par son mariage avec Françoise, leur sœur et nièce. Pendant vingt-cinq ans, de 1919 à 1944, les deux maisons liées par l'amitié et la parenté vivent parallèlement. En raison de leurs activités complémentaires, elles se rapprochent vers 1943, prévoyant ainsi l'extension possible de leurs affaires au lendemain de la guerre. Le 1^{er} janvier 1945, la raison sociale des deux maisons associées devient « de Neuflyze, Schlumberger & Cie », qui s'inscrit en 1946 sur la liste des banques de dépôt (d'après une monographie sur Maurice Schlumberger).

1 A 20 / NS-MFC

Fusion NS & Cie avec MFC¹⁰ : dossier-pilote sur la situation destiné aux associés, études du contexte bancaire et économique, comparaisons entre NS et MFC, PV de réunions et correspondance des associés MFC, rapports de MFC sur le compte pertes & profits et la marche des services pendant l'exercice 1964, comparaison des comptes d'exploitation, organigrammes, projets de schéma de fusion avec commentaires (1965-1966).

1 A 21 / NS-MFC

Fusion NS & Cie avec MFC : étude sur les aménagements de la gérance, étude des postes possibles pour le directeur général, le secrétaire général et les directeurs issus de MFC, CR des réunions de la Commission Structures, étude sur le capital de NSM, S & Cie et SAE, étude du statut fiscal de la fusion, autorisations officielles, protocoles d'accord du 15 décembre 1965 et du 16 mai 1966, procurations des gérants, correspondance (1965-1966).

1 A 22 / NS-MFC

Fusion NS & Cie avec MFC : CR de réunions des sous-commissions Clientèle Privée, CPR et Département Commercial, CR de réunions de la commission Travail, dossier Fusion, traité d'absorption de MFC et traité d'augmentation de capital de NSM & Cie (31 mai 1966), conventions pour le Comité d'entreprise et la Société d'épargne, formalités légales, relations extérieures : information interne, annonce de la fusion à l'extérieur et réponses reçues, coupures de presse, correspondance (1966).

1 A 23 / NSM

Fusion NSM & CGFC : dossier d'AGE (19/11/1968), organigramme, CR des réunions, réflexions des associés NSM, étude des situations comptables CGFC et Génécridit, documentation, affaire Total, correspondance (1967-1969).

1 A 24 / NSM

Fusion NSM & CGFC : étude et normalisation des polices d'assurances, étude sur l'intégration du personnel (1968-1969).

¹⁰ Au début des années 60, la Maison Mallet envisage l'association avec une autre banque à laquelle elle puisse apporter sa compétence dans les domaines de la gestion de portefeuilles de titres et des opérations de crédit. Les banques Mallet et NS possèdent de fortes similitudes : ancienneté et tradition comparables, même vocation à la gestion de patrimoines de valeurs mobilières, pareil attrait pour une clientèle choisie. La fusion des deux banques en 1966 constitue une nouvelle banque disposant d'un réseau de relations internationales exceptionnel pour sa taille. La « Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet » (NSM) devient la 20^e banque française (d'après une monographie sur Maurice Schlumberger).

- 1 A 25 / NS-NSM** *Études NS et NSM* : transformation en NSM SA (1969), rémunération des gérants, engagements d'associés, procurations des gérants, étude sur les administrateurs salariés... (1959-1971).
- 1 A 26 / NS-NSM** *Études NS et NSM* : dossiers d'agrément divers (1947-1961 ; situation des ex-gérants MFC dans la nouvelle structure NSM : MM. Bernard Mallet, Lorrain Cruse, Thierry Feray, Jean-Pierre-Robert Mallet, Robert Mallet, Thierry Mallet, Christian Monnier, Christian de Pourtalès (1966-1970).
- 1 A 27 / NSM** *Études NSM* : protocole du Ministère de l'Économie et des Finances avec Interbanques (1970) ; dossier sur la Société Interbancaire d'Études et de Services Titres (1977, 1978) étude sur la responsabilité des banquiers (1975-1977), correspondance avec l'administrateur représentant le personnel (1974-1976) ; études sur les coffres-forts et les objets précieux (1974-1980).
Projet de rapprochement avec la Banque de l'Indochine : étude d'un projet de création d'un complexe banque-assurances (1969-1970).
- 1 A 28 / NSM-NSM SA** *Projet de rapprochement entre la banque NSM, NSM SA et La Paternelle SA¹¹* : CR d'entretiens entre les trois entités, préparations des projets, études des parités (1971-1973).
- 1 A 29 / NSM-NSM SA** *Projet de rapprochement entre la banque NSM, NSM SA et la Paternelle SA* : dossiers du Crédit Parisien : achats de certificats de dépôts en dollars (1969, 1970), souscription du Crédit Parisien à des actions Transpacific Fund et Istel Found (1969), étude sur une émission éventuelle

¹¹ Ce projet de rapprochement visait à créer un grand ensemble «banque, assurances, immobilier, participations, diverses». La Paternelle SA, deuxième compagnie d'assurances française avec le groupe de Paris, avait pris une dimension nouvelle en juin 1972 après son affrontement avec le groupe Suez-Banque d'Indochine, dont elle sortit renforcée. Au terme d'études approfondies menées en collaboration avec le groupe Mees & Hope, actionnaire étranger de NSM, un accord d'association intervint entre les dirigeants du Groupe Paternelle, conduits par Bernard Pagézy (ancien collaborateur de NSM et gendre de Christian Monnier) et ceux du Groupe NSM, le 20 décembre 1973. Cet accord prévoyait un échange d'actions NSM SA contre des actions Paternelle SA pour répartir le capital de NSM SA à concurrence de 66 % à la Paternelle SA, 28 % à Mees & Hope et 6 % à Delbrück & Co. Simultanément, la Paternelle SA et la Compagnie du Midi devaient fusionner afin de constituer la société-pivot du groupe exerçant son activité bancaire par l'intermédiaire de la société holding NSM SA et son activité d'assurances par l'intermédiaire de la société holding AGP. En outre, par apport-fusion des actions Crédit Parisien détenues par la Paternelle SA à NSM, il était prévu que NSM regroupe toute l'activité banque de dépôts du nouveau groupe. Ce projet ne verra jamais le jour.

d'obligations convertibles ou échangeables, notes et correspondance, étude de la COB sur les opérations effectuées entre La Paternelle SA, Suez et la Banque de l'Indochine, études sur le Crédit Parisien, étude sur la Rente Foncière (1972, 1973).

1 A 30 / NSM-NSM SA

Projet de rapprochement entre la banque NSM, NSM SA et la Paternelle SA : informations concernant la Paternelle SA, la Banque NSM et le Crédit Parisien (1973), protocole Mees & Hope / NSM SA / Banque NSM (1972), projets de protocole NSM / Paternelle (1973).

1 A 31 / NSM-NSM SA

Projet de rapprochement entre la banque NSM, NSM SA et la Paternelle SA : CR des réunions internes NSM, CR des réunions NSM – La Paternelle, protocole La Paternelle – Mees & Hope, étude de l'opération d'absorption par la Paternelle de la Société Parisienne de Placement et de Gestion, projet de dossier de presse, articles de presse, communiqués, lettres aux clients, doubles des documents NSM remis à la Paternelle (1973, 1974).

1 A 32 / NSM-BJ

*Banque Jorjaan (BJ)*¹² : Instruction Manual» données par ABN sur la gestion des risques (1971) ; rapport annuel BJ (1973), rapports du conseil de surveillance et du directoire aux AG, ordres du jour et résolutions des AG, bilans, comptes de pertes & profits BJ, correspondance de P. Galataud, directeur juridique de BJ (1970-1974) ; étude de la prise en charge par BJ des recouvrements d'effets NSM à Lille (1977, 1978), rapports d'AG (1978, 1979).

*Projet de Groupement d'Intérêt Économique entre les banques NSM et Jorjaan*¹³ : projets de contrat et de règlement intérieur, CR du Bureau d'études fiscales et juridiques Francis Lefebvre, études de coordination NSM-BJ, certificat de dépôt d'actes, extrait du RC, statuts et règlement intérieur, correspondance interne (06/02/1978, 09/10/1979).

¹² Cette maison de banque hollandaise, de forme juridique française, fût fondée à Paris en 1884. La banque Jorjaan se spécialisa dans les opérations de change (manuel et international) et les titres. Après la deuxième guerre mondiale, la banque disposa d'une importance clientèle travaillant avec l'étranger, en particulier celle des diamantaires. Jusqu'en 1962, la majorité du capital fût détenue par la famille Jorjaan. Elle du en céder une partie à ABN Bank qui devint majoritaire en 1968. En 1980, dans le cadre des accords NSM-ABN Bank, Jorjaan s'intégrera à NSM.

¹³ En raison de la prise de participation d'ABN Bank dans les deux maisons, il fut tout d'abord projeté de créer un Groupement d'intérêt économique (GIE) afin de mettre en commun certains moyens non-bancaires.

1 A 33 / NSM-BJ

Fusion NSM / Banque Jorjaan : mémorandum, rapports de NSM sur ce projet de fusion, CR des réunions, préparation des restructurations et projection à moyen terme, correspondance interne et externe notamment avec ABN (1977-1979).

Rapports d'AG et des réunions du directoire de BJ, notes de conjoncture économique établies par BJ (1978-1980).

CR des réunions du comité de coordination NSM-BJ pour mettre en place les opérations de rapprochement (06/04/1978-11/01/1979).

1 A 34 / NSM-BJ

Fusion NSM / Banque Jorjaan : dossiers de la Commission de fusion, projets de protocole, graphique des étapes de la fusion (1978-1980).

1 A 35 / NSM-BJ

Fusion NSM / Banque Jorjaan : dossiers de M. Willem Van de Wardt (membre du directoire de NSM) : calendrier des opérations, étude des restructurations NSM-BJ, essai de parité des actions NSM SA et BJ, rapport de fusion et cession des actions détenues par ABN sur BJ à NSM SA, emménagement des employés BJ avenue Hoche, statistiques d'activité comparées, refonte des contrats d'assurances, étude sur la direction de l'Exploitation, projet de modification des statuts, implantation des services, projet de protocole de fusion, reprise des engagements BJ (1979-1980) ; étude des travaux restant à effectuer avant la fusion : information de la clientèle NSM, refonte de l'organigramme NSM (mars à juin 1980).

1 A 36 / NSM-BJ

Fusion NSM / Banque Jorjaan : dossiers de M. Alain Beyrou (secrétaire du directoire de BJ) : CR des réunions de politique commerciale (22/10/1979 – 25/03/1980), texte d'A. Beyrou lors de la conférence de presse, CR de réunions et correspondance BJ avec les dirigeants de NSM (janvier 1978 – février 1979), information à la clientèle BJ sur la fusion, études comparatives de la comptabilité et des organigrammes des deux établissements (1979).

1 A 37 / NSM-BJ

Fusion NSM / Banque Jorjaan : dossiers de M. Bernard Bousquet (directeur juridique de NSM) : dossier et CR des réunions de la commission de fusion (11/04/1979 – 18/02/1980), étude par secteurs en vue d'organiser la nouvelle banque avec comparaison NSM-BJ, objectifs à réaliser, projet d'organigramme (1979-1980).

- 1 A 38 / NSM-BJ** *Fusion NSM / Banque Jorjaan* : dossiers de M. Bernard Bousquet : étude des avantages sociaux NSM-BJ pour comparaison et harmonisation, étude d'un accord sur le régime des retraites (1979, 1980).
- 1 A 39 / NSM-BJ** *Fusion NSM / Banque Jorjaan* : CR des AG de BJ et de NSM, délibérations du conseil de surveillance NSM, traités de fusion du 13/12/1979 et 11/04/1980, augmentation de capital, mise à jour des statuts, déclaration de conformité, organigramme de la future banque, rapport d'échange des droits sociaux entre les deux banques, rapport sur l'évaluation des apports de BJ à NSM par les commissaires aux comptes, publicité légale, correspondance (1980-1982).
- 1 A 40 / NSM-BJ** *Fusion NSM / Banque Jorjaan* : notes sur l'harmonisation des procédures et des imprimés (janvier – février 1980) ; conférence de presse ; liste des journalistes, dossier de presse, exposés de Rémi Schlumberger et Jean Brunet-Moret, « questions-réponses » à la presse (02 juin 1980) ;
- Lettres de félicitations à l'annonce de la fusion (1980), discours et CR du dîner organisé chez RS (29/05/1980) ;
- Renouvellement de la marque de services «Jorjaan» en France et en Italie : correspondance, certificats d'enregistrements (avril 1966-janvier 1986).
- 1 A 41 / NSM-BJ** *Fusion NSM / Banque Jorjaan (affaire Janninck¹⁴)* : cession d'actions BJ par Janninck, dossier du protocole ABN – Janninck (1966, 1967), fin du contrat de travail de Beaudoin Janninck fils (1974), dossiers sur l'appartement mis à disposition de la famille Janninck (1960-1980), correspondance et documentation du service juridique de NSM, correspondance avec ABN (1979-1980).
- 1 A 42 / NSM-BJ** *Fusion NSM / Banque Jorjaan (affaire Janninck)* : correspondance et documentation du service juridique de NSM, correspondance avec ABN, correspondance avec les avocats, pièces judiciaires, conclusion, jugement du tribunal (1979-1981).

¹⁴ En 1967, ABN devient actionnaire majoritaire de la Banque Jorjaan (BJ). Un protocole est conclu entre ABN et M. Janninck (Président et actionnaire de BJ) et son épouse, qui leur octroie un certain nombre d'avantages en nature (notamment l'occupation gratuite d'un appartement et la possibilité pour leurs enfants d'entrer dans la banque) ainsi qu'un engagement de conserver la dénomination sociale «Banque Jorjaan». Après la fusion NSM-BJ et en raison de la disparition de l'être moral BJ, un contentieux survient avec la famille Janninck qui sera réglé à l'amiable. Les dossiers relatifs à cette question ne peuvent être consultés qu'après accord du Secrétaire général de la Banque.

1 A 43 / NSM SA

*Actions et actionnariat NSM SA*¹⁵ : mémorandum, lettre de CM sur l'évolution future de l'actionnariat (23/10/1975), notes établies par RB, JL et JLN sur le maintien d'un actionnariat français (15/10/1979); études stratégiques sur le choix de l'actionnariat, notes et correspondance des actionnaires (1975-1986).

1 A 44 / NSM SA

Actions et actionnariat NSM SA : comptes annuels (1970-1986); étude d'alliances éventuelles par LC (1974, 1975); CR d'entretien de JPM avec J.M. Vernes (1975); recherche d'un actionnariat français avec études d'offres de participation éventuelles à la CGE, la banque OBC et l'Air Liquide : correspondance, CR d'entretiens présentation générale du groupe NSM, composition des CA de NSM SA et de la banque NSM, notices biographiques et fonctions des administrateurs (1976-1986).

1 A 45 / NSM SA

Actions et actionnariat NSM SA : composition du conseil, étude sur l'entrée de Lafarge-Coppée, exposés de personnalités diverses, étude sur la limite d'âge des Présidents, notes, réceptions (1980-1985).

1 A 46 / NS-NSM SA

Actions et actionnariat NSM SA : études sur la participation collective du personnel au capital de NSM¹⁶ : statuts de la société d'Épargne des Employés, donation en nue propriété au Comité d'Entreprise et en usufruit à la Société d'Épargne, principes, modalités, accord relatif à l'application de l'ordonnance de 1967, représentation du personnel au conseil d'administration de la Banque, brochure et éléments de réflexion sur la participation et l'épargne salariale chez NSM, correspondance (1980-1983).

¹⁵ La société holding NSM SA, qui contrôle la banque NSM, est créée en janvier 1969 par regroupement des actifs des trois sociétés sœurs, la Banque NSM, S & Cie et SAE. NSM SA situe ses interventions en priorité dans le domaine de l'ingénierie financière.

¹⁶ À partir des années 1970, une des caractéristiques de NSM réside dans le fait qu'une partie significative de son capital est détenue par son personnel (10 %)/ Cela résulte d'une série de donations consenties par l'entreprise. Les titres appartiennent collectivement au comité d'entreprise pour la nue propriété et à une société d'épargne constituée entre les salariés pour l'usufruit. Celle-ci répartie les dividendes qu'elle reçoit en parts égales aux membres du personnel. Elle détient un siège au conseil de surveillance. Par ailleurs, un plan d'épargne a été mis en place pour permettre aux salariés de se constituer collectivement un portefeuille diversifié de valeurs mobilières. Ce plan est alimenté par les contributions volontaires des adhérents et par des contributions proportionnelles de l'entreprise égales à 50 ou 33 ou 25 % des contributions individuelles en fonction inverse des niveaux hiérarchiques. À ce sujet, il est utile de se reporter à la sous-série 5H.

1 A 47 / NSM SA

Capital NSM SA : évaluation de l'action NSM SA, calcul du droit de Put (1970-1985) ; autorisations administratives pour les négociations sur le capital (1976-1982).

1 A 48 / NSM SA

Capital NSM SA : études, répartitions des actionnaires, réarrangements, augmentations, offres de participation, reclassement de titres, hypothèses d'évolution de la valeur de négociation de l'action NSM SA (1956-1986, 1991, 1993), relevés de titres (30/05/1981-31/03/1991).

2 A. – Ouverture sur l'international

L'ouverture sur l'international a toujours été un élément primordial, une tradition dans l'histoire de la banque. C'est pourquoi à partir de 1972, les associés NSM invitèrent la banque hollandaise Mees & Hope, d'un style comparable au leur et avec laquelle NS & Cie et Mallet Frères & Cie entretenaient déjà des liens très étroits depuis plus d'un siècle, à prendre une participation dans leur capital. En 1975, la banque Mees & Hope s'intègre dans le groupe de l'Algemene Bank Nederland (ABN), grande banque néerlandaise et internationale. Le partenaire européen de NSM change ainsi fortuitement. En 1977, NSM accepte de rejoindre le groupe ABN qui prend alors une participation majoritaire dans son capital.

Cette sous-série conserve notamment les comptes-rendus de voyages d'études et le développement des relations étrangères. Les dossiers de relations avec les banques qui préfigureront le Groupe ABN France (à l'exception des dossiers de la Banque Jordaan classés en 1A) et les documents concernant l'actionnariat étranger (protocoles d'accords, rachats, participations, etc.) sont également regroupés dans cette sous-série.

2 A 1 / NS

Développement des relations étrangères : recherche d'un circuit de contacts bancaires européens dans le cadre du Marché Commun avec la création d'un club bancaire Européen, études sur un rapprochement éventuel entre groupes bancaires français et allemands (1958).

CR de voyages à l'étranger des associés ou directeurs que ce soit pour représenter NSM, assister à des congrès ou effectuer des missions et stages : BM en Grande Bretagne, CP à New-York, Denis et Lecable aux USA (1968), FB puis JPM et PhD aux USA, P. de Boysson puis RR au Japon (1969), étude sur le financement des exportations et des investissements à l'étranger (1970), JR à New-York (1970), R Faure aux USA (1970), CP aux USA (1970), JPM et J. Frot aux USA, JPM au Japon (1973), RS aux USA (1971, 1972), RS à Londres (1972), RS à Copenhague (1973).

2 A 2 / NS-NSM

CR de voyages à l'étranger des associés ou directeurs que ce soit pour représenter NSM, assister à des congrès ou effectuer des missions et stages : BM aux USA, JL à Lisbonne (1953), le GFA en AOF (1954), JL en Pologne, JLN au Mexique (1955), JL en Colombie, FC au Portugal, RS et FC aux USA, JLN en Afrique (1956), JL au Portugal, MS en Inde (1957), RS en Chine, CM et HF aux USA, toute l'équipe NS au Sahara (1958).

2 A 3 / NS-NSM

CR de voyages à l'étranger des associés ou directeurs que ce soit pour représenter NSM, assister à des congrès ou effectuer des missions et stages : MS aux USA, Jamaïque, Vénézuéla, Japon, RR, LP et LC aux USA (1959), RV et JL aux USA, MS à Haïti, Mexique, USA, EL aux USA, JL et RLL en Allemagne (1960).

2 A 4 / NS-NSM

CR de voyages à l'étranger des associés ou directeurs que ce soit pour représenter NSM, assister à des congrès ou effectuer des missions et stages : croisière MS au Japon, MS à Rome et aux USA (1961).

*Correspondance Mexique*¹⁷ avec P. Moxhet, sous-directeur de la Banque Nationale du Mexique et correspondant NS : études sur l'implantation de sociétés, situation du pays, organisation des voyages des associés-gérants aux Mexique... (1955-1967).

2 A 5 / NS-NSM-NSM SA

NSM Suisse SA : convention, projets de statuts, création et recrutement d'un directeur général (1970), plan de restructuration et transformation de la société en banque (1972), PV de CA (01/06/1972), étude sur son avenir (1978), correspondance (1970-1979), mise en place du regroupement des sociétés affiliées à ABN en Suisse, dont NSM Suisse, sous la raison sociale ABN Suisse (1979).

ABN Suisse : CR de conseils (1979-1984), rapports annuels (1979-1989), participation NSM SA : souscription et vente (1984, 1990, 1991).

¹⁷ Contrairement à ce que l'on imaginait en 1940 depuis la France occupée, les États-Unis ne disposaient d'aucune liberté de manœuvre au plan des opérations financières internationales. En effet leurs autorités surveillaient tout, se demandant sans cesse s'il ne s'agissait pas d'opérations italiennes ou allemandes. C'est pourquoi André Istel demanda à la Banque Nationale du Mexique d'accueillir son adjoint Pierre Moxhet, ancien arbitragiste chez S & Cie, qui avait réussi à atteindre l'Espagne pour s'embarquer à bord d'un navire bananier à destination de ce pays. Cette grande banque internationale avait, comme actionnaires et dirigeants depuis plusieurs générations, la famille Legorreta dont les liens étaient multiples tant avec les États-Unis qu'avec l'Europe et notamment la France. (d'après une monographie sur Maurice Schlumberger)

NSM Panama SA : statuts (1975), notes sur la société (1979-1986), portefeuille titres (1978-1980), bilans (1979-1987), dissolution (1988).

2 A 6 / NSM

Agrément entre NS & Cie et le gouvernement hollandaise sur les titres américains (1953);

*Relations NSM – Delbrück & C^o*¹⁸ : états périodiques et notes sur les affaires en cours, comptes rendus des réunions entre NSM et Delbrück & C^o, étude sur la mise en place d'une coopération pour la clientèle commerciale des deux établissements, organigramme de Delbrück & C^o, comptes rendus de visite des associés NSM à Cologne et Hambourg avec études sur Delbrück & C^o (1968-1971), accord et protocole entre NSM et Delbrück & C^o (1968, 1969).

2 A 6 bis / NSM-NSM SA

Relations NSM – Delbrück & C^o : études sur le contrat d'associé occulte chez Delbrück & C^o (1966, 1967, 1973), notes et correspondance sur la participation de NSM (1966, 1967), rachat de la participation de la banque NSM reprise par NSM SA (1969, 1970), impôts NSM SA (1970-1971), retour Neue Bank à Delbrück (1969), correspondance et accord de mai 1968, participation croisée (1967-1969), vente à Neue Bank (1968, 1969), notes et correspondance (1970-1974, 1979).

2 A 7 / NSM

*Relations NSM – Neue Bank de Zurich*¹⁹: notes internes de NSM sur l'évolution de la Neue Bank et de ses bilans, comptes rendus de visites, comptes rendus de réunions du comité exécutif de NSM sur le capital de la Neue Bank, étude sur les participations de Mees & Hope NV puis d'ABN dans cet établissement (1968-1971, 1977), comptes rendus de conseils et de comités exécutifs de la Neue Bank (1969-1971).

2 A 8 / NSM

Relations NSM – Neue Bank de Zurich: comptes rendus de conseils de la Neue Bank (1972), bilans (1969-1971).

¹⁸ Implantée à Cologne, Aix-la-Chapelle, Berlin, Hambourg et Francfort-sur-le-Mein, cette maison de banque privée exerce ses activités tant dans le domaine des opérations de banque, de bourse et de change que dans celui des opérations financières.

¹⁹ À la fin des années 1960, NSM cherche à orienter sa stratégie à long terme vers un développement de son activité internationale. Elle s'ouvre à l'Europe et engage une prise de participation commune avec Mees & Hope NV dans le capital de la Neue Bank de Zurich (chacune en détenant 50 %).

2 A 9 / NSM

*Relations NSM – Banque Mees & Hope NV*²⁰: organigramme et structure BMH, bilans et situations BMH, projet et protocole définitive entre les deux Maisons, correspondance économique, correspondance concernant la COVENA (1972), notes diverses NSM (1972-1976), correspondance BMH-NSM (1972-1979), relations commerciales BMH-NSM (1974).

2 A 9 bis / NSM

Relations NSM – Banque Mees & Hope NV: organisation de la réception au Pré Catelan, communiqués, articles de presse concernant le protocole (1972), note sur les conséquences de l'OPE d'ABN sur BMH et articles de presse (1975, 1976), rapport annuel BMH (1981).

2 A 10 / NSM-ABN

*Accords NSM-ABN*²¹: augmentation de la participation d'ABN qui passé de 40 à 60 % dans le capital de NSM SA : organigramme NSM, analyse du service études financières NSM sur ABN, étude de la structure d'ABN, correspondance interne NSM, présentation des projets ABN-NSM, projet et protocole définitif entre NSM et ABN, lettres aux actionnaires, étude sur la participation de Delbrück & C^o, correspondance avec le ministère des Finances et l'AFB, communiqués et extraits de presse

²⁰ Cette banque est née de la fusion intervenue en 1969 entre la Nederlandse Overzee Bank NV et la maison de banque Mees & Hope, elle-même issue de la fusion des banques privées R. Mees & Zoonen à Rotterdam et Hope & Cie à Amsterdam. L'origine de ces deux maisons remonte au XVIII^{ème} siècle. Mees & Hope NV occupe la quatrième place parmi les banques commerciales des Pays-Bas. Spécialisée dans le financement de l'industrie et du commerce international, elle exerce également une importante activité dans les domaines des valeurs mobilières et de gestion de patrimoine. À partir de 1970, NSM engage des pourparlers pour mettre en place d'éventuelles participations croisées avec différentes banques étrangères de tradition et de culture semblables afin d'éviter une OPA sauvage. Des négociations sont entamées avec Mees & Hope lors de leur participation commune dans le capital de la Neue Bank. Celles-ci reprennent en juillet 1972, à la suite de l'offensive inamicale lancée par BSN, Paribas et Schlumberger Ltd sur NSM SA. Un protocole d'accord est signé le 16 mai 1972. Mees & Hope NV prend alors une participation de 28 % dans le capital de NSM SA.

²¹ ABN, dont le siège est à Amsterdam, est la première banque des Pays-Bas. Elle y offre une gamme de prestations très diversifiée tant aux particuliers qu'aux secteurs de l'industrie, du commerce et des services. Grâce à une tradition ancienne d'implantation à l'étranger, elle dispose d'un réseau international très développé. En effet, ABN est issue de la fusion en 1964, de la Nederlandsche Handel Maatschappij NV (NHM) avec la Twentsche Bank NV, deux banques de plus de cent ans d'existence. La NHM est fondée en 1824 par Guillaume 1er en vue de stimuler le commerce avec l'étranger et en particulier avec les territoires néerlandais dans le sud-est asiatique. Durant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, ses activités bancaires deviennent prépondérantes. Quant à la Twentsche Bank NV, elle est créée en 1861 pour soutenir l'industrialisation régionale aux Pays-Bas. Durant l'entre-deux-guerres, les deux banques développent un réseau d'agences à l'intérieur du pays. Après avoir pris le contrôle, par une offre publique d'échange, de la banque Mees & Hope NV en 1975, ABN reprend à son compte la participation que celle-ci détenait dans le capital de NSM SA. Cette participation est portée à 60 % en 1977. ABN devient alors actionnaire majoritaire.

(1977);

Réunion ABN-NSM : demande de réalisation des accords Delbrück, priorité à l'achat français des actions NSM détenues par Delbrück & C°, maintien à 40 millions de l'engagement NSM, agrément d'ABN à une politique de recherche d'actionnariat français pour NSM (1978) ;

Études des relations entre ABN et NSM, rapport annuel ABN (1977), comptes rendus de visites à ABN, protocoles d'accord et avenant, études publicité, comptes rendus d'entretiens et de réunions des dirigeants de ABN et de NSM, correspondance, note de Rémi Schlumberger sur le rapprochement avec la Banque Jordaen et les relations avec ABN (1977-1979).

2 A 11 / NSM-ABN

Accords NSM-ABN : renouvellements du protocole : CR de réunions, correspondance, projets et protocoles définitifs (1981-1983).

Études des relations entre ABN et NSM, étude des objectifs de ABN en France, étude de la quote-part de NSM dans les résultats et le bilan de ABN, comptes rendus d'entretiens et de réunions des dirigeants de ABN et de NSM, comptes rendus de visites à ABN, correspondance (1980-1986).

2 A 11 bis / NSM-ABN

Accords NSM-ABN : renouvellements du protocole : CR de réunions, correspondance, projets et protocoles définitifs (1989, 1994).

2 A 12 / NSM-ABN

Accords NSM-ABN : notes sur les relations commerciales entre ces deux établissements, CR de visites et listes de sociétés multinationales prospectes ou clientes NSM (1977-1981) ; rapports annuels ABN (1976-1978 ; 1982, 1984, 1985).

2 A 13 / NSM-ABN

Accords NSM-ABN : circulaires adressées par ABN à ses filiales (1978, 1979).

2 A 14 / NSM-ABN

Accords NSM-ABN : circulaires adressées par ABN à ses filiales (1980, 1981).

3 A. – Conseils et Assemblées

Sont conservés ici les procès-verbaux (abrégés en PV) ainsi que les registres et dossiers des délibérations des assemblées générales des actionnaires, des conseils des associés-gérants pendant les périodes de structures en commandite puis, après la transformation en société anonyme, les registres et dossiers des délibérations des conseils d'administration et conseils de surveillance.

Ces registres et dossiers comprennent les feuilles de présence, pouvoirs, ordres du jour, documents de travail, procès-verbaux et des comptes-rendus de séances.

Les noms des différents conseils sont abrégés : conseils d'administration (CA), conseils de surveillance (CS), conseils restreints (CR) et assemblées générales (AG).

Cette sous-série regroupe également les rapports annuels imprimés.

Tous ces documents sont classés par Maisons avec déclinaison thématique et chronologique.

3 A 1 / S	Dossiers d'AG (25/10/1940 au 29/05/1951).
3 A 2 / S	Dossiers d'AG (06/06/1946, 28/06/1949, 13/06/1950, 04/06/1952 au 16/02/1954).
3 A 3 / S	Dossiers d'AG (09/05/1955 au 22/02/1956, 16/12/1968). Extraits du registre des PV des délibérations du CA (08/11/1949 au 02/02/1956).
3 A 4 / N-NS	N & Cie : décisions des associés ²² (1941, 27/04/1944 au 04/12/1944), NS & Cie : décisions des associés (20/06/1945 au 07/12/1951).

²² Les associés N & Cie puis NS & Cie se réunissent régulièrement afin de décider des changements ou des évolutions de leur Maison : statuts, augmentations ou répartitions de capital par cessions de parts, situation des gérants ou de leur rémunération, répartition des bénéfices, etc. Le terme employé ici pour désigner ces réunions est celui en usage pendant cette période, à savoir « décisions des associés ».

- 3 A 5-3 A 10 / NS** NS & Cie : décisions des associés (02/02/1952 au 17/05/1965) :
- 02/02/1952 au 20/12/1955,
 - 03/01/1956 au 23/12/1957,
 - 06/05/1958 au 30/12/1959,
 - 02/03/1960 au 30/12/1960,
 - 23/02/1961 au 21/12/1962,
 - 05/12/1963 au 17/05/1965.
- 3 A 11 / NS-NSM** NS & Cie : décisions des associés (25/06/1965 au 25/01/1966).
- Banque NSM : décisions des associés (31/05/1966 au 04/07/1966).
- 3 A 12, 3 A 13 / NSM** Banque NSM : décisions des associés (18/10/1966 au 31/12/1968) :
- 18/10/1966 au 01/07/1968,
 - 04/07/1968 au 31/12/1968.
- 3 A 14 – 3 A 20 / NSM** Dossiers des CA (13/06/1972 au 17/04/1980) :
- 13/06/1972 au 19/12/1973,
 - 29/01/1974 au 28/01/1975,
 - 08/04/1975 au 27/01/1976,
 - 30/03/1976 au 30/11/1976,
 - 25/01/1977 au 06/02/1978,
 - 16/03/1978 au 15/03/1979,
 - 11/04/1979 au 17/04/1980.
- 3 A 21-3 A 29 / NSM** Dossiers des CS (1969-1972, 1980-1990) :
- 27/02/1969 au 09/05/1972, 30/05/1980 au 10/12/1980
 - 24/03/1981 au 02/12/1981,
 - 24/02/1982 au 21/09/1982,
 - 01/12/1982 au 26/05/1983,
 - 05/10/1983 au 07/03/1984,
 - 09/05/1984 au 12/12/1985,
 - 20/03/1986 au 14/12/1987,
 - 09/03/1988 au 20/09/1989,
 - 13/12/1989 au 12/12/1990.

- 3 A 30, 3 A 31 / NSM** Dossiers des CR (27/02/1973 au 27/10/1976) :
- 27/02/1973 au 27/12/1974,
 - 25/02/1975 au 27/10/1976.
- 3 A 32-3 A 36 / NSM** Dossiers des AG (27/02/1969 au 29/05/1991) :
- 27/02/1969 au 29/02/1972,
 - 30/05/1973 au 08/05/1979,
 - 30/05/1980 au 19/05/1981,
 - 24/03/1982 au 08/07/1983,
 - 09/05/1984 au 29/05/1991.
- 3 A 37-3 A 43 / NSM SA** Dossiers des CA (27/02/1969 au 10/10/1988) :
- 27/02/1969 au 19/12/1973,
 - 29/01/1974 au 26/10/1976,
 - 25/01/1977 au 08/05/1979,
 - 26/07/1979 au 30/10/1980,
 - 24/03/1981 au 09/11/1982,
 - 02/03/1983 au 11/09/1985,
 - 20/03/1986 au 10/10/1988.
- 3 A 45-3 A 51 / NSM SA** Dossiers des AG (16/12/1968 au 13/11/1985 ; 01/12/1988 au 13/12/1989) :
- 16/12/1968 au 10/05/1971,
 - 24/09/1971 au 12/06/1972,
 - 09/10/1972 au 30/10/1973,
 - 30/10/1974 au 26/10/1976,
 - 25/10/1977 au 30/10/1979,
 - 26/03/1980 au 02/12/1981,
 - 09/11/1982 au 12/06/1984,
 - 14/11/1984 au 13/11/1985 ; 01/12/1988 au 13/12/1989.
- 3 A 51 bis / NSM SA** Dossiers des CS (01/12/1988 au 03/10/1990) ; prévisions, bilans et résultats (1989-1990, 1990-1991).
- 3 A 52 / BJ** Rapports d'AG, augmentations de capital, évaluation de l'action BJ (1961-1980).
- 3 A 53 / NSM-NSM SA** Rapports annuels NSM (1969-1981) ; Rapports annuels NSM SA (1970-1990).

4 A. – historique

Cette sous-série conserve les documents à connotation historique réalisés par la banque : comptes-rendus de conférences, plaquettes, revues et articles de presse. Ils sont classés par Maisons puis déclinés en ordre chronologique.

Un fonds d'imprimés, d'ouvrages et de périodiques historiques est également consultable à la Fondation.

- 4 A 1 / MFC** Articles de presse et brochures historiques sur la famille et la banque Mallet (1923-1964) ;
Historique des relations entre MFC, les AGF et la Compagnie du Phénix : documents préparatoires à l'allocution de JPM pour la réception annuelle (09/01/1998).
- 4 A 2 / MFC** Création de la plaquette historique *Deux siècles de Banque, 1723-1923* : correspondance avec la Maison Braun, éditeur ; exemplaire de l'ouvrage ; listes des destinataires de cette plaquette avec remerciements à la suite de l'envoi, réseau de relations des associés-gérants (1924).
- 4 A 3 / MFC** Correspondance concernant l'histoire de la Maison (1930-1965).
Copie de quelques passages du journal de Denis de Rougemont (s. d.).
Correspondance familiale au sujet des lettres de bourgeoisie des Mallet (1947).
Correspondance avec Herbert Lüthy au sujet de son étude sur les banques protestantes au 18ème siècle²³ (1962).
« Les débuts de la Banque Mallet » par H. Lüthy, extrait de la *Revue suisse d'économie politique et de statistique*, 94ème année, fascicule IV, 1958.
Création de la plaquette historique *MFC, 250 ans de Banque (1713-1963)* : correspondance échangée, projets de plaquette par M. Alain Plessis, rédacteur de l'ouvrage (1960-1964), exemplaire de l'ouvrage, revue de presse à l'occasion de la sortie de cette brochure (1964).
Article du Figaro sur l'attaque par Lacenaire du garçon de recette de MFC le 29/12/1834 (25/07/1987).

²³ LUTHY (Herbert), La banque protestante en France de la Révocation de l'Edit de Nantes à la Révolution, 2 vol., Genève, 1959, et Paris, 1961.

4 A 4 / MFC

Plaquette historique *MFC, 250 ans de Banque (1713-1963)* : listes des destinataires de cette plaquette avec remerciements à la suite de l'envoi, réseau de relations des associés-gérants (1964).

4 A 5 / N-S-NS-NSM

Plaquette historique pour 125ème anniversaire : *De Neuflize & Cie* (1926).

Historique de MM. Schlumberger, Istel & Noyer (Avril 1939), historique de MM. Schlumberger & Cie (18/06/1919-15/03/1943).

Plaquette historique *De Neuflize, Schlumberger & Cie, 1800-1950*.

Projet de plaquette NS : documents modèles (1960-1964).

Monographies sur l'histoire de MFC et NSM (sans dates).

Modalités de la réalisation de l'ouvrage sur Maurice Schlumberger (1978).

Présentations NSM par différents associés ou directeurs (1968-1984).

La Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet de 1945 à 1976, par René Brousse (mai 1983).

Notes et correspondance sur projet de réalisation d'un ouvrage historique sur NSM par Pierre Thuret (1984).

Présentation de NSM en anglais (1989).

SERIE B

DIRECTION GENERALE

Cette série regroupe les archives relatives aux documents émanants de la Direction générale. Elle est divisée en cinq sous-séries qui se déclinent comme suit :

- Structures de décision et de contrôle
- Plans et orientations de la banque
- Marche de la banque
- Relations avec l'extérieur
- Lyon et réseau

À l'intérieur de chacune de ces sous-séries, les documents sont classés par thèmes avec déclinaison chronologique.

1 B – Structures de décision et de contrôle

Cette sous-série regroupe les différents organigrammes ainsi que les documents préparatoires, comptes-rendus (abrégés en CR) et procès-verbaux (abrégés en PV) des réunions des structures de décision et de contrôle. Ces structures vont évoluer dans le temps, tant en raison des fusions ou modifications de statuts de la banque qu'au niveau de leurs appellations, compositions ou rôles. D'après les renseignements extraits des sources d'archives, nous pouvons les décrire comme suit :

Chez Mallet Frères & Cie, les structures de décisions majeures sont le Conseil des associés dont sont conservés les procès-verbaux de réunions de 1958 à 1966, ainsi que les « réunions d'étude et d'information » qui regroupent les associés gérants et dont les archives remontent à 1943 pour se prolonger jusqu'à la fusion.

Dans le fonds Neuflyze, Schlumberger & Cie, on peut remarquer l'existence, au moins à partir de 1941 jusqu'en décembre 1961, d'un Comité de direction. Celui-ci se transforme en janvier 1962 en Conseil de direction.

À la création de la nouvelle entité Neuflyze, Schlumberger, Mallet, les structures déjà existantes chez Neuflyze, Schlumberger & Cie sont privilégiées. On retrouve comme organe de décision majeur le Conseil de direction qui regroupe les associés-gérants. Il s'occupe plus particulièrement de la marche courante de la Maison, de l'activité des départements et services ainsi que des projets et opérations en cours.

À partir de février 1969, la banque adopte le statut de société anonyme avec conseil de surveillance et directoire. Le Conseil de direction se transforme alors en Comité exécutif. Ses membres correspondent dorénavant au directoire ainsi qu'au PDG de NSM SA. Parallèlement, on peut mentionner l'existence d'un Conseil de gérance (de mars 1968 au 1er avril 1969) composé de 15 associés-gérants. Ce conseil prend les grandes

orientations dictées par l'environnement économique et bancaire concernant la vie de la Banque (personnel, placements, planification, fonctionnement du Comité Exécutif...) ainsi que celles concernant le rôle des associés dans la Maison et le Groupe. Cette structure décide à la majorité des voix, chaque associé ayant de plus un droit de veto qui fait abandonner le projet si ce droit est exercé.

À partir du 19 janvier 1972, est mis en place un Comité de direction qui réunit les membres du Comité exécutif, le secrétaire général et les directeurs. Certaines de ces réunions sont consacrées à l'animation de l'exploitation ainsi qu'à l'information réciproque des services, d'autres privilégient la définition des politiques et la fixation des objectifs.

L'assemblée générale extraordinaire du 13 juin 1972 décide l'abandon du régime de conseil de surveillance et directoire et adopte la forme classique de société anonyme à conseil d'administration. Le 14 juin 1972, le Comité exécutif devient Comité de direction générale. Celui-ci est défini dans la dernière réunion du Comité exécutif comme un organe de réflexion, de concertation et d'assistance. Ce Comité est soit élargi (et se prononce sur la politique générale de la banque et les grandes orientations), soit restreint (pour animer l'Exploitation). La composition du Comité de direction générale restreint est la même que celui du Comité exécutif auquel s'ajoute le directeur général adjoint. Le Comité de direction générale élargi regroupe les membres du comité restreint avec, en outre, un certain nombre de directeurs ou fondés de pouvoirs.

Le 11 février 1980, la Banque Jorjaan fusionne avec NSM. En raison de la nouvelle structure mise en place, le Comité de direction générale élargi devient, le 4 mars 1980, le Comité NSM. Le 30 mai 1980, la banque adopte, pour la seconde fois, le statut de SA à directoire et conseil de surveillance. Dès lors, le Directoire succède au Comité de direction générale restreint.

1 B 1 / MFC-NS-NSM

Organigramme MFC : brochure de présentation de la banque avec description succincte de la direction (1963).

Organigrammes NS : aménagement général de la banque et répartitions des attributions (1954, 1957, 1962).

Organigrammes NSM : aménagement général de la banque et répartitions des attributions (juin 1966), CR de la Commission Organigramme : exemples d'organisation et d'organigrammes d'autres banques et établissements, révision de l'organigramme de 1966 et mise à jour (1967, 1968).

1 B 2 / NSM

Organigrammes NSM : étude de la refonte de l'organigramme (1972), aménagement général de la banque et répartitions des attributions (1974, 1977) ; organigrammes succincts (1970-1973, 1976-1978, 1982).

- 1 B 3-1 B 8 / MFC** *Réunions d'Études et d'Informations*²⁴ : registres des PV des réunions (04/05/1943 au 26/05/1966) :
 – 04/05/1943 au 30/12/1947
 – 06/01/1948 au 23/12/1952
 – 06/01/1953 au 28/12/1956
 – 04/01/1957 au 29/12/1959
 – 05/01/1960 au 27/12/1963
 – 03/01/1964 au 26/05/1966.
 Allocutions pour les 1000ème et 2000ème Réunions d'Études et d'Informations (15/01/1954, 27/10/1964).
- 1 B 9 / MFC** *Conseil des associés*²⁵ : registre des PV des réunions (13/11/1958-21/03/1966).
- 1 B 10 / NS** *Retraites et réunions des associés*²⁶ : programme, CR et documents de travail sur l'évolution de la Maison, albums de photographies des associés à Evian et au Val Richer (1955, 1960).
- 1 B 11 / NS** *Retraites et réunions des associés* : préparations, CR et documents de travail sur l'évolution de la Maison (1961).
- 1 B 12 / NS** *Retraites et réunions des associés* : préparations, CR et documents de travail sur l'évolution de la Maison (1962-1964).
- 1 B 13 / NS-NSM** *Retraites et réunions des associés* : préparations, CR et documents de travail sur l'évolution de la Maison (1965-1968)
- 1 B 14 / N-NS** *Comités de Direction* : registres des PV de réunions (04/08/1941 au 31/12/1946) :
 – 04/08/1941 au 27/06/1944,
 – 28/12/1944 au 31/12/1946.
 Notes de travail (1942-1943).

²⁴ Réunions bihebdomadaires des associés et des fondés de pouvoir de MFC durant lesquelles ils examinent l'environnement bancaire, statuent sur les crédits ou les comptes clients et définissent l'activité des services de la banque.

²⁵ Ce conseil regroupe l'ensemble des associés-gérants ainsi que Jean Brunet-Moret, directeur général de MFC. Ils se réunissent au minimum une fois le mois, en fonction des ordres du jour, pour définir la marche générale et l'organisation de la Maison.

²⁶ Ces retraites correspondent à des séminaires mis en place pour les associés-gérants afin de faire le bilan de l'année et de prendre les grandes décisions sur la marche à suivre (organisation, statuts, augmentation de capital, accords entre associés, etc...). Elles sont organisées une fois l'an à l'extérieur, notamment à Evian ou au Val Richer en Normandie, ancienne propriété de François Guizot appartenant à ses descendants les Schlumberger.

- 1 B 15 / NS** *Comités de Direction* : répertoires des questions traitées (1945-1963).
- 1 B 16 / NS** *Comités de Direction* : répertoires des PV de comités de direction et de comités crédits-risques (1954, 1955).
- 1 B 17-1 B 29 / NS** *Comités de Direction* : PV réunions (28/12/1944 au 28/09/1961) :
 – 28/12/1944 au 27/12/1948,
 – 03/01/1949 au 29/12/1952,
 – 05/01/1953 au 30/12/1954,
 – 03/01/1955 au 28/06/1956,
 – 02/07/1956 au 30/12/1957,
 – 06/01/1958 au 31/03/1958,
 – 03/04/1958 au 31/07/1958,
 – 18/08/1958 au 22/12/1958,
 – 05/01/1959 au 23/03/1959,
 – 02/04/1959 au 30/07/1959,
 – 03/08/1959 au 31/12/1959,
 – 04/01/1960 au 30/06/1960,
 – 06/04/1961 au 28/09/1961.
- 1 B 30 / NS** *Comités de Direction* : PV réunions (05/10/1961 au 18/12/1961).
Conseils de Direction : PV réunions (08/01/1962 au 29/01/1962).
- 1 B 31-1 B 49 / NS-NSM** *Conseils de Direction* : PV réunions (05/02/1962 au 10/03/1969) :
 – 05/02/1962 au 25/06/1962,
 – 02/07/1962 au 17/12/1962,
 – 07/01/1963 au 25/03/1963,
 – 01/04/1963 au 26/08/1963,
 – 02/09/1963 au 30/12/1963,
 – 06/01/1964 au 27/04/1964,
 – 04/05/1964 au 28/09/1964,
 – 12/10/1964 au 22/02/1965,
 – 01/03/1965 au 22/02/1965,
 – 30/08/1965 au 26/12/1965,
 – 03/01/1966 au 28/03/1966,
 – 04/04/1966 au 13/06/1966,
 – 20/06/1966 au 26/09/1966,
 – 03/10/1966 au 30/01/1967,
 – 06/02/1967 au 24/04/1967,
 – 08/05/1967 au 21/08/1967,
 – 04/09/1967 au 18/12/1967,
 – 08/01/1968 au 10/06/1968,
 – 01/07/1968 au 10/03/1969.

- 1 B 50-1 B 51 / NSM** **Conseils de Gérance** : PV réunions (05/03/1968 au 01/04/1969) :
 – 05/03/1968 au 30/07/1968,
 – 06/08/1968 au 01/04/1969.
- 1 B 52 / NSM** **Comité Exécutif** : ordres du jour et questions traitées (02/07/1968 au 01/04/1969).
- 1 B 53-1 B 55 / NSM** **Comité Exécutif** : PV des réunions (29/10/1969 au 14/06/1972) :
 – 29/10/1969 au 30/09/1970,
 – 06/10/1970 au 30/04/1971,
 – 07/05/1971 au 14/06/1972.
- 1 B 56-1 B 57 / NSM** **Comité de Direction Générale** : PV des réunions (20/06/1972 au 17/12/1974) :
 – 20/06/1972 au 02/08/1973,
 – 03/09/1973 au 17/12/1974.
- 1 B 58-1 B 59 / NSM** **Comité de Direction Générale Élargi** : CR des réunions (07/12/1976 au 19/02/1980) :
 – 07/12/1976 au 30/06/1978,
 – 04/07/1978 au 19/02/1980.
- 1 B 60-1 B 61 / NSM** **Comité NSM** : CR des réunions (04/03/1980 au 03/10/1986) :
 – 04/03/1980 au 15/12/1981,
 – 02/02/1982 au 03/10/1986.
- 1 B 62-1 B 72 / NSM** **Directoire** : CR des réunions (30/05/1980 au 30/12/1983 ; 10/01/1989 au 28/12/1990) :
 – 30/05/1980 au 31/10/1980,
 – 04/11/1980 au 31/03/1981,
 – 01/04/1981 au 31/07/1981,
 – 04/08/1981 au 29/12/1981,
 – 05/01/1982 au 30/07/1982,
 – 07/01/1983 au 30/12/1983,
 – 10/01/1989 au 04/07/1989,
 – 07/07/1989 au 29/12/1989,
 – 05/01/1990 au 11/05/1990,
 – 15/05/1990 au 14/09/1990,
 – 18/09/1990 au 28/12/1990.
- 1 B 72 bis / NSM SA** **Directoire** : CR des réunions (16/12/1988 au 15/01/1992).

- 1 B 73 / BJ** *Directoire* : minutes des CR de réunions (1969-1980).
- 1 B 74-1 B 80 / NSM** *Comité exécutif* : CR des réunions (02/02/1993 au 23/06/1999) :
 – 02/02/1993 au 23/12/1993,
 – 07/01/1994 au 25/10/1994,
 – 08/11/1994 au 30/05/1995,
 – 06/06/1995 au 26/12/1995,
 – 09/01/1996 au 31/12/1996,
 – 07/01/1997 au 29/12/1997,
 – 06/01/1998 au 23/06/1999.
- 1 B 81 / NSM** *Responsabilités, rôles et attributions des structures de décision et de contrôle* : CR de réunions, notes et correspondance interne (1980), étude sur la répartition des fonctions et dissensions au sein du directoire (1985). dossier sur RB (1972, 1976) ; vice-présidence de RS (1980) ; prolongation mandat au CS de JPM (1985) ; statut et succession de EL (1973, 1986) ; affaire JJ. Couper-Edwards (1994).

2 B. – Plans et orientations de la banque

Cette sous-série regroupe les dossiers concernant les études sur la politique à suivre, les orientations définies et les plans mis en place. Les documents sont classés par Maisons et par ordre chronologique.

- 2 B 1 / NS** *Perspectives d'activité et objectif à moyen terme* : comparaisons et études (1956-1959), notes de réflexion (1959).
- 2 B 2 / NS** *Perspectives d'activité à moyen terme* : études diverses (1965-1966), travaux de Coutellier, juriste spécialisé en organisation professionnelle, sur les objectifs et les orientations de la banque (1964).
- 2 B 3 / NS** *Études sur les sociétés du Groupe NS* : liste des sociétés, bilan général, CR réunions et calcul des honoraires du secrétariat général, extraits des réunions des comités de direction, études sur les structures des sociétés, études sur les principales sociétés financières (1954-1966).
Inventaire des sociétés du Groupe : historique, activité, CA, bénéfices, dividendes, cours, rendements (1958-1960).

- 2 B 10 / NSM** *Plan de développement 1978-1982* : fixation des objectifs, éléments de réflexion, travaux préparatoires, CR de réunions, correspondance interne, étude du plan dans le département banque et le département financier, 1er et 2ème projets (1978).
- 2 B 11 / NSM** *Plan de développement 1978-1982* : 3ème, 4ème et 5ème projets avec plan d'action et synthèse des travaux des sections d'exploitation (1978) ; Étude sur la politique NSM à partir de documents du comité NSM, du conseil NSM SA et du directoire (1977-1982).
- 2 B 12 / NSM** *Projet 1984-1988* : préparation du projet, remarques de la direction générale, rapport du cabinet Andersen, propositions des commissions, rapport du groupe central (1982-1984).
- 2 B 13 / NSM** *Projet 1984-1988* : projet définitif, analyse réalisation du projet, objectifs des services, plan d'actions 1985 de différents services, définitions des fonctions, note ABN (1985, 1986).
- 2 B 14 / NSM** *Projet à moyen terme 1988-1992* : documents préparatoires, journal d'information NSM, notes, CR de réunions, rapport sur le bilan et le projet, rapport de la commission centrale, projet concernant le Réseau d'agences, brochure de présentation (1988).

3 B – Marche de la banque

Cette sous-série, importante et variée, regroupe les archives concernant le fonctionnement courant et général des différents services de la banque. Le classement est thématique avec déclinaison chronologique.

On y trouve les documents émanants du secrétariat général, les procès-verbaux ou les comptes-rendus de réunions de différents comités (Commercial, Opérations Financières, Trésorerie, Engagements, Relations Générales...), les études économiques et financières réalisées par les services, les collections de circulaires, notes de services, rapports et statistiques.

La correspondance de la présidence, du directoire, du secrétariat général, des directions de services, des associés-gérants ou des fondés de pouvoirs est également conservée dans cette sous-série.

3 B 1 / MFC

Revue de l'activité de la Maison et de la marche générale des services avec rapports sur le compte pertes & profits (1943, 1961, 1962, 1964).

Politique de gestion : notes sur l'établissement des listes de valeurs sélectionnées, PV de la 1ère réunion de la commission Titres... (1963).

3 B 2 – 3 B 6 / NS-NSM

Direction Centrale : ordres du jour et listes des questions traitées en réunion (10/09/1962 au 01/03/1968) :

- 10/09/1962 au 26/06/1964
- 29/06/1964 au 29/12/1964
- 05/01/1965 au 29/12/1965
- 03/01/1966 au 28/12/1966
- 30/01/1967 au 01/03/1968.

3 B 7 / NSM

Commission Structures : étude de la transformation en SA, analyse du rôle du Secrétariat Général et de différents départements (1967-1969) ;

Commission Crédits Spéciaux : études sur les différents types de crédits, édition d'une plaquette de présentation (1966-1968) ;

Commission Frais Généraux : recherche de la productivité dans le cadre du plan de 5 ans (1967) ;

Commission Mini-sicav : mise en place d'un jeu pour étudiants (1967) ;

Commission Valeurs Mobilières : études pour améliorer la coordination générale et les liens entre les Études et les services gestionnaires (1965) ;

Commission Toit Unique : étude de la structure, CR de la direction technique, relations avec SEMIIC, présentation du budget immobilier 1971... (1968-1971).

3 B 8 – 3 B 10 / NSM

Restructuration des services de la banque : analyses des activités et évolution prévue, CR et décisions prises par le Comité exécutif pour le département Banque (avril 1969-décembre 1973) :

- avril 1969-juin 1970,
- juillet 1970-juin 1971,
- juillet 1971-décembre 1973.

- 3 B 11 / NSM** *Restructuration des services de la banque* : analyses des activités et évolution prévue, CR et décisions prises par le Comité exécutif pour le service des études Financières (1969-1972), le service des études Économiques (1970-1972), le département Étranger (1969-1973) et NSM Suisse SA (1970-1972).
- 3 B 12, 3 B 13 / NSM** *Restructuration des services de la banque* : analyses des activités et évolution prévue, CR et décisions prises par le Comité exécutif pour le département Gestion Clientèle Privée (avril 1969-octobre 1973) :
– avril 1969-décembre 1970,
– janvier 1971-octobre 1973.
- 3 B 14 / NSM** *Restructuration des services de la banque* : analyses des activités et évolution prévue, CR et décisions prises par le Comité exécutif pour le service Informatique (1968, 1969), la commission Problèmes Immobiliers (1969-1972) et la commission des Implantations Nouvelles pour les agences de Paris et Province (1970, 1971).
- 3 B 15 / NSM** *Restructuration des services de la banque* : analyses des activités et évolution prévue, CR et décisions prises par le Comité exécutif pour le comité des Engagements (1971, 1972) et le service Juridique (1972, 1973).
- 3 B 16 / NSM** *Restructuration des services de la banque* : analyses des activités et évolution prévue, CR et décisions prises par le Comité exécutif pour les services Promotion Sicav (1968-1974), Plans d'Épargne Entreprises (1970-1972), et Plans d'Options sur Actions (1970-1974).
- 3 B 17 / NSM** *Restructuration des services de la banque* : analyses des activités et évolution prévue, CR et décisions prises par le Comité exécutif pour NSM Lyon (1969-1973).
- 3 B 18 / NSM** *Restructuration des services de la banque* : analyses des activités et évolution prévue, CR et décisions prises par le Comité exécutif pour le secrétariat général (1969-1973).
- 3 B 19 / NSM** *Restructuration des services de la banque* : analyses des activités et évolution prévue, CR et décisions prises par le Comité exécutif pour le service Juridique (1970), la direction Technique (1970-1972), et la direction du Personnel (1970-1972).

- 3 B 20 / NSM** *Restructuration des services de la banque* : analyses des activités et évolution prévue, CR et décisions prises par le Comité exécutif pour le département Relations Industrielles (1969-1972) ainsi que pour les services Relations Extérieures (1969-1972), et Bourse (1969-1973).
- 3 B 21 / NS** *Secrétariat Général*²⁷ : relations avec les fondés de pouvoirs : CR de réunions, exposés de RS, notes d'information (1953-1957).
- 3 B 22 / NS** *Secrétariat Général* : relations avec les associés en nom et les commanditaires : correspondance, doubles de la documentation envoyée : bilans et résultats, statuts (1952-1964) ; « correspondance New-York » avec A. Istel (1956-1957)
- 3 B 23 / NS** *Secrétariat Général* : organisation de la direction de NS & Cie : organigrammes de services avec index alphabétique des fonctions, projets d'organigramme, notes et correspondance, plan de développement et politique NS, objectifs, orientations, études diverses sur le fonctionnement de la Maison (1960, 1961).
- 3 B 24 / NSM** *Secrétariat Général* : études pour réformer l'organigramme avec analyse de la structure financière, de la direction générale et des départements (1966-1968).
- 3 B 25 / NSM** *Secrétariat Général* : études pour réformer l'organigramme avec CR de réunions des gérants (1966-1968) ; notes sur la composition du Secrétariat Général (Secrétariat Banque et secrétariat Groupe), son rôle et son action (1970) ; notes internes sur l'organisation de la banque (1974-1977).
- 3 B 26 / NSM** *Secrétariat Général* : doubles des notes internes et correspondance externe de JBM, CS et RGu (31/05/1974 au 31/07/1975).
- 3 B 27 / NSM** *Secrétariat Général* : doubles des notes internes et correspondance externe de JBM, CS, Rgu et BB (01/08/1975 au 29/02/1976).

²⁷ Le Secrétariat Général de NS regroupe le Secrétariat Général de la Banque stricto sensu ainsi que le Secrétariat Groupe, chargé de gérer le groupe de sociétés. Ce n'est qu'après la fusion de NS avec MFC pour donner naissance à la banque NSM que la différenciation sera faite. Pour plus d'information sur le Secrétariat Groupe, se référer à la note de présentation de la série C.

- 3 B 28 / NSM** *Secrétariat Général* : doubles des notes internes et correspondance externe de JBM, RGu et BB (01/03/1976 au 30/09/1976).
- 3 B 29 / NSM** *Secrétariat Général* : doubles des notes internes et correspondance externe de RGu (01/10/1976 au 28/02/1977), rapport d'inspection de M. Barruel sur NSM Lyon (1976).
- 3 B 30 / NSM** *Secrétariat Général* : doubles des notes internes et correspondance externe (01/03/1977 au 31/08/1977).
- 3 B 31 / NSM** *Secrétariat Général* : doubles des notes internes et correspondance externe (01/09/1977 au 31/12/1977), résultats d'exploitation prévisionnels 1977 (octobre 1977).
- 3 B 32 / NSM** *Secrétariat Général* : doubles des notes internes et correspondance externe (01/01/1978 au 31/05/1978).
- 3 B 33 / NSM** *Secrétariat Général* : doubles des notes internes et correspondance externe (01/06/1978 au 31/12/1978), prévision du budget « dépenses de fonctionnement » (1979).
- 3 B 34 / NSM** *Secrétariat JL à Paris* : correspondance personnelle notamment sur la préparation d'un ouvrage de géographie financière, correspondance avec NSM Lyon, RV, CR de réunions de travail... (1967-1969).
- 3 B 35 / NSM** *Secrétariat JL à Paris* : correspondance externe et avec NSM Lyon, RV, notes personnelles... (1970, 1971).
- 3 B 36 / MFC** *Département Banque* : notes et comptes-rendus de visites (1954-1958).
- 3 B 37 / MFC** *Département Banque* : notes et comptes-rendus de visites (1959-1964).
- 3 B 38 / MFC** *Département Banque* : comptes-rendus de réunions, déjeuners, comptes-rendus de visites clients et voyages (1962).

- 3 B 39 / MFC** *Département Banque* : comptes-rendus de réunions, déjeuners, comptes-rendus de visites clients et voyages (1963).
- 3 B 40 / MFC** *Département Banque* : comptes-rendus de réunions, déjeuners, comptes-rendus de visites clients et voyages (1965).
- 3 B 41 / MFC** *Département Banque* : annexes de PV (1962-1966).
- 3 B 42 / NSM** *Département Banque* : études de différents services : secteur Marketing : rapport d'activité et étude sur la clientèle (1971), secteur Étranger : CR de visites, études de financements et CR d'activité (1969, 1970), secteur Contentieux : affaires traitées (1970-1972), secteur Relations Générales : projet d'opération épargne-logement (1966) et prospection de compagnies d'assurances (1972).
- 3 B 43 / NSM** *Département Banque* : CR des réunions de la commission Promotion Immobilière avec dossiers des opérations étudiées (1975, 1976) ; étude sur le décloisonnement chez NSM (1972) ; correspondance avec Rémi Schlumberger, CR d'activité du 2ème trimestre 1979, analyses financières des domaines viticoles Schlumberger (1979-1984).
- 3 B 44 / NS** *Département Clientèle Commerciale* : documents envoyés par ce service : impôts de solidarité, enquête de la Commission des profits illicites, déclaration à l'Enregistrement des opérations diverses de plus de 20 000 Francs (1945), déclarations des guichets de banque (1946), déclarations des transferts de Francs CFA (octobre 1948).
Étude sur la réorganisation de ce service avec classification et examen de la clientèle NS ainsi qu'une analyse des attributions et des travaux du service, correspondance (1957-1959).
- 3 B 45 / NS** *Comité Relations Commerciales*²⁸ : comptes rendus mensuels d'activité et engagements commerciaux, états des risques (mai 1957-novembre 1961).

²⁸ Créé en novembre 1955, le Comité Relations Commerciales s'inscrit dans le cadre dans la réorganisation générale de la direction NS. Les membres de ce comité se réunissent une à trois fois par mois pour faire le point sur trois secteurs d'activité : les clients commerciaux, les prospects et les correspondants bancaires français.

- 3 B 46 / NS** *Comité Relations Commerciales* : ordres du jour et comptes rendus de réunions (15/11/1955 au 25/07/1957).
- Comité Relations Extérieures*²⁹ : ordres du jour et comptes rendus de réunions, listes et programmes des contacts (10/10/1957 au 30/11/1960).
- 3 B 47 / NS-NSM** *Comité Relations Extérieures* : ordres du jour et comptes rendus de réunions (04/01/1961 au 29/05/1963, 26/01/1966 au 28/09/1967).
- 3 B 48 / NS-NSM** *Comité Relations Extérieures* : CR d'activité (1958-1960, 1963-1967), CR de visites et correspondance avec les entreprises, les clients et les pouvoirs publics, publicité, catalogue des services offerts, fichier « relations », préparation de réceptions ou de déjeuners-débats, notes et correspondance (1963-1972).
- 3 B 49 / NS** *Comités Relations Intérieures* : ordres du jour et comptes rendus de réunions, correspondance et notes (1955-1961).
- 3 B 50 / NSM** *Comités d'Investissements* : ordres du jour et comptes rendus de réunions, dossiers des sociétés, portefeuilles actions du groupe, correspondance (1986).
- 3 B 51 / NSM** *Comités d'Investissements* : ordres du jour et comptes rendus de réunions, dossiers des sociétés, analyse des portefeuilles actions du groupe, correspondance (1987-mai 1988).
- 3 B 52 / NSM** *Département Gestion* : études en vue de développer les dépôts, études de dossiers de prospectus privés (1968, 1969), études sur l'organisation de ce département et sur l'absence d'une politique de placement (1970), étude du « service promotion sicav » sur l'activité du réseau Gesmob et la distribution de Sicav (1971), statistiques sur la répartition des participations du département Gestion (1970).
- 3 B 53 / NS-NSM** *Département Clientèle Privée* : CR d'activité et statistiques annuelles sur les relations avec la clientèle, opérations sur titres et dossiers titres de la clientèle (1947-1962) ; registres de

²⁹ En octobre 1957, le Comité Relations Commerciales est transformé en Comité Relations Extérieures. Néanmoins, il semble perdurer dans la pratique sous son ancienne appellation.

transfert d'actions (1962-1973).

3 B 54 / NSM

Département Clientèle Privée : dossiers de clients privés proches de Rémi Schlumberger, études sur la clientèle et les services offerts par la Banque, études des patrimoines et activités des clients, étude de la liaison avec les notaires, répertoire des modèles de lettres à envoyer à la clientèle privée... (1977-1986).

Département Clientèle Institutionnelle : étude sur la rentabilité des fonds communs de placement (FCP), correspondance de Rémi Schlumberger (1979-1984).

3 B 55, 3 B 56 / N

Département Financier : Registres de copies des circulaires financières³⁰ (1930-1935) :
– 1930 à 1933
– 1934, 1935.

3 B 57 / NS-NSM

Département Financier : « Bulletins trimestriels » : puis « notes de conjoncture »³¹ (octobre 1949-décembre 1971 ; janvier 1983-décembre 1991).

3 B 58 / NSM

Département Financier : « Notes d'information » puis « Lettres d'information », adressées à la clientèle (janvier 1968-mars 1970, septembre 1977, juin 1978, janvier 1979, avril 1983-décembre 1989) ;
« Points de repères »³² (1984-1986) ;
Études réalisées conjointement par le service d'Études Financières de NSM et la rédaction du mensuel l'Expansion (octobre 1968, automne 1969, décembre 1971) ;
Participation de NSM aux études sur la clientèle – titres des établissements de crédits, réalisées par la Banque de France (1979-1987).

3 B 59 / NSM

Département Financier : documentation sur analyse financière (1965-1974).

3 B 60 / NSM

Département Financier : CR des décisions du Comité exécutif relatives à ce département, correspondance et notes internes, études financières (1969-1972) ; CR des réunions du Comité Relations Générales (1972, 1973).

³⁰ Notes d'informations hebdomadaires rédigées par Neufelize & Cie sur la situation économique, politique et financière, destinées à ses clients.

³¹ Renseignements sur l'économie et la conjoncture françaises envoyés tous les trimestres aux clients de la Banque NSM.

³² Étude mensuelle réalisée par la Banque pour informer de façon approfondie et objective ses clients et entretenir avec eux une relation durable. Chaque bulletin permet de découvrir un placement sous un éclairage inhabituel ou bien d'examiner en profondeur une question d'actualité.

- 3 B 61 / NSM** *Département Financier* : études financières, CR du comité d'orientation, CR du comité d'application, points sur les marchés financiers (septembre 1986-octobre 1988).
- 3 B 62 / NSM** *Département Financier* : perspectives et stratégies sur les marchés financiers (octobre 1987, janvier-juin 1988, septembre 1988, octobre 1989).
- 3 B 63 / NSM** *Département Étranger* : représentations, alliances, escomptes de traites avec banques étrangères (1970-1974), dossiers de sociétés étrangères (1968-1974), rapports trimestriels de la direction des affaires internationales, CR de visites et de réunions, correspondance (1976-1984).
- 3 B 64 / NSM** *Études Économiques* : CR de la réunion de « l'Association des Conseillers de L'Économie Privée » sur la nouvelle TVA (07/12/1967), correspondance et notes (1977-1980).
Service Juridique : notes et études sur ce service, études de dossiers contentieux (1969-1979) ; CR des réunions du Comité Juridique et Comptable (03/01/1973 au 08/09/1978).
Direction de l'Exploitation : rapports d'activité (1982).
- 3 B 65 / NSM** *Secrétariat Associations et Fondations* : études sur les fondations, avant-projet type sur la création d'une fondation, rapport du Conseil d'État, PV de réunions, documentation, CR de visites, correspondance (1966-1969).
- 3 B 66 / NSM** *Secrétariat Associations et Fondations* : PV de réunions, documentation, correspondance, relations avec la Fondation Royaumont (1967-1985).
- 3 B 67 / NS-NSM** *Service Promotion – Communication* : études des services offerts à la clientèle par NS puis NSM en vue de créer un dépliant (1955-1957, 1969) ; dépliants « services offerts » (1969-1971) ; Études et impression de plaquettes documentaires sur les différents services et produits offerts par la Banque (1967-1985).

- 3 B 68 / NS-NSM** *Service Promotion – Communication* : étude de l'IFOP sur l'image de marque NSM (1971) ; livre blanc Publicis sur NSM (1972) ; étude de Louis Harris sur l'image NSM auprès des particuliers clients et non-clients (1986) ; analyse média-finance du groupe Publicis sur la communication bancaire et celle de OPCVM (1988).
- 3 B 69 / NSM** *Service Promotion – Communication* : maquettes de plaquettes documentaires sur NSM Lyon et Gestion Immobilière (1972), projet de chéquier NSM (s.d.), maquette brochure de présentation NSM avec photos (vers 1974).
- 3 B 70 / NSM** *Service Promotion – Communication* : annonces et insertions publicitaires dans les annuaires de grandes écoles, professionnels et officiels (1968, 1971-1975, 1982, 1984).
- 3 B 71 / NSM** *Service Promotion – Communication* : budget publicité : factures (1971-1974, 1980) ; refus à des propositions d'annonces publicitaires ou des opérations de mécénat (1972-1976).
- 3 B 72 / NSM** *Service Promotion – Communication* : revue de presse sur les faits marquants chez NSM et NSM SA (1968-1971) ; Études sur des expositions de photos itinérantes organisées par NSM (1976-1984) ; étude pour la participation de la Banque à la commémoration du tricentenaire de la révocation de l'Édit de Nantes (1984) ; adhésion à Admical (Association pour le Développement du Mécénat Industriel et Commercial) : correspondance, brochures, dossier de presse (1980, 1981, 1987).
- 3 B 73 / NSM** *Service Promotion – Communication* : propositions médias pour le Réseau (1989-1990) ; propositions médias pour NSM Finance (1991) ; trames diverses afin de répondre aux demandes de sponsoring (s.d.) ; « La Lettre immobilière »³³ (octobre 1981, juin 1982, octobre 1982, juin 1984).

³³ Document bisannuel émanant de la filiale immobilière NSMI et diffusé à la clientèle Privée. Il renseigne tant sur les textes récents que les indices, les prix et la conjoncture ainsi que sur la jurisprudence et donne des informations pratiques dans le domaine immobilier.

4 B. – Relations avec l'extérieur

Cette sous-série regroupe les dossiers concernant les relations extérieures que ce soit avec les pouvoirs publics, les autorités de tutelle et la Banque de France ou avec les autres banques, sociétés financières et entreprises.

Elle comprend également les dossiers d'études de la banque et les conférences ou colloques. On peut citer notamment ceux concernant la participation financière dans lesquels la banque et particulièrement Rémi Schlumberger, joue un rôle important.

4 B 1 / MFC-S-NS

MFC : ordonnances allemandes ; demandes de transferts de fonds en zone libre ou à l'étranger, relations avec établissements de crédits en zone libre (1940-1941) règlements bancaires avec l'Alsace-Lorraine, accords de paiements franco-norvégien (1942-1943).

S & Cie : ouvertures de comptes et procurations à des établissements de crédits en zone libre et à l'étranger ; relations avec l'administration Vichyssoise : instructions et correspondance (1940-1944).

NS & Cie : relations avec la Banque de France : instructions et correspondance (octobre 1946-octobre 1957).

4 B 2-4 B 6 / NS

Sessions d'information pour les clients commerciaux sur la gestion financière des entreprises : préparation sessions, CR, photographies des participants (1956-1964) :

– 1956, 1957,

– 1958,

– 1960, 1961,

– 1962,

– 1964.

4 B 7 / NSM

Impact des événements de mai 1968 (1968).

4 B 8 / NS-NSM

Relations professionnelles : dossier des relations avec la CCI de Paris (1949-1976), dossier des relations avec l'inspection de la CCB (1979), dossier des relations avec l'ANSA, le CNPF et la COB (1974-1985).

Participation de Rémy Schlumberger au Comité de Financement du VIe Plan :

- Documentation sur la période du Ve Plan, évolutions des différents secteurs, analyse de l'exécution du Plan (1969),
- Notes et CR des séances du Comité de Financement du VIe Plan (30/10/1969 au 10/06/1971),
- CR des travaux des commissions du Plan (20/12/1969), rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VIe Plan, rapport du groupe d'étude des Finances Locales, rapport sur le Marché des actions, rapport sur le Marché des obligations (1969-1971),
- Rapport sur les perspectives de crédit à moyen terme, rapport sur le crédit hypothécaire, rapport sur l'accès des moyennes entreprises au Marché Financier, rapport sur l'épargne liquide, rapport de la commission Baumgartner (1969-1971),
- Notes sur les problèmes posés par l'environnement économique extérieur au cours du VIe plan, projections tendanciennes financières (1969-1971),
- CR de l'intergroupe « Financement de l'industrie » (1970),
- Rapports sur le financement des entreprises avec exemples en Suède, en Allemagne Fédérale, aux États-Unis et au Japon, dossier du groupe Epargne, étude sur les SICOMI (1969-1971),
- Rapport et travaux du groupe fiscalité (1969-1971),
- Préparation du rapport de RS sur « les formes collectives de l'épargne et l'épargne recueillie dans le cadre des entreprises » : documentation, notes générales, rapports préliminaires (1971),
- Élaboration du rapport final de RS, liste des destinataires de ce rapport et observations (1971),
- Documents généraux sur les travaux du Comité, convocations, notes d'envois (1969-1971).

Conférences et colloques de Rémy Schlumberger sur l'intéressement et la participation salariale :

– Conférence à la Société d'Économie Politique et d'Économie Sociale de Lyon (12/01/1967), colloque « Association des Docteurs es Sciences Économiques » (05/04/1967), exposé au CEPC (26/10/1967), exposé devant le « Département Interprofessionnel Lyonnais » (25/04/1968), exposé au CFPC (28/04/1968), conférence à l'Association des Conseillers de l'Économie Privée (16/05/1968), exposé à l'AIFP (6 et 7/06/1967, 20/09/1967), réunion CEGOS (11/07/1968), réunion Groupe Flandres-Artois (28/11/1968),

– Colloque organisé par la Commission des Communautés européennes (14 et 15/10/1968), conférences devant l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés (29 et 31/05/1969 et 9, 10 et 11/01/1969), colloque à Munich pour le Groupement International pour l'Étude des Problèmes de l'Épargne (17 et 18/10/1969),

– Festival Rencontre de Poitiers (28, 29 et 30/01/1970), conférence au Crédit Agricole (25/03/1970),

– Articles de presse et CR d'émissions de radio (1965-1970).

Participation de Rémy Schlumberger à l'IIEB : liste des membres, CR de sessions, correspondance et analyses :

– Sessions d'Ouchy, Oslo et La Haye (octobre 1966-novembre 1967),

– Sessions de Venise, Copenhague, Londres et Athènes (juin 1968-novembre 1969),

– Sessions de Vienne, Madrid et Helsinki (juin 1970-juin 1971),

– Sessions de Bruxelles, Hambourg et Paris (octobre 1970-octobre 1972),

– Rapport sur la participation (février-juin 1979) ; conférences et articles divers de RS sur la participation et l'actionnariat des salariés : discours à l'Assemblée Nationale (05/12/1978) article de Rémy Schlumberger et JP Gilbert dans « Le Monde » (21/11/1978), forum « Les Echos » (24/10/1978), audition de RS sur « les aspects financiers de la Participation avec quelques histoires vraies » au Conseil Economique et Social (08/02/1989).

4 B 29 / NSM

Projet de loi sur la « distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises » : observations de Fondact, CR de la réunion du Comité d'Organisation sur la Participation des Salariés, correspondance (1978-1980).

APARS : statuts, AG constitutive, adhésion NSM, CR des réunions des commissions, correspondance (1979-1983).

« Commission Dautresme » sur le développement et la protection de l'épargne : notes, correspondance, étude des différents types d'épargne, CR des réunions (1980, 1981).

4 B 30 / NSM

Participation de Rémy Schlumberger à la « Société Internationale des Conseillers de Synthèse » pour la réflexion et l'expérimentation sociale : CR des réunions du groupe de travail, correspondance (1980-1986) ; textes officiels sur l'intéressement des salariés (1967-1969).

4 B 31 / NSM

Études sur les nationalisations : « Le problème des nationalisations » par le cabinet Gide Loyrette Nouel, « Le dossier des nationalisations », supplément au n° 3 470 du Nouveau Journal d'octobre 1981, mode d'évaluation des banques non cotées nationalisées (1981-1982).

4 B 32 / NSM

Études sur les nationalisations : textes légaux, correspondance et coupures de presse sur les nationalisations des banques françaises (1981-1982).

5 B. – Lyon et Réseau

Cette sous-série regroupe la correspondance et les dossiers en provenance de NSM Lyon (y compris ceux de la Société de Gestion Financière³⁴ avant son intégration) ainsi que les dossiers concernant les agences de Paris et de la province³⁵

Les documents concernant les déplacements engendrés par l'occupation allemande au début de la deuxième Guerre Mondiale, et notamment le transfert en zone libre des activités des Maisons à Saint Maigrin, Clairac ou Lyon, sont également conservés dans cette sous-série.

³⁴ L'origine de la **Société de Gestion Financière (SGF)** remonte à 1650 quand la Maison Guérin, issue d'une lignée de marchands originaires d'Annonay, pratiquait le négoce des soies et corrélativement les opérations de banque. En 1716, apparaît pour la première fois la raison sociale **Veuve Guérin & Fils** mais ce n'est qu'en 1792 que la maison s'installe à Lyon. À partir de 1834, celle-ci développe ses opérations bancaires. Elle reste très liée à la soierie lyonnaise et partage pendant près d'un siècle son essor et sa prospérité. À la suite de la crise des années trente, elle se transforme en société anonyme sous le nom de **Société de Gestion Financière**. Son objet est de gérer le portefeuille de valeurs mobilières de la clientèle privée de l'ancienne maison. À partir de la seconde Guerre Mondiale, **NS & Cie** dispose à Lyon d'un bureau de représentation. En 1948, un rapprochement s'opère avec la SGF sous forme d'une prise de participation de 50 % dans son capital. Un service d'études et de consultation en organisation financière et de crédit est alors mis sur pied. La société absorbe, en 1950, la charge d'agent de change Gasquet. En 1953, le groupe NS en prend le contrôle. Elle devient une société d'investissement et à ce titre bénéficie des avantages de la loi, notamment fiscaux. En 1954, le groupe NS prend une participation accrue dans l'augmentation de capital de 15 à 30 Millions (68,8 %) et met en place une restructuration complète des services, les titres et la comptabilité étant pris en charge par NS & Cie à Paris. Dans les années 1954-1958, la SGF connaît un développement considérable. Elle se place ainsi au second rang des banques privées lyonnaises après la **Banque Morin & Cie**. Ses dépôts augmentent de façon importante en raison de l'apport de quelques gros clients comme **Rhodiacéta**. En 1958, le capital passe à 100 millions de francs et le groupe NS achète les 31,2 % manquants. Sous l'impulsion de Jean Labasse, membre du Conseil de Surveillance, la SGF est intégrée à NS & Cie en 1961 et devient le siège de la banque à Lyon. Cette intégration servira de modèle pour la fusion entre MFC et NS & Cie.

³⁵ La première agence ouverte par la Banque NSM est l'agence Duquesne à Lyon (26 janvier 1970) suivie par l'agence de la Défense à Paris, courant 1970. Mais dans le courant des années 1970, la préférence va à l'ouverture de délégations régionales (les agences sont trop chères compte tenu de la spécificité de la banque en gestion de patrimoine). Hubert Denis (de la famille Denis de « Toiles de Mayenne », alliée aux Schlumberger) réussit à convaincre Rémi Schlumberger, Jean-Pierre Mallet et Jean Brunet-Moret de constituer un réseau en délégation. Des structures légères sont alors mises en place (à l'instar de la Rothschild). Le but est de couvrir la France par des « notables » locaux avec une gestion administrative à Paris. La première expérience a lieu en Bretagne. Les débuts sont difficiles en raison de l'affaire Lipsky. François Demachy est recruté pour monter d'autres délégations. Il embauche Messieurs de Gaulejac à Bordeaux, de Royère à Bordeaux, d'Antigné à Caen et Schweitzer à Strasbourg. Un compte rendu d'audit de 1979 mentionne que « NSM s'est jusqu'ici refusée à se lancer dans une politique d'ouverture d'agences, le marché étant incontestablement saturé. L'absence d'un réseau, même limité, explique pour une part la stagnation de ses dépôts à vue et de ses ressources d'épargne, ainsi que le manque de développement de sa clientèle de PME. » Pour pallier cette difficulté, elle a acquis en 1978, Génécridit, avec entre autres pour objectif d'utiliser les implantations de cet établissement de crédit pour rechercher une clientèle haut de gamme et de PME. ». A l'arrivée de la Banque Jordaan, Monsieur Galataud (un des créateurs d'Europe Assistance, Directeur Juridique de Jordaan) devient directeur du Développement Commercial et des délégations NSM. La Banque profite du réseau d'agences créé par Jordaan : agence boulevard des Italiens ouverte en 1950, puis de 1971 à 1980, agence Prony, agence Auteuil, agence Ordener, agence Italie, agence Neuilly. Ces agences sont complétées en Province par les agences de Lille et Nice. À Strasbourg et Bordeaux ; les deux agences absorbent les délégations. Un poste de Directeur du Réseau est créé vers 1985. Le premier à occuper ce poste est Meunier, remplacé par Leblanc puis par Victor en 1994. En 1996, le réseau est rattaché à la Clientèle Privée (alors que par tradition, il dépendait de l'homme des Entreprises). Jean-Louis Milin en est alors le nouveau directeur.

5 B 1 / MFC-S-NS	<p><i>MFC</i> : transfert en zone libre au château de Saint Maigrin, Charente-Inférieure (1939, 1940).</p> <p><i>S & Cie</i> : transfert en zone libre à Clairac, Lot et Garonne, puis ouverture et gestion d'une agence à Lyon (1940-1946).</p> <p>Procurations des Schlumberger pour les comptes français et étrangers, CCP, coffres-forts, agents de change, à Clairac et à Lyon (1940-1943).</p> <p><i>NS & Cie</i> : Règlements des réquisitions effectuées par l'Armée de Libération (1944-1946).</p> <p>Litige concernant la prorogation du bail de l'agence de Lyon, rue du Bâtiment d'Argent (1943-1950) ; Patente (1946).</p>
5 B 2 / NS	<p><i>SGF</i> : statuts, répartition du capital (1953-1960), rapports d'AG (1952-1956, 1958, 1960, 1961), bilans et commentaires sur bilans (1954-1959), dossier du Personnel (1955-1960).</p>
5 B 3 / NS	<p><i>SGF</i> : augmentations de capital (1948, 1950-1958).</p>
5 B 4 / NS	<p><i>SGF</i> : portefeuilles-titres (1957-1960), résultats d'exploitation (1958-1961), situations francs (1958-1961).</p>
5 B 5 / NS – NSM	<p><i>SGF</i> : PV de CA (1958-1961), PV de réunions des commanditaires (1962, 1963, 1965, 1967, 1969).</p>
5 B 6 / NS	<p><i>SGF</i> : PV des Comités de Direction (1958-1960).</p>
5 B 7 / NS	<p><i>SGF</i> : historique, notes de Jean Labasse, Directeur de NS Lyon, sur les banques de la région lyonnaise (1950), étude sur l'évolution de la SGF de 1953 à 1959 et ses perspectives d'avenir (1959-1960).</p> <p><i>Fusion absorption de la SGF par la Société de Gestion Mobilière</i> : calendrier des opérations de cession du fonds de commerce, CR de conversations et notes (1960, 1961), étude sur les raisons du regroupement (1960), étude sur l'activité du service commercial (1960), étude sur les problèmes comptables, administratifs et d'organisation (1961), étude sur les problèmes commerciaux (1961), dossier de cautions (1961), rapports avec les autorités de tutelle et les autres établissements financiers (1961), échange des actions SGF contre des actions Société de Gestion Mobilière (1961), traité d'absorption (24/08/1961).</p>

- 5 B 8 / NS** *Fusion absorption de la SGF par la Société de Gestion Mobilière* : études du projet de traité d'absorption : estimation de l'apport, prises en charge du passif, plus values sur titres, cession du fonds de commerce, formalités, consultations externes, PV de CA et d'AG, documentation, correspondance (1960, 1961).
- 5 B 9 / NS** *NS Lyon* : PV des Comités de Direction (1961, 1962), dossiers des Comités Commerciaux et Clientèle Privée (1962)
- .
- 5 B 10 / NS** *NS Lyon* : PV des Comités de Direction, dossiers des Comités Commerciaux et Clientèle Privée (1963, 1964).
- 5 B 11 / NS-NSM** *NS Lyon puis NSM Lyon* : PV des Comités de Direction, dossiers des Comités Commerciaux et Clientèle Privée (1965-1968).
- 5 B 12 / NSM** *NSM Lyon* : PV des Comités de Direction (1972, 1973), PV du comité interne du département Banque (1972), bilan de l'activité du premier trimestre 1972, « tableau de bord » avec statistiques, contrôle de gestion, comptabilité analytique (1973), étude sur la création d'un guichet « auto-bank » sur la rive gauche du Rhône (1965, 1966), planification NSM Lyon pour 1969-1972, transfert du siège lyonnais (1973-1974), audit « Examen des services à Lyon de la Banque NSM » (1976).
- 5 B 13 / NSM** *NSM Lyon* : brochures économiques intitulées « notes d'information » et distribuées aux prospects et décideurs (1969, 1970). études du département Banque sur des sociétés clientes ou prospectes (1968-1975).
- 5 B 14 / NS** *SGF* : correspondance, notes internes et comptes rendus d'entretiens entre Lyon et Paris (1958-1960).
- 5 B 15 / NS-NSM** *NS Lyon* : correspondance, notes internes et comptes rendus d'entretiens entre Lyon et Paris (1961-1964).
- 5 B 16 / NS-NSM** *NS Lyon puis NSM Lyon* : correspondance, notes internes et comptes rendus d'entretiens entre Lyon et Paris (1965-1968).

- 5 B 17 / NSM** *NSM Lyon* : correspondance, notes internes et comptes rendus d'entretiens entre Lyon et Paris (1969, 1972, 1973, 1975-1984).
- 5 B 18 / NS-NSM** *NSM Lyon* : correspondance du secrétariat parisien de Jean Labasse, directeur de NSM Lyon (1965-1966)
- 5 B 19 / BJ** *Agence Courcelles* : étude et évolution prévue (1967-1969) ; *Étude ouverture d'une agence dans le XVème arrondissement de Paris* : avant-projet, études d'opportunité, correspondance (1976, 1977, 1980).
- 5 B 20 / NSM** *Implantations en province* : correspondance de la direction, CR de réunions des délégués régionaux, CR de visite et correspondance avec la délégation de Rennes, résultats des délégations (1970-1990), études et CR du groupe de travail (mars 1982) ; notes de Michel Leconte, délégué régional Bretagne – Pays de Loire.
- 5 B 21 / BJ-NSM** *Agence de Cannes* : études ouverture, avant-projet, études d'opportunité, statistiques BDF, correspondance (juin 1982) ; *Agence de Strasbourg* : étude ouverture, avant-projet, études d'opportunité, statistiques BDF, propositions de locaux, plans, correspondance (juin 1982) ; inauguration de la succursale, presse, correspondance (novembre 1983) ; *Agence d'Avignon* : étude ouverture, études d'opportunité, statistiques BDF, correspondance (novembre 1981) ; *Bureau de représentation à Marseille* : étude ouverture, études d'opportunité, correspondance (novembre 1982) ; *Rapports d'inspection* sur les agences d'Italie, Neuilly, Ordener et Prony ainsi que Nice et Lille (1977-1979).
- 5 B 22 / NSM** *Agence de Montpellier* : étude ouverture, avant-projet, plans, études d'opportunité, statistiques BDF, correspondance (juin 1982). *Contrôles opérationnels* dans les agences de Cambronne, Défense, Doumer, Monceau, Neuilly et Prony ainsi que Montpellier, Nice, Lille et Strasbourg (1982-1986) ; CR des cambriolages et vols survenus dans les agences (1972-1989) ; Dossiers de réclamations de clients d'agences (1976-1984).

SERIE C

SOCIÉTÉS DU GROUPE

À divers titres et avec des liens plus ou moins importants, Mallet Frères & Cie ou de Neuflyze Schlumberger & Cie sont intéressés dans de nombreuses sociétés, tant françaises qu'étrangères, dans lesquelles certains de leurs associés assument des responsabilités. C'est un de leurs atouts les plus importants. Chacune des Maisons possède son propre réseau d'influence mais celui-ci peut être commun sur certaines sociétés de première importance (comme la Banque de l'Union Parisienne, la Banque Ottomane, la Compagnie Parisienne de Réescompte, la Compagnie Privée Marocaine et ses filiales, le Groupement Foncier Français, etc...).

Chez NS & Cie, le nombre des sociétés devient tel qu'en 1956 la décision est prise de créer un secrétariat spécialisé, distinct du Secrétariat Banque, appelé conventionnellement Secrétariat Groupe. Les différents problèmes concernant les rapports des sociétés du Groupe avec NS & Cie sont suivis par ce dernier tandis que les questions à caractère administratif sont traitées par le Secrétariat Banque. Les fonctions de relations bancaires courantes sont naturellement assumées par les services d'exploitation et les services techniques de la Maison. Cette structure sera conservée après la fusion avec Mallet Frères & Cie.

En décembre 1965, les sociétés les plus importantes du groupe Mallet sont la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Paris, l'Alsacienne de Construction Mécanique, la Compagnie Générale des Eaux, l'Omnium Français des Pétroles, Schneider Radio Télévision...

En décembre 1965, le Secrétariat Groupe NS s'étend sur une centaine de sociétés classées en trois catégories :

– 26 sociétés où NS exerce des responsabilités actives avec un ou plusieurs sièges d'administrateurs : Compagnie Générale Française de Crédit, Société de Gestion Immobilière, Génécridit, Istel Lepercq & Cie, Schlumberger & Cie, etc.

– 72 sociétés où NS occupe un ou plusieurs sièges d'administrateurs mais sans responsabilités actives : Compagnie Bull, Société Berliet, Groupement Foncier Français, Compagnie Générale de Géophysique, etc.

– 7 sociétés où NS ne joue qu'un rôle de simple conseiller, sans participer aux Conseils d'Administration : Citroën, Michelin, Souchon Neuvesel, etc.

Après la fusion de 1966, le groupe NSM s'étendra sur près de 200 sociétés.

Le récolement effectué ne fait apparaître que 20 % de ces sociétés. Un choix de conservation a été fait qui tient compte à la fois de l'impact de la société sur la vie économique, de l'action bancaire, ainsi que de l'étendue du réseau de sociabilité des associés. Les dossiers retrouvés sur les sociétés choisies sont très souvent lacunaires.

Les sociétés sont classées suivant les thèmes définis lors de la création du Secrétariat Groupe :

- Banques
- Sociétés financières
- Sociétés immobilières
- Sociétés industrielles et commerciales
- Assurances

À l'intérieur de chaque sous-série, les documents sont classés par ordre alphabétique des noms de sociétés avec déclinaison chronologique. Les archives de certaines sociétés, comme la BNFCE ou la CGFC, sont déclinées, en raison de leur multiplicité, en fonction du cadre de classement.

Les abréviations ou initiales que nous avons indiquées sont celles en usage dans les Maisons. On trouvera la signification de ces abréviations en fin de répertoire.

1 C. – Banques

1 C 1 / MFC-NSM

*Banque Ottomane*³⁶ : dossiers et rapports d'assemblées générales (1938, 1939, 1945-1982).

1 C 2 / MFC

Banque Ottomane : dossiers de MFC : accords, répartition du capital et des sièges d'administrateurs, correspondance (1920-1966), statuts (1953), conventions relatives à la concession négociée avec le Gouvernement turc (1933-1952) ; études des engagements comportant des risques politiques (1965).

1 C 3 / NS

Banque Ottomane : dossiers de NS : rapports et dossiers d'assemblées générales avec correspondance, interne NS, études des bilans et situations comptables, études du portefeuille-titres, études de la situation des groupes de la Banque Ottomane, études de la situation de trésorerie, correspondance, relations de la Banque Ottomane avec NS et Schlumberger Overseas SA (1954-1964).

³⁶ **La Banque Ottomane**, dont le siège social est à Istanbul, est constituée en 1863 par des capitaux anglais et français, notamment ceux de MFC et N & Cie. Entièrement gérée par ses comités parisiens et londoniens, c'est un établissement public jouissant notamment du privilège d'émission des billets. Ce dernier lui est retiré en 1933. Elle devient alors une société privée effectuant des opérations de banque en Afrique et dans tout le Proche-Orient où elle se spécialise dans le financement du commerce intérieur et extérieur. En vertu de la convention passée avec le Gouvernement turc en 1952, elle est ensuite considérée comme banque privée exerçant principalement son activité en Turquie. Pour plus de renseignements, on se référera au Centre des archives de la Banque Ottomane en écrivant à Ottoman Bank – Research and documentation centre for banking and financial history – Voyvoda Caddesi NO : 35-37 – Karakoy 80000 Istanbul – TURKEY, ou par e-mail (archive@ottomanbank.com).

- 1 C 4 / MFC-NSM** *Banque Ottomane* : liste des emplois en devises de sa trésorerie (30/09/1974), notes manuscrites sur la décomposition du bilan (1973), listing d'actionnaires (1983).
*Banque Ottomane / CGIMP*³⁷ : projet de répartition du capital et correspondance entre les Maisons (1957-1967), relevés des comptes annuels de la CGIMP et correspondance actionnaires (1959-1973), CR de réunions (1965, 1966).
- 1 C 5 / NS** *Banque Nationale Française du Commerce Extérieur (BNFCE)*³⁸ : registre des PV des séances du Comité Consultatif (14/02/1945 au 26/12/1945) ;
Registre de présence au Comité Consultatif de la BNFCE puis de la CGFC (07/04/1943 au 29/11/1955) ;
Détermination des profits illicites avec l'Allemagne : rapport des Contributions Directes, redressement, états comptables, caution Roumanie, notes, correspondance (1940-1947) ;
Statuts (1919-1969), protocole BFCE-BNFCE : engagement de renonciation à traiter des opérations de commerce extérieur (9 août 1947), études sur l'évolution de l'actionnariat (1957-1967), réduction de capital (septembre 1957), augmentations de capital (avril et mai 1958).
- 1 C 6 / N-NS-NSM** *BNFCE (puis CGFC)* : rapports d'AG (1921-1969).
- 1 C 7 – 1 C 9 / N** *BNFCE* : registres des PV de séances des AG avec rapport du CA, rapports des commissaires aux comptes, bilans, comptes de pertes & profits (20/02/1920 au 27/02/1943) :
– 20/02/1920 au 16/12/1925
– 25/06/1926 au 05/05/1934
– 11/05/1935 au 27/02/1943.
- 1 C 10 / NS** *BNFCE* : dossier d'AG concernant la transformation de la

³⁷ La **Compagnie de Gérance d'Intérêts Mobiliers Privés (CGIMP)** est créée en 1957. Son capital, à hauteur de 110 000 F, est divisé en 1 100 parts dont 600 souscrites par la **Banque de Paris et des Pays-Bas** par le canal de la **Compagnie Auxiliaire d'Entreprises et de Chemins de Fer** et 500 parts par le groupe des banques privées siégeant au conseil de la **Banque Ottomane (Vernes, MFC, NS, Hottinguer et Heine)**. L'unique objet de création de cette société est l'achat d'actions **Banque Ottomane** afin d'éviter la prise de contrôle par les Libanais. En 1966, **Heine** sort de la société. En 1967, **NSM** se dégage de la moitié de sa participation en raison du cumul des parts **NS** et **MFC** intervenu lors de la fusion. Elle poursuit cette politique de désinvestissement jusqu'en 1974, date où elle se retire définitivement de cette société.

³⁸ La **Banque Nationale Française du Commerce Extérieur (BNFCE)** est constituée en 1920 avec l'appui des pouvoirs publics pour financer les affaires d'importation et d'exportation. À l'origine, le conseil d'administration comprend notamment Frédéric Mallet, vice-président de la **BUP**. Il est remplacé par Jacques de Neufelize qui est nommé vice-président en 1941. En août 1947, à la suite de la loi de nationalisation du crédit et des grandes banques, la quasi-totalité des éléments d'activité est cédée à un établissement nouveau créé par l'État : la **Banque Française** du Commerce Extérieur (**BFCE**). La **BNFCE** subsiste néanmoins en modifiant son objet et sa raison sociale qui devient la **Compagnie Générale Française de Crédit (CGFC)**. Pour de plus amples renseignements sur cette société, veuillez vous reporter à la note n° 35.

BNFCE en CGFC (1946, 1947).

1 C 11 – 1 C 28 / N

BNCFE (puis CGFC) : registres des PV de séances du CA (04/03/1920 au 14/12/1954) :

- 04/03/1920 au 11/12/1924,
- 18/12/1924 au 25/03/1926,
- 22/04/1926 au 20/10/1927,
- 17/11/1927 au 14/02/1930,
- 14/03/1930 au 28/12/1931,
- 12/01/1932 au 12/12/1933,
- 09/01/1934 au 12/11/1935,
- 10/12/1935 au 27/07/1937,
- 28/09/1937 au 02/05/1939,
- 13/05/1939 au 18/12/1940,
- 23/01/1941 au 28/07/1942,
- 22/09/1942 au 25/01/1944,
- 22/02/1944 au 25/09/1945,
- 23/10/1945 au 24/09/1946,
- 24/09/1946 au 25/03/1947,
- 22/04/1947 au 17/09/1947,
- 23/09/1947 au 22/04/1950,
- 13/06/1950 au 14/12/1954.

1 C 29 – 1 C 30 / N-NS

BNFCE (puis CGFC) : registres de présence au CA (04/03/1920 au 12/06/1956) :

- 04/03/1920 au 10/07/1934,
- 11/09/1934 au 12/06/1956.

1 C 31 – 1 C 35 / NS

BNFCE : appointements « personnel supérieur » : états des payes, frais de voiture, pièces justificatives (1936-1944) :

- 1936,
- 1937-1939,
- 1940, 1941,
- 1942, 1943,
- 1944.

1 C 36 / NS

BNFCE : congés annuels (1932, 1934, 1942), notes diverses concernant les augmentations et gratifications diverses du personnel (1939-1945), augmentations et gratifications diverses du personnel supérieur (1929-1943), gratification dite « mobile » en faveur du personnel supérieur (1937-1943), gratifications « d'hivers » (1941-1943), récapitulatifs des appointements du personnel supérieur (1940).

1 C 37 / NS	<i>BNFCE</i> : tantièmes du personnel supérieur (1936-1945).
1 C 38 / NS-NSM	<i>BNFCE</i> : appointements du personnel toutes catégories (1933, janvier 1936-juin 1947).
1 C 39 / NS-NSM	<i>Banque de l'Union Parisienne (BUP)</i> ³⁹ : CR de CA et notes internes NS (1958-1967).
1 C 40 / NS-NSM	<i>BUP</i> : CR de CA et situations comptables (1970-1974), rapports d'AG (1958-1961, 1973, 1974), projets de bilans comparés (1952-1957), correspondance (1972-1974), cooptation puis démission de JPM comme administrateur (juin 1970-Juin 1974).
1 C 41 / NSM	<i>Caisse d'Épargne de Paris</i> ⁴⁰ : statuts (1973), dossiers de CA (1973-1976).
1 C 42 / NSM	<i>Caisse d'Épargne de Paris</i> : dossiers de CA (1977, 1978).
1 C 43 / NSM	<i>Caisse d'Épargne de Paris</i> : dossiers de CA (1980-1983).

³⁹ La **Banque de l'Union Parisienne (BUP)** est fondée en 1904, sur le cadre que constituait la **Banque Parisienne**, par six maisons de Haute Banque (**Heine, Hottinguer, Mallet, Mirabaud, de Neuflyze, Vernes**) associées pour moitié à la **Société Générale de Belgique**. Le but poursuivi est la création d'une grande banque d'affaires. Jusqu'en 1914, elle participe à toutes les grandes opérations financières françaises et développe les affaires avec l'étranger. À partir de 1920, elle augmente ses prises de participation dans les différents secteurs de l'économie (industrie, sociétés coloniales, etc.). En 1932, elle fusionne avec le **Crédit Mobilier Français**. Après une crise très grave dans les années 1931-34, la **BUP** se stabilise et poursuit après-guerre cette politique d'absorption notamment auprès de **Mirabaud & Cie** et de la **Banque Belge pour l'Étranger** (France). Ces fusions et le développement des affaires sociales augmentent sensiblement le nombre des grandes participations de la banque. Elle fusionne en 1973 avec le **Crédit du Nord**.

⁴⁰ Établissement à but non lucratif, la **Caisse d'Épargne de Paris**, fondée en 1818 par Benjamin Delessert et le duc de La Rochefoucauld-Liancourt afin d'employer l'épargne des classes pauvres en rentes, a été la première du genre. Son statut légal, « d'établissement privé d'utilité publique », est défini par la loi du 5 juin 1835 qui consacre le principe de l'intervention de l'État et des collectivités locales dans son organisation et son fonctionnement. De 284 en 1839, le nombre d'établissements passe à 546 dans les années 1890 pour atteindre un maximum de 585 caisses en 1952. Le « code des Caisses d'épargne » du 27 juin 1952 harmonise leur statut et les place sous la tutelle du ministre de l'Économie et des Finances. La loi de réforme du 1^{er} juillet 1983 les intègre dans le système financier français et définit un cadre pour leur développement, parallèle à leur mission d'intérêt général au service de l'épargne et du financement du logement social. La loi du 17 juin 1987 le permettra d'étendre leur champ d'action à la quasi-totalité des sociétés commerciales. Cette évolution se remarque également par le regroupement des caisses. Ce mouvement est amorcé à partir de 1985 puis renforcé par loi du 10 juillet 1991 qui consacre l'émergence de 31 caisses régionales en métropole. Pour plus de renseignements, contacter l'Association pour l'Histoire des Caisses d'Épargne ; 27-29, rue de la Tombe Issoire – 75673 Paris Cedex 14 – tél : 01 40 78 40 10.

1 C 44 / NSM	<i>Caisse d'Epargne de Paris</i> : dossiers de CA (1984, 1985), présidence (1980-1982), représentation de NSM (1966-1971), nomination de JPM (18/04/1941), statuts et réforme du statut (1973-1985), demandes de subventions diverses (1966-1986).
1 C 45 / NSM	<i>Caisse d'Epargne de Paris</i> : dossiers du Bureau du Conseil et du Conseil de Surveillance (1983-1985).
1 C 46 / NSM	<i>Caisse d'Epargne de Paris</i> : rapports annuels (1970-1974), notices de conjoncture (1972, 1973).
1 C 47 / NSM	<i>Caisse d'Epargne de Paris</i> : rapports annuels, résultats définitifs et études (1975-1979), rapports d'étude informatique et commande de terminaux (1973) ; analyse et règlement d'un conflit du personnel (1976), CR du Conseil de discipline (1984).
1 C 48 / NS	<i>Compagnie Générale Française de Crédit (CGFC)</i> ⁴¹ : statuts (1950-1966), dossiers de CA (1958-1962).
1 C 49 / NS-NSM	<i>CGFC</i> : dossiers de CA (1963-1968).
1 C 50 / NS-NSM	<i>CGFC</i> : dossiers préparatoires d'AG avec pouvoirs, rapports du CA, rapports des commissaires aux comptes, documents comptables, États de l'actionnariat et cours de l'action (1954-1969).
1 C 51 / NS	<i>CGFC</i> : dossiers d'AG avec rapports du CA, rapport des Commissaires aux Comptes, PV et CR signés des AG (1946-1959) ; situations comptables périodiques et bilans (1955-1961), CR d'activité (1960).

⁴¹ Fondée en 1947 à la suite de la disparition de la **BNFCE** (confère note n 32), la **Compagnie Générale Française de Crédit (CGFC)** est enregistrée comme banque de dépôts. Ses activités sont à l'origine les opérations bancaires commerciales courantes. Après un démarrage assez lent, un gros effort de prospection dans les secteurs économiques en voie d'expansion lui permet de se constituer une clientèle commerciale. S'intéressant également au financement de la vente à crédit, elle fonde en 1955 Le **Crédit Général pour le Commerce et l'Industrie (Génécrédit)** dont elle détient 36% du capital. Par ailleurs, elle contrôle dans leur intégralité les sociétés **Régisal** (voir note n 42), propriétaire de son immeuble, et **Strelab** (voir note n 106), établissement financier spécialisé dans le financement d'entreprises pharmaceutiques. Les liens avec NS sont importants. Jacques de Neuflyze conserve sa place d'administrateur, à laquelle lui succédera son fils, Jean-Louis. Maurice Schlumberger entre en 1953 au Conseil puis devient, en 1956, président de la CGFC (NS & Cie détient alors 35% de son capital). De 1956 à 1958, commence une période difficile en raison du plan de stabilisation. La collaboration étroite avec NS & Cie s'accroît, tant au niveau commercial qu'à celui de l'assistance mécanographique et comptable. En 1968, NSM acquiert le fonds de commerce de banque et les actifs immobiliers de la CGFC qui fusionne avec la **Société de Gestion Mobilière (GESMOB)**, autre société du groupe NSM.

- 1 C 52 / NS** *CGFC* : dossiers d'AG : convocations, documentation, brouillons de CR, publicité, correspondance, demandes d'envoi de CR... (1952-1954).
- 1 C 53 / NS** *CGFC* : dossiers d'AG : convocations, documentation, brouillons de CR, publicité, correspondance, demandes d'envois de CR... (1961-1965) ; documents comptables et étude du cours moyen de l'action (21/04/1964, 27/04/1965).
- 1 C 54 / NS-NSM** *CGFC* : dossiers d'AG : convocations, documentation, brouillons de CR, publicité, correspondance, demandes d'envois de CR... (1966-1968).
- 1 C 55 / NS-NSM** *CGFC* : feuilles de présence et pouvoirs aux AG (23/04/1955 au 24/01/1969).
- 1 C 56 – 1 C 72 / NS** *CGFC* : bilan, compte de résultat, réserves, taxe d'apprentissage, réescompte, portefeuille titres, balance, inventaire, États, bénéfice fiscal, correspondance... (31/12/1947-31/12/1964) :
 – 31/12/1947,
 – 31/12/1948,
 – 31/12/1949,
 – 31/12/1950,
 – 31/12/1951,
 – 31/12/1952,
 – 31/12/1954,
 – 31/12/1955,
 – 31/12/1956,
 – 31/12/1957,
 – 31/12/1958,
 – 31/12/1959,
 – 31/12/1960,
 – 31/12/1961,
 – 31/12/1962,
 – 31/12/1963,
 – 31/12/1964.
- 1 C 73 / NS-NSM** *CGFC* : études répartitions et augmentations de capital (1958-1967) ; situations comptables, résultats (1965-1968), situation de l'action (1965), estimations de l'actif net – valeurs boursières (1961-1963), évaluation du fonds de commerce de la CGFC (1966).

- 1 C 74 / NS** *CGFC* : ordres du jour et CR de réunions du comité de liaison NS/CGFC (1957-1959) ; dossier d'étude de CGFC et Génécédit avec rapports d'étude et réflexions sur la CGFC (1956), études sur les activités des filiales et les participations, correspondance (1956-1959), étude sur le « prêt personnel » (1958, 1959).
- 1 C 75 / NS** *CGFC* : pouvoirs (1947-1968), publications des comptes de profits et pertes, du portefeuille – titres et du chiffre d'affaires au BALO, révision des statuts, impôt de bourse, convention avec NS pour la conservation des titres et la comptabilité (1957-1968)
- 1 C 76 / NSM** *CGFC* : vente du fonds de commerce à NSM puis fusion avec GESMOB : statuts CGFC, protocole d'août 1947 entre BNFCE et BFCE, calendrier, convocation, études préliminaires, analyses, CR de réunions internes NSM, CR de réunions CGFC/NSM, documents comptables, projets de cession, schémas chiffrés, résolutions, publication légales (1968).
- 1 C 77 / NSM** *CGFC* : vente du fonds de commerce à NSM puis fusion avec GESMOB : évaluation du prix de cession du fonds de commerce de banque, notes internes sur la cession à NSM, photocopies de l'acte de vente, projets de réponses aux actionnaires, affaire de la filiale « Société Française de Navigation Danubienne », augmentation de capital, PV d'AG et de CA de la CGFC et de GESMOB, traité d'absorption par GESMOB, correspondance (1968-1970).
- 1 C 78 / NSM** *CGFC* : dossiers contentieux de nantissements de marchés (1968).
- 1 C 79 / NSM** *CGFC* : participations financière dans la « SCI de l'Ile de France » : statuts, acte de partage, règlement de copropriété, plans, projet de convention avec la Sogeda, CR d'AG, CR de réunions, délibérations de conseil, fonds en compte, correspondance (1957-1967).
- 1 C 80 / NSM** *CGFC* : comptabilité titres : comptes soldés des clients de A à G (01/01/1951-03/11/1959).
- 1 C 81 / NSM** *CGFC* : comptabilité titres : comptes soldés des clients de H à Z, participations financières du personnel (01/01/1951-03/11/1959).

1 C 82 / NSM	<i>CGFC</i> : comptabilité titres : participations financières de la direction et du personnel (01/01/1951-03/11/1959).
1 C 83 / NSM	<i>CGFC</i> : comptabilité titres : Compagnie Havraise (01/01/1951-03/11/1959).
1 C 84 / NSM	<i>CGFC</i> : comptabilité titres : clients de A à F (01/01/1951-03/11/1959).
1 C 85 / NSM	<i>CGFC</i> : comptabilité titres : clients de G à Z sauf la Havraise (01/01/1951-03/11/1959).
1 C 86 / NSM	<i>CGFC</i> : journal titres n 1 à 402 (25/11/1959-31/12/1959), n 1 à 2 100 (02/01/1960-23/09/1960).
1 C 87 / NSM	<i>CGFC</i> : journal titres : n 2101 à 2844 (23/09/1960-31/12/1960), n 1 à 1 500 (02/01/1961-22/08/1961).
1 C 88 / NSM	<i>CGFC</i> : journal titres : n 1 501 à 2 535 (22/08/1961-29/12/1961), n 1 à 1 200 (02/01/1962-18/04/1962).
1 C 89 / NSM	<i>CGFC</i> : journal titres n 1 201 à 3 547 (19/04/1962-31/12/1962).
1 C 90 / NSM	<i>CGFC</i> : journal titres n 1 à 2 415 (1963).
1 C 91 / NSM	<i>CGFC</i> : journal titres n 1 à 2 135 (1964).
1 C 92 / NSM	<i>CGFC</i> : journal titres n 1 à 2 358 (1965).
1 C 93 / NSM	<i>CGFC</i> : journal titres n 1 à 1 816 (1966).
1 C 94 / NSM	<i>CGFC</i> : journal titres n 1 à 1 981 (1967).

1 C 95 – 1 C 104 / NS

CGFC : appointements du personnel toutes catégories confondues (1948-1951, 1956-1961) :

- 1948,
- 1949,
- 1950,
- 1951,
- 1956,
- 1957,
- 1958,
- 1959,
- 1960,
- 1961.

1 C 105 / NS

CGFC : garantie médicale et chirurgicale avec règlement des cotisations, États du personnel inscrit, adjonction et radiation de personnel, correspondance (1956-1965) ;

Règlement de l'impôt 5% employeur (1947-1955) ;

Société d'épargne *CGFC* : statuts, étude marché de l'action, État du portefeuille (1960-1968), CR d'AG (28/06/1962, 17/06/1963, 24/05/1967, 29/05/1968).

1 C 106 / MFC-NS

*Compagnie Parisienne de Réescompte (CPR)*⁴² : dossier de Jacques Mallet, administrateur : statuts, rapports et études de la direction, projets de délibérations à insérer dans les PV des CA des 18 août et 28 septembre 1944, articles de presse, notes et correspondance (1928-1944).

Dossiers du Baron de Neufelize, administrateur : statuts, étude du marché et répartition de l'action et de l'actionnariat, protocole de 1935, rapports d'AG et de CA, bilans, situations comptables, articles de presse, notes et correspondance (1930-1944).

⁴² La **Compagnie Parisienne de Réescompte** est fondée le 11 août 1928 par les Maisons **Mallet Frères & Cie et de Neufelize & Cie** sur le modèle des « discount houses » londoniennes. Son activité consiste en opérations d'escompte, de réescompte et de courtage sur effets publics et privés, domaine où elle occupe une place prépondérante par ses rapports suivis avec les établissements de crédit, les banques et les établissements financiers. Admise au marché de l'or dès sa réouverture en 1948, la société y joue un rôle de tout premier plan, notamment du fait qu'elle agit en tant qu'agrée par l'Office des changes. Au 31 décembre 1979, la banque NSM détient 12,50 % de son capital. Cette participation sera réduite à diverses reprises et plus particulièrement à l'occasion de la cession de 170 000 titres à **Indosuez** en avril 1983. En 1987, forte de son succès d'arbitrage pour compte propre, la CPR diversifie ses activités vers la gestion d'actifs pour compte de tiers (entreprises et institutionnels). Avec le rachat de la **Société de Bourse Schelcher-Prince**, elle s'ouvre à l'intermédiation sur titres négociables. En 1990, trois filiales sont créées : **CPR Gestion** (gestion d'actifs pour compte de tiers), **CPR Or** (marché de l'or) et **CPR Billets** (grossiste en billets de banque étrangers). L'acquisition de la **Banque CGM**, en 1992, lui confère l'image d'un groupe de taille européenne, spécialiste sur chacun de ses trois métiers. En 1999, la nouvelle stratégie de la banque vise à se concentrer sur deux métiers : la gestion d'actifs et les services bancaires personnalisés.

- 1 C 107 / NS-NSM** *CPR* : capital (1957-1980), protocole NS/MFC/Union des Mines La Hénin (1966), dossiers des administrateurs (1962-1967), cooptation Crédit Lyonnais/BNCI (1962) ;
- Dossier Banque Morin-Pons (1967), relations CGM/CPR (1971, 1972) ; protocole NSM/Suez (1966), nouveau projet de protocole NSM/Suez (1976), engagements UIS (1975), affaires immobilières (1974-1976), correspondance et notes internes (1960-1993) ;
- Dossier *Compagnie Chérifienne de Réescompte* (filiale de la CPR) : correspondance, statuts, souscriptions d'actions, études, liquidation (1947-1960).
- 1 C 108 / MFC-NSM** *CPR* : situations financières et notes soumises aux CA, notes et correspondance diverses (05/03/1953 au 13/01/1955, 07/01/1960 au 22/11/1967), CR succincts des réunions de CA (25/02/1965 au 28/11/1973, 28/02/1980 au 27/03/1985).
- 1 C 109 / MFC-NSM** *CPR* : situations financières et notes soumises aux CA, notes et correspondance diverses (24/02/1982 au 30/11/1983), CR des réunions du comité Consultatif et notes diverses (1971, 1972, 1979-1981).
- 1 C 110 / MFC-NSM** *CPR* : étude du paiement d'une commission à NSM et Indosuez (1979, 1980), reclassement de titres du groupe Martini (1980), entretiens de JPM avec la présidence et la direction générale (1976-1980), cession Destrem (1977), participation NSM et mouvements de titres détenus par la clientèle (1957, 1969-1975, 1979), répartition du capital (1972, 1977, 1978), augmentation de capital (1983), placements (1976, 1978, 1981), notes de JPM sur le CA (1977-1981), relations avec la COB (1977), augmentation de capital de la SAHYD (1979), dossiers et CR de CA (29/05/1985 au 29/10/1986).
- 1 C 111 / MFC-NSM** *CPR* : dossiers et CR de CA (26/11/1986 au 30/11/1988).
- 1 C 112 / MFC-NSM** *CPR* : rapports annuels (1959-1967, 1970-1984).

1 C 113 / NS-NSM

*Financia*⁴³ : statuts (1962, 1968), augmentations de capital (1962-1969) ; conventions avec la Banque Lambert et Europa Financia Ltd (1969), protocole avec NSM (1969), réunions des créanciers et correspondance échangée (1969), protocole d'achat par la CitiBank et situations de trésorerie (1969) ; déclaration de conformité de la filiale Finanterre (1969), CR des comités de direction de Financia avec comptes de profits & pertes (1973-1975) ; dossier Finanterre (1974-1976).

1 C 114 / NSM

Financia : PV de CA (1967), PV d'AG (1963-1966), bilan et compte de profits & pertes (1966), notes diverses (1966, 1967).

1 C 115 / NSM

Financia : PV de CA (1969-1984), PV d'AG (1975-1983).

2C. – Sociétés financières

2 C 1 / NSM

Groupement Carte Bleue : évolution de la société, étude comparative Carte Bleue/ Diners Club, étude de l'adhésion et du rôle de NSM (1977), contrat et règlement intérieur du Groupement (1979), PV des délibérations d'AG (1979).

Diners Club de France : statuts, dossiers d'AG (1973, 1975, 1977-1984), conseils et comités (1982-1984).

2 C 2 / NSM

Diners Club de France : étude américaine sur le service du « paiement à tempérament » (1968), bilans et prévisions pour l'exercice 1968 (1967), Progress Report n 1 (1968), notes et correspondance (1967, 1968).

2 C 3 / NSM

Diners Club de France : notes et correspondance (1971-1984), étude sur l'évolution de la société, relations et politiques de NSM (1967-1979), vente de la participation NSM à la City Bank (1978-1984), sortie de NSM du capital (1982), PV de CA de la filiale « Diners Voyages » (1980-1984).

⁴³ La société **Financia Banque pour le Crédit à Long et Moyen Terme** est constituée en 1946, sous la dénomination **Caisse Immobilière et Hypothécaire André Herbert**. Filiale de **Financia Belgique** et transformée en société anonyme en 1962, elle est spécialisée dans le crédit immobilier. Après une gestion imprudente, elle est radiée en 1969 de la liste des banques agréées. Les banques privées se retirent du pool. Certaines compagnies d'assurances souscrivent alors des bons émis par le **Crédit Foncier de France** afin d'assurer le soutien de Financia. Cette dernière sera finalement rachetée par la **City Bank**.

2 C 4 / NS

*Compagnie Privée Marocaine (CPM)*⁴⁴ : statuts, augmentation de capital (1951), prise de participation de la *Nederlandsche Handel Maatschappij* dans son capital et étude de la réorganisation de la CPM (1960, 1961), opération Flexico-Maroc (1955), dossier de caution (1954), crédit par caisse (1955), dossiers contentieux (1954-1956), dossiers de personnel (1951-1969), notes internes NS et correspondance (1946-1963), CR succincts des réunions de CA ou d'AG (1982-1985) ;

Retraites du personnel de la CPM : statuts, règlement intérieur, contrat-type de retraite, correspondance de Lorrain Cruse avec la CIMR (1954), rattachement aux caisses de retraites françaises (1964, 1966).

2 C 5 / NS

*COGEPAR*⁴⁵ : PV de CA (1961-1967), dossiers d'AG (1959-1963), bilan et documents comptables (1960-1967).

2 C 6 / NS

COGEPAR : numéro spécial de la revue « Industrie cotonnière française » sur les problèmes internationaux (mars 1961), notes sur la société, correspondance, réunion consortiales des banques (1961-1963), dossiers SLIS et COGEXIM (1961, 1962).

2 C 7 / NS

COGEPAR (SAIC) : PV de CA (1961-1963), dossiers d'AG (1958-1963), bilan et documents comptables, correspondance et notes (1960-1963).

⁴⁴ Sous l'impulsion de Christian Monnier, la **Compagnie Privée Marocaine (CPM)** est fondée en 1946 à Casablanca par **NS & Cie** et la **Société de Gestion Mobilière** avec un capital de 20 MF. En raison du dynamisme de l'équipe dirigeante composée notamment de Lorrain Cruse, Bernard Pagezy et Roger Guillaume, elle conquiert rapidement une position appréciable malgré peu de moyens. Rapidement viennent s'associer au capital les Hollandais **Pierson & Cie** et **Nederlandsche Handel Maatschappij** puis les Genevois **Hentsch & Cie** et **Lombard Odier**, suivis en 1948 par **Mallet Frères & Cie**. Ainsi s'esquisse au Maroc la réunion d'intérêts qui devaient plus tard s'associer à Paris pour donner naissance à **NSM** puis insérer la Banque au sein d'**ABN**. En plus de son rôle de banque commerciale, la CPM se singularise par une activité tournée vers la mise en valeur des terres agricoles et le soutien aux activités minières. En 1951, son capital passe à 60 MF. NS & Cie en est toujours le principal actionnaire. Il tient la comptabilité et le contrôle des risques. L'indépendance du Maroc, en 1956, fait se dégrader la situation. Il faudra attendre 1959 pour que la CPM retrouve son équilibre. À partir de 1962, un groupe d'actionnaires marocains entre dans le capital et la **Nederlandsche Handel Maatschappij** devient le principal actionnaire. Elle devient la **Compagnie Africaine de Banque (CAB)** et fusionne, en 1966, avec le **Crédit Lyonnais Maroc**.

⁴⁵ La structure du groupe **COGEPAR (Compagnie Générale de Participations et de Gestions)** est très enchevêtrée avec de multiples sociétés. La société pilote est la **COGEPAR**, société financière gérant des participations, notamment chez **SLIS (Société Lyonnaise de l'Industrie de la Soie)** et **SAIC (Société Anonyme d'Industrie Cotonnière)**. Dans les années fastes de l'après-guerre, cette dernière, avec son activité principale de commercialisation de tissus finis à usage vestimentaire, se développe de façon brillante. Elle devient l'un des premiers groupes textiles français jusqu'à la crise de l'industrie textile dans les années 1960. Par le biais de Remy Schlumberger, **NS & Cie** rentre en mars 1961 au conseil de la **COGEPAR** afin de consolider ses relations alsaciennes.

2 C 8 / NS	<i>Compagnie Industrielle et Financière d'Alais</i> : PV d'AG (1961-1963), PV de CA (1961-1965), correspondance et notes diverses (1962-1965). <i>Istel, Lepercq & Co Inc (ILCO)</i> ⁴⁶ : participation de NS au capital (1958-1967), PV de CA (1958-1964), situations comptables (1957-1963).
2 C 9 / NS	<i>ILCO</i> : études et notes diverses sur la situation aux USA (1949-1960), correspondance et études des relations NS/ILCO (1958-1961).
2 C 10 / NS	<i>ILCO</i> : correspondance et études des relations NS/ILCO (1962-1966).
2 C 11 / NS	<i>ILCO</i> : doubles des courriers (1964-1967).
2 C 12 / NS	<i>ILCO</i> : doubles des courriers (1968, 1969) ; notes générales sur les relations NS-ILCO, étude sur la situation aux USA : <u>The US capital Market in 1964</u> , ouvrages économiques d'André Istel : <u>Le dollar et l'or</u> et <u>Quelques aspects de la situation aux États-Unis</u> (1957-1965).
2 C 13 / NS	<i>Génécrédit</i> ⁴⁷ : statuts (1963, 1968, 1969), capital et participation financière de NS puis de NSM (1956-1972, 1977, 1978).

⁴⁶ Société anonyme fondée en 1958, **Istel, Lepercq & Co Inc. (ILCO)** a pris la suite de la société en nom collectif **André Istel & Co**, fondée en 1947, par l'ancien associé de **Schlumberger & Cie** chassé de France en raison des lois antisémites du régime de Vichy. **ILCO** peut être assimilé à un établissement financier. À ce titre, il gère les comptes et les portefeuilles-titres d'un certain nombre de clients, personnes physiques ou morales, parmi lesquels quatre sociétés d'investissement : **Pallas Corporation, Istel Fund, Inc, Dominion Equity Investiments Ltd et Compania Ontario SA** (*voir en série E*). Il joue également le rôle de conseiller financier auprès de quelques groupes américains ou de groupes européens implantés aux USA, parmi lesquels principalement le groupe **Schlumberger Limited** (affaire internationale de services géophysiques pétroliers). Voir à ce sujet la note n 107.

⁴⁷ Le **Crédit Général pour le Commerce et l'Industrie (GENECREDIT)** est créé en 1955 pour financer la vente à crédit aux particuliers. Cette société exerce essentiellement dans l'ameublement et accessoirement dans les biens d'équipement destinés aux loisirs. La maison-mère en est la **CGFC** (confère note n 35) qui détient 36 % du capital de 200 MF. En raison de l'encadrement du crédit, **Génécrédit** atteint rapidement le plafond de son chiffre d'affaires et voit même son activité freinée en 1957 en raison des restrictions autoritaires de crédit qui touchent particulièrement sa clientèle très ciblée, composée de 1 200 négociants adhérents à la fédération de l'Ameublement. En 1959, **NS & Cie** absorbe la **CGFC** et devient donc principal actionnaire de **Génécrédit**. En 1978, la **banque NSM** porte sa participation dans le capital de 40 à 79 %. Pour la direction générale de l'époque, le développement de l'activité de cet établissement constitue une possibilité de diversification des interventions de **NSM**. Vers le milieu des années 1980, l'analyse différente de la nouvelle direction entraîne des pourparlers avec différents groupes intéressés par une éventuelle reprise. C'est chose faite en 1987 : **Génécrédit** est revendu au **Crédit Lyonnais** qui fusionne la société avec **Clefem**, sa filiale également spécialisée dans le crédit à la consommation, pour donner naissance à **Finalion**.

- 2 C 14 / NS** *Génécrédit* : analyses sur l'avenir de la CGFC et étude de la fusion CGFC / Génécrédit, CR des réunions de la commission chargée de l'étude sur la transformation de la CGFC en société financière, dossier d'étude CGFC / Génécrédit, CR de la commission NS / PEMS / CGFC / Génécrédit (1958-1966).
- 2 C 15 / NS-NSM** *Génécrédit* : études, notes et correspondance diverses sur Génécrédit, CR du Comité Exécutif NSM (1955-1968).
- 2 C 16 / NSM** *Génécrédit* : estimation et études sur l'avenir de Génécrédit, notes et correspondance diverses, CR du Comité Exécutif NSM (1969-1987).
- 2 C 17 / NSM** *Génécrédit* : études sur la société : rapport d'inspection de la Commission Bancaire, estimation de la Direction des affaires financières de NSM, rapport du service des Études de crédits NSM, rapport de B. Camblain, étude de R. Guillaume (1971, 1981-1987).
- 2 C 18 / NSM** *Génécrédit* : analyse d'un rapprochement éventuel avec Finacom et Sofifrance (1966) ;
 baux et locations entre Régisal et Génécrédit (1966-1977) ;
 dossier Régisal⁴⁸ : constitution, statuts, augmentation de capital, PV de CA et d'AG, correspondance (1968-1984) ;
 dossier Génébail : augmentation de capital, PV d'AG et de CA, correspondance (1985) ;
 fusion absorption Génécrédit/Régisal (1987).
- 2 C 19 / NSM** *Génécrédit* : négociations avec le Crédit Mutuel, correspondance NSM-ABN, note de BM sur les causes et conséquences de la nouvelle orientation de la société, mise en place d'un plan de restructuration, dossier sur le Personnel de direction (1984-1987).
- 2 C 20 / NSM** *Génécrédit* : vente au Crédit Lyonnais : correspondance, mise en place du protocole NSM-CL, application du protocole, cessions des actions, rapports de CA et d'AG de Finalion et Lionbail (1985-1988).

⁴⁸ **Régisal**, filiale à 100 % de **Génécrédit**, était propriétaire de l'immeuble situé 90, rue de Courcelles à Paris, dans lequel étaient installés le siège social et la direction administrative de **Génécrédit**. l'immeuble, seul actif rapprochement projeté est réalisé sous forme de fusion absorption de **Régisal**, ayant été vendu en décembre 1985, la séparation en deux entités devenait inutile. Le rapprochement projeté est réalisé sous forme de fusion absorption de **Régisal** en mars 1987.

- 2 C 21 / NS** *Génécrédit* : dossiers d'AG avec PV, pouvoirs timbrés, feuille de présence, rapports des commissaires aux comptes (09/05/1957 au 20/05/1965).
- 2 C 22 / NS** *Génécrédit* : rapports d'AG (28/05/1968 au 06/05/1987) ; dossiers de CA (1957-1961).
- 2 C 23 / NS** *Génécrédit* : dossiers de CA (1962-1964).
- 2 C 24 / NS** *Génécrédit* : dossiers de CA avec CR de réunions internes NSM (1967, 1968, 1979, 1980, 1985-1987).
- 2 C 25 / NS** *Génécrédit* : rapports d'activité (1955-1962).
- 2 C 26 / NS-NSM** *Génécrédit* : rapports d'activité (1963, 1967, 1968).
- 2 C 27 / NS-NSM** *Génécrédit* : situations comptables (1955-1963, 1967, 1968), états comparatifs (1960, 1961).
- 2 C 28 / NS-NSM** *Génécrédit* : étude et décision de coopération avec la SAE pour exploiter les mêmes services mécanographiques (1956-1959) ;
- Études des divers barèmes de financement d'achats à crédit avec CR de réunions du Comité Consultatif d'Étude (1957, 1958) ;
- Étude de l'extension de l'activité aux prêts personnels (1972) ; convention avec NSM au sujet de prêts spéciaux pour l'amélioration de l'habitat (1976), protocole d'accord avec NSM pour les opérations d'emprunts sur le marché monétaire (1986).
- 2 C 29 / NSM** *Lepercq, de Neuflyze & Co Inc* : accords et commentaires divers sur accords (1966), prêt à Paul Lepercq, collatéral account (1966-1972), changement de raison sociale (1966), documents comptables (1966-1971), acquisition d'un siège au New York Stock Exchange (1966), étude de l'évolution politique et commissions diverses au New York Exchange (1969-1971), rachat de la participation LN par NSM (1971).
- 2 C 30 / NSM** *Lepercq, de Neuflyze & Co Inc* : boards of directors' meeting, études économiques, notes et correspondance LN-NSM (1956-1988).

- 2 C 31 / NSM** *Lepercq, de Neuflyze & Co Inc* : fac-similés de panneaux de présentation d'un exposé sur « Money managing : long term & strategy » (30 juin 1972).
- 2 C 32 / NSM** *NSM-Lepercq International Management Inc*⁴⁹ : dossiers de présentation (1985), dossier juridique de création (1985, 1986), bilans (1985), rapports d'activité et démarches commerciales (1986, 1987), cession de la participation NSM (1988).
- 2 C 33 / S** *S & Cie*⁵⁰ : statuts (1945, 1952-1969), enregistrements à l'Association professionnelle des banques (1944-1951), radiation de la liste des établissements financiers (1955) ; augmentations de capital (1949-1957), cessions d'actions (1955) ; signatures autorisées, fermeture du bureau de Lyon (1949), rétrocessions sur opérations financières (1948-1949).
- 2 C 34 / S** *S & Cie* : livre de transferts et conversions de titres, bordereaux de transfert, exemplaires d'actions nominatives (1945-1956).
- 2 C 35 / S** *S & Cie* : décisions des associés : cessions des parts, notes et acte de transformation en commandite simple, procurations des gérants... (1956-1958).
- 2 C 36 / S** *S & Cie* : décisions des associés : cessions des parts, CR d'AG pour augmentation de capital, nominations de fondés de pouvoirs... (1959-1960).
- 2 C 37 / S** *S & Cie* : décisions des associés : cessions des parts, CR d'AG pour augmentation de capital, statuts... (1961-1965).

⁴⁹ La société **NSM-Lepercq International Management Inc** est fondée le 9 septembre 1985, comme un 50/50 « joint-venture » entre la **banque NSM** et le groupe **Lepercq, de Neuflyze Inc.** (New-York) au capital de \$ 450 000. L'objet de cette société est de gérer des portefeuilles de valeurs boursières investis dans les marchés autres que ceux des États-Unis. Un certain nombre de facteurs externes feront que, de 1985 à 1987, les résultats de cette société seront en baisse constante (ils afficheront une perte cumulative de \$ 668 136) ce qui conduira **NSM** à céder sa participation en août 1988.

⁵⁰ **Schlumberger & Cie** fut transformée, lors de la fusion avec la Maison **de Neuflyze & Cie**, en société anonyme enregistrée comme établissement financier – maison de titres La totalité des comptes qui subsistaient chez **Schlumberger & Cie** ayant progressivement été transférée chez **NS & Cie**, la société demanda fin 1955 à être radiée de la liste des établissements financiers. Cette radiation obtenue, elle revint à sa forme juridique antérieure, celle de société en nom collectif et en commandite simple. En janvier 1969, **Schlumberger & Cie** servira de base à la création de la société holding, **NSM SA Schlumberger & Cie** gère un portefeuille-titres (de plus de 200 Millions en 1956), prend des sous-participations dans certaines opérations financières réalisées par NS et participe aux risques de ses opérations de crédit. Elle n'a plus aucun rapport avec la clientèle extérieure du groupe mais est administrateur de plusieurs SCI notamment **Feydeau – Bourse** (voir note n° 49) et figure pour le compte du groupe au Conseil d'administration de certaines sociétés.

- 2 C 38 / S** *S & Cie* : décisions des associés : cessions des parts, CR d'AG pour augmentation de capital, procurations des gérants... (1966-1968).
- 2 C 39 / S** *S & Cie* : cession des parts de la famille Ménage (1968), transformation en société en commandite simple (1956), répartition des affaires entre NS et S & Cie (1952), pouvoirs sur timbres (s.d.) ; lettres de garantie pour participation aux risques et engagement de caution de S & Cie par NS (1952, 1954, 1957, 1962, 1963, 1968) ; succession de Henri Noyer (1966) ; correspondance relative à la nomination éventuelle de Paul Lepercq comme administrateur (1969) ; correspondance, notes internes (1956-1973, 1976, 1977, 1983) ; bail de la rue Taibout (1945-1947) ; transfert du siège du 12, place de la Bourse au 28, rue Saint Marc (1968) ; patente (1958-1967).
- 2 C 40 / S** *S & Cie* : pièces comptables (1956-1959).
- 2 C 41 / S** *S & Cie* : comptes généraux (1958, 1959), carnets de chèques, balances du syndicat et participation, correspondance, extraits de comptes (1956-1959).
- 2 C 42-2 C 45 / S** *S & Cie* : comptes-journaux, pièces comptables, balances et correspondance (1960-1963) :
 – 1960,
 – 1961,
 – 1962,
 – 1963.
- 2 C 46 / S** *S & Cie* : bilans, documents d'inventaires, dossiers de crédits d'impôts, taxes et impôts divers (1956-1959).
- 2 C 47 / S** *S & Cie* : bilans, documents d'inventaires, portefeuille – titres, dossiers de crédits d'impôts, taxes et impôts divers (1960-1962).
- 2 C 48 / NS-NSM** *Société Auxiliaire d'Études (SAE)*⁵¹ : CR des Comités NS, gestion générale, direction, personnel, gestion financière,

⁵¹ Constituée en 1930, la **Société Auxiliaire d'Études (SAE)** est reprise en 1947 par le groupe **NS & Cie**. De 1959 à 1977, elle partage ses activités entre la prise de participations dans des sociétés pouvant réaliser des opérations industrielles et financières sans raison particulière de figurer dans les portefeuilles **NSM SA** ou **NSM** ainsi que trois autres domaines qui seront repris par la société **STRELAB**. À partir de 1978, SAE limitera ses activités à la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières (**Immer Klein, Argalus, GFI, Pihet Méricourt et Transports Entreprises et Locations**).

résultats de gestion, études activités techniques et commerciales (1957-1959), statuts, comités NS, situations comptables, bilans, portefeuilles, dossiers d'intervention, notes et correspondance sur les opérations traitées (1961-1968), protocole d'accord avec NSM sur un emprunt japonais (1968), contrat avec NSM sur le marché financier en Grande Bretagne (1969); portefeuille, recherche d'associés (1969-1970), historique, bilans, filiales, achat de la société Argalus (1980).

2 C 49 / NS-NSM

SAE : inscription au RC (1960-1970), dossiers d'AG et augmentations de capital (1958-1967).

2 C 50 / NSM

SAE : dossiers d'AG (1968-1972).

2 C 51 / NSM

SAE : dossier d'AG (1973-1983).

2 C 52 / NS-NSM

SAE : dossiers d'AG (1984-1989), dossiers de CA (1965-1974).

2 C 53 / NSM

SAE : dossiers de CA (1975-1989).

2 C 54 / NS-NSM

SAE : contrats *SAE* (1958, 1959), participation à SOGEPLAN (1967), dossiers et procurations d'administrateurs (1965-1970), notes et correspondance (1947-1977).

2 C 55 / NS

SAE : comptes (1947-1958).

2 C 56-2 C 59 / NS

SAE : comptes, pièces comptables, journal (1960-1963) :
– 1960,
– 1961,
– 1962,
– 1963.

2 C 60 / NS

SAE : situations comptables (1957-1962).

2 C 61 / NS	<i>SDR Sud-Est</i> ⁵² : augmentations de capital (1958, 1960, 1961), PV de CA (1956-1963), notes et PV des Comités de Direction (1957-1959).
2 C 62 / NS-NSM	<i>SDR Sud-Est</i> : PV de CA et des Comités de Direction (1965-1969).
2 C 63 / NS-NSM	<i>SDR Sud-Est</i> : syndicat d'introduction en Bourse (1962), emprunts obligatoires (1958, 1960, 1962, 1963), notes diverses sur la société et correspondance (1956-1967).

3 C. – Sociétés immobilières

3 C 1 / NS	<i>Compagnie Lyonnaise Immobilière (CLI)</i> ⁵³ : statuts, capital (1960-1972), PV d'AG (1980-1985) PV de CA (1958-1963, 1979-1985), CR des comités financiers (1962, 1963, 1976), notes et correspondance (1959-1963, 1971-1985).
3 C 2 / NS	<i>Domaines d'Ain-Chaïb (Société des)</i> ⁵⁴ : statuts, capital, PV de CA, PV d'AG, pièces de base, contrats d'assurance, plan de réorganisation d'Andlau, bilans et rapports comptables, notes sur la société, accords du 22 décembre 1953 sur sa structure financière, second crédit acridien, correspondance avec la CPM et les coopérateurs, CR de voyages des associés NS (1951-1960).

⁵² Lancée en 1956 par la filiale **NS Lyon**, la **Société de Développement régional du Sud-Est** est l'une de ses plus belles initiatives créatrices. Cette société a su conjuguer sa vocation d'intérêt général aux contraintes d'une gestion privée. Elle participe activement au développement industriel de la région, notamment des grosse PME, par le biais de prêts longs ou bonifiés (1 015 prêts en 1989), de prises de participation ou souscription d'obligations convertibles. À partir des années 1980, elle offre également aux PME une palette de services financiers diversifiés : crédit-bail immobilier et mobilier, capital-risque, conseil en ingénierie... Elle fusionne en 1991 avec la **SDR Centrest**.

⁵³ La **Compagnie Lyonnaise Immobilière (CLI)** est créée à la fin des années 50 par **NSM Lyon**.

⁵⁴ La **Société des Domaines d'Ain Chaïb** est une société anonyme chérifienne fondée en mars 1951 sous les auspices de la **Compagnie Privée Marocaine** et de l'organisme de gestion agricole de celle-ci, la **Société Générale Agricole**. Son siège social est à Casablanca et elle a pour objet principal la gestion d'un ensemble de domaines situés dans la vallée du Souss (Agadir). Elle groupe, selon une formule coopérative, autour d'un noyau central de 20 Ha qui est sa propriété et sur lesquels sont édifiés les bâtiments d'exploitation, les domaines acquis par ses participants. Un contrat de gérance les lie à la Société qui assume pour leur compte la mise en valeur de leurs lots au moyen, notamment, du gros matériel dont elle est propriétaire. Elle possède également une exploitation propre (pépinière, maraîchage, etc...)

3 C 3 / NS-NSM	<i>Edelweiss (SCI)</i> : statuts (1960), PV d'AG (1961, 1965, 1869, 1978-1981) ; transactions sur parts et sur immobilier, notamment avec Henri Freppel (1960-1986)
3 C 4 / NS-NSM	<i>Edelweiss (SCI)</i> : bilans, relevés de compte, prêts, taxe foncière, droit de bail, extraits de comptes, opérations bancaires, correspondance diverse (1961-1979).
3 C 5 / NSM	<i>Edelweiss (SCI)</i> : dissolution et liquidation de la SCI (1987-1988).
3 C 6 / NS-NSM	<i>Feydeau Bourse (SCI)</i> ⁵⁵ : historique, statuts, augmentations de capital, cession de parts, registre de délibérations des AG (08/07/1948 au 31/12/1974) ; registre de CR des réunions du CA (08/07/1948 au 31/12/1974) ; impôts, transfert de siège, bilans (1961-1972) ; Dossier contentieux sur la vente des immeubles place de la Bourse et rue Saint Marc, étude du problème de la cession par une SCI d'une partie de son patrimoine immobilier avec les conséquences fiscales que cela implique (1970).
3 C 7 / NS	<i>Feydeau Bourse (SCI)</i> : correspondance sur AG et baux de location (1949, 1959, 1960), contributions directes (1949-1960), comptes, pièces comptables, bilans (1947-1958)
3 C 8 / NS-NSM	<i>Feydeau Bourse (SCI)</i> : quittances de loyer de SAE, Soginter, GESMOB et NSM, baux, correspondance (1949-1970).
3 C 9 / NS	<i>Feydeau Bourse (SCI)</i> : journal, pièces comptables, bilans (1960, 1961)
3 C 10 / NS-NSM	<i>Feydeau Bourse (SCI)</i> : acquisition et inondation de la cave du 10, rue Saint Marc (1961-1970).

⁵⁵ La **SCI Feydeau Bourse** est l'une des plus importantes SCI du **Groupe NSM**. Elle est créée en 1945, après la fusion entre **Neuflize & Cie** et **Schlumberger & Cie**, pour acheter l'immeuble du 12, place de la Bourse et le gérer. Elle achètera ensuite le 10, place de la Bourse et le 8 et 10, rue Saint Marc, constituant ainsi l'actif immobilier de la banque avant la réunion des locaux en un « Toit unique » (voir également en série D : Domaines).

3 C 11 / NS	<i>Groupement pour le Financement de la Construction (GFC)</i> ⁵⁶ : PV de CA, correspondance et notes diverses (1958-1962).
3 C 12 / NS	<i>GFC</i> : pièces constitutives (1961-1963) ; PV de CA, correspondance et notes diverses (1963-1967).
3 C 13 / NS	<i>GFC</i> : PV de CA (1962, 1963), PV d'AG (1959-1961), augmentation de capital (1962).
3 C 14 / NS	<i>GFC</i> : pourparlers d'origine entre ICP et GFF (1958), notes d'information, programme de construction (1962), répartition des appartements du square Henry Paté (1961), extraits des PV de comités de direction NS (1961), projet de convention entre le GFC et l'État (s.d.).
3 C 15 / NS	<i>GFC</i> : augmentations de capital : souscription, publicité légale, projets de lettres, correspondance (1959, 1961).
3 C 16 / NS	<i>GFC</i> : introduction en Bourse, préparation de documents pour la COB, prospectus (1963).
3 C 17 / NS-NSM	<i>GFC</i> : augmentation de capital : souscription, notes et correspondance, publicité légale (1965) ; dossier du Groupement pour la régularisation des actions GFC (1966, 1967).
3 C 18 / NSM	<i>GFC</i> : augmentation de capital : souscription, marché du droit, correspondance, textes officiels, publicité légale, projets de lettres, relations après l'augmentation de capital (1969).
3 C 19 / NS-NSM	<i>GFC</i> : augmentation de capital : correspondance, publicité légale, projets de protocole et de lettres, statuts, PV d'AG (1970) ; opération du domaine de la Ronce (1964-1969).
3 C 20 / NSM	<i>GFC</i> : capital (1970-1972), dossiers d'AG (1980-1982), rapports annuels (1974-1976, 1978, 1981, 1982), correspondance (1973-1979).

⁵⁶ Le **GFC (Groupement pour le Financement de la Construction)** est une société anonyme dite « société conventionnée » ayant pour objet le financement, la construction et la gestion d'immeubles locatifs à usage principal d'habitation, dans le cadre du programme mis en œuvre par Pierre Sudreau, Ministre de la Construction, à la fin des années 1950.

3 C 21 / NS-NSM	<i>Groupement Foncier Français (GFF)</i> ⁵⁷ : statuts (1958, 1969), capital (1970-1987), brochure d'introduction en Bourse (1988), organisation de la direction (1978), dossiers d'AG (1957-1960, 1979-1984), PV des Comités d'orientation (1978-1980).
3 C 22 / NS	<i>GFF</i> : dossiers de CA (1958-1963).
3 C 23 / NSM	<i>GFF</i> : dossiers de CA (1966).
3 C 24 / NSM	<i>GFF</i> : dossiers de CA (1967), notes NSM sur CA (1983-1985).
3 C 25 / NS-NSM	<i>GFF</i> : PV des comités de direction (1958-1961), CR de visites de chantiers avec photos, correspondance, brochures, notes sur la société (1956-1988).
3 C 26 / NS-NSM	<i>GFF</i> : dossier de la SCI Résidence du Palace (1963-1969) ; programmes d'investissements et de construction du GFF (1963-1966) ; programme de construction à Ivry (1967).
3 C 27 / NS	<i>Groupement Foncier Marocain (GFM)</i> ⁵⁸ : dossiers de CA (1960-1964), étude sur la construction de la cité Sidi-Othman avec plan (1955-1959), correspondance sur cette construction (1960-1963) ; dossier de la filiale GF Casablanca avec situations comptables et correspondance (1958-1963).

⁵⁷ Le **GFF (Groupement Foncier Français)** est créé le 7 janvier 1957, dans le cadre du programme Sudreau et sur l'initiative du Président de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance. Sa première vocation est de réaliser des programmes collectifs de construction pour ses adhérents (des investisseurs institutionnels, essentiellement des compagnies d'assurances et des caisses de retraites mais aussi des banques, comme NSM). Il développe ensuite son action dans tous les domaines de l'activité immobilière. La participation du GFF au projet Balzac – Saint Honoré (ex-immeuble Péchiney), va lui faire connaître d'énormes difficultés financières. En 1991, l'échec de la titrisation de cet immeuble et le désistement d'un investisseur provoquent 200 MF de pertes. La situation financière ne s'améliorant pas, une offre publique de retrait sur GFF est déclarée recevable par le Conseil des Bourses de valeur en 1993. Cependant la restructuration de la société s'organise : le GFF sort de **Péchiney** pour être recapitalisé à 550 MF. En 1998, la réorganisation du GFF menée à terme, la **Caisse des dépôts et consignations (CDC)** signe un accord de principe en vue de reprendre l'intégralité de la société.

⁵⁸ Le **GFM (Groupement Foncier Marocain)**, spécialisé dans la construction et la gérance immobilière au Maroc, est constitué le 10 septembre 1951, sur la modèle du **GFF (Groupement Foncier Français)** et sous les auspices de la **CPM**, filiale de **NS & Cie**. Voir aussi les notes n° 38, 48 et 51.

- 3 C 28 / NSM** *Groupement national des organismes sanitaires et sociaux pour l'aide au logement (GNOSSAL)*⁵⁹ : dossiers de CA, correspondance (26/01/1978-27/01/1983).
- 3 C 29 / NSM** *GNOSSAL* : dossiers de CA, correspondance (06/04/1983-06/03/1986).
- 3 C 30 / NSM** *GNOSSAL* : dossiers de CA, correspondance (12/05/1986-27/09/1988).
- 3 C 31 / NSM** *GNOSSAL* : dossiers de CA, correspondance (16/01/1989-29/06/1990).
- 3 C 32 / NSM** *Immer-Klein (Établissements)*⁶⁰ : cessions de parts de capital (1973-1975 ;

Procès SARL Delprat Frères (entrepreneur) / Kupczyk (architecte) et SCI Vent de Bise (1971-1978).
- 3 C 33 / NSM** *Immer-Klein (Ets)* : investissements (1972-1974) ; actualisation des comptes de fonctionnement (30/09/1973) ; encaissements des loyers et correspondance pour la SCI Résidence de la Vallée (1974-1977).
- 3 C 34 / NSM** *Immer-Klein (Ets)* : vente d'un ensemble immobilier sis à Petit-Couronne (Seine Maritime) à la SCI Léo Delibes (1983).
- 3 C 35 / NSM** *Immer-Klein (Ets)* : vente au détail de terrains et d'immeubles à Breitenbach (Alsace) : correspondance, devis, procurations, mandats de vente, copies des actes notariés, extraits de comptes

⁵⁹ Le **Gnossal (Groupement national des organismes sanitaires et sociaux pour l'aide au logement)** est créé en 1964 par l'**Uniopss (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux)** avec le concours de ses adhérents. Organisme collecteur du « 0,90 % construction » spécifique au secteur associatif, au titre de la participation des entreprises à l'effort de construction, son but est de solutionner les problèmes de logement du personnel de ses adhérents et de promouvoir des réalisations sociales entreprises par des associations loi 1901. Ces dossiers figurent dans notre inventaire en raison du rôle de Jean-Pierre Mallet comme administrateur de ce groupement.

⁶⁰ Fondés en 1893 en Alsace, les **Établissements Immer-Klein** étaient à l'origine une filature. La société est vendue en 1972 au **groupe NSM** et devient filiale à 99,87 % de **SAE** (confère note n° 45) puis de la **Société Financière Hoche 18** dont la quasi-totalité du capital appartient à **NSM SA**. Son actif se compose dans un premier temps de participations dans des SCI notamment **Vent de Bise** (voir note n° 50), puis d'actions **NSM SA** en attente de reclassement et de liquidités placées en actions de sicav « maisons ».

chez NSM et à Colmar (1975-1986), cessions d'actions NSM SA à STRELAB (1986) ; vente d'un immeuble à Colmar : correspondance, projet d'acte, extraits de comptes, appréciation sur l'immeuble par notaire (1976-1983) ; PV de CA (21/12/1976, 16/01/1980).

3 C 36 / NSM

José Banus International, Promotera y Financiera SA⁶¹ : copie de l'acte de constitution de la société (1967), CR de conseils et de comités (1970-1972).

3 C 37 / NSM

NSFI : étude sur la société et sur son PDG, Jean Maissant, nantissement par NSM à Jean Maissant (1974), rachat par NSM, transformation en NSM-I (1974, 1975).

NSM-I⁶² : séance de travail (22/09/1975), activité du " syndicat de copropriété ", plan NSM-I pour la période 1978-1983, rapport de synthèse sur son rôle depuis son intégration à NSM (1975), notes, correspondance (1974-1985), éléments comptables (1975-1976), situations et prévisions de trésorerie (1976-1978), dossiers de CA (1976, 1980-1884), dossiers d'AG (1981-1987).

3 C 38 / NS-NSM

Pihet-Méricourt (Sté Immobilière) : dossiers d'AG (1960-1981).

3 C 39 / NSM

Pihet-Méricourt (Société Immobilière) : dossiers d'AG (1982-1988), dossiers de CA (1974-1988) ; vente d'actions par les conjoints Frot à SAE (1973-1975) ; correspondance (1973-1986), comptes annuels (1974-1986).

3 C 40 / NS

Société Foncière Lyonnaise (SFL)⁶³ : dossiers d'AG et de CA, statuts, comités financiers (1963-1979).

3 C 41 / NS

SFL : Présentation d'une extension de Sofitel (1966), plan d'action, plan comptable, PV de CA (1967), PV d'AG (1963, 1964, 1966), présentation des comptes de fin d'exercice (1967).

⁶¹ Filiale de la société madrilène constituée en 1954 sous le nom de **José Banus SA**, la **José Banus International Promotera y Financiera** est créée le 11 octobre 1967. Son objet est la promotion immobilière ainsi que la réalisation pour son compte propre ou celui de tiers d'activités immobilières comme l'acquisition, la vente ou la location. Henri Freppel en est non seulement administrateur mais aussi membre du comité exécutif.

⁶² En 1974, le **groupe NSM** acquiert le contrôle total d'une société spécialisée dans les opérations immobilières : la **Nouvelle Société de Management Immobilier (NSMI)**, en vue d'apporter à la clientèle de la banque l'assistance nécessaire dans ce domaine : expertises immobilières, achat, vente et location de tous biens immobiliers, conseils en investissements, etc. Si ses initiales restent identiques, sa nouvelle raison sociale devient **Neuflyze, Schlumberger, Mallet Immobilier**.

⁶³ La **SFL (Société Foncière Lyonnaise)** est créée en 1880. Propriétaire d'environ deux cents immeubles de rapport à Paris, elle gère un parc locatif important.

3 C 42 / NS	<i>SFL</i> : capital (1962-1966) ; proposition de création d'une Sicomi locative (1973) ; projet d'émission d'obligations à 7,5 % convertibles par le département financier NSM (1974).
3 C 43 / NS	<i>SFL</i> : statuts (1960), correspondance, notes et CR de conversation (1959-1979) ; projet d'opérations financières à long terme (1973, 1974).
3 C 44 / ?	<i>Société Immobilière et de Crédit des Batignolles (SIC)</i> : registre des actionnaires avant regroupement (sd 1943).
3 C 45 / ?	<i>SIC</i> : registre des actionnaires (1946-1961).
3 C 46 / ?	<i>SIC</i> : registre des mouvements de titres, actions regroupées (1952-1967).
3 C 47 / NS-NSM	<i>Société Immobilière de Construction Ouest-Montparnasse (SICOM)</i> ⁶⁴ : souscriptions de NS au capital (1960-1967), dossiers de CA (1963-1967), règlement de co-propriété (1966).
3 C 48 / NS-NSM	<i>La Foncière Populaire</i> : PV de CA et d'AG, capital, cession d'actions, correspondance (1961-1963). <i>SLC</i> : PV de CA, opération immobilière sur la ville d'Orléans, correspondance (1956-1966).
3 C 49 / NSM	<i>SLC</i> : documents de CA (1973-1977).
3 C 50 / NS-NSM	<i>SLC</i> : augmentation de capital (1973, 1974) ; création d'une représentation à Paris, projet d'intéressement du personnel (1973) ; dossiers de crédits et projet d'émission d'un emprunt obligataire (1976) ; participation de la banque à des opérations de promotion immobilière (1962-1969).

⁶⁴ À l'origine société de relais destinée à prendre en charge une partie de l'infrastructure du premier secteur de Maine-Montparnasse, la **SICOM** étend son objet à l'achèvement de l'immeuble du même nom dont elle ne devait financer au départ que les fondations. Des trois banques d'origine de la Société (avec la **Banque Worms** et la **BUP**) **NS & Cie** en devient par la suite le seul banquier. Son intérêt est double : comme actionnaire et comme éventuel propriétaire, la Tour Montparnasse ayant été pressentie comme l'un des sites possibles d'installation de la Banque pour réunir ses services en un même lieu (voir en sous-série 3 D : Toit Unique). Les travaux de construction de la Tour étant achevés début 1967, la société est dissoute en 1969.

3 C 51 / NSM	<i>SLC</i> : participation de la banque à des opérations de promotion immobilière (1966-1969, 1973).
3 C 52 / NSM	<i>SLC</i> : fiches de renseignements trimestriels (1974-1975).
3 C 53 / NSM	<i>SLC</i> : documents d'AG (1973-1976), correspondance NSM, en interne et avec la société (1972-1976). <i>SPPI</i> : PV de CA, comités de Direction, portefeuille, correspondance (1962, 1963).
3 C 54 / S-NS	<i>Val Richer (société civile du)</i> ⁶⁵ : enregistrement, impôts fonciers, contributions directes, chèques postaux, extraits de comptes (1933-1957).
3 C 55 / S-NS	<i>Val Richer (société civile du)</i> : documents comptables, balances, bilans (1940-1950).
3 C 56 / NS	<i>Val Richer (société civile du)</i> : documents comptables, balances, bilans (1951-1957).
3 C 57 / S-NS	<i>Val Richer (société civile du)</i> : livre d'inventaire (1928-1949), dossiers par branches : Pauline, Jean et Maurice Schlumberger (1960-1963).
3 C 58 / NS	<i>Val Richer (société civile du)</i> : pièces et journaux comptables, extraits de comptes, fiches de paie (1960-1962).
3 C 59 / NS	<i>Val Richer (société civile du)</i> : pièces et journaux comptables, fiches de paie (1963), travaux réalisés (1954-1963).
3 C 60 / NS	<i>Vent de Bise (société civile immobilière du)</i> ⁶⁶ : dossier de prêts CCF / Ets Immer-Klein, extraits de compte NSM (1974-1986).
3 C 61 / NS	<i>Vent de Bise (société civile immobilière du)</i> : dossiers juridique sur l'affaire Artus contre la Caisse de garantie de la FNAIM (1982-1987).

⁶⁵ Demeure familiale des Schlumberger.

⁶⁶ Le gérant de cette SCI est la **Société Immer-Klein** (confère note n° 54).

- 3 C 62 / NS** *Vent de Bise (société civile immobilière du) : vente d'immeubles à Liévin (Pas de Calais) (1985-1987).*
- 3 C 63 / NS** *Vent de Bise (société civile immobilière du) : statuts (1962), dossiers d'AG (1973-1987), dissolution de la société et vente de ses immeubles (1987).*

4 C. – Sociétés industrielles et commerciales

- 4 C 1 / NSM** *Alcatel et CIT-Alcatel⁶⁷ : études, plan de redressement et vente de l'usine de Graffenstaden (1966-1969), relations industrielles (1966, 1967), correspondance avec Houdaille Industries (1968, 1969), demande de prêt AMTEC (1969).*
- 4 C 2 / NSM** *Alcatel et CIT-Alcatel : PV d'AG (1969-1975), PV de CA, situations comptables, bilans (1971-1975), Trophée (1970), brochures, études financières (1969-1975), correspondance et CR de réunions (1966-1971), division des titres (1973, 1974), litige CII entre CGE et Thomson (1974).*
- 4 C 3 / NSM** *Alcatel et CIT-Alcatel : dossiers de CA (1983, 1984), historique des relations (1975), cooptation de JPM comme administrateur (1971), statuts (1983), correspondance de JPM (1973-1986).*
- 4 C 4 / NSM** *ALSPI (Société Alsacienne de Participations Industrielles)⁶⁸ : dossiers d'AG et de CA (1968-1971).*

⁶⁷ En 1951, **Mallet Frères & Cie** participent à la fondation de la **SAMEA (Société Alsacienne de Mécanique et d'Électronique Appliquée)**, filiale de la **SACM**, dont André Mallet devient membre du comité de Surveillance. C'est donc tout naturellement que la banque, en la personne de Jean-Pierre Mallet, entre au conseil d'**ALCATEL (Société Alsacienne de Constructions Atomiques et de Télécommunications)** créée en 1963 par transformation de la **SAEMA** et apport d'un département **SACM** fondé en 1956 : l'**ENTE (Energie Nucléaire, Télécommunication, Électronique)**. En 1968, **Alcatel** retourne dans le groupe **CGE** pour fusionner en 1970 avec la **Compagnie Industrielle des Télécommunications CIT**, spécialisée dans les télécommunications, l'informatique et plus généralement les applications de l'électronique, la mécanique et l'énergie nucléaire. **NSM**, et notamment **JPM**, jouera un rôle important dans cette fusion. Ainsi, en 1971, ce dernier entre au conseil de **CIT-Alcatel**. À partir de 1984, le groupe orientera sa stratégie de développement vers la téléphonie, la télématique, la télécopie et les systèmes de communications d'entreprises. À partir de 1996, **Alcatel** développe son activité vers les télécommunications et l'énergie : communication par satellites, téléphonie mobile, multimédia, et Internet. Pour se faire, elle prend le contrôle en 1998 de **DSC Communication Corporation** et de **Packet Engines**, puis l'année suivante, de **Xylan** et **Assured Acess Technology** et signe un contrat avec **Bell Atlantic** afin de conforter sa place de principal fournisseur au sein de l'**ADSL**. Avec l'acquisition en l'an 2000 de **Genesys**, éditeur de logiciels, le groupe lance un produit de convergence voix-données qui lui permet d'offrir des centres d'appels clés en mains. Il développe également l'**UMTS** (système de visionnage vidéo sur portable) avec **Fujitsu**. Voir aussi les dossiers **SACM**.

4 C 5 / NSM	<i>ALSPI</i> : dossiers et rapports d'AG (1972-1979), dossiers de CA (1973-1978).
4 C 6-4 C 8 / NSM	<i>ALSPI</i> : dossiers de CA (1979-1982, 1898-1991) : – 1979-1982, – 1987-1988, – 1989-1991.
4 C 9 / NSM	<i>ALSPI</i> : dossiers de CA (23/04/1992), dossiers d'AG (1987-1990).
4 C 10 / NSM	<i>ALSPI</i> : relations avec NSM, études sur le groupe, propositions d'investissements, participations industrielles, accords avec la Compagnie Générale d'Électricité, achat d'Alstom (1968-1971) ; Convention de fusion absorption avec l'Hispano - Alsacienne : PV d'AG, situations de trésorerie, correspondance (1966-1968).
4 C 11 / NSM	<i>ALSPI</i> : bilans et comptes de résultats (1972-1977), plans d'entreprise, options sur actions, étude d'un accord possible avec la société Crépelle & Cie, correspondance (1973-1975).
4 C 12 / NSM	<i>ALSPI</i> : cooptation de JPM (1966-1991), modification des statuts, organigramme (1983), répartition et reclassement du capital (1980), bilans, comptes de résultats (1980-1987), gestion du portefeuille, correspondance (1983-1991).

⁶⁸ Née avant la guerre de 1914 de l'association d'un industriel espagnol et d'un ingénieur suisse, la **Société Hispano-Suiza de l'automobile** crée très vite une succursale en France, la **Société Française Hispano-Suiza**, spécialisée dans les moteurs d'avions à pistons. La filiale française est transformée en 1923 en société anonyme puis, afin de satisfaire au décret régissant la fabrication des matériels de guerre, elle cesse toute activité directe en 1937, se transforme en holding et constitue une filiale dénommée **Société d'exploitation des Matériels Hispano-Suiza**. Dans les années 1950, la **Société Française Hispano-Suiza** diversifie ses activités sur trois secteurs : aéronautique, nucléaire et turbodynamisme. Sous l'impulsion des pouvoirs publics, elle fusionne en 1966 avec la **SACM (Société Alsacienne de Constructions Mécaniques)** dont les fabrications sont complémentaires et prend le nom de **Société Hispano-Alsacienne**. Le holding ainsi formé contrôle notamment l'activité de nombreuses filiales industrielles : **Alcatel**, **SACM**, etc. Mais ce mariage ne dure pas longtemps puisque dès 1968 les actifs correspondants à l'ancienne société Hispano sont apportés à la **SNECMA** et la société, ramenée à l'ancien patrimoine **SACM**, prend le nom de **Société Alsacienne de Participations Industrielles (ALSPI)** qui constitue depuis un des holdings stratégiques du **Groupe Suez** et a pour vocation d'être l'opérateur industriel des sociétés qu'elle contrôle. Après diverses cessions et réorganisations, le portefeuille d'activités d'**ALSPI** est axé, à partir de 1993, sur l'industrie (elle contrôle notamment **Ruggieri**, **SECAP** et **SACM Diesel**) et sur l'immobilier (particulièrement l'**Immobilière Construction de Paris** par le biais de **Centenaire Blanzly** qui regroupe l'immobilier patrimonial du groupe **Fimalac**). Jean-Pierre Mallet en fut administrateur de 1966 à 1991. Voir également les dossiers **SACM**.

- 4 C 13 / NS-NSM** *BRACODI*⁶⁹ : PV de CA (1964-1968), PV de CA et d'AG de BMA en vue d'une fusion (1964-1966).
- 4 C 14 / NS** *Brasseries (Société de gérance industrielle et de)*⁷⁰ : statuts (1937), inscriptions au RC, greffe du Tribunal de Commerce (1937-1954), dossiers d'AG (12/11/1953, 26/03/1954).
- 4 C 15 / NS** *Brasseries (Société de gérance industrielle et de)* : notes et correspondance de la direction générale et des administrateurs (1943-1955), impôts (1938-1954), certificats de travail (1951-1968).
- 4 C 16 / NS-NSM** *Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)*⁷¹ : registre de transferts d'actions et d'obligations 6 % 1928 et 5 % 1930 (novembre 1890 - février 1943).
- 4 C 17 / NS-NSM** *Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)* : registre de transferts d'actions et d'obligations : émission 1943 des actions n° 60 001 à 80 000 (août 1943).
- 4 C 18 / NS-NSM** *Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)* : registre de transferts d'actions et d'obligations : actions anciennes n° 1 à 40 000, certificats anciens n° 1 à 841 et n° 1 299, actions nouvelles n° 40 001 à 60 000 (octobre 1942 - avril 1944).
- 4 C 19 / NS-NSM** *Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)* : registre de transferts d'actions et d'obligations : actions anciennes n° 1 à 40 000, certificats anciens n° 1 à 841 et n° 1 299, actions nouvelles n° 40 001 à 60 000 jouissance 1^{er} janvier 1948, folio 95, code 8 260 (avril 1944 - janvier 1948).

⁶⁹ Filiale des **Brasseries de l'Ouest Africain** et des **Brasseries du Maroc**, cette société est créée en 1949.

⁷⁰ Cette société, créée en 1938 sous le nom de **Bières Grutli**, prend la gérance des **Brasseries des Moulineaux**. En raison des lois antisémites de Vichy, l'exploitation est arrêtée début 1940, puis ses actifs industriels cédés en 1941 à l'**Union des Brasseries**. En 1942, la Société prend le nom de **Société de gérance industrielle et de Brasseries (GIB)**. Elle n'exerce plus aucune activité industrielle mais s'occupe de la gestion d'un portefeuille diversifié de valeurs mobilières. Elle est liquidée fin 1954.

⁷¹ La **Société Anonyme des Brasseries de la Meuse** est fondée en 1890 pour reprendre les établissements installés en France par la **Brasserie Alsacienne d'Adelshoffen** qui avait elle-même succédé à l'ancienne maison **Ehrhardt Frères**. Grâce à ses nombreuses filiales, notamment la **Brasserie Graff** de Rennes, la **Grande Brasserie de Kerinou** ou les **Bières Grüber**, la société dispose d'un champ d'activité beaucoup plus vaste que celui qui paraît résulter de sa dénomination. Elle exploite des brasseries à Sèvres, Nantes, Moulins, Rennes et une malterie à Sept-Fons (Allier) ; des magasins et dépôts à Paris, Marseille, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Montpellier, Beyrouth (Liban), etc.

4 C 20 / NS-NSM	<i>Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)</i> : registre de transferts d'actions et d'obligations : mouvements n° 1213 à 1873 et actions d'apport 1949 (janvier 1948 - avril 1952).
4 C 21 / NS-NSM	<i>Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)</i> : registre de transferts d'actions et d'obligations : mouvements n° 1873 à 1968 et émission 1946 (février - juillet 1947).
4 C 22 / NS-NSM	<i>Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)</i> : registre de transferts d'actions et d'obligations : actions de 1 500 F (avril 1952 - mai 1959).
4 C 23 / NS-NSM	<i>Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)</i> : registre de transferts d'actions et d'obligations : mouvements n° 1 213 à 1 873 et actions d'apport 1949 (décembre 1950 - janvier 1957).
4 C 24 / NS-NSM	<i>Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)</i> : registre de transferts d'actions et d'obligations : actions de 5 000 F (janvier 1957 - septembre 1969, 4 mars 1977).
4 C 25 / NS-NSM	<i>Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)</i> : registre de transferts d'actions et d'obligations : obligations 4 % 1943 (août 1943 - mars 1961).
4 C 26 / NS-NSM	<i>Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)</i> : registre de transferts d'actions et d'obligations : obligations NF 50 4 % 1943 (avril 1961 - juin 1965).
4 C 27 / NS-NSM	<i>Brasseries de la Meuse (Société Anonyme des)</i> : mains courantes des attributions gratuites d'actions (1956, 1959, 1964-1966).
4 C 28 / NS-NSM	<i>Brasseries du Maroc (Société des)</i> ⁷² : PV d'AG (1960-1963), PV de CA (1960-1967), analyses du portefeuille - titres (1958, 1959), grève (1965), correspondance (1965-1968).

⁷² Les **Brasseries du Maroc** sont créées à Casablanca en 1919. Ses filiales sont les **Brasseries du Nord Marocain** (52 % du capital) et les **Brasseries Internationales de Tanger** (100 % du capital). Il s'agit du seul groupe d'affaires de production de bière exploitant au Maroc. Une malterie et une brasserie d'une capacité de 300 000 hectolitres par an sont installées à Casablanca tandis que d'autres installations percent sur l'ensemble du territoire (glaces, sodas et limonades).

- 4 C 29 / NS** *Brasseries du Maroc (Société des)* : PV d'AG et de CA des filiales Brasseries du Nord Marocain, de l'Ouest Africain, du Dahomey et de Bravolta : (1960-1963).
- 4 C 30 / NS** *Brousse & Cie et R. Brousse Fils* : CR de CA (1961-1965), correspondance (1958-1966).
- 4 C 31 / NS** *BSN (Verreries Boussois-Souchon-Neuvesel)*⁷³ : dossiers et rapports d'AG (1958-1960), étude sur la réorganisation de la comptabilité et des services administratifs des usines du groupe (1952), prévisions de trésorerie (1954-1958), emprunt obligatoire (1956), relations avec NS (1945-1959).
- 4 C 32 / NS** *BSN (Verreries Boussois-Souchon-Neuvesel)* : analyses des différentes sociétés du groupe Souchon-Neuvesel et des verreries (1952-1957), étude d'une fusion entre Evian et Badoit, correspondance sur les problèmes rencontrés chez Evian, CR de réunions, notes sur relations entre NS et Evian, correspondance entre A. Riboud et F. Cruse, correspondance entre A Riboud et J. Labasse au sujet de l'accession d'A. Riboud au Conseil d'administration de BSN et de la tentative d'O.P.A. de BSN sur Saint Gobain⁷⁴ (1959-1970), CR de visite Plan d'Entreprise (1968).
- 4 C 33 / NS** *Bull (Compagnie de Machines)*⁷⁵ : PV d'AG (1954-1963).

⁷³ Les **Verreries Boussois-Souchon-Neuvesel (BSN)** sont constituées en 1920. Cette société occupe d'abord l'une des premières places en France dans l'industrie du verre creux. Les rapports, tant professionnels qu'amicaux entre les familles Schlumberger et Riboud furent longtemps très étroits. En effet, après le décès brutal de son ami Camille Riboud en 1939, Maurice Schlumberger considéra ses enfants comme les siens adoptifs, notamment Jean et Antoine, qui prendra par la suite la direction de BSN. Cette relation perdurera jusqu'en 1972, date où elle tente de profiter de la faiblesse passagère de **NSM** pour lancer une offensive avec **Schlumberger Limited et Paribas** sur **NSM SA**. Les liens avec la banque s'interrompent. En 1994, BSN change de raison sociale et devient le groupe **Danone**, de façon à mettre l'accent sur sa reconnaissance internationale. Franck Riboud, fils d'Antoine, devient vice-président de ce nouveau groupe. Désirant être leader, Danone se concentre sur trois pôles d'activité à vocation mondiale : produits laitiers, biscuits et eaux. Il ne se départira plus de cette stratégie, cédant une à une ses sociétés de plats cuisinés et surgelés et poursuivant ses acquisitions dans les trois pôles choisis. En 1996, Franck Riboud succède à son père, Antoine, à la présidence du groupe et fait entrer le groupe à Wall Street l'année suivante. Poursuivant sa stratégie de consolidation sur ses métiers, Danone cède, en 1999, la majorité de son activité première : l'emballage en verres.

⁷⁴ On trouvera à ce sujet un certain nombre de renseignements en sous-série 1 E.

⁷⁵ Installée en 1931 à Paris sous le nom de **H.W. Egli-Bull** pour devenir en 1933 la **Compagnie des machines Bull**, cette société était spécialisée dans la fabrication de machines comptables à carte perforées distribuées à l'échelle mondiale puis son objet se transforma en prise d'intérêt et de participations dans toutes sociétés créées ou à créer dans le domaine du traitement de l'information et des matériels, pièces ou produits composants. Bull optimisa l'informatique tant que le matériel était électromécanique. Après 1945, avec l'arrivée de l'électronique, spécialité américaine (**Texas-Instrument, IBM**), Bull n'eut pas les moyens de réaliser des investissements lui permettant de concurrencer la technologie américaine. Les liens furent très étroits avec NS jusqu'en 1963. Mais, bien que Bull, qui était entré dans **General Electric** en 1964, ait créé des machines très poussées, il n'existait pas alors de logiciel. Cela fit refuser aux responsables de l'informatique de NS une relation contractuelle avec Bull pour finir par choisir IBM au début des années soixante-dix. La " Bull ", quant à elle, fusionna, en 1976, avec la **Compagnie internationale pour l'informatique (CII)**. Ce regroupement français fut confirmé en 1982-1983 avec la création / nationalisation du

- 4 C 34 / NS** *Bull (Compagnie de Machines)* : PV de CA (1957-1962), étude du marché de l'action (1959-1963), étude sur l'avenir de la société et accord entre Bull et General Electric (1964), correspondance et notes diverses sur la société avec notamment une analyse financière, étude comparative entre IBM et Bull... (1951-1962).
- 4 C 35 / NS-NSM** *Bull (Compagnie de Machines)* : PV d'AG (1964-1966), PV de CA (1963-1966), étude du marché de l'action (1966, 1967), correspondance, accord avec General Electric (1963-1967).
- 4 C 36 / NS** *Bull (Compagnie de Machines)* : PV de CA (1974, 1975), CR de conversations entre NSM et Bull, études des garanties accordées aux actionnaires, étude du marché de l'action, études NSM, statuts, fiches DAFSA, rapprochements avec CII, Honeywell Informations Systems et FININFOR (1974-1978).
- 4 C 37 / NS-NSM** *Bull (Compagnie de Machines)* : dossiers de presse sur CII-Plan calcul et sur les machines Bull, informations sur les sociétés d'informatique (1971-1975), augmentations de capital (1959-1970), conversion des parts bénéficiaires en actions, surveillance des cours, reprise du dividende (1973-1975), dossier de la filiale Locabull (1965-1967), affaire Le Monde - SICOB (1975).
- Bull (Auxiliaire Industrielle)* : PV d'AG (1961), PV de CA (1959-1962), correspondance (1960-1962).
- 4 C 38 / NS** *Common Market Investment Committee (COMINC)*⁷⁶ : acte de création de la société (1959), accord avec le Banque de l'Indochine sur les investissements industriels étrangers en France, ordres du jour et PV des réunions de Comités, listes des visites et dossiers suivis (1960-1963).
- 4 C 39 / NS** *CCE (Compagnie des Camions Electriques)*⁷⁷ : registres des PV du CA (01/10/1928 - 14/12/1958), registres des PV d'AG

groupe Bull, rassemblant **CII-HB**, **Transac**, **SEMS** et **R2E**, qui entraîna une stratégie de croissance externe matérialisée par la reprise des activités informatiques d'**Honeywell** en 1986 puis l'achat de **Zénith Data Systems** en 1989. Frappée par la crise générale de l'informatique en 1991-1992, elle ne retrouvera que progressivement l'équilibre financier pour poursuivre avec ses partenaires (**NEC**, **IBM** et **Motorola**) une politique de coopération. Pour plus de renseignements, contacter Jean Dacosse - Cellule Archives de Bull SA - 68, route de Versailles - 78430 Louveciennes - tél. : 01 39 66 37 61.

⁷⁶ La société civile **Cominc (Common Market Investment Committee)** est fondée le 3 septembre 1959 par **Neuflize, Schlumberger & Cie** en partenariat avec la **Banque de l'Indochine** pour rechercher à l'étranger et plus particulièrement aux États-Unis des firmes ou des groupes commerciaux et industriels intéressés par des investissements dans le cadre du Marché Commun et notamment en France. Cette société a également pour objet d'assister ces firmes dans le domaine de l'information, de la documentation et des contacts, de préparer et de participer à la négociation d'accords avec des partenaires français, d'effectuer les démarches auprès de toutes administrations et d'examiner les problèmes de financement et de mise en place des crédits bancaires.

⁷⁷ Constituée en 1928 par André Istel, Louis Noyer et Maurice Schlumberger, la **Compagnie des Camions Électriques (CCE)** a pour objet toute activité ayant trait à l'exploitation de véhicules à traction mécanique ou électrique. En 1953, la **Société Lyonnaise pour l'Exploitation de Véhicules Électriques (SLEVE)** est nommée administrateur. En 1959, la société est liquidée et son actif est transféré à la **Société anonyme des Chariots et Camions Électriques**.

(01/10/1928 - 30/06/1959).

- 4 C 40 / NS** CCE : inscriptions au RC (1928-1959), statuts, émission d'obligations (1945), impôts (1941-1957), PV d'AG (1954-1959), prêt du Crédit National (1946), immobilier (1945-1958).
- 4 C 41 / NS** CCE : PV de CA, CR du Comité d'études NS avec résultats mensuels d'exploitation, augmentations de capital avec convention NS, organigramme, notes sur le personnel, correspondance, notes et rapports sur la société et étude de l'éventualité d'une liquidation (1954-1957).
- 4 C 42 / NS** CCE : PV d'AG, statuts, CR d'exploitation, situations comptables, budget et prévisions de trésorerie, études financières, notes sur le matériel, immeuble, correspondance (1954-1957).
- 4 C 43 / NS** CCE : comptabilité, dossier de liquidation (1958-1960), dossier retraites et décès du personnel (1951-1962).
- 4 C 44 / NS** *Citroën SA*⁷⁸ : PV d'AG, étude du marché de l'action,

⁷⁸ Dès 1916, André Citroën prépare la reconversion de l'usine d'armement du quai de Javel à Paris : à la fin 1919, trente voitures par jour y sont fabriquées. En 1924, la société est transformée en **Société Anonyme André Citroën** et s'installe en Europe. La sortie de la « Rosalie » en 1932 puis de la Traction Avant en 1934 n'empêche pas la société de se trouver dans des difficultés financières graves. À la demande du Gouvernement, la société **Michelin**, créancier principal, apure les comptes et renfloue l'affaire. En 1953 intervient un accord entre **Citroën** et **Panhard** pour la fusion partielle des deux réseaux commerciaux. Puis en 1967, un accord de coopération industrielle est signé entre **Citroën** et **Berliet**, premier producteur de véhicules utilitaires de la CEE, pour la production de modèles communs. Par cet accord, **Citroën** prend une participation majoritaire dans **Berliet**. Le groupe est réorganisé en 1968 : une société mère, **Citroën SA**, préside aux activités **Citroën-Berliet-Panhard**. Elle rassemble autour d'elle plus de vingt filiales dont la **Société Anonyme Automobiles Citroën** (construction) et la **Société Commerciale Citroën** (commercialisation). De nombreux accords sont noués : avec **Maserati** (coopération technique et commerciale), avec **Total** (coopération technique), et **Fiat** : constitution d'une holding (**Pardevi**) qui détient la majorité des actions **Citroën** et dans laquelle **Fiat** aura (jusqu'en 1973 date où elle la rétrocède à Michelin) une participation de 49 % et **Michelin** de 51 %. **Fiat** et **Citroën** développent en parallèle des projets communs d'études et d'investissements industriels et commerciaux. En 1974, **Michelin** et le groupe **Peugeot** décident le rapprochement de **Automobiles Citroën** et **Automobiles Peugeot**, afin de constituer un ensemble de dimensions internationales. Chacune des deux marques conserve son réseau commercial, sa gamme de véhicules et son image spécifiques, mais le développement d'une politique de recherche, d'achats et d'investissements communs permet d'envisager de grandes économies d'échelle. **Berliet** quitte **Citroën** pour devenir partenaire de **Saviem** (groupe **Renault**). Le groupe **Peugeot** prend ainsi, en 1976, 89,95 % du capital de **Citroën** et constitue la Holding **PSA** en fusionnant **Citroën SA** et **Peugeot SA**. En décembre 1990, **Automobiles Citroën** signe un joint-venture avec le constructeur chinois **SAW (Second Automobile Works)** pour la création de la société « **Dongfeng Citroën Automobile Company** » dont l'objectif est de commercialiser la Citroën ZX en Chine. La forte croissance du marché automobile des pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay) motive en 1998 l'implantation d'une usine **PSA Peugeot Citroën** au Brésil. La même année, un projet de nouvelle organisation est présenté pour que le Groupe retrouve le chemin de la performance. Il sert trois priorités : l'innovation, la croissance des ventes et la rentabilité. Pour de plus amples renseignements, prendre contact avec Madame Nicole Ferhani (Service Communication Externe, groupe PSA, tel : 01 47 48 67 22) ou avec The Automotive Hall of Fame (fondation créée en 1939 dans le Michigan pour promouvoir l'histoire de l'automobile et rendre hommage aux hommes qui

correspondance (1957-1963).

4 C 45 / NS

Citroën SA : gentlemen's agreements entre NS et Citroën SA (1949, 1951), étude des portefeuilles-titres des filiales "Transports Citroën", "Transports Citroën d'Auvergne et du Bourbonnais", "Saônoise de Transports Citroën", étude de la valeur de l'action et pourcentage des risques (1949-1953).

4 C 46 / NS

Citroën SA : étude d'un rapprochement Renault-Peugeot (1966), étude du marché de l'action (1966, 1967), PV d'AG (1963-1965), correspondance (1964-1966), étude sur la « Société des Engrenages Citroën » (1962, 1963), brochures publicitaires sur l'AM 6 et l'usine de Rennes-la-Janais.

4 C 47 / NS

Citroën SA : étude sur la masse des porteurs d'obligations Citroën (1948-1975).

4 C 48-4 C 50 / NSM

Cofradel (Hypermarchés Mammouth) : PV de CA et de CS (1973-1981) :
– 1973-1975,
– 1976-1978,
– 1979-1981.

4 C 51 / NSM

Cofradel (Hypermarchés Mammouth) : dossiers d'AG (1970-1978), séminaire Paridoc, catalogue des groupements d'achats et liste des adhérents (1974-1980).

4 C 52 / NSM

Cofradel (Hypermarchés Mammouth) : étude du marché du titre (1973-1980), correspondance et notes internes NSM avec PV de CA, correspondance avec la société (1973-1977), rapprochement avec les Docks Lyonnais (1974), accord avec le groupe Arlaud (1976), opération financière sur la fusion, inauguration du Mammouth d'Oyarzun en Espagne (1977).

4 C 53 / NS-NSM

*Compagnie Générale d'Électricité*⁷⁹ : PV de CA, rapports annuels, bilans, situations comptables, comités de direction, notes du service d'Études Financières, correspondance avec notamment la CGE du Sénégal, brochures internes, dossier de presse (1952-1976).

4 C 54 / NSM

*Compagnie Générale des Eaux*⁸⁰ : présentation de NSM (1976), dossier sur l'affaire CGE / Saint Gobain : négociations, études financières, documentation juridique, accord, classement de titre (1982-1986), PV de Conseils (1977-1982).

⁷⁹ La **Compagnie Générale d'Électricité (CGE)** est une société anonyme constituée en 1898 ayant pour objet l'accomplissement de toutes opérations concernant les industries électriques ou connexes. Son activité s'exerce soit directement soit par l'intermédiaire de filiales dont elle contrôle une majeure partie du capital. Tout en développant ses fabrications traditionnelles (matériel d'équipement électrique), la CGE s'oriente à partir des années 1960 vers l'électronique (télévision, automatisation, communications téléphoniques, etc.). Elle poursuit une politique d'association avec d'autres groupes (**ALSPI, BSN, Saint Gobain, Lyonnaise des Eaux, Schneider, Philips...**) afin de constituer des unités industrielles puissantes et compétitives (**CIT-Alcatel, Alstom, CITEC, Accumulateurs Fulmen, Compagnie Continentale Edison, Compagnie Générale d'Entreprises Électriques**, notamment).

⁸⁰ Le 14 décembre 1853, un décret impérial autorise la création de la **Compagnie Générale des Eaux**. Après avoir obtenu les concessions de Lyon puis de Nantes en 1854, suivi de Paris en 1860 et de sa banlieue en 1869, la Compagnie obtient son premier succès commercial à l'étranger avec Venise (1880). Suivront Constantinople (1882) et Porto (1883). Dès la fin de la guerre 1914-18, elle reprend son expansion avec la création de la **Société Auxiliaire de Distribution d'eau** (1918), l'achat des **Tuyaux Bonna** (1924) et l'extension de son réseau vers le Nord, la Normandie et la Bretagne, puis l'élargissement de son activité tant à l'étranger que dans de nouveaux services. En 1967, la Compagnie intensifie sa politique de service avec la gestion du chauffage collectif et exploite ses premières usines d'incinération ou de compostage d'ordures ménagères. En 1976, Guy Dejouany en devient le 8^e président. L'année 1980 marque le regroupement des services propreté, eaux, transports, énergie, construction, immobilier. L'entreprise devient la première société privée française dans la gestion de l'énergie, portant à 100 % sa participation dans la **Compagnie Générale de Chauffe**. Elle élargit ses services dans le traitement des eaux avec la création d'**OTV (Omnium de Traitement et de Valorisation)**, ainsi que dans les déchets et le transport avec la prise de contrôle de **CGEA (Compagnie Générale d'Entreprises Automobiles)**. En 1983, le Groupe prend 15 % du capital de **Canal+** puis crée en 1987 la **Société Française de Radiotéléphone (SFR)** pour se diversifier l'année suivante dans le BTP, au terme d'un accord avec **Saint Gobain**, en prenant le contrôle de ce géant mondial qu'est la **Société Générale d'Entreprises**. Après avoir franchi la barre des 100 milliards de chiffre d'affaires en 1990, le Groupe poursuit son développement international, de Caracas à Tianjin et devient le n° 1 européen de la propreté en 1994. L'arrivée de Jean-Marie Messier, en remplacement de Guy Dejouany, va donner son envol au Groupe notamment dans le secteur de la communication : acquisition de 30 % d'**Havas** (qui sera définitivement absorbé en 1998), lancement de **Cegetel**, etc. En 1998, le Groupe transmet son nom historique de **Générale des Eaux** à son métier originel, l'eau, et devient **Vivendi**. Il s'allie avec l'espagnol **FCC** pour accélérer son développement sur les marchés hispaniques, européen et américain ce qui lui permet d'acquérir, en 1999, **Cendant Software**, rebaptisé **Havas Interactive**, ainsi qu'**USFilter**, n° 1 américain de l'eau ce qui lui permet de devenir la seule *global water compagny* au monde, présente dans 100 pays. En 2000, **Vivendi** fusionne avec l'américain **Seagram** pour donner naissance à **Vivendi Universal**, géant mondial de la communication et des médias. (d'après les plaquettes repères historiques et Vivendi Universal). Pour de plus amples renseignements, vous pouvez prendre contact avec Madame Reyna Hohagen, Direction de la Communication, Vivendi Universal – 42, avenue de Friedland – 75380 Paris cedex

- 4 C 55 / NSM** *Compagnie Générale des Eaux* : PV de Conseils (1987-1990).
- 4 C 56 / NSM** *Compagnie Générale des Eaux* : rapports d'AG avec bilans (1975-1978), étude sur la présidence de la CGE (1976), création du Comité de direction (1972), CR du Comité de direction (1976-1978), CR d'entretiens de JPM avec le Président et le Secrétaire Général (1977, 1978).
- 4 C 57 / NSM** *Compagnie Générale des Eaux* : double augmentation de capital (1980), étude sur la diversification (1971-1978), changement de structures, correspondance des administrateurs (1971), gestion du portefeuille (1981-1982), interventions diverses (1980), investissements immobiliers (1978-1982), "fausses factures" (1981), mission et rémunération de NSM (1977-1978), dossiers Maisons Phénix et OBC (1978-1979), dossier de présentation de NSM SA (1984).
- 4 C 58 / NSM** *Compagnie Générale des Eaux* : rapports avec la Banque OBC (1972-1977), études financières (1971-1975), interventions diverses, extraits de presse, dossiers de sociétés (1975-1979).
- 4 C 59 / NSM** *Compagnie Générale des Eaux* : études des procédures d'investissements aux USA, études de participations dans sociétés américaines, brochures (1977).
- 4 C 60 / NSM** *Compagnie Générale des Eaux* : travaux et démarches réalisés par NSM pour des investissements aux USA (1977).
- 4 C 61 / NSM** *Compagnie Générale des Eaux* : travaux réalisés par Lepercq, de Neuflyze & Co pour des investissements aux USA (1977) ; étude sur les Gilt Edged Stocks anglais par le département financier de NSM (1977).
- 4 C 62 / NS** *Compagnie Générale de Géophysique*⁸¹ : statuts, brevet américain,

08 – tél : 01 71 71 10 00 – fax : 01 71 71 10 01.

⁸¹ La **Compagnie Générale de Géophysique (CGG)** résulte de la mise en commun d'une partie des intérêts de trois sociétés qui se livraient séparément à des études géophysiques en employant chacune des procédés différents : la **Société Géophysique de Recherches Minières**, la **Société de Prospection Électrique** puis, en 1937, la **Société de Prospection Géophysique**. La CGG connut après la guerre, un développement très rapide. Elle se lance en 1992, dans le « logging » (mesures par des moyens électriques ou acoustiques des caractéristiques des roches traversées par un forage). Malgré quelques difficultés financières dues à la conjoncture économique et politique à partir de 1994, la société entre à Wall Street en 1997. Face à la crise que traverse le secteur par-pétrolier, la CGG décide en 1999 de se réorganiser. Elle emprunte 90 millions de francs et accueille au sein de son capital le fonds d'investissement de la **Beacon Group** puis acquiert la société **Géoscience**.

dossiers de CA, notes et correspondance (1953-1959).

- 4 C 63 / NS-NSM** *Compagnie Générale de Géophysique* : inscriptions au registre du commerce, augmentations de capital (1955-1968).
- 4 C 64 / NS-NSM** *Compagnie Générale de Géophysique* : apport-fusion de la Société de Prospection Électrique et de la Société de Prospection Géophysique, PV d'AG, relevés de comptes, analyses des sociétés de ce groupe, correspondance (1950-1972).
- 4 C 65 / NSM** *Compagnie Générale de Géophysique* : PV d'AG (1976, 1977, 1980), reclassement du capital : négociations avec Suez et la CGE, participation SOGEPAR, dossiers des actionnaires (1977).
- 4 C 66 / NSM** *Compagnie Générale de Géophysique* : capital : cessions d'actions, opération PEMS/CGG, correspondance et études sur le capital (1976-1986), introduction à la Bourse de Paris (1981).
- 4 C 67 / NSM** *Compagnie Générale de Géophysique* : présentation de la société (1969), politique de rémunération (1986), changement de direction (1984, 1985), actionnariat des salariés (1981, 1982), notes sur la société (1977-1986), correspondance (1977-1988).
- 4 C 68-4 C 73 / NSM** *Compagnie Générale de Géophysique* : dossiers de CA (1978-1983, 1985-1991) :
 – 1978, 1979,
 – 1980, 1981,
 – 1982, 1983,
 – 1985, 1986,
 – 1987, 1988,
 – 1989-1991.
- 4 C 74 / NSM** *Compagnie Générale de Géophysique* : rapports annuels et PV d'AG (1971-1989).
- 4 C 75 / NS** *Compagnie générale de navigation sur le Lac Léman*⁸² : dossiers d'AG, situations comptables, dossiers de CA et de Comités de direction, correspondance, projet de création d'un bac entre Ouchy et Evian (1957-1959).

⁸² La **Compagnie générale de navigation sur le Lac Léman** est une société suisse dont le siège est à Lausanne, fondée en 1873 par la fusion entre les compagnies de bateaux à vapeur **l'Helvétie**, **l'Aigle et le Léman**. Elle a pour objet l'exploitation de la navigation sur ce lac.

- 4 C 76 / NS** *Compagnie générale de navigation sur le Lac Léman* : statuts (1946, 1962), dossiers d'AG, situations comptables (1960-1962), dossiers de CA et de Comités de direction, correspondance (1960-1965).
- 4 C 77 / NS** *Compagnie des Mines de Huaron*⁸³ : PV d'AG et de CA (1951-1962).
*Compagnie des Tabacs du Portugal*⁸⁴ : dossiers d'AG (1959-1961).
- 4 C 78 / NS** *Compagnie des Tabacs du Portugal* : dossiers d'AG (1962-1967).
- 4 C 79 / NS** *Compagnie des Tabacs du Portugal* : dossiers d'AG (1968-1970), PV des Conseils Généraux à Lisbonne (1959-1962, 1968-1970).
- 4 C 80 / NS-NSM** *Compagnie des Tabacs du Portugal* : PV de séances du Comité de Paris avec extraits de comptes (1957, 1958), PV des séances du Comité de Paris (1960-1967), correspondance du Comité de Paris avec Lisbonne (1959-1962), relations avec les banquiers et les agents de change (1958-1962).
- 4 C 81 / NS** *Compagnie des Tabacs du Portugal* : registre de présence au Comité de Paris (1903-1954).
- 4 C 82 / NS** *Compagnie des Tabacs du Portugal* : registre des PV de séances du Comité de Paris, avec index (1932-1960).

⁸³ La **Compagnie des Mines de Huaron** est constituée en 1912 sous l'égide du groupe **Mirabaud**. Elle avait pour objet l'exploration et l'exploitation de mines de cuivre, de plomb, de zinc, d'or et d'argent sur les hauts plateaux des Andes, dans la province de Cerro de Pasco, département de Junin au Pérou. Louis Monnier, associé-gérant de N & Cie, en fut longtemps président du Conseil d'administration.

⁸⁴ Il s'agit là d'un cas typique de promotion industrielle menée à l'étranger par la famille Neufelize. En effet, il n'existait pas à la fin du XIX^{ème} siècle de fabrication organisée de produits du tabac au Portugal. La création de cette compagnie en 1891 heurta l'État portugais dans le monopole qu'il désirait conserver. Cependant, moyennant une redevance, il lui en accorda l'exclusivité pour une durée de 35 ans avec une échéance en 1928. Au début des années trente, la **Compagnie des Tabacs du Portugal** se diversifia dans la gestion d'actifs et la gestion immobilière tout en se développant au Mozambique ou en Angola. La société se décomposa en une compagnie des tabacs pour la fabrication des cigarettes (société manufacturière) et le holding. Elle fonctionna jusqu'à la révolution de 1974, date à laquelle toutes les entreprises du Portugal furent nationalisées. En 1983, la famille de Neufelize se retira définitivement de cette société.

- 4 C 83 / NS** *Eaux d'Evian (Société Anonyme des)*⁸⁵ : statuts, participation de la banque, personnel (1953-1963), CR des Comités NS / Evian, organigramme Evian (1957-1959), acquisition de l'Hôtel Moderne d'Evian par NS et la CGFC en sous-participation (1951-1958).
- 4 C 84 / NS** *Eaux d'Evian (Société Anonyme des)* : accords entre NS et Souchon Neuvesel (1962), rapports d'AG, CR des réunions du comité d'études, participation Evian-Badoit, Comités Evian-Souchon (1963, 1964), correspondance entre Evian et NS (1963-1966), CR du comité de participation Evian / Badoit, CR du Comité NS / Souchon Neuvesel, CR du comité Evian / Souchon Neuvesel (1965).
- 4 C 85 / NS-NSM** *Eaux d'Evian (Société Anonyme des)* : situations comptables, budgets de trésorerie, résultats (1963-1965), étude du marché de l'action (1966-1967).
- 4 C 86 / N-NS** *Étains et Wolfram du Tonkin*⁸⁶ : dossiers des filiales Société des Étains de l'Indochine et Compagnie Indochinoise de Plantation : PV de CA et d'AG, études, liens entre sociétés, bilans, correspondance (1927-1956).
- 4 C 87 / N-NS** *Étains et Wolfram du Tonkin* : dossiers des filiales Compagnie Générale Française pour la Métropole et les Colonies, Fermière des Étains en Extrême-Orient, et Étains du Cammon : PV de CA et d'AG, études, liens entre sociétés, bilans, correspondance (1927-1956).

⁸⁵ La famille Cruse-Girod, associé à N & Cie, favorise le redressement, au milieu du XIXème siècle, de la station thermale d'Evian-les-Bains. Il s'ensuivra la création, en 1859, et l'important développement de la **Compagnie des Eaux minérales d'Evian-les-Bains** qui sera pendant longtemps l'un des plus beaux fleurons du Groupe. Exploitant la source d'eau minérale et gérant la station thermale, elle est propriétaire d'un important domaine immobilier. La société sera vendue pour moitié à la **Société des Verreries Souchon-Neuvesel**. Evian est présidée par Philippe Cruse puis par son fils Frédéric. La forte participation de NS, de l'ordre de 50 %, et les lointains rapports entre cette activité et la banque détermineront celle-ci à s'en dégager en 1965. Evian devient alors un des fleurons du Groupe **Boussois-Souchon-Neuvesel** qui l'absorbe définitivement en 1972. Une partie du fonds des archives Evian constitué par la Banque NS & Cie est conservée sous la cotation Eco-Arc n° 3575 à 3583. Ce fonds se compose de 31 boîtes, allant de 1929 à 1963. On y trouve principalement les statuts, l'évolution du capital, les dossiers d'AG, les relations avec NS et Souchon Neuvesel ainsi que des indications et des études sur les filiales, la comptabilité, les dossiers du personnel, des études techniques, des études publicitaires et de la correspondance. Voir également les dossiers BSN.

⁸⁶ Société anonyme française, les **Étains & Wolfram du Tonkin**, est fondée en 1911 à partir des apports de la **Société des mines d'étains de Cao-Bang**, en liquidation, pour exploiter des mines en Indochine et en Extrême-Orient. À partir de 1969, la société n'exerce plus aucune activité minière mais s'occupe de la gestion d'un portefeuille diversifié de sociétés minières, d'immobilier et de transport.

- 4 C 88 / NS** *Étains et Wolfram du Tonkin* : fusion des sociétés du groupe, PV de CA et d'AG, situations financières, portefeuille, notes et correspondance (1949-1964).
- 4 C 89 / NSM** *FIMOLA*⁸⁷ : études sur l'industrie textile et l'industrie du moulinage (1964, 1973), étude sur la société (1975), comptes d'exploitation et bilan (1971-1975).
- 4 C 90 / NS** *GENAREP*⁸⁸ : dossiers d'AG (1957-1964), PV de CA (1957-1966), correspondance et notes diverses (1957-1965).
- 4 C 91 / NS** *GENAREP* : PV de CA, augmentations de capital, situations comptables, bilans, inventaires, portefeuille, participations financières, cours de l'action, correspondance, apport des actifs à la Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas et à l'OPFI (1957-1969).
- 4 C 92 / NSM** *GFI (Groupement Français d'informatique)*⁸⁹ : projet de création de cette société entre NSM, SERTI, SITB et CSL (1968-1971), collaboration GFI / IFOP, projet de création d'un Groupement Informatique Bancaire (1971), rapports d'activité et situations (1970-1982), crédit-bail entre NSM et UIS, étude sur la répartition du capital (1975).

⁸⁷ La société **FIMOLA** est créée en 1939 par la société **Textiles Veuguérin**, elle-même fondée en 1923 pour prendre en charge les activités textiles de la **banque Veuve Guérin & Fils**. À la suite des difficultés dues notamment au déclin de la soie après la première guerre mondiale, la **Banque Veuve Guérin & Fils** fut rachetée par NS et perdit son indépendance mais plusieurs de ses actionnaires familiaux poursuivirent une activité de commerce de la soie sous la raison sociale **Textiles Veuguérin**. Par la suite de l'évolution des marchés textiles, **FIMOLA** fut amenée à se développer sous une forme industrielle, en exploitant elle-même des usines de moulinage. L'activité du commerce de la soie périclita et les sociétés **Textiles Veuguérin** et **FIMOLA** fusionnèrent en 1965 tout en conservant la raison sociale **FIMOLA**.

⁸⁸ Créée en 1939 sous la dénomination de **Société pour l'Importation de Matières Premières et de Produits Coloniaux**, son objet social est modifié par l'assemblée générale extraordinaire du 8 juillet 1957. La société se spécialise alors dans le financement de la recherche pétrolière. Elle prend des participations dans le capital des sociétés et organismes de recherches et d'exploitation d'hydrocarbures notamment dans la métropole, l'Algérie, les départements et territoires d'Outre-mer, et se transforme en **Compagnie Générale de Recherches Pétrolières – GENAREP**.

⁸⁹ À partir des années 1960, la Banque NSM, en liaison avec la **SERTI**, cherche à se développer dans le domaine du service informatique, car elle pressent l'intérêt que cette prestation pourrait apporter à sa clientèle. En 1971, la rencontre simultanée de **SERTI**, **NSM** et **SITB**, animés de projets complémentaires, conduit à la constitution du **Groupement Français d'Informatique (GFI)**, dans lequel NSM possède 40 % du capital. Le GFI regroupe des sociétés de traitement et des sociétés de conseil informatique tandis que sa principale filiale, la **SERTI**, propose des contrats pour la mise en service d'équipements informatiques. En 2000, **GFI** complète son dispositif européen sur la Hollande, l'Allemagne et la Suisse en acquérant **SPS** (Solutions pour le commerce électronique) et **ASN** (gestion de réseaux complexes) et noue un partenariat stratégique dans le e-business avec **Solving International**.

- 4 C 93 / NSM** *GFI* : dossier d'OPA de la Société Française des Pétroles B.P. sur le GFI (1976), augmentations de capital (1980, 1981), étude sur la collaboration avec NSM, études sur l'actionnariat, le financement, la trésorerie, l'organisation, les structures et planification (1976-1982).
- 4 C 94 – 4 C 99 / NSM** *GFI* : dossiers de CA et de CS (janvier 1972 à juin 1982) :
 – 1972, 1973,
 – 1974-1976,
 – 1977, 1978,
 – 1979,
 – 1980,
 – 1981 à juin 1982.
- 4 C 100 / NSM** *GFI* : dossiers d'AG (1972-1984).
- 4 C 101 / NSM** *GFI* : correspondance NSM/GFI (1971-1983).
- 4 C 102 / NSM** *GFI* : correspondance interne NSM, brochures techniques et documentation sur GFI (1970-1983).
- 4 C 103 / NS-NSM** *Hôtels Plaza-Athénée, Georges V, Société des Grands Hôtels Associés* : achats d'actions, convocations, correspondance (1953-1958), nantissement d'actions "société des Grands Hôtels Associés" par F. Dupré à NSM (1967), dossiers d'AG et de CA, correspondance (1961-1968), rapport de stage (1966).
- 4 C 104 / NS-NSM** *Hôtels Plaza-Athénée, Georges V, Société des Grands Hôtels Associés* : situations comptables, statistiques (1961-1968) ; étude du problème posé par la succession du directeur F. Dupré et négociations pour la vente des Grands Hôtels Associés (1967-1969).
- 4 C 105 / MFC-NSM** *Manufacture Hartmann & Fils*⁹⁰ : PV d'AG (1950-1964, 1975-1978), CR de CA et de comités (1975-1978).

⁹⁰ La **Manufacture Hartmann & Fils** a été longtemps l'un des plus importants établissements d'Alsace, spécialisée dans les tissus de coton, la filature, le tissage ainsi que dans le blanchiment et la teinturerie. Les origines de cette société remontent à 1770. Établie à Munster, dans le Haut-Rhin, la société anonyme de droit local qui existait depuis 1901, sinistrée pendant la première Guerre Mondiale puis reconstruite après, est transformée en société anonyme française en 1926 puis ensuite en société à responsabilité limitée. En mai 1953, elle se transforme à nouveau en société anonyme. Administrateur, Jean-Pierre Mallet en fut président directeur général de 1955 à 1961, succédant à Jean de Maupeou, allié à la famille Mallet.

4 C 106 / MFC-NSM

Manufacture Hartmann & Fils : correspondance et CR d'entretiens avec la direction générale (1965-1978), bilan, comptes de pertes et profits, comptes d'exploitation (1978, 1979), transferts d'actions (1969-1975), liste des actionnaires (1976, 1977).

4 C 107 / N

*Mines et Usines à Zinc de Silésie*⁹¹ : contrat d'exploitation en commun des mines et établissements à zinc des Charbonnages de Sosnowice (1928), affaire du rachat des titres Sosnowice par les allemands (1944), statuts, plan général des propriétés foncières et des usines (s.d.), bulletins d'augmentations de capital (1923-1927), rapports sur les exercices et résolutions votées en AG (1929, 1936, 1938), évaluation de l'actif (1947, 1950), correspondance et CR de réunions de l'Association pour la Sauvegarde des biens et intérêts Français à l'Étranger⁹² (1945-1950), remboursement des obligations Nord-Norge (1951-1954, 1957).

4 C 108 / N

Mines et Usines à Zinc de Silésie : correspondance avec le Comité de confiscation des profits illicites et oppositions diverses sur le compte « Zincs de Silésie » (1946-1950), dossier de constitution de l'Association des Porteurs d'Actions (1948), études et correspondance sur le capital et les possessions de la société (1928-1948), dossier de constitution de l'Association de Défense des Actionnaires (1946), financement de l'Association

⁹¹ La **Société des Mines et Usines à Zinc de Silésie**, société anonyme de droit polonais, dénommée **Slackie Koplnie i Cynkownie** est fondée à Lipine (Haute Silésie) en 1853, pour l'exploitation des houillères, de mines et usines à Zinc, à l'aide d'une participation majoritaire française à laquelle s'adjoint plus tard un groupe belge. Le tracé de la frontière polono-allemande après la première guerre mondiale scinde les exploitations en deux portions, l'une en Pologne, l'autre en Allemagne. En liaison avec le gouvernement polonais, le gouvernement français assure à partir de 1922, et ce jusqu'à l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes, la direction commerciale et technique. Cette société est l'un des plus gros producteurs de zinc en Europe. En 1939, les allemands confient l'exploitation de ses gisements et usines à la **Reichs Werke Hermann Goering**, qui étend son empire sur toutes les entreprises minières et industrielles faisant partie de l'industrie lourde en Silésie polonaise. Par la suite, les Allemands fusionnent la société avec une affaire allemande similaire, la **Schlesag**. Cette fusion est déclarée nulle le 12 mai 1947 par le Gouvernement Français. Le classement appliqué ici est celui en vigueur pendant la période. Un certain nombre de documents sont manquants. Voir également les dossiers de la **Société des Charbonnages, Mines et Usines de Sosnowice** : un contrat d'exploitation en commun des mines et établissements de zinc de cette dernière est signé en 1928.

⁹² Après la guerre, le président du Conseil de surveillance, Jacques de Neufelize, décide de défendre les intérêts des actionnaires français lésés tant par la gestion des Allemands et la fusion avec les Zincs de Silésie allemands que par la nationalisation des pouvoirs publics polonais. Il décide de se rapprocher de l'**Association pour la Sauvegarde des biens et intérêts Français à l'Étranger** et d'y créer, avec les autres sociétés exerçant leur activité en Pologne, une « Section Pologne ». Cette adhésion a deux buts : grouper les actionnaires pour réunir leurs efforts et engager une instance pour l'annulation de la fusion avec les Allemands. Celle-ci sera prononcée en 1947. Cette affaire sera définitivement close par l'arrêté publié au Journal Officiel du 9 avril 1950, l'État renonçant à exercer son droit d'attribution sur les actions **Mines et usines à Zincs de Silésie**.

de Défense des Actionnaires et financement du Syndicat de Défense pour la Pologne (1946-1952), correspondance avec le Dr Werner, correspondant officieux de la Banque à Berlin (1946).

- 4 C 109 / N** *Mines et Usines à Zinc de Silésie* : recensement et estampillage des titres polonais (1948-1951), recensement et échange des actions de la Société (1948-1960), convocations et CR de réunions de l'Association pour la Sauvegarde des biens et intérêts Français à l'Étranger (1946-1951, 1953), notes et correspondance avec les Domaines (1947-1951, 1953).
- 4 C 110 / N** *Mines et Usines à Zinc de Silésie* : dossier ouvert chez NSM au nom de la liquidation de la société : relevés des coupons, relevés des titres, correspondance avec le liquidateur, destruction des titres (1960-1991).
- 4 C 111 / NS-NSM** *NSC*⁹³ : statuts (1977, 1983), situations comptables, brochures, correspondance (1954-1959), notes et informations générales sur la société, documents financiers (1961-1977).
- 4 C 112 / NSM** *NSC* : dossiers de CA (1981-1983, 1989-1991), dossiers de CS (1954-1959, 1983-1989).
- 4 C 113 / NSM** *NSC* : dossiers d'AG (1954-1959, 1980-1991).

⁹³ **Nicolas Schlumberger & Cie** est créée en 1808 à Guebwiller, en Alsace. Après la mort de Nicolas Schlumberger en 1867, ses descendants développent les deux branches d'activités : filature de coton et construction de machines textiles. La notoriété de la maison s'étend dans le monde entier. En 1920, chacune des branches prend son autonomie pour donner naissance à trois sociétés dont l'une, la **Nouvelle société de Construction** anciennement **N. Schlumberger et Cie** se consacre exclusivement à la construction de matériels textiles. La crise mondiale des années 30 puis la deuxième guerre mondiale atteignent durement cette entreprise. En 1950, la société reprend sa dénomination ancienne **N. Schlumberger & Cie** abrégée en **NSC**. Elle concentre progressivement ses fabrications sur le matériel de peignage et de filature pour laine peignée, étoupes de lins et fibres longues. Sa tradition de qualité et de performance lui permet de reconquérir une place de leader sur ses marchés. Parallèlement, **NSC** s'étend au niveau international en créant huit filiales commerciales notamment en Autriche (1968), en Allemagne (1969), en Italie (1973) et aux États-Unis (1979). En 1987, ce réseau lui permet d'exporter 80 % de sa production vers 65 pays différents. Elle élargit également sa gamme de produits en acquérant plusieurs sociétés spécialisées : **A. Thibeau & Cie** (matériels de lavage et cardes) dont elle prend le contrôle en 1969, **SAME SA** (société d'application mécaniques, électriques et électroniques) ou les **Ateliers HDB** (constructeur d'unités de mélanges et d'assortiments de cardage) qu'elle achète en 1988. En septembre 1986, **NSC** étend son influence dans le secteur des non-tissés en prenant le contrôle du groupe **Asselin**. En 1996, a lieu la fusion-absorption de sa filiale **Localsace** et de sa sous-filiale **NSC Participations**, ainsi qu'un apport partiel d'actif de l'ensemble de l'activité industrielle à **Fabrimeca** qui reprend le nom de **N. Schlumberger & Cie**. La société faitière opte alors pour la dénomination **NSC Groupe**.

4 C 114 / NSM	<i>NSC</i> : négociations avec De Dietrich pour un éventuel rapprochement : études économiques, comptables et financières des deux sociétés, évaluation de l'action, CR de réunions, projet d'accord, modalités envisagées (1975).
4 C 115 / NSM	<i>NSC</i> : relations avec les actionnaires familiaux pour la cession d'une participation majoritaire (1976), contacts avec l'UAP, négociations avec SOPIDRI et ALSPI en vue du rachat de cette participation (1976, 1977).
4 C 116 / NSM	<i>NSC</i> : PV des réunions du Comité d'entreprise (1985-1991), études des actionnaires (1982, 1985), étude sur la structure du groupe et la géographie du capital (1988), redéploiement <i>NSC</i> (1983), négociations avec ALSPI, négociations avec SACM, intervention d'Eurogestor (1980-1987), projet de protocole d'accord en vue d'assurer la liquidité du marché, correspondance, articles de presse (1980-1987).
4 C 117 / NS	<i>Michelin</i> ⁹⁴ : dossiers d'AG, études du marché de l'action, études et correspondance sur la société (1955-1958).
4 C 118 / NS	<i>Michelin</i> : dossiers d'AG, études du marché de l'action, correspondance et études sur la société (1948-1955, 1959-1963) ; négociations avec Paulding SA de Rio de Janeiro (1960, opération sur les actions Gesmob (1961, 1962).
4 C 119 / NSM	<i>Michelin</i> : dossiers d'AG (1966, 1967, 1969, 1971-1974, 1979, 1981, 1982, 1984), études du marché de l'action (1972-1976), analyse financière (1973), correspondance et études sur la société (1966-1979), brochures d'information (1969-1971).
4 C 120 / MFC-NSM	<i>OFP (Omnium Français des Pétroles puis Omnium Financier</i>

⁹⁴ La **Société Michelin & Cie** est constituée en 1889 pour continuer l'exploitation d'une manufacture de caoutchouc et de matériel agricole. En 1891, Edouard Michelin dépose le brevet du « pneu démontable ». C'est le début de l'ère industrielle du pneumatique. De nombreuses inventions, comme le Roulement Universel (RU), le pneu à gomme noire et à sculpture, le Metalic, la sculpture Zig-Zag sans oublier le Tubeless ou les pneus à Carcasse Radiale, vont asseoir **Michelin** comme le premier des groupes mondiaux de pneumatiques devant le japonais **Bridgestone** et l'américain **Goodyear**. Parallèlement au véhicule automobile, **Michelin** apporte à partir de la 1^{ère} Guerre mondiale une attention particulière à l'aviation. Ces liens perdurent jusqu'à maintenant avec notamment l'équipement des navettes spatiales. La société centre également son activité sur l'aide pratique au voyage par ses fameux Guides rouges et Guides verts, cartes, atlas ou produits numériques. Présente dans plus de 170 pays, **Michelin** noue, en 2000, un partenariat avec **Goodyear** pour développer le système Pax. Voir aussi les dossiers Citroën.

⁹⁵ En 1920, à la suite de la guerre 14/18, un groupe est constitué en vue de racheter les intérêts d'un consortium allemand qui contrôle la **Steaua Romana**. Cette société, dont le siège social est à Bucarest, est fondée en 1895 en vue de l'exploitation des gisements de pétrole roumains. Ce groupe est composé pour moitié d'actionnaires roumains, pour un quart d'actionnaires anglais (**Steaua British**) et, pour le dernier quart, d'actionnaires français (**Steaua Française**). Les actionnaires d'origine de la **Steaua Française** sont **MFC**, représentés par Jacques Mallet, et **MM. Mirabaud & Cie**, représentés par W. d'Eichthal, auxquels s'adjoint peu après la **Banque de Paris et des Pays-Bas**. La **Steaua Française** absorbe en 1938, l'**Omnium International des Pétroles**, créé en avril 1911 et qui possède divers intérêts dans des affaires pétrolières roumaines. Elle prend la nouvelle dénomination d'**Omnium Français des Pétroles**. De 1920 à 1938, la société fonde ou prend des participations dans un grand nombre d'affaires de distribution de pétroles en France et à l'étranger. Cette politique est relancée après la guerre 1939-45. En 1960, son réseau **OZO** fusionne avec celui de **Total**. **OFP** est absorbé, à concurrence de 93,40 %, par la **Compagnie Française des Pétroles (CFP)**. Le groupe, rebaptisé **Omnium Financier de Paris**, joue alors un rôle financier actif soit directement soit par l'intermédiaire de filiales spécialisées pour la **CFP**. Il intervient également dans les domaines du leasing et de la promotion immobilière, tout en continuant à être intéressé au secteur pétrolier (il touchera les redevances sur certaines ventes du réseau **Total**). Pour plus de renseignements, contacter le service central des archives Total : 24, cours Michelet 92069 Paris la Défense Cedex – Tél. : 01 41 35 30 66.

- 4 C 121 / MFC-NSM** *OFF* : bilans et comptes d'exploitation (1965-1972).
- 4 C 122 / NSM** *OFF* : première émission d'obligations convertibles (1957), vente d'actions non regroupées (1968), relations OFF/CGFC (1968), études financières (1960-1967), étude pour le reclassement du capital (1967-1969), protocole d'accord OFF/Sogépargne (1969), étude des placements OFF (1970), dossiers d'AG (1967-1975).
- 4 C 123 / MFC-NSM** *OFF* : dossiers de CA, relevés des titres, études des participations, regroupement, projet d'installation au Kenya – Ouganda-Tanganyka, négociations avec CFP, émission d'obligations convertibles (1964-1970).
- 4 C 124 / NSM** *OFF* : émission emprunt convertible : CR de réunions NSM/OFF, calendrier, notes et correspondance, tableaux d'amortissements, protocole d'accord, publicité légale, projet d'une note pour la COB, projets de titres au porteur (1970).
- 4 C 125 / MFC-NSM** *OFF* : dossiers de CA (1975-1978), comptes et bilans (1975-1979), affaires immobilières (1973-1975), relations avec NSM (1961-1973), OPE sur la Compagnie Auxiliaire de Navigation (1974), extraits de presse (1974-1978).
- 4 C 126 / NSM** *OFF* : dossiers de CA (1981-1983), transaction de l'action (1973), dossier des études financières de NSM (1976).

- 4 C 127 / MFC-NSM** *OFF* : dossier OZO, fusion Total – OZO – Desmarais (1960), regroupement Azur – Total (1962-1969), statuts (1920, 1975), dossiers d'AG (1984, 1985, 1987, 1989), organigramme, notes sur la société (1983), augmentation de capital (1982, 1983, 1988), gestion du portefeuille (1982-1988), cooptation de SAE et de JPM comme administrateurs (1975, 1982), relations NSM-OFP (1981-1987).
- 4 C 128 / NSM** *OFF* : dossiers de conseils (15/09/1985-31/05/1988).
- 4 C 129 / NS-NSM** *PLM (Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée)*⁹⁶ : PV de conseils (1962-1967), PV d'AG (1961-1965).
- 4 C 130 – 4 C 132 / NS** *Roy Frères SA*⁹⁷ : registre des CR de réunions de CA (16/12/1924 au 06/10/1926, 14/12/1951 au 24/02/1968) :
 – 16/12/1924 au 06/10/1926,
 – 14/12/1951 au 29/12/1964,
 – 29/01/1965 au 24/02/1968.
- 4 C 133 / NS** *Roy Frères SA* : registre des délibérations des AG (19/03/1913 au 03/1914) avec bilans et comptes de pertes & profits de 1912 à 1918.

⁹⁶ **La Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (PLM)** est fondée en 1857 par la fusion des compagnies du **Paris-Lyon** et du **Lyon-Méditerranée**. Elle absorbe ensuite de nombreuses compagnies locales notamment les **Chemins de fer de la Loire** et la Ligne du **Paris-Bourbonnais**. Par son étendue, PLM est comparable aux grands réseaux anglais. Elle relie Paris, la Suisse, l'Italie et la Côte d'Azur, faisant circuler des trains aux noms évocateurs comme le « Simplon Orient-Express », lancé en 1919 pour assurer les relations de l'Europe Occidentale avec les pays Balkaniques sans passer par l'Allemagne et l'Autriche, ou le « Train Bleu » qui dessert la Côte d'Azur à partir de 1922. Dès 1933, l'État met en place une politique interventionniste pour lutter contre le déficit chronique des Compagnies de chemins de fer. Par l'avenant Paganon du 6 juillet 1933, il introduit deux administrateurs dans chaque compagnie, dont le **PLM**, crée une commission des marchés, met en commun les achats, contrôle les matières et les commandes de combustibles. Puis, toujours en relation avec André Lebon, président du **PLM** et René Mayer, vice-président de la **Compagnie du Nord** (représentants des 5 Compagnies) l'État crée en 1937 la **SNCF** dont il détient 51 % des actions B inaliénables et incessibles, le reste étant constitué par les actions des Compagnies dites actions A. La compagnie du **PLM** reçoit 522 actions et devient donc le plus fort actionnaire privé de la **SNCF** mais perd la faculté d'exploiter les lignes dont elle était concessionnaire et doit transférer ses biens à la **SNCF**. Elle est définitivement nationalisée en 1939.

⁹⁷ En 1970, **SAE**, filiale de **NSM SA**, acquiert près de 70 % du capital de **Roy Frères SA** dont l'actif est essentiellement constitué d'un immeuble et par d'importantes liquidités. L'intérêt de ce rachat réside dans le fait que l'objet social de cette société est suffisamment large pour permettre la réalisation d'opérations industrielles et financières.

4 C 134 – 4 C 137 / NS	<i>Roy Frères SA</i> : registre des délibérations des AG (de 1924 à 1968) : – 16/12/1924 au 29/03/1939, – 01/07/1941 au 12/07/1955, – 16/07/1955 au 24/06/1964, – 22/06/1965 au 19/11/1965 ; 15/06/1966 au 15/06/1968.
4 C 138 / NS	<i>Roy Frères SA</i> : dossiers des AG (1937, 1939, 1941-1953, 1955-1960).
4 C 139 / NS-NSM	<i>Roy Frères SA</i> : dossiers des AG (1962-1968).
4 C 140 / NSM	<i>Roy Frères SA</i> puis <i>Gustave Roy SA</i> puis <i>Argalus SA</i> : dossiers des AG (1969-1973).
4 C 141 / NS-NSM	<i>Roy Frères SA</i> : feuilles de présence et pouvoirs aux AG (1938-1962) ; bulletins de souscription d'actions (1951, 1952).
4 C 142 / NS-NSM	<i>Roy Frères SA</i> : feuilles de présence et pouvoirs aux AG (1963-1970).
4 C 143 / NS-NSM	<i>Roy Frères SA</i> : statuts (1923, 1926, 1939, 1944, 1949, 1952, 1963, 1965, 1968). <i>SA Gustave Roy</i> : statuts (1965, 1969).
4 C 144 / NS-NSM	<i>Roy Frères SA</i> : traité d'apport du nom et des activités d'habillement à la SNCI (30/06/1965), statuts de la SNCI (1965), rapports avec commissaire aux comptes (1955-1958, 1963-1966), patente (1957-1967), correspondance (1965, 1966).
4 C 145 / NS-NSM	<i>Roy Frères SA</i> : correspondance avec les administrateurs, PV de CA (1954-1965). <i>SA Gustave Roy</i> : PV de CA (1968-1971).
4 C 146 / NS-NSM	<i>Roy Frères SA</i> : augmentation de capital (1949), répertoire des archives sociales avec chronologie des sociétés (1952). <i>SA Gustave Roy</i> : statuts (1969), inscriptions au RC, transformation de la raison sociale en Argalus SA (1950-1974).

*Argalus SA*⁹⁸ : statuts (1974, 1981), correspondance (1971-1980), reconstitution de la carrière des frères Roy (1979), dossiers de CA (1971-1982, 1987).

4 C 147 / NSM

Argalus SA : dossiers de CA (1971-1987), dossiers d'AG et bilans (1971-1984), augmentation de capital (1987), notes internes NSM (1971-1987).

4 C 148 / MFC

*SACM (Société Alsacienne de Constructions Mécaniques)*⁹⁹ : PV de CA, PV de comités, cooptation des administrateurs, trésorerie, crédits bancaires, bilans, résultats, investissements, exploitation, situations commerciales, marches des usines, relations avec MFC, historique, correspondance (1956-1966).

4 C 149 / MFC-NSM

*SAHYD (Société d'applications hydrauliques)*¹⁰⁰ : Syndicat (1945-1948), correspondance (1945-1979), problèmes de nominations d'administrateurs (1960, 1961), rapports de CA, estimations de portefeuilles, consolidation (1966-1982), dossier

⁹⁸ Filiale à 99,63 % de la SAE, la société financière **Argalus SA** est créée en 1974 à partir du cadre de la **SA Gustave Roy**. Société de portefeuille, elle détient des actions **NSM SA**, **Immer Klein**, **Pihet-Méricourt** et **NSM-I**.

⁹⁹ **La Société Alsacienne de Constructions Mécaniques (SACM)** est constituée en 1872 par la fusion des **Ateliers André Koechlin & Cie** et de la **Société Anonyme de Graffendenstaden**. Cette fusion conduit à une spécialisation progressive des fabriques des deux usines dans les branches d'activité jusqu'alors communes. **Graffendenstaden** continue la construction des locomotives, machines-outils, bascules et appareil de levage, tandis que Mulhouse conserve les machines textiles, machines à vapeur, grosse chaudronnerie, turbines hydrauliques, machines soufflantes. Les moteurs à gaz et les locomotives viendront s'y adjoindre par la suite. **Mallet Frères & Cie** participent à cette création. Un compte est ouvert chez eux dont le mouvement et les soldes deviennent rapidement importants. En 1928, **SACM** créée, avec la **CFTH (Compagnie Française pour l'Exploitation des Procédés Thomson Houston)** une filiale commune : **ALSTHOM**. Devant le ralentissement de ses fabrications traditionnelles, la **SACM** s'oriente après la deuxième guerre mondiale, vers les télécommunications et l'énergie nucléaire ainsi que les fabrications mécaniques. En 1963, sa filiale **SAEMA** est transformée, avec apport d'un de ses départements créé en 1956 : l'**ENTE (Energie Nucléaire, Télécommunications, Electronique)**, en **Société Alsacienne de Constructions Atomiques et de Télécommunications ALCATEL**. La **SACM** devient une société holding qui fusionne en 1966 avec la **Société Française Hispano-Suiza**. La nouvelle société prend le nom de **Société Hispano-Alsacienne**. Mais ce mariage ne dure pas longtemps. Dès 1968 les actifs correspondants à l'ancienne société Hispano sont apportés à la **SNECMA** et la société, ramenée à l'ancien patrimoine **SACM**, prend le nom de **Société Alsacienne de Participations industrielles : ALSPI**. Voir également les dossiers **ALSPI** et **ALCATEL**.

¹⁰⁰ Constituée en 1929 avec des actifs **CGE (Compagnie Générale des Eaux)**, la **SAHYD (société d'applications hydrauliques)** est une des sociétés de ce groupe. Jusqu'en 1936, elle est possédée intégralement par la **CGE** qui décide à cette date la répartition gratuite à ses actionnaires de la moitié du capital. En 1946, la **CGE** décide de vendre une partie de ses actions. C'est ainsi que la **Compagnie Française de Placement** en devient actionnaire et administrateur. La transformation de sa raison sociale en 1980 en **Société d'applications hydrauliques, d'investissements et d'entreprises**, accompagnée d'une augmentation de capital, démontre la volonté de la **CGE** d'accentuer le nombre de participations de la **SAHYD**. Ses principales filiales sont la **Société des Tuyaux Bonna**, la **Société française de distribution d'eau**, les **Eaux de Melun**, les **Eaux de Picardie**, la **Compagnie Générale de Travaux Hydrauliques (SADE)**, la société **Le Béton Armé**, la **Société des Tubes en Matière Plastique**. Voir également les dossiers **CGE** et **CPR**.

sur la Société des Tuyaux Bonna (1955-1966).

4 C 150 / MFC

*Santa Fé (Plantation sucrière de)*¹⁰¹ : plan topographique des propriétés "Los Pozos" et "La Palmira" (1879), plan topographique de "La Confianza" (1919), notes et renseignements sur les propriétés de Mme Lemarquis à Cuba (1906-1918), plan topographique des propriétés de Mme Lemarquis (1920), correspondance avec les Etats-Unis pour rechercher un gérant (1911-1913), correspondance et projets de revendications de propriétés (1911-1914), correspondance avec M^o Ferrera & Davis, avocats à Cuba (1913-1915), négociations avec M. Cromwell en vue de l'administration des biens (1918-1923) ; ouvrages reliés : plan des propriétés de Guantanamo et copie du "Témoignage des travaux pratiqués par le Docteur A. Lopez Gomez pour la découverte des terres de Guantanamo" (1797).

4 C 151 / MFC

Santa Fé (Plantation sucrière de) : documents juridiques : contrats de location, actes de propriété, actes d'acquisition, Testament de Joseph Faure, inventaire des biens, bail de Santa Fé en faveur de la Guantanamo Sugar C^o (1834-1920).

4 C 152 / MFC

Santa Fé (Plantation sucrière de) : correspondance de Philippe Mallet notamment au sujet d'un procès contre la municipalité pour occupation illégale des terres (1947-1960), CR de voyage à Cuba (1950), extraits de comptes (1950-1960).

4 C 153 / NS

*Saint Galmier Badoit (Eaux minérales naturelles du bassin)*¹⁰² : dossiers d'AG (1960-1963), dossiers de CA (1960-1964), budgets trimestriels (1961-1963), études et notes, correspondance (1960-1964).

4 C 154 / NS

Saint Galmier Badoit (Eaux minérales naturelles du bassin) : résultats (1961-1964).

¹⁰¹ Située à Guantanamo, province de Cuba, la **Plantation de Santa Fé** était une propriété de la famille Lemarquis, alliée aux Mallet. Elle comprenait notamment les propriétés "Los Pozos", "La Palmira" et "La Confianza" qui furent louées à la **Guantanamo Sugar Company**, société américaine. On trouve ici des archives qui présentent, malgré un caractère familial spécifique, beaucoup d'intérêt tant au niveau de la gestion d'une "latifundia" (grande propriété terrienne) à Cuba au début du XX^e siècle, qu'à celui de la notion de transmission d'héritage. À ce titre ces documents ont été classés dans cette sous-série.

¹⁰² Société anonyme française fondée en 1911 par A. Llense pour exploiter et vendre les eaux de ce bassin.

- 4 C 155 / NS** *Schlumberger Limited*¹⁰³ : réorganisation du groupe Schlumberger : documents préparatoires à un voyage des associés NS aux Etats-Unis, préliminaires, fédération Schlumberger, ventes des actions, autorisations de l'Office des Changes (1938-1964).
- 4 C 156 / NS-NSM** *Schlumberger Ltd* : introduction en Bourse de Paris (1963-1967), attribution gratuite d'actions (1969).
- 4 C 157 / NS** *Schlumberger Ltd* : boards of directors meetings (CA) avec documents de travail (février 1957-décembre 1958).
- 4 C 158 / NS** *Schlumberger Ltd* : boards of directors meetings (CA) avec documents de travail (mars 1959-décembre 1960).
- 4 C 159 / NS** *Schlumberger Ltd* : boards of directors meetings avec documents de travail (1961-1964), dossiers d'AG (1959-1962), correspondance et notes (1960-1962).
- 4 C 160 / NS** *Schlumberger Ltd* : Management Committee (juin 1958-janvier 1959), rapports annuels et statements trimestriels (1957-1959), situations comptables (1960), correspondance et notes (1957-1959, 1963, 1964).
- 4 C 161 / NS** *Schlumberger Ltd* : diffusion des rapports annuels et des pouvoirs, affaires courantes chez NSM (1966-1970).

¹⁰³ Cette société est fondée en 1919, sous le nom de **Société de Prospection Électrique**, grâce à l'ingéniosité de deux frères Schlumberger, Conrad et Marcel, qui eurent l'idée de déterminer la structure des sous-sols par des mesures électriques. En 1927, ils réalisent les premières mesures électriques dans un sondage pétrolier à Péchelbronn. Dotant l'industrie pétrolière d'un puissant outil d'exploitation, la "**Pros**", ainsi surnommée, se transforme en 1956, sous l'impulsion de Jean Riboud, en société holding multinationale, **Schlumberger Limited**, puis est introduite à la Bourse de New-York en 1962. En 1972, elle tente de profiter de la faiblesse passagère de **NSM** pour lancer une offensive, avec **BSN** et **Paribas**, sur **NSM SA**. Les liens avec la banque s'interrompent. **Schlumberger Limited** continue sa politique de développement pour devenir le leader mondial des services parapétroliers. Après s'être fourvoyé dans les semi-conducteurs avec la société **Fairchild** (qui sera revendue en 1987) et après avoir traversé une période noire lors du choc pétrolier de 1986, le groupe franco-américain se recentre sur ses bases, le pétrole et la mesure, en vendant une trentaine de filiales. En 1993, par le rachat des 50 % du capital détenus par **Dow Chemical**, **Schlumberger Limited** prend le contrôle complet de **Dowell**, société spécialisée dans les bornes de forage et la cimentation des puits. Elle met en place une politique active de veille technologique et d'achat de brevets. En reprenant l'américain **Camco** en 1998, elle offre ainsi un service toujours plus intégré aux grandes compagnies pétrolières. **Schlumberger Limited** se compose de trois secteurs : Services pétroliers, Mesures et Systèmes, et Omnes. (Voir également dans cette sous-série les archives relatives à la **Société de Prospection Électrique** ainsi qu'en sous-série 1E pour les services offerts par le département financier de la Banque).

- 4 C 162 / NSM** *Schlumberger Ltd* : dossiers d'émission d'un emprunt obligataire avec les statuts de la société, une plaquette de présentation, les CR d'assemblées obligataires et la correspondance (1970-1972).
- 4 C 163 / NSM** *Schlumberger Ltd* : dossier de l'OPE des actions Compagnie des Compteurs contre des actions Schlumberger Ltd : règlements, délibérations du CA, pouvoirs, CR de conversations, correspondance, publicité (1970).
- 4 C 164 / NSM** *Schlumberger Ltd* : dossier de l'OPE des actions Compagnie des Compteurs contre des actions Schlumberger Ltd : documentation juridique, dépôts de pièces au greffe du Tribunal de Commerce, modifications de l'acte de constitution et des articles d'incorporation des statuts, remodelage des barèmes bancaires et financiers, échange d'actions CDC (1970, 1971).
- 4 C 165 / NSM** *Schlumberger Ltd* : conversion de l'emprunt 4 %-6 % de 1970, transfert à Paribas (1972) ; notes internes du département financier de NSM (1971, 1973, 1977) ; augmentation de capital (juillet-août 1975).
- 4 C 166 / NS** *Schlumberger Ltd* : Schlumberger Sales Manual (1956).
- Schlumberger Well Surveying Corporation* : boards of directors meetings (1956), rapports annuels (1955-1959), conseils et situations périodiques (1955-1959), budget (1956, 1957), étude technique (1958), correspondance et notes diverses (1955-1959).
- 4 C 167 / NS-NSM** *SICOVAM (Société interprofessionnelle pour la compensation des valeurs mobilières)*¹⁰⁴ : dossiers de CA (1957-1963, 1966, 1967).

¹⁰⁴ L'histoire de la **SICOVAM (Société interprofessionnelle pour la compensation des valeurs mobilières)**, organisme spécialisé et centralisateur, est celle de l'amélioration du système français de circulation des actions. Son ancêtre, la **CCDVT (Caisse centrale de dépôts et de virements de titres)**, est créée le 28 août 1941. Elle a pour objet de « recevoir toutes les actions de sociétés françaises qui n'auraient pas revêtu la forme nominative » et notamment le contrôle des avoirs juifs. violemment critiquée à partir de 1945 car synonyme de diktat allemand sur les titres, elle disparaît avec la création de la **SICOVAM**, le 9 décembre 1949, où le principe de libre choix de l'actionnaire est rétabli (forme nominative ou au porteur). Cette dernière assure, par le biais du système de compte courant de valeurs mobilières, la gestion des titres consécutive aux opérations passées entre ses affiliés. Elle devient la garante de la cohérence du nouveau système mis en place en 1984 : la dématérialisation.

- 4 C 168 / NS-NSM** *SICOVAM* : dossiers d'AG (1955-1958, 1961-1963), rapports d'activité (1957-1964, 1966), dossier sur la Caisse centrale des dépôts et des virements de titres – CCDVT (1942, 1943), correspondance (1950-1960, 1962, 1963).
- 4 C 169 / NS-NSM** *SICOVAM* : dossiers d'AG (1964-1968), statuts (1964), rapports de CA (1968), rapports statistiques (1965-1967).
- 4 C 170 / NS-NSM** *SIERS (Société industrielle d'études et de réalisations scientifiques)* : PV d'AG (1952-1962), PV de CA (1952-1967), correspondance (1952-1967), situations comptables périodiques (1954-1958), statistiques des "commandes, débits" (1962-1967).
- 4 C 171 / NSM** *SIMAGO SA*¹⁰⁵ : correspondance de Henri Freppel avec José Mayorga, président du CA et Ivo Forde, administrateur de Kleinwort Benson Ltd (1967-1969), remboursement de la prime de versement de 10 %, présidence de M. Freppel, avals de la Banque de France, opérations financières entre Kuwait et Simago, correspondance avec les banques (1963-1967).
- 4 C 172 / NSM** *SIMAGO SA* : souscription et correspondance avec l'Union Industrial Bancaria¹⁰⁶ (1963-1966), mise sur pied financière des sociétés Simago, Samat et Simane (1965), augmentation de capital de Simago et Samat (1965), problèmes financiers de Simago (1966), projet de lease back entre Simago et Simane (1965-1966).

¹⁰⁵ **Simago SA** est une société anonyme fondée en 1961 qui exploite une chaîne de grands magasins populaires en Espagne, en collaboration étroite avec **Prisunic**. Une politique extrêmement active d'expansion est menée. En cinq ans, dix magasins sont ouverts à Madrid, Santander, Gijon, Bilbao et Oviedo. Son développement se poursuit à Almeria, Valladolid, Talavera de la Reina (1967), puis Barcelone, Conde de Penalver et Tarrogon (1968). Parallèlement à **Simago SA**, société d'exploitation, coexistent trois autres sociétés : la **SA Samat** (centrale d'achats), la **SA Simane** (société immobilière, propriétaire d'immeubles qu'elle donne à bail à **Simago SA**) et la **SA Americana de Construciones** (entreprise de construction du groupe). En 1969, la **Banca March** rentre dans la capital de **Simago SA** à hauteur de 12,25 % tandis que l'**Union Industrial Bancaria** renforce sa participation (11,75 %). Henri Freppel, l'un des associés gérants de la Banque NSM, est administrateur et président du comité financier de **Simago SA** de mai 1965 à décembre 1969, date où il démissionne de ses fonctions.

¹⁰⁶ L'**Union Industrial Bancaria (UIB)** est une banque d'affaire espagnole fondée le 25 octobre 1963 par la banque madrilène, **Banco Atlantico**, qui offrit à certains groupes étrangers, dont NS, de participer à son capital. L'**UIB** possède notamment une part de capital (de l'ordre de 11,75 % en 1969) dans **Simago SA**. Elle est donc classée à ce titre dans cette sous-série. Voir la note précédente.

- 4 C 173 / NS** *SALVE (Société Alsacienne et Lorraine de véhicules électriques* puis *Société Alsacienne et Lorraine de valeurs et d'entreprises)*¹⁰⁷ : PV d'AG (1953-1958), statuts, PV de CA (1954-1959), bilans et comptes de pertes & profits (1953-1957), rapports d'exploitation et d'activité (1956-1959), études des rapports de NS avec cette société (1954-1958), correspondance (1957-1959). *SLEVE (Société pour la location et l'exploitation de véhicules électriques)*¹⁰⁸ : PV d'AG et de CA, statuts, capital, portefeuille, correspondance et notes diverses (1954-1960).
- 4 C 174 / NS** *SLEVE* : résultats (1955-1958), situations périodiques (1957), PV des Comités d'Études NS (1957, 1958), recherche d'une nouvelle direction générale (1943-1944), questions immobilières (1957), personnel (1939, 1940), appointements et gratifications (1944-1958).
- 4 C 175 / NS** *SLEVE* : études techniques des matériels, études et enquêtes pour sa reconversion, négociations avec SOVEL, SALVE, les Transports Lyonnais et la CGE (1954-1960).
- 4 C 176 / NS** *SNA (Société nationale d'affrètements)* : dossiers d'AG et de CA, correspondance (1951-1961).

¹⁰⁷ Cette société anonyme est créée le 17 juillet 1929 notamment par Louis Noyer, associé-gérant de S & Cie, qui en est administrateur. Son objet est l'achat et la vente de tous véhicules électriques ainsi que toutes opérations industrielles, financières et commerciales en rapport avec cette industrie. Appelée **Société Alsacienne de véhicules électriques (SAVE)** en 1929, l'établissement transforme sa raison sociale en **Société Alsacienne et Lorraine de véhicules électriques (SALVE)**, par le fait de l'ouverture d'un siège d'exploitation à Nancy en 1931, puis prend le nom de **Société Alsacienne et Lorraine de valeurs et d'entreprises** en 1954 en raison de l'élargissement de son objet social. En effet, elle poursuit une politique de fusion-absorption : les **Forces motrices du Haut-Rhin (FORMO)** et la **Société d'énergie électrique du Rhin (ENERIN)** en 1953, l'**Union industrielle et financière du Rhin (UNER)** et la **Compagnie immobilière du Rhin (CIE)** en 1954 ou encore la **Société de participations électriques et industrielles (SOPEL)** en 1961. En 1963, SALVE fait apport à SLEVE, une des ses filiales, des éléments d'actifs correspondant à l'exploitation des véhicules pour se consacrer entièrement à la gestion de son portefeuille de titres industriels et de son domaine immobilier. Du fait du développement de son activité, elle demande ensuite à être enregistrée comme établissement financier en 1967. En raison de ses relations avec SLEVE et SOVEL, les dossiers concernant cette société ont été classés dans cette sous-série.

¹⁰⁸ La **Société pour la location et l'exploitation des véhicules électriques (SLEVE)** est créée par les associés de **Schlumberger & Cie** en 1926, un an après la SOVEL, pour exploiter un parc de location de camions électriques fournis par cette dernière, à Lyon puis à Paris. Regroupée un temps avec la SLAVE de Mulhouse sous la dénomination de **LOCAMION**, la SLEVE est vendue en 1998 à la société **FRAIKIN**. La création de la SOVEL puis de la SLEVE démontre combien **Schlumberger & Cie** avait une vision cohérente de la construction et de la location des véhicules électriques, seule activité industrielle fondée et conduite directement par la banque dès sa création.

- 4 C 177 / N** *Société des Charbonnages, Mines et Usines de Sosnowice*¹⁰⁹ : comptes bancaires domiciliés chez la Banque de Silésie, la Banque d'Émission en Pologne, Martins Bank de Londres, Darier & Cie de Genève, la Banque Franco-Polonaise, le CIC et la BUP (1922-1939), situation financière, avoirs en France et en Angleterre, amortissements, comptes spéciaux des exportations de charbons (1938-1941).
- 4 C 178 / N** *Société des Charbonnages, Mines et Usines de Sosnowice* : dossiers d'AG (1930, 1932, 1938, 1939), renouvellement de la Convention Houillère Polonaise (1930), traités douaniers, devises (1931-1940).
- 4 C 179 / N** *Société des Charbonnages, Mines et Usines de Sosnowice* : contrats d'exploitation Boleland (1928-1937), dossier du Personnel (1939), impôts sur actions et frais de circulation des titres en France (1915-1937).
- 4 C 180 / N** *Société des Charbonnages, Mines et Usines de Sosnowice* : comptabilité et réglementation des devises (1937-1940), coupons, paiements et oppositions (1938, 1939), documents sociaux : nouveaux statuts, inscription au RC et nominations des directeurs (1928-1932), fourniture d'eau à Dombrowa (1908-1931).
- 4 C 181 / N** *Société des Charbonnages, Mines et Usines de Sosnowice* : compte de la Société Flora (1936-1939), rapports d'inspection des mines (1931-1939), actions (1920-1937), participations financières (1938), compte chez N & Cie (1936-1941), correspondance avec le "Groupement des Industriels Français en Pologne" (1931-1940), projets de pouvoirs de la Compagnie Franco-Polonaise de Chemins de Fer (1955), participation financière de NS et relevés de compte chez NS (1942-1948), description de l'usine à Électrolyse de Zinc de Karnien (1930).

¹⁰⁹ **La Société des Charbonnages, Mines et Usines de Sosnowice** est à l'origine une société anonyme russe constituée en 1890 puis mise sous nationalité polonaise par décret du 25 juin 1924 avec des capitaux et des dirigeants français. Elle comprend 6 493 Ha de concessions houillères à Sosnowice dans le bassin de Dombrowa, 5 050 Ha de concessions de minerais et de charbon avec six mines (Boleslaw, Zagój, Sosnowice...) et trois ateliers de constructions mécaniques à Rinka ainsi que 4 107 Ha de terrains à usage industriel et agricole à Sosnowice. L'exploitation intensive et peu conservatrice des mines par le séquestre autrichien en 1914-18 nécessite de nombreuses années pour remettre en état les installations. En 1939, les Allemands occupent en totalité les biens de la société en Pologne. Par la suite ils rachètent par le biais de la **Bohmische Union Bank** des actions en nombre suffisant pour s'assurer le contrôle de la société. Cette opération est déclarée nulle en 1946 par le Gouvernement français et les titres sont restitués à leurs anciens propriétaires. Le classement appliqué ici est celui en vigueur pendant la période. Un certain nombre de documents sont manquants. Voir également les dossiers de la **Société des Mines et Usines à Zinc de Silésie** en raison du contrat d'exploitation en commun, signé le 13 juillet 1928, des mines de zinc de Boleslaw et de l'usine Pauline à Zagorze où est traité le minerai.

- 4 C 182 / NS** *Société des Charbonnages, Mines et Usines de Sosnowice* : dossier d'AGO (31/03/1939), convocations et comptes rendus des réunions de l'Association pour la défense des patrimoines français atteints par la guerre (1946-1948), correspondance avec l'administration des Domaines et le Ministère des Finances (1947, 1948), documents juridiques, extraits de compte, évaluation de l'actif (1946-1951), correspondance avec l'Association pour la défense des patrimoines français atteints par la guerre (1946, 1947, 1952), contributions de Sosnowice à cette association et à divers titres (1947, 1948), préparation du dossier soumis à la Commission Polonaise d'Appel de Nationalisation (1951, 1952), nomination d'un liquidateur (1951), indemnités et pensions des employés français (1941-1943), renseignements sur la situation de divers employés en Pologne (1945), éventualités des revendications du personnel français (1951), notes et correspondance (1946-1958).
- 4 C 183 / NS** *Société de Prospection Électrique*¹¹⁰ : augmentations de capital (1946-1951, 1957), dossiers d'AG (22/07/1952-04/11/1960).
- 4 C 184 / NS** *Société de Prospection Électrique* : dossiers d'AG (27/01/1961-26/06/1968), statuts, inscriptions au Registre du Commerce (1967-1971), dossier de la société Coservices (1954-1959).
- 4 C 185 / NS** *Société de Prospection Électrique* : cessions d'actions de la Compagnie de Géophysique (1953-1955), dossier de la société Surenco, questions fiscales (1927-1957), résiliation de bail du Progrès Scientifique, construction d'un immeuble à Clamart (1956-1957), relations avec Schlumberger Limited (1957), correspondance et notes (1954-1958).
- 4 C 186 / NS** *SOVEL (Sté anonyme des véhicules électriques industriels)*¹¹¹ :

¹¹⁰ Voir la note n° 97 sur **Schlumberger Limited**.

¹¹¹ L'origine de cette société remonte à 1919 quand Louis Noyer, ingénieur ECP, a l'idée de réimplanter en France une industrie de véhicules électriques routiers. Ce désir suscite rapidement un intérêt national et conduit à des concours patronnés par les pouvoirs publics de 1923 à 1926. Ces épreuves regroupent une dizaine de compétiteurs parmi lesquels **Berliet, Krieger, Crochat** etc. Le 6 avril 1925, la nouvelle société de banque **Schlumberger & Cie** constitue la **Société Anonyme des Véhicules Électriques Industriels (SOVEL)** au capital de 600 KF. Le siège social est fixé au 1, rue Taitbout à Paris 9^e, siège de la nouvelle banque. Les services techniques et l'usine sont installés à saint Etienne. En 1926, **SOVEL** participe aux essais de Bellevue et en 1934, la première benne à compression est présentée à la ville de Paris. Le capital est progressivement porté à 4 MF. C'est en 1939, que la **Compagnie Générale d'Électricité (CGE)** s'intéresse à la société dont la grande expansion a lieu pendant la guerre. Le siège est transféré à Villerbanne où est construite une usine. La **Compagnie des Lampes** met ensuite à sa disposition une partie de son usine d'Ivry, en zone occupée. Grâce à ces agrandissements et à une nouvelle augmentation de capital, plus de 1 000 véhicules électriques routiers sur batterie sortent en trois ans. En 1952, la **CGE** possède une large majorité de l'affaire qui construit 80 % des véhicules électriques circulant en France, au moment où se confirme un déclin de ces véhicules pour se stabiliser à environ 20 pièces par an dans les années 1960. Les trois quarts du chiffre d'affaire sont alors constitués d'équipements destinés aux collectivités locales. À partir de 1964, les exercices sont déficitaires. En 1966, **Sovel** met en circulation deux véhicules prototypes à moteur électrique. Leur principale caractéristique est la collecte des ordures ménagères, grâce à un système de caissons doublés automatiquement et vidés dans la benne sans contact avec l'extérieur. Les événements de mai 1968 conduisent l'actionnaire principal à céder l'affaire en 1969 à la **SEMAT**, laquelle rétrocède en 1974 la construction des véhicules électriques à un groupement comprenant entre autres **Renault – Saviem, EDF et CEM**. La société est finalement dissoute en 1977. (D'après un aperçu historique de M. Bernard Chapuis, de la Société des amis de la Fondation Marius Berliet). Pour plus de renseignements, on prendra contact avec la Fondation Marius Berliet (39, avenue Esquirol – 69003 Lyon – tél. 04 78 54 15 34) qui étudie et conserve le patrimoine national dans le domaine du véhicule industriel.

statuts, dossiers d'AG (06/04/1925-04/08/1939).

- 4 C 187 / NS** *SOVEL* : dossiers d'AG (10/09/1940-14/11/1947).
- 4 C 188 / NS** *SOVEL* : PV d'AG (1956-1968), PV de CA (1955-1968), capital (1957, 1964), protocole avec la société Semat (1969), notes de NS sur la société (1956-1967).
- 4 C 189 / NS** *SOVEL* : rapports d'activité (1955-1966).
- 4 C 190 / NS** *SOVEL* : statuts, situations comptables (1955-1968), notes de NS sur la société (1966), brochures, coupures de presse (1949-1957), frais de voyage à Lyon (1953-1962), études des activités techniques et commerciales (1952), correspondance (1956-1960), appointements et gratifications du personnel supérieur (1941-1956).
- 4 C 191 / NS** *STRELAB*¹¹² : origine de la constitution, projets de statuts, dossiers d'AG, acquisitions de parts (1948-1965).
- 4 C 192 / NS** *STRELAB* : statuts, dossiers d'AG et de CA, comptes annuels (1967-1985), notes et correspondance (1962-1981), promesse de vente d'actions NSM SA à ABN (1986).
- 4 C 193 / NS** *TAI (Compagnie des Transports Aériens Intercontinentaux)*¹¹³ : dossiers d'AG (1955-1960). dossiers de CA (1955-1961).

¹¹² Constituée en 1951, **Strelab** a pour objet toutes opérations, notamment financières, mobilières ou immobilières, destinées à développer l'activité économique des laboratoires pharmaceutiques. En 1978, elle reprend un certain nombre d'activités exercées jusqu'alors par **SAE** : prises de participations en attente de reclassement, interventions en nom dans des négociations de préférence à **NSM** pour la présentation de notes d'honoraires ou l'encaissement des redevances, et réalisations de travaux mécanographiques ou informatiques pour le compte de sociétés du groupe **NSM** ou proches de celui-ci (**Génécrédit** et sociétés de FCP).

¹¹³ **La Compagnie des Transports Aériens Intercontinentaux (TAI)** est constituée au Maroc en 1946 par un certain nombre des sociétés financières, notamment **NS & Cie**. Cette société est due à l'initiative de Paul Bernard, polytechnicien qui sert comme officier en Afrique et en Indochine. Convaincu de l'importance qu'allait prendre le transport aérien, celui-ci songe, dès la fin des années 1930 à fonder une compagnie aérienne. La guerre de 39-45 interrompt ce projet. Grand résistant, Paul Bernard finit la guerre durement maltraité dans les geôles de la Gestapo à Berlin. Une fois rétabli, il lança la **TAI** avec l'appui financier de NS dont les associés sont convaincus par Christian Monnier, grand ami de Paul Bernard. Devenue française à la suite de son transfert à Paris, elle occupe la troisième place des compagnies aériennes françaises derrière **Air France** et **UAT** en assurant notamment la déserte avec l'Afrique du Nord et l'Indochine puis le Pacifique. En 1952, **TAI** fusionne avec **UAT**, du groupe des **Chargeurs Réunis**, pour former l'**Union des Transports Aériens (UTA)**. La banque garde un siège au conseil jusqu'à l'absorption par **Air France** en 1990.

- 4 C 194 / NS** *TAI* : opérations et cession d'actions, augmentation de capital, projets de fusion entre UAT et TAI et entre Air France et TAI (1955-1959), études des activités techniques et commerciales, notes diverses (1950-1960).
- TAIM* : PV de CA (1955-1958).
- 4 C 195 / NSM** *Télémechanique Électrique*¹¹⁴ : dossiers et registres des PV de séances du CA (1971, 1972).
- 4 C 196-4 C 202 / NSM** *Télémechanique Électrique* : dossiers de CS (1972-1979) :
 – 1972, 1973,
 – 1974,
 – 1975,
 – 1976,
 – 1977,
 – 1978,
 – 1979.
- 4 C 203 / NSM** *Télémechanique Électrique* : dossiers d'AG (1972-1980).
- 4 C 204 / NSM** *Télémechanique SA* : dossiers de CS (1982), dossiers d'AG (1982, 1983).

¹¹⁴ **Télémechanique Électrique SA** est une société fondée au début des années 1920 par quatre ingénieurs et spécialisée dans les disjoncteurs, contacteurs et automatismes pour courants faibles. Cette société se signale par un certain nombre de facteurs originaux auxquels elle pense devoir son efficacité : petites usines de gabarit modeste permettant d'avoir une cohésion et une productivité très fortes, climat social excellent dû à l'application de certaines règles (mensualisation des ouvriers, maîtrise réduite au minimum, esprit ingénieur de la direction qui demeure très proche de la base, système de rémunération prévu), structure financière nette de toute affiliation et grand réalisme dans la politique. Elle est également un cas intéressant d'aventure participative. Dans les années 1980/90, la taille des 28 usines du groupe ne dépasse jamais 400 à 500 personnes. Toutes les rémunérations sont variables : une partie est fixe (échelle de 1 à 5 entre les rémunérations les plus faibles et les plus élevées), l'autre est mobile (suivant une échelle de 1 à 50). Elles dépendent des résultats mensuels estimés de toute l'entreprise. La solidarité entre les unités est ainsi assurée. La participation différée, obligatoire, est quatre fois supérieure à celle imposée par la loi. Chacun peut librement décider d'investir les sommes qui lui reviennent dans des fonds communs de placement d'entreprise composés d'actions Télémechanique. À la fin de 1987, **Schneider** prend le contrôle de l'entreprise en rachetant progressivement les actions cotées en Bourse.

- 4 C 205 / NSM** *Télémechanique Électrique* : projet d'appel de capitaux sur le marché financier (1969), études du marché du titre (1971-1973), projet d'augmentation de capital (1975), études diverses de NSM sur la société (1967-1976), brochures techniques, brochure d'accueil (1965-1976), affaires Arrow-Hart, Cilor et Testut-Aequistas (1973-1976).
- 4 C 206 / NSM** *Télémechanique SA* : convention avec CII/B, protocole d'accord avec Thomson, presse, correspondance (1975-1978), notes internes NSM (1964-1977), correspondance NSM (1967-1977).
- 4 C 207 / NSM** *Télémechanique SA* : informations générales et techniques : journaux "Télégroupe" (1974-1980), "Présence Télémechanique" (1971-1976), "bulletin de liaison commerciale (1972-1976).
- 4 C 208 / NS-NSM** *UIS¹¹⁵* : dossier de création avec CR de réunions, comités de direction, correspondance et notes internes NS (1960-1962) ; souscription de NS (1960), dossiers de CA (1969-1972).
- 4 C 209, 4 C 210 / NSM** *UIS* : dossiers de CA (1973-1980) :
– 1973-1976,
– 1977-1980.
- 4 C 211 / NSM** *UIS* : dossiers et rapports d'AG (1969-1981).
- 4 C 212-4 C 214 / NSM** *UIS* : CR de réunion des comités hebdomadaires (1969-1981) :
– 1969-1973,
– 1974-1977,
– 1978-1981 ;
- 4 C 215 / NSM** *UIS* : capital (1962-1978), augmentations de capital (1961, 1964, 1968, 1969).
- 4 C 216 / NSM** *UIS* : crédit-bail, réunions BUE-UIS-NSM, augmentation de capital, réserves obligatoires et financement à long terme, audit (1971-1976), statuts, absorption des sociétés civiles, dossiers des interventions, documents confidentiels (1969-1972).

¹¹⁵ Créée en 1960 à Lyon en association entre la **BUE** et **NSM** et à l'initiative de René Fleury, pour financer les magasins de vente à grande surface sous le régime de la location, **UIS** prend le statut de Sicomi en 1968. À partir de cette époque, élargissant son activité à tous les secteurs économiques et pratiquant tant le crédit-bail que la location-simple, elle devient l'une des plus importantes sociétés dans cette spécialité.

- 4 C 217 / NSM** *UIS* : correspondance NSM avec la société, notes internes NSM, questions juridiques et fiscales (1969-1989).
- 4 C 218 / NS** *Vacuum Concrete – Paris* : dossiers d'AG (1957, 1958), PV des comités de direction NS (1955-1957), rapports d'activité (1956, 1957), correspondance (1954-1967).
- 4 C 219 / NS** *Vacuum Concrete – Paris* : dossiers de CA (1959-1967)
- Vacuum Concrete – Maroc* : PV d'AG, cessions d'actions, augmentation de capital, correspondance (1957-1959).

5 C. – Assurances

- 5 C 1 / NS** *La Concorde*¹¹⁶ : statuts (1949, 1968), notes d'information pour les augmentations de capital (1972, 1973), dossiers d'AG (1955, 1960-1962, 1965, 1967, 1979-1984, 1988), PV de CA (1954-1966), correspondance (1952-1986).
- 5 C 2 / NS** *La Concorde* : PV de CS (1982-1985) ; apport par La Concorde à la SODIMCO (Société d'investissement immobilier de la Concorde) de la SCI Lorraine Aquitaine (1964), PV de CA de la SODIMCO (1964-1969).

¹¹⁶ **La Concorde** est fondée en France en 1905 par les **Assicurazioni Generali** sous l'égide de la **Banque de Paris et des Pays-Bas** et de la **Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud**. Bien que **N & Cie** puis **NS & Cie** n'aient pas acquis de participation dans son capital, des liens personnels étroits sont entretenus. André Monnier est administrateur dès 1905 puis est nommé Président le 15 mai 1922, fonction qu'il occupe jusqu'en 1943. Philippe Cruse, devient administrateur en 1934, puis est désigné vice-président jusqu'en 1952. En 1946, Christian Monnier devient représentant légal pour la France des **Assicurazioni Generali** puis administrateur de **La Concorde** après le décès de Philippe Cruse. Faute d'une participation directe dans le capital de cette société, la banque consolide ses relations en participant à des investissements communs, notamment dans la société d'investissement immobilier de la Concorde, la **Sodimco**, où elle siège au conseil d'administration. Malgré ces liens très étroits, nous n'avons que très peu de documents relatifs à cette collaboration.

L'Océan : PV de CA (1954-1956), PV d'AG (1952-1957), notes et correspondance (1954-1960).

*les Assicurazioni Generali Trieste & Venise*¹¹⁷ : PV des comités de direction NS (1954-1959), correspondance (1949-1959), situations comptables (1955-1959).

¹¹⁷ les **Assicurazioni Generali Trieste et Venise** sont créées à Trieste en 1831 sur l'initiative de commerçants issus de ces deux villes. Dotée de moyens financiers importants, cette compagnie exerce simultanément toutes les branches d'assurances alors connues et autorisées par la législation, à une période où seule l'assurance transport est vraiment développée. Elle rayonne rapidement, en premier lieu dans les États italiens et les territoires autrichiens puis dans l'Europe et le monde. Fortement enracinée dans les économies nationales, elle contribue notamment à transformer l'épargne privée en œuvre d'utilité publique par la constitution de fonds de garanties auxquels participent les immeubles et les domaines agricoles qu'elle possède.

SÉRIE D

DOMAINE

1 D – Actif immobilier

Cette sous-série regroupe les documents juridiques, comme les actes notariés et les titres de propriété, ainsi que les baux et assurances de l'actif immobilier de la banque. Les documents de la SCI Feydeau Bourse, société du Groupe Neuflyze, Schlumberger & Cie, créée après la fusion entre les Maisons Schlumberger & Cie et Neuflyze & Cie pour acheter et gérer l'immeuble du 12, place de la Bourse puis ceux du 10, place de la Bourse et des 8 et 10, rue Saint Marc, sont conservés dans la sous-série 3 C.

En 1973, les locaux NSM étaient au nombre de sept :

- 37/39, rue d'Anjou
- 10/12, place de la Bourse
- 28, rue Saint Marc
- 44, rue Notre-Dame-des-Victoires
- 19, rue Vivienne
- 104, rue de Richelieu
- 5, rue de la Bourse.

Ils seront regroupés en un même lieu en 1974 lors d'une opération intitulée "Toit Unique". En raison du nombre important de documents concernant ce regroupement, une sous-série, nommée 3 D, a été créée.

1 D 1 / MFC-NSM

37 et 39, rue d'Anjou : historique de l'acquisition, estimation de la valeur de l'actif (1959-1970), vente de l'immeuble à la BIMP (1971-1973).

1 D 2 / MFC-NSM

39, rue d'Anjou : dossier des travaux avec correspondance, devis et factures (1963-1965) ;
37 et 39, rue d'Anjou : vente à la BIMP : accords et avenants (avril 1972).
49, rue d'Anjou : étude de la copropriété, correspondance avec le notaire, plans de l'immeuble (1957-1961).

1 D 3 / NS-NSM

31, rue Lafayette : location à la société "Comptabilité Simplifiée Moderne", lettre de garantie (1948).

Cession de droit de bail des locaux Galeries Montmartre et Saint Marc aux services sociaux de restauration et d'économat de NS pour l'installation de la cantine "Panorama-Vivienne" (1951-1954).

Immeubles 10, place de la Bourse et 11, rue Feydeau : pourparlers pour l'installation de la Banque (1956).

Immeubles 10/12, place de la Bourse : décision de vente avec photocopie des achats de lots, estimation d'un expert, demande d'agrément, baux, règlement de copropriété (1960-1968).

- 1 D 4 / NS-NSM** *Immeubles 10/12, place de la Bourse* : décision de vente avec étude de la législation, correspondance avec le notaire, les administrations, le syndic... (1955-1973).
- 1 D 5 / NS-NSM** *Immeuble 28, rue Saint Marc* : location, baux et avenants, cessions de droits aux baux, avances sur loyer (1956-1967).
- 1 D 6 / NSM** *Immeuble 28, rue Saint Marc* : patente, quittances (1971-1972). *104, rue de Richelieu* : acquisition des murs, contrats de cession de parts de la SCI Opéra Drouot, statuts, règlement de copropriété, PV des AG des copropriétaires (1969-1971).
- 1 D 7 / NSM** *Locaux Bourse-Anjou-Saint Marc* : dossier général des baux (1966-1969), enquête de l'administration préfectorale (1971), calculs de la superficie des locaux (1965-1972) ;
- Agence Bourse* : étude d'opportunité sur le maintien ou la vente de cette agence (1972-1973) ;
- Études générales sur l'aménagement à Paris (1971).
- 1 D 8-1 D 11 / NS-NSM** *Baux* de locations et sous-locations NSM (1965-1979).
- 1 D 12 / NS** *Évaluations* : investissements immobiliers (1958-1960), notes et expertises sur les filiales immobilières (1961-1966).
- 1 D 13 / NSM** *Agence du 90, rue de Courcelles* : location à Génécédit, répartition des locaux, travaux de décoration (1969-1971).
- 1 D 14 / NSM** *Cession de divers biens immobiliers* : Bourse, rue Feydeau, Saint Marc, Vivienne, Notre Dame des Victoires... (1970-1974).
- 1 D 15 / NSM** *Locaux de NSM Lyon* : baux, correspondance, création des guichets (1968-1970, 1977-1982) ;
- Locaux de NSM Genève* : aménagement (1970-1971).

2 D. – Bâtiments

Cette sous-série conserve les plans d'ensemble, les études et les devis des gros travaux des sièges des différentes Maisons (à l'exception de ceux dits du « Toit Unique ») ainsi que les documents concernant certaines agences.

- 2 D 1 / MFC** *37, 39 et 49, rue d'Anjou* : plans par niveau (1961).
- 2 D 2 / NS** *28, rue Saint Marc* : plans par niveau (1957-1961).
- 2 D 3 / NSM** *28, rue Saint Marc* : travaux de rénovation, ravalement, saisie-arrêt sur le propriétaire pour des travaux non respectés (1970-1974).
- 2 D 4 / NSM** *104, rue de Richelieu* : travaux de rénovation et d'agencement intérieur, factures, correspondance et plans des travaux (1969-1972).
- 2 D 5 / NSM** *SCI 79, rue des Chantiers à Versailles* : dossier général avec appel d'offres (1962-1964), travaux de construction d'une salle d'archives et notes sur le transfert des archives de la Banque vers ce site (1963-1972), études sur la conservation ou la destruction des archives de la Banque (1936-1968).
- 2 D 6 / NSM** *SCI 79, rue des Chantiers à Versailles* : demande de permis de construire, plans et coupes des différents étages des immeubles dont celui de la salle d'archives (1963).
- 2 D 7 / NSM** *SCI 79, rue des Chantiers à Versailles* : plans et coupes modifiés des différents étages des immeubles dont celui de la salle d'archives (1967).
- 2 D 8 / NS** *10, place de la Bourse* : plans par niveau (1955).
12, place de la Bourse : Compte rendu d'une visite organisée avec photos et historique du site (octobre 1953) ; plans par niveau (1963, 1965).
10-12, place de la Bourse : plans des 1er et 2ème sous-sols, et du RDC (1965, 1968).
plan général du quartier Bourse (1950) ;

- 2 D 9 / NS** *10-12, place de la Bourse* : plans du 1er au 6ème étage (1965, 1968).
- 2 D 10 / NSM** *5, rue de la Bourse* : travaux d'aménagement divers de l'agence, plans, correspondance (1971-1972).
- 2 D 11 / NS** *90, rue de Courcelles* : coupes et plans par niveaux des locaux de la CGFC (1948, 1951, 1955, 1959, 1963, 1964), plan de la façade (1925) ; plan masse des locaux de la Banque de Madagascar au 88, rue de Courcelles (1954).
- 2 D 12 / NSM** *3, avenue Hoche* : plans de l'aménagement de la salle des marchés (1988).
- 2 D 13 / BJ** *Agence P. Doumer* : étude de l'agrandissement avec devis, coupes et plans par niveaux (1969-1974).
- 2 D 14 / BJ** *Agence Prony* : étude de l'aménagement avec devis, coupes et plans par niveaux (1969), étude de l'agrandissement avec devis, coupes et plans par niveaux (1982) ;
- Agence Ordener* : étude de l'aménagement avec devis, coupes et plans par niveaux (1970).
- 2 D 15 / BJ-NSM** *Agence Cambronne* : étude de l'aménagement avec devis, coupes et plans par niveaux (1981) ; étude de l'agrandissement avec devis, coupes et plans par niveaux (1983).
- 2 D 16 / BJ** *Agence Italie* : étude de l'aménagement avec appel d'offres, devis, coupes et plans par niveaux (1974).
- 2 D 17 / BJ-NSM** *Agence Neuilly* : étude de l'aménagement avec devis, coupes et plans par niveaux (1971) ; étude de l'agrandissement avec devis, coupes et plans par niveaux, correspondance (1987) ;
- Agence Monceau* : étude de l'aménagement avec devis, coupes et plans par niveaux (1981).
- 2 D 18 / BJ** *Agence de Lille* : étude de l'aménagement avec avant-projet, devis, coupes et plans par niveaux (1975) ; plans de l'aménagement d'un appartement (1975).

- 2 D 19 / BJ** *Agence de Lille* : étude de l'aménagement avec plans par niveaux (1975).
- 2 D 20 / BJ-NSM** *Agence de Nice* : étude de l'aménagement avec devis, coupes et plans par niveaux (1972) ; étude de la transformation du rez-de-chaussée avec devis, coupes et correspondance (1986) ;
Agence de Cannes : étude de l'aménagement avec correspondance, devis, croquis, coupes et plans par niveaux (1984).
- 2 D 21 / NSM** *Agence de Montpellier* : étude de l'aménagement avec avant-projet, appel d'offres, devis, coupes et plans par niveaux, dossier d'exécution du chantier, correspondance, problèmes de troubles de jouissance (1982).
- 2 D 22 / BJ** *Agence de Bordeaux* : étude de l'implantation du matériel avec avant-projet, coupes et plans (1985) ;
Agence de Strasbourg : étude de l'aménagement avec avant-projet, devis, coupes et plans par niveaux (1982) ;
Plans des chambres fortes et endoscopes des agences de la banque Jordaan à Paris et en province (1971-1977) ;
Collection de photographies des agences de Paris et Province (s.d.).

3 D. Opération Toit Unique

Cette sous-série a été consacrée à une opération d'envergure dite « Toit Unique », menée dans les années 1970. Les bureaux NSM étaient repartis sous sept toits. Cette dispersion, source d'augmentation des frais généraux, entraînait des complications et nuisait au bon fonctionnement des services.

Le problème commença à se poser après la création de NS & Cie. Les dirigeants prirent alors conscience de la nécessité de rechercher de nouveaux locaux mieux adaptés, avec une marge suffisante d'accroissement. Dès 1956, une commission immobilière fut alors créée chez NS. La fusion avec MFC, en 1966, ne fit qu'augmenter cette dispersion des services entre les anciens sièges des banques fusionnées. Il fut alors décidé de créer un seul siège social pour y regrouper l'ensemble des départements de la banque.

L'étude et la réalisation de cette importante opération immobilière fut confiée à un groupe de travail, dirigé par Jean-Pierre Mallet et Gaston Frétault, agissant en liaison avec les gérants, notamment Christian Monnier, Lorrain Cruse et Rémy Schlumberger.

La recherche et le choix du lieu furent âprement discutés au sein du collège des gérants où les deux tendances s'opposant à cette époque sur Paris étaient représentées. La tendance administrative était motivée par le lancement de villes nouvelles. NSM, comme d'autres banques, était invitée de façon pressante à s'installer à Marne la Vallée, ou au moins d'y implanter tous les services qui n'avaient pas de rapports avec la clientèle. L'autre tendance souhaitait la création d'une « Cité financière » dans les quartiers Bourse – Opéra (se référer à la note n° 112). La commission immobilière étudia de nombreux projets, soit de location, soit d'acquisition, comme le projet Maine – Montparnasse ou ceux des quartiers des Halles, de la Défense ou de la place Vendôme. Finalement, une nette préférence se dégagait pour une construction neuve permettant à la fois une organisation fonctionnelle et une économie sensible des frais généraux.

En 1969, après le retrait du Groupe Péchiney intéressé à un grand projet immobilier étudié sous l'égide de la Banque de Suez et de l'Union des Mines, le choix des dirigeants se porta sur le quartier de l'Étoile, point géographique moyen de leur clientèle. NSM prit la décision de concourir à la réalisation de cette opération en se réservant l'attribution d'une quote-part du programme de bureaux et conclut avec UIS un accord de crédit-bail immobilier. La SEMIIC intervint en qualité de mandataire des sociétés immobilières constituées pour la réalisation de ce programme. La maîtrise d'ouvrage fut partagée entre P. Greber, architecte, et la société SERETE, bureau d'étude. NSM se réserva la collaboration, à titre d'architecte conseil, de Michel Homberg. Les locaux furent mis à disposition en avril 1974.

Deux tendances s'opposèrent également au sein de la commission immobilière lors de l'étude de la conception des bureaux. L'une, défendue par Rémy Schlumberger, préconisait le « bureau paysage » suivant la mode anglo-saxonne. L'autre, représentée par Jean-Pierre Mallet, était opposée à la généralisation de ces espaces ouverts notamment pour les directeurs ou les grands responsables de services ou de département, et plus particulièrement pour le personnel en contact avec la clientèle privée. Lors de chacune des réunions de la commission, un procès-verbal était rédigé et diffusé. Les décisions n'étaient prises qu'après soumission au collège des gérants pour avis.

3 D 1 / NSM

Groupement d'études pour le maintien et le développement d'un centre financier à Paris¹¹⁸ : listes des membres, programme de travail, CR de réunions, articles de presse, études d'exemples étrangers, rapport de synthèse sur le projet parisien, PV d'AG, notes et correspondance (1968-1971).

¹¹⁸ Ce groupement, nommé « Paris Centre Financier » fut créé par Christian Monnier et mis en place en 1968. Il regroupait un certain nombre de banques et de compagnies d'assurance inquiètes des dispositions du schéma directeur de Paris qui « abordait le problème de l'aménagement de la capitale sans prendre en considération le maintien du centre financier parisien à proximité de la Banque de France, du Ministère des Finances, de la Bourse, de la Chambre de compensation... » Son ambition était de favoriser, suivant l'exemple britannique, la création d'une « Cité financière » dans le quartier traditionnel des banques, mais les pouvoirs publics ne suivirent pas.

3 D 2 / NS-NSM	<i>Commission immobilière</i> : documentation, études des différents projets, perspectives, PV de Conseil de Direction, état du personnel NS & MFC, calcul du coût du regroupement (1961-1969).
3 D 3 / NS	<i>Commission immobilière</i> : réunions et études de différents projets de regroupement à Maine-Montparnasse, aux Halles, à Marboeuf, à Bercy-Rapée... (1956-1966).
3 D 4 / NS-NSM	<i>Commission immobilière</i> : études de sites (1964-1967).
3 D 5 / NS	<i>Commission immobilière</i> : état des surfaces, estimation des immeubles existants, plans, financement (1964-1966).
3 D 6 / NSM	<i>Commission Immobilière</i> : affectation des bureaux (1972, 1973), étude pour l'installation du standard téléphonique (1972), organisation du déménagement (1974) ; achat du terrain, prix de revient, garages (1969-1973).
3 D 7 / NSM	Cession de parts de la SCI Courcelles, contrat de crédit-bail, convention entre NSM et UIS pour le prêt du financement de l'immeuble, état descriptif et règlement de copropriété (1969-1975).
3 D 8 / NSM	Demande d'agrément, protocole, plans, expertise de M. Maissant, actes, permis de construire (1969-1972, 1983).
3 D 9 / NSM	Préparation des budgets, chiffrage des investissements, estimations par SEMIIC et SERETE (1973).
3 D 10 / NSM	Devis descriptif des travaux par SEMIIC (1971).
3 D 11 / NSM	Devis descriptif des travaux par SERETE (1973).
3 D 12 / NSM	Étude et devis pour la climatisation par SERETE (1973-1974).
3 D 13 / NSM	Photographies du chantier puis du siège terminé (1972-1975).

- 3 D 14 / NSM** Documentation et enquêtes sur les bureaux paysages et « l'architecture bancaire » à l'étranger (1969-1972).
- 3 D 15 / NSM** Documentation et études sur les bureaux paysages, devis d'ingénieurs-conseils (1972).
- 3 D 16 / NSM** Bulletins d'information interne, articles de presse (1972), historique et communication interne sur le Toit Unique (1972-1974).
- 3 D 17 / NSM** Étude sur le mobilier du Toit Unique avec enquête photos, attributions du mobilier ancien et neuf (1972-1973).
- 3 D 18 / NSM** Étude du mobilier pour les vestiaires, le restaurant, la cafétéria et les salles d'attentes (1972-1973).
- 3 D 19 / NSM** Étude pour l'attribution du mobilier (1973-1976).
- 3 D 20 / NSM** Récapitulation générale du mobilier par services : bourse, caisse, chauffeurs, chéquiers, chèques et compensation, classement et archives, comptabilité, courrier (1974).
- 3 D 21 / NSM** Récapitulation générale du mobilier par services : dactylographie, département banque, garçons de recette, informatique, inspection, juridique (1974).
- 3 D 22 / NSM** Récapitulation générale du mobilier par services : plans d'entreprises, portefeuille, sociétés d'investissement, syndicat, téléscripteurs, télex, titres, clientèle privée, collectivités (1974).
- 3 D 23 / NSM** Récapitulation générale du mobilier par services : DPRS, direction technique, économat, étranger et change, études financières et documentation, financier (1974).
- 3 D 24 / NSM** Dossiers du Cabinet Boyer, architecte d'intérieur : convention UIS-NSM/Boyer, correspondance, CR de réunions de chantier, honoraires (1973, 1974).

- 3 D 25 / NSM** Dossiers de Serge Royaux, architecte d'intérieur : convention UIS-NSM-Royaux, devis pour les bureaux de Direction, factures, correspondance, honoraires (1973, 1974) ;
- Équipement des salles à manger de direction (1975-1980).
- 3 D 26 / NSM** Dossiers de M. Homberg, architecte DPLG : protocole NSM-Homberg, frais d'agence, honoraires (1971-1975) ;
- Installation du central téléphonique, notes et correspondance avec CIT-Alcatel (1972-1974).
- 3 D 27 / NSM** Archives en provenance de M. Jean-Pierre Mallet :
- Étude de la décoration intérieure avec notamment la proposition du décorateur, Serge Royaux, le compte rendu du Comité exécutif du 26/03/1970, les rapports trimestriels n° 2 et 3, la correspondance entre NSM et M. Michel Boyer (architecte d'intérieur) au sujet d'un article paru dans Les Échos, un exemplaire du n° 25 du magazine « Structures décoratives » représentant les locaux NSM (1969-1979) ;
 - Étude sur le patio (1972) ;
 - Projet de campagne de promotion à l'occasion de l'inauguration des locaux (1972, 1973) ;
 - Mise en place d'une exposition pour l'animation du patio (1973, 1974) ;
 - Étude sur la sécurité (1974) ;
 - Étude pour la location de la réserve (1974) ;
 - Étude sur l'installation téléphonique (1974-1979) ;
 - Préparation de la plaquette « services offerts » (1973, 1974) ;
 - Dossier sur la société Serete, maître d'œuvre (1974) ;
 - Chiffrage des investissements (novembre 1974) ;
 - Encadrement et étiquetage des photos des associés-gérants (1975, 1976, 1979, 1982, 1983, 1987) ;
 - Dossier « notes diverses » (1974-1978).
- 3 D 28 / NSM** Réception des travaux, rapports des experts et conseils (1974).
- 3 D 29 / NSM** Règlements des fournisseurs hors SEMIIC (1974).
- 3 D 30 / NSM** Réserves techniques : procédures contre SERETE, SEMIIC, COSEMIC, TNEE et SOGIF (1975-1979).
- 3 D 31 / NSM** Procédures contre SERETE et TNEE pour nuisances acoustiques et problèmes de climatisation (1977-1982).

3 D 32 / NSM	Procédures contre SERETE et SEMIIC : rapport d'expertise (1981).
3 D 33 / NSM	Plans du 1er au 4ème sous-sols (1972, 1973).
3 D 34 / NSM	Plans du RDC (1972, 1973).
3 D 35 / NSM	Plans du 1er étage (1972, 1973) ; paysage général des bureaux du RDC et 1er étage (1972, 1973).
3 D 36 / NSM	Plans du 2ème étage (1972, 1973).

SÉRIE E

GESTION ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES

La Banque NSM exerce les activités les plus diverses dans le domaine bancaire classique ; elle apporte notamment son concours au tiers des cent premiers groupes industriels français ; en matière patrimoniale, elle joue un rôle de conseiller inséparable de la gestion de valeurs mobilières, domaine dans lequel sa notoriété est incontestable ; enfin, elle développe largement ses participations à des syndicats d'emprunts internationaux et ses opérations en euro-devises.

Cette série qui constitue donc une rubrique importante pour l'histoire de la banque, aurait du être un véritable reflet de cette activité et du caractère novateur de ses Maisons dans l'histoire économique. Malheureusement, elle est fort réduite et extrêmement lacunaire car peu d'archives ont été retrouvées.

Elle est déclinée en cinq sous-séries, classées par thème avec déclinaison chronologique :

- marché et montages financiers
- sociétés de placement d'investissement
- ingénierie salariale
- gestion patrimoniale
- dossiers des engagements.

On trouvera également en sous-série 3 B (marché de la banque) des documents relatifs au fonctionnement courant et général des différents services, des comptes-rendus de réunions de différents Comités, des études économiques et financières réalisées par la banque, des collections de circulaires, notes de services, rapports et statistiques.

1 E. – Marché et montages financiers

Cette sous-série regroupe les dossiers d'introduction en Bourse, les dossiers d'opérations financières (émissions d'actions et d'obligations), les OPA/OPE, les dossiers de prises de participations ou de fusions acquisitions ainsi que les études financières. Un certain nombre de dossiers de montages financiers réalisés pour des sociétés du groupe n'ont pas été séparés de leur contexte et sont conservés en série C.

1 E 1 / MFC

Registre des augmentations de capital n° 1 : Compagnie Marocaine, Delmas-Vieljeux, Union-Incendie, Union-Vie, Omnium Français des Pétroles, Assurances Générales Accidents, Ateliers & Chantiers de la Loire, Consortium Général d'Optique et d'Industrie, Établissements Guitel & Etienne Frères Réunis, Assurances Générales Incendie (1942-1944).

- 1 E 2 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 2* : Chapal Frères, Senelle-Maubeuge, Nationale risques divers, Papeteries & Cartonneries Rathier, Horlogerie Lip, Berger Levrault, Maison Bréguet, Chantiers navals de Caen, Consortium Général d'Optique et d'Industrie, Établissements Guitel & Etienne Frères Réunis, Compagnie Générale de Constructions de Locomotives Batignolles-Châtillon (1944-1946).
- 1 E 3 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 3* : Saint Frères, Banque Hypothécaire Franco-Argentine, Compagnie Marocaine, Cenpa, Etains & Wolfram du Tonkin, Alsacienne de Constructions Mécaniques, Caisse Générale de Prêts Fonciers et Industriels (1946).
- 1 E 4 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 4* : Établissements Guitel & Étienne Frères Réunis (1946).
- 1 E 5 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 5* : Société des Mines de Douaria (1946).
- 1 E 6 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 6* : Société des Mines de Douaria (1946).
- 1 E 7 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 7* : Freins & Signaux Westinghouse, Établissements Laxby, Le Commerce Africain, Ateliers & Chantiers de la Loire, La Gerbe d'Or, Chantiers & Ateliers de Bourgogne, Chantiers Navals de Caen (1946, 1947).
- 1 E 8 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 8* : Automobiles Peugeot, Anciens Établissements Chapal Frères & Cie, Compagnie Générale de Constructions de Locomotives Batignolles-Châtillon, Mines & Fonderies de Pontgibaud, Senelle-Maubeuge, Horlogerie Lip, Maison Bréguet, Hauts Fourneaux Chiers (1946-1948).
- 1 E 9 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 9* : Établissements Guitel & Étienne Frères Réunis (1948).
- 1 E 10 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 10* : Boha Nouveautés, Imprimerie & Librairie Berger Levrault, Compagnie Marocaine, Alsacienne de Constructions Mécaniques (1948).

- 1 E 11 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 11* : Entrepôts & Magasins Généraux de Paris, Société des Mines de Douaria, Omnium Français des Pétroles, Établissements Saxsby, Horlogerie Lip, Société Financière d'Alpinisme, Schneider & Cie (1948, 1949).
- 1 E 12 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 12* : Chantiers & Ateliers de Bourgogne, Compagnie du Chemin de Fer du Nord, Consortium Général d'Optique & d'Industries, Anciens Établissements Chapal Frères & Cie, Freins & Signaux Westinghouse, Chérifienne des Mines de Bou-Skour (1949).
- 1 E 13 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 13* : Chérifienne des Mines de Bou-Skour, Établissements Guitel & Étienne Frères Réunis, Senelle-Maubeuge, Compagnie Marocaine (1949, 1950).
- 1 E 14 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 14* : Horlogerie Lip, Cenpa, Ateliers Moisant Laurent Savy, Chérifienne des Mines de Bou-Skour, Société Métallurgique de Normandie, Alsthom, Compagnie Générale de Constructions de Locomotives Batignolles-Châtillon, Maison Bréguet, Société Alsacienne de Constructions Mécaniques (1951, 1952).
- 1 E 15 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 15* : Freins & Signaux Westinghouse, Ateliers & Chantiers de la Loire, Mines & Fonderies de Pontgibaud, Senelle-Maubeuge, Entrepôts & Magasins Généraux de Paris, Omnium Français de Pétroles (1952, 1953).
- 1 E 16 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 16* : Société Commerciale d'Affrètements de Commission, Automobiles Peugeot, Hauts Fourneaux de la Chiers, Compagnie Générale de Constructions de Locomotives Batignolles-Châtillon (1953).
- 1 E 17 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 17* : Horlogerie Lip, Manufactures Hartmann, Automobiles Peugeot, Latonia Investment Trust SA, Établissements Gaumont, Société du Louvre, Senelle-Maubeuge, Forges & Acieries du Saut du Tarn (1954, 1955).
- 1 E 18 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 18* : Freins & Signaux Westinghouse, Omnium Français de Pétroles, Imprimeries & Librairies Berger Levrault, Compagnie du Chemin de Fer du Nord, Alsacienne de Constructions Mécaniques, Sofifrance, Le Commerce Africain (1955, 1956).

- 1 E 19 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 19 : L'Industrie Électrique de la Seine, Senelle Maubeuge, Génarep (1957).*
- 1 E 20 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 20 : Georges Lesieur & ses Fils (1958).*
- 1 E 21 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 21 : Omnium Français de Pétroles (1957).*
- 1 E 22 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 22 : Union des Brasseries, Lorraine-Escaut, Alsacienne de Constructions mécaniques, Berger-Levrault, Métallurgique de Normandie, Carbone Lorraine, Schneider & Cie, Forges & Aciéries du Saut du Tarn, Manufactures Hartmann, Horlogerie Lip, Genarep, Cenpa (1958, 1959).*
- 1 E 23 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 23 : L'Industrie Électrique de la Seine, Forges & Ateliers du Creusot, Forges & Aciéries du Saut du Tarn, Compagnie du Chemin de Fer du Nord, Maison Breguet, Manufactures Hartmann, Saint Frères, Entrepôts et Magasins Généraux de Paris, Les Abrasifs du Sud-Ouest, Alsthom, Horlogerie Lip, PLM (1959, 1960).*
- 1 E 24 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 24 : Société du Louvre, Alsacienne de Constructions Mécaniques, Schneider Radio-Télévision, Latonia Investments Co, Société Commerciale d'Affrètements et de Combustibles, PLM, Le Carbone Lorraine, Schneider & Cie (1961).*
- 1 E 25 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 25 : Horlogerie Lip (1962).*
- 1 E 26 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 26 : Alsacienne de Constructions Mécaniques, Schneider Radio-Télévision, Manufactures Hartmann, Berger-Levrault, Aciéries & Laminiers de Beautor, Hauts Fourneaux de la Chiers, Maison Bréguet (1962).*
- 1 E 27 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 27 : Union des Brasseries, Saxby, Omnium Français de Pétroles, Lorraine-Escaut, Alsthom (1962).*

- 1 E 28 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 28* : Société Métallurgique de Normandie, Saxby, Magasins Généraux de Paris, Schneider et Cie, Omnium Français de Pétroles, Automobiles Peugeot, Alsthom, Latonia, Chatel & Dollfus, Guyenne & Gascogne, Sade (1963).
- 1 E 29 / MFC** *Registre des augmentations de capital n° 29* : Lorraine-Escout, Guyenne & Gascogne, Saxby, le Carbone Lorraine, Consortium Immobilier de France (1964, 1965).
- 1 E 30 / NS** ***Commission Marché Financier*** : dossier d'étude sur le marché et la réorganisation de la Bourse avec l'épargne collective et les sociétés d'investissement (01/09/1960 au 28/01/1961), CR des réunions du Comité d'étude du Marché Financier (14/10/1960 au 02/05/1961), dossier de création de la Commission Marché Financier NS avec CR de réunions (02/03/1961 au 05/04/1961), convocations du Ministère (02/08/1960 au 30/03/1961), correspondance et notes (20/09/1960 au 07/07/1961), rapports divers sur la réorganisation de la Bourse, exposé de MS sur quelques aspects de l'expérience américaine en matière d'institutions de placement (21/04/1961).
- 1 E 31 / NS** ***Comité Financier*** : ordres du jour et CR des réunions (23/10/1957 au 28/11/1961).
Comité des Opérations Financières : ordres du jour et CR des réunions (18/01/1962 au 17/12/1963).
- 1 E 32 / NS** ***Comité des Opérations Financières*** : ordres du jour et CR des réunions (17/12/1963-03/05/1966).
Département Financier : CR d'activité (1958-1965).
- 1 E 33 / NS** ***Département Financier*** : dossiers d'emprunts : généralités, notes, correspondance, émissions projetées et en cours (1959-1963), emprunt SNCF (1957-1962).
- 1 E 34 / NS** ***Département Financier*** : services offerts aux sociétés suivantes : Bréguet, groupe Casanova, EDF, groupe Empain, groupe Flick, Gillet, IBM, Lanvin Parfums, Cie française de matériel de chemins de fer, La Nationale, Olida, Palladium, Simca, SNCF, Sofifrance, Socabu (1955-1964).
- 1 E 35 / NS** ***Département financier*** : offres et demandes de participations à : L. Mousset, Ch. Ripoché, Cadex Baudet-Germain, Dobleau, J. de Préneuf, A. Tournier, Bouchara, Georges Paris, Sarda, Desmarais, Seguin / Cabinet Ratheaux, Pointe à Pitre, Hilleman (1956-1962) ;

Demandes de participations aux sociétés suivantes : Transports Sahariens, Calor, Traverse, SAFEC, Frig. Bonnet, Transports Aulnaysiens, LU, Comsip / Bazener, Toledano Pinto / Tolepinto, Co. Nac. De Electricidade, Société Stéphanoise de Constructions Mécaniques, Lockheed Bahrmann & Cie (1956-1962) ; Étude sur l'utilisation de capitaux suisses pour la construction immobilière en France (1953) ; CR du Comité « Offres et demandes de participations » et notes générales (1956, 1957).

1 E 36 / NSM

Département Financier : rapports mensuels, résultats, rapports d'activité (1972-1981).

1 E 37 / NSM

Département Financier : fiches clients d'émissions obligataires – marché primaire (1972-1975) ; reclassements de capital (1977), études des transactions entre les sociétés suivantes : GBP/ General Biscuit, affaire Lu-Brun, Locindus... (1968-1979) ; PV de réunions des plans d'options sur actions, études sur les POA en France (1971-1978).

1 E 38 / NS

*Dossiers d'investissement*¹¹⁹ : Edmond Weil Inc de New-York, MM. Hentsch & Cie de Genève, Banque A. Tardy & M. Baezner, C.F. Bally SA de Zurich, MM. Félix Leemann et Walter Kleiber de Bâle, MM. Luscher & Cie de Bâle et MM. Siegenthaler Frères de Bâle (1950-1958).

1 E 39 / NS

Dossiers d'investissement : société Lomita de Tanger, société Partisa de Genève, société Téréga de Genève, Columbus Export Corporation de New-York, SAVPA de Genève, La Peau Brute de France Inc de New-York, MM. Ferrier, Lullin & Cie de Genève, MM. Sarasin & Cie de Bâle (1950-1958).

1 E 40 / NS

Dossiers d'investissement : UBS de Zurich, Deutsche Gruppe der Internationalen Handelskammer de Cologne, Bundesverband der Deutschen Industrie de Cologne, Felber Furs Corporation de New-York, Union des Combustibles Geldner de Bâle, Comité national allemand près la Chambre de Commerce Internationale, SBS de Genève, MM. De l'Harpe & Cie de Genève, Banque Cantonale Vaudoise de Lausanne (1950-1958).

¹¹⁹ Ces dossiers d'investissement de la Banque de Neufelize, Schlumberger & Cie comprennent les fiches de notifications, les fiches d'investissements et les autorisations de l'Office des Changes. La cotation respecte le classement d'origine par sociétés.

- 1 E 41 / NS** *Dossiers d'investissement* : Banque Landau & Kimche de Zurich, Model, Roland & Stone de New-York, Société Financière de Genève, Darier & Cie de Genève, UBS de Lausanne, Hardivilliers inc de New-York, Bugnion & Cie de Lausanne, Banque de Dépôts et de Gestion de Lausanne, Mabel SA de New-York, MM. Pictet & Cie de Genève, Mme Doll, MM. Cramer & Cie de Genève, Banque Populaire Suisse de Lausanne, M. Kurt Widmer de Zurich (1950-1959).
- 1 E 42 / NSM** *Dossiers d'investissement* : Sté Bancaire de Genève (1953-1958).
- 1 E 43 / NS** *Émissions d'obligations* : notes générales, recherche d'informations, emprunt catégorie n° 1, réglementation, placements (1960-1963).
- 1 E 44 / NS** *Étude de la fusion – renonciation de Dowell Schlumberger avec Coservices* : PV d'AG et de CA, capital, résultats de Coservices, correspondance (1956-1959).
- 1 E 45 / NS** *Étude de la fusion – renonciation de Dowell Schlumberger avec Coservices* : PV d'AG et de CA, capital, résultats de Coservices, cessions d'actions, notes et correspondance (1960-1962) ; PV d'AG et de CA de Dowell Schlumberger (1962).
- 1 E 46 / NSM** *Vente des Cristalleries et Verreries réunies de Choisy-le-Roi* : projet de mandat NSM, études financières de la société, correspondance avec BSN (1968).
- Projet de tunnel sous la Manche*¹²⁰ : historique, CR de conversation, notes du service financier, correspondance, étude de la possibilité d'une nouvelle participation, coupures de presse (1960-1972).
- 1 E 47 / NSM** *Projet de l'O.P.A. sur La Ruche Méridionale par la SA d'approvisionnements Guyenne et Gascogne* : répartition du capital, dossiers d'AG, études, notes et correspondance, dossier de la COB, projet de note de présentation (1977).

¹²⁰ Dès 1957, un groupe de banques, dont NSM qui versera 10 000 F, contribue aux frais engagés par la Société Concessionnaire du Tunnel sous la Manche comme partenaire du Groupement d'études sous la Manche (GETM). En contrepartie de ce versement, les banques reçoivent l'assurance d'être interrogées en cas de lancement de l'ouvrage effectué à partir de ce Groupement d'études. En fait, le plan proposé par le GTM n'ayant pas été accepté par les Gouvernements Français et Britannique, ceux-ci décident de procéder à un appel d'offre public. Trois groupes sont constitués. Leur création met fin à l'existence du GETM. Certaines de ces banques continuent à participer à l'un de ces groupes mais NSM, quant à elle, préfère se retirer. Le dossier conservé traite, d'une part, de la convention passée avec les deux états concernés qui prévoyait une indemnisation des capitaux privés engagés dans le tunnel dans le cadre de cette société en cas d'arrêt des travaux par décision unilatérale des gouvernements et, d'autre part, de l'étude d'une nouvelle participation de NSM.

- 1 E 48 / NSM** *Tentative d'O.P.A. par BSN sur Saint Gobain* : études sur BSN et son reclassement (1961-1964) ; étude des cessions d'actions Nord Verre à BSN (1964) et de SAE à BSN (1967) ; programme et compte rendu du «Tour de France» des banques réalisé par NSM, conférence de presse BSN (1969).
- 1 E 49 / NSM** *Tentative d'O.P.A. par BSN sur Saint Gobain* : rapport annuel BSN de 1967 ; dossier d'information aux actionnaires, détail de l'opération, dossier de presse, photos, renseignements financiers sur BSN et Saint Gobain (1969).
- 1 E 50 / NSM** *Tentative d'O.P.A. par BSN sur Saint Gobain* : dossier de communication réalisé par le Groupe Havas : stratégie, cibles, opérations «portes ouvertes» ; documents officiels envoyés à la COB, aux banques et aux actionnaires ; dossier contentieux avec Saint Gobain pour obtenir la nullité de l'OPA (1968-1969).
- 1 E 51 / NSM** *Études financières sur BSN* : projet d'émissions d'obligations (1969), association Perrier – BSN, fusion Kronenbourg – Evian, affaire Sogever – Glaces & Verres – SAE, CR de réunions, études, portefeuille titres, syndicat, correspondance (1969-1971), actionnariat BSN (1971).
- 1 E 52 / NSM** *Études financières sur le Groupe Express* : dossier de base : statuts, PV d'AG, bilans, renseignements sur les sociétés du groupe, correspondance (1967-1970) ; restructuration du groupe (1969), rapprochement avec la société Firmin-Didot (1970).
- 1 E 53 / NSM** *Études financières sur le Groupe Express* : accord entre SAE et le Groupe Express pour l'achat d'actions SPIR (1969, 1970) ; introduction en Bourse (1970) ; augmentation de capital (1971) ; opérations concernant J-J Servan Schreiber (1970, 1971) ; fin des relations de la Banque avec le Groupe Express (1971).
- 1 E 54 / NSM** *Intervention de NSM pour la prise de participation de United Biscuits (UB) dans la société Lu Brun & Associés (LBA)* : études et analyses de la société LBA et de son actionnariat (1972, 1973).
- 1 E 55 / NSM** *Intervention de NSM pour la prise de participation de UB dans LBA* : protocole NSM / UB (1972), rapports internes NSM et CR de réunions (1972, 1973), étude des aspects judiciaires et PV d'AG (1971-1973).

- 1 E 56 / NSM** *Intervention de NSM pour la prise de participation de UB dans LBA : études des rapports avec les vendeurs et donneurs de promesses de LBA (1972, 1973) ;*
- 1 E 57 / NSM** *Intervention de NSM pour la prise de participation de UB dans LBA : études des rapports avec les pouvoirs publics et le Crédit Agricole (1972, 1973), cessions d'actions par SAE et NSM, dossier de substitution de la Banque Worms (1973), dossier de presse (1972, 1973).*
- 1 E 58 / NSM** *NSM, chef de file, dans les augmentations de capital de la Société Continentale Parker : protocoles d'accord, PV d'AG, calendrier, notes COB, notes d'information, publicité légale et financière, études sur l'opération, plan de financement, relations avec la maison-mère Metallgesellschaft AG, correspondance, autorisations du Trésor Public (1970, 1976).*
- 1 E 59 / NSM** *Financement du métro de Lyon : CR de conversations et de réunions, notes, études sur le financement, correspondance interne, correspondance avec le Crédit Lyonnais, la CGE, la SEMALY, la ville de Lyon, le Ministère des transports et les TCL, protocole d'accord avec le Crédit Lyonnais, protocole d'accord avec la SGE, proposition définitive, plans, coupures de presse (1971-1974).*
- 1 E 60 / NSM (&900)** *Introduction en Bourse de Paris et projet d'emprunt en eurofrancs 1979 de la Nationale Nederlanden NV : renseignements sur la Nationale Nederlanden NV, CR de conversations et de réunions, notes, études sur le financement, études financières et correspondance internes, correspondance avec la société et avec Mees & Hope, reclassement du capital, notes de la COB, notes d'information, publicité légale et financière, autorisations du Trésor Public, abandon du projet d'emprunt en eurofrancs (1964-1969).*
- 1 E 61 / NSM** *Étude du portage financier de la participation de PUK pour le compte de MC dans Le Carbone Lorraine (CL)¹²¹ : augmentation de capital (1970), cours et marché de l'action, géographie du capital,*

¹²¹ Le Carbone Lorraine (CL) est issu de la fusion en 1937 des sociétés Le Carbone (anciennement Lacombe & Cie fondée en 1892) et La Compagnie Lorraine de Charbons pour l'Electricité. Spécialisée depuis la fin du siècle dernier dans la fabrication de charbons et graphites artificiels, la société devient un groupe international dont l'activité est quasi exclusivement dérivée de l'application du carbone à diverses industries (électronique, mécanique, chimique). En 1969, Ugine Kuhlmann, qui détient déjà une participation de 20 % de son capital, porte celle-ci à 35 % et un accord de coopération est conclu avec le groupe Morgan Crucible (MC). À partir de 1972, le groupe Péchiney Ugine Kuhlmann (PUK) prend une part plus active dans la gestion du CL qui se dégage de plusieurs activités déficitaires. En 1977, NSM étudie un portage financier de la participation PUK pour le compte de MC.

étude sur le renforcement des capitaux permanents et sur le reclassement du capital, renseignements sur la société, CR de conversations et de réunions, notes, correspondance (1976-1978).

1 E 62 / NSM

Étude du portage d'actions MECELEC par SAE : CR de réunions, notes et renseignements, correspondance, projet de financement par NSM, projet de financement par Mars Actel, rémunération de NSM (1977-1979).

1 E 63 / NSM

Étude des OPA et OPE combinées de Sodexo sur Jacques Borel International : mandat de NSM, cours et marché de l'action, géographie du capital, renseignements et études sur les sociétés, étude sur le financement, relations avec les autorités administratives, note de la COB et ordres d'échange, CR de conversations et de réunions, notes, correspondance, publicité financière, résultats de l'OPE, contrat d'apports et rapport d'AG (1982, 1983).

2 E. – Sociétés de placement et d'investissement

Cette sous-série, également lacunaire, regroupe certains dossiers de quelques sociétés de placement et d'investissement mises en place par les Maisons qui sont représentatives d'une tradition d'innovation bancaire. Cette avant-garde se traduit notamment par la création en 1928 de Gestion Immobilière (Gesmob), précurseur des sociétés d'investissement. Jusqu'aux années 1960, NS fut consultée au titre de spécialiste des techniques sicav par ses confrères de la place.

Cela se va se poursuivre avec NSM, qui sera l'une des premières Maisons de la place à lancer des produits innovants, notamment dans le cadre de l'intéressement des salariés. Son département de la Gestion Collective, appelé NSM Gestion¹²², propose ainsi à sa clientèle de particuliers, d'entreprises ou d'investisseurs institutionnels un large choix d'OPCVM (Organisme de placement collectif en valeurs mobilières) répartis par nature d'investissements sur différents marchés :

- les marchés actions (spécialisés sur les valeurs des marchés mondiaux ou sur des thèmes d'investissements spécifiques : environnement, privatisations...)
- les marchés obligataires (obligations françaises ou étrangères, taux fixes à 7-10 ans...)
- les marchés monétaires (franc, émissions d'Etat...).

¹²² NSM Gestion conserve l'intégralité des statuts et dossiers de Conseils ou d'assemblées générales de chacune des sicav créées par la Banque.

2 E 7 / NSM

*Société d'investissements France Entreprises*¹²⁴ : étude sur la constitution d'une sicav française, statuts, règlement intérieur, correspondance avec la COB et le ministère des Finances, correspondance diverse (1978, 1979), dossiers de CA (1981-1984), rapports annuels et brochures trimestrielles (1979-1991).

2 E 8 / NS-NSM

*Gestion Mobilière (société de)*¹²⁵ : statuts (1949, 1953, 1957, 1961, 1963, 1964, 1970) ; cessions d'actions nouvelles à des actionnaires empêchés par les lois raciales de 1941 (1945), augmentations successives de capital (1946-1970), conventions Gesmob avec NS, la SGF ou SOGEFI, relatives aux augmentations de capital (1951-1961), étude du rachat par Gesmob de ses propres actions (1961).

2 E 9 / NS-NSM

Gestion Mobilière (Société de) : modification de l'inscription au registre du commerce : certificats d'actes (1954, 1970-1986), notes au Greffe (1964-1980, 1982-1986), correspondance avec les notaires et notes relatives à l'inscription (1963-1972) ; déclarations d'activité à la COB (1943), admission en Sicovam (1954), admission à la cote officielle (1954), démission de André Istel (1964).

¹²⁴ La société d'investissements France Entreprises est créée le 3 novembre 1978 par NSM en collaboration avec la Barclays Bank SA, la Banque Jorjaan et le groupe Paluel-Marmont, pour permettre aux souscripteurs de bénéficier des avantages fiscaux prévus par la loi du 13 juillet 1978 (loi Monory). Destinée à orienter l'épargne vers le financement des entreprises, elle investit au moins 60 % de ses actifs en actions françaises. Elle fusionne de nombreuses fois au cours de son existence avec des FCP de la Maison notamment NSM Rhône-Alpes (le 5 décembre 1991), NSM Pierre (le 21 janvier 1993) et la sicav Placements Privatisation (le 19 décembre 1995).

¹²⁵ Constituée le 17 avril 1928, elle a pour objet la gestion d'un portefeuille diversifié de valeurs mobilières afin de répondre aux besoins d'une clientèle souhaitant à la fois se libérer des soucis de gestion et réaliser une division judicieuse des risques. La Société de Gestion Mobilière est pratiquement la seule société privée de placement créée dans la période de l'entre-deux-guerres pour favoriser en France les méthodes de gestion de capitaux appliquées avec succès en Grande-Bretagne et aux États-Unis par les « Investments Companies ». En l'absence de réglementation française, l'entrée de chaque nouvel actionnaire entraîne une augmentation de son capital. Devenue société d'investissement en juin 1953, elle bénéficie alors du statut fiscal établi en faveur de cette catégorie de sociétés. Vis-à-vis des sociétés du même type, elle présente à l'époque un caractère assez exceptionnel d'investment compagny française et fait bénéficier à la clientèle de NS & Cie de possibilités de placement comparables à celles qui existent à l'étranger. Au début de 1960, elle constitue avec NS & Cie, une filiale spécialisée, la Société de gestion de valeurs liées au progrès et à l'expansion (PROGEX). À la fin de 1969, son actif net atteint 200 MF en raison de l'augmentation de 21,8 % de la valeur de l'action et de l'absorption en janvier 1969 de la CGFC. En 1970, les Sicav sont créées par la réglementation. La société adopte ce statut le 22 juin, après dédoublement des actions par attribution gratuite. Cela lui permet de cesser les augmentations de capital relatives à l'arrivée de nouvel actionnaire, très contraignantes. De 1970 à 1989, son actif net ne fait que progresser, passant de 173,8 à 1 271,8 MF. Davantage destinée aux particuliers, ce support reflète les orientations de placement de la Banque en matière de gestion privée de valeurs mobilières. Outre les statuts et les dossiers de CA de la Société de Gestion Mobilière, NSM Gestion conserve également d'autres documents, notamment l'inscription au RC de 1928, les augmentations de capital successives à partir de 1928 et les dossiers d'AG et de CA de 1995 à 2000. Ces dossiers sont conservés sous la cote 009-45.

- 2 E 10 / NS-NSM** *Gestion Mobilière (Société de)* : registres des procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration (du 19 mars 1928 au 13 avril 1976) :
- 19 mars 1928 au 16 avril 1942,
 - 11 mai 1942 au 09 juillet 1946,
 - 20 septembre 1946 au 29 avril 1955,
 - 28 octobre 1955 au 23 mars 1967,
 - 14 juin 1967 au 27 mars 1968,
 - 19 juin 1968 au 13 avril 1976.
- 2 E 11, 2 E 12 / NSM** *Gestion Mobilière (Société de)* : dossiers du Conseil d'Administration (du 17 février 1983 au 12 décembre 1991) :
- du 17 février 1983 au 25 février 1988,
 - du 27 avril 1989 au 12 décembre 1991.
- 2 E 13 / S** *Gestion Mobilière (Société de)* : dossier des AG constitutives avec déclaration de souscription reçue par Me Refin, statuts de la société (9 février et 18 mars 1928), dossiers des AG ordinaires et extraordinaires (11/03/1929-29/03/1938).
- 2 E 14-2 E 19 / S-NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : dossiers des AG ordinaires et extraordinaires (27/03/1939-09/05/1962) :
- 27/03/1939 – 10/06/1943,
 - 28/04/1944 – 17/06/1947,
 - 29/06/1948 – 13/05/1952,
 - 29/09/1952 – 30/04/1954,
 - 29/04/1955 – 30/04/1958,
 - 13/05/1959 – 09/05/1962.
- 2 E 20 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : pouvoirs permanents (1943-1958), pouvoirs sur timbres (1945, 1948, 1949).
- 2 E 21-2 E 26 / NS-NSM** *Gestion Mobilière (Société de)* : pouvoirs sur timbres et feuilles de présence (1951, 1953, 1964, 1966, 1967, 1970) :
- 1951,
 - 1953,
 - 1964,
 - 1966,
 - 1967,
 - 1970.

- 2 E 27 / NS-NSM** *Gestion Mobilière (Société de)* : registres des procès-verbaux des séances des AG (du 09 février 1928 au 27 mars 1968) :
 – 18 mars 1928 au 29 mars 1949,
 – 09 février 1928 au 14 avril 1953,
 – 20 avril 1953 au 27 mars 1968 ;
 Procès-verbaux enregistrés des séances des AG (du 15 avril 1970 au 02 avril 1987).
- 2 E 28 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : dossier de l'Assemblée constitutive et formalités de constitution de l'Association des porteurs de parts de la Société de Gestion Mobilière (18 mars 1928), dossiers des assemblées des porteurs de parts (11/03/1929, 30/03/1932, 03/04/1941, 11/05/1942, 22/02/1949, 22/03/1949).
- 2 E 29 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : dossier d'apport fusion de la SGF avec relevés de comptes, bilan, états du portefeuille, correspondance (1961).
- 2 E 30 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : dossiers d'AG (1963, 1964), dossiers d'apport fusion de Progex avec traité d'apport (1964), dossier de fusion absorption de la Havraise d'Investissement avec traité d'absorption (1964).
- 2 E 31 / NS-NSM** *Gestion Mobilière (Société de)* : achats de titres (1959-1962), correspondance (1959-1964), dossiers de CA (1960-1962), dossiers d'AG (1960-1963, 1965-1968), marché de l'action (1966, 1967).
- 2 E 32 / NSM** *Gestion Mobilière (Société de)* : fusion absorption de la CGFC avec statuts, dossier d'AG, augmentation de capital, formalités légales, traité d'absorption (1969) ; transformation en SICAV avec dossier d'AG (1970), dossier d'AG (1978).
- 2 E 33 / NS-NSM** *Gestion Mobilière (Société de)* : rapports annuels (1961, 1964-1986, 1989), brochures trimestrielles (30 juin 1969 au 28 décembre 1990).
- 2 E 34 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : journal (1928-1951), inventaire (1928-1940), bordereaux de transfert d'actions (1935-1937).

- 2 E 35 / NS-NSM** *Gestion Mobilière (Société de)* : bilan, documents d'inventaire, assemblées, répartition (1956, 1957) relevés de comptes généraux (1957), considérations sur la présidence (1979), étude sur la diffusion du titre, présentation à la clientèle privée, relations avec la Paternelle (1982, 1983) ; correspondance du service des Études Financières NSM sur la Société de Gestion Mobilière, études du portefeuille (1969-1980).
- 2 E 36 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : bilan, documents d'inventaire, crédits d'impôts (1958-1962).
- 2 E 37 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : impôts sur les bénéfices, taxes d'apprentissage (1950-1959), taxes sur le chiffre d'affaires, patente (1950-1962).
- 2 E 38 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : déclarations fiscales (1950-1971), enregistrement, bordereaux de versements des coupons prescrits, contributions directes (1950-1962), déclarations des taxes sur les réserves (1957, 1958), crédits d'impôts (1955-1962).
- 2 E 38 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : déclarations fiscales (1950-1971), enregistrement, bordereaux de versements des coupons prescrits, contributions directes (1950-1962), déclarations des taxes sur les réserves (1957, 1958), crédits d'impôts (1955-1962).
- 2 E 39 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : comptes généraux (1958-1959).
- 2 E 40 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : journaux et pièces comptables (1958-1959).
- 2 E 41 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : comptes généraux (1960).
- 2 E 42 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : journaux et pièces comptables (1960).
- 2 E 43 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : relevés de portefeuilles titres, extraits de comptes, balances (1960).
- 2 E 44 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : comptes généraux (1961).
- 2 E 45 / NS** *Gestion Mobilière (Société de)* : journaux et pièces comptables (1961).

2 E 46 / NS	<i>Gestion Mobilière (Société de)</i> : comptes généraux (1962).
2 E 47 / NS	<i>Gestion Mobilière (Société de)</i> : pièces comptables (1962).
2 E 48 / NS	<i>Gestion Mobilière (Société de)</i> : journaux, balances, extraits de comptes (1962).
2 E 49 / NS	<i>Gestion Mobilière (Société de)</i> : comptes généraux (1963).
2 E 50 / NS	<i>Gestion Mobilière (Société de)</i> : journaux et pièces comptables (1963).
2 E 51 / NS	<i>Gestion Mobilière (Société de)</i> : relevés de portefeuilles titres, extraits de comptes, balances (1963).
2 E 52 / NS	<i>IBA</i> ¹²⁶ : dossier de constitution, inscription et clôture au RC, statuts, capital, souscription NS, PV de CA, situations mensuelles, politique de placement, opérations effectuées, correspondance (1962-1965).
2 E 53 / NS	<i>IBA</i> : registre des délibérations des CA (19/04/1962-15/01/1965), registre des délibérations des AG (15/04/1962-12/04/1965), dossiers d'AG, liquidation (1963-1965).
2 E 54 / NS	<i>IBA</i> : pièces comptables, journaux (1962).
2 E 55 / NS	<i>IBA</i> : extraits de comptes, situations, balances, correspondance comptable (1962).
2 E 56 / NS	<i>Istel Fund Inc</i> ¹²⁷ : PV d'AG (1957-1963), boards of directors meeting (1956-1958, 1951-1963), situations comptables (1959, 1960, 1961), correspondance (1957-1959).

¹²⁶ Cette société d'investissement « banque-assurance » fut liquidée rapidement en raison de l'évolution défavorable des marchés internationaux peu de temps après sa création.

¹²⁷ Istel Fund Inc est une société d'investissement américaine de type « open-end », créée en 1954 par Lepercq, de Neuflyze & Co qui en assure la gestion. Titres américains.

- 2 E 57 / NS** *Istel Fund Inc* : boards of directors meeting, situations périodiques (1964), capital gains (1957-1973), correspondance (1960-1964).
- 2 E 58 / NS** *Istel Fund Inc* : boards of directors meeting (1975, 1981, 1985), rapports annuels (1975-1985).
- 2 E 59 / NS** *Latonia Investment Company SA*¹²⁸ : dossiers d'AG et de CA, analyse du portefeuille titres, bilans annuels, situations périodiques, études, correspondance (1957-1962).
- 2 E 60 / NS** *Latonia Investment Company SA* : dossiers de CA, analyse du portefeuille titres, études, correspondance (1963, 1964).
- 2 E 61 / NS-NSM** *Latonia Investment Company SA* : historique (1963, 1964), dossiers d'AG et de CA (1972-1979), rapports annuels (1970, 1972, 1973, 1976, 1981-1983), capital (1973, 1974, 1980), notes et correspondance (1966-1981), négociations en vue du rachat par NSM, changement de politique et d'organisation, projet de convention entre Latonia et NSM pour la gestion des fonds (1979, 1980), changement et problèmes d'administrateurs (1990).
- 2 E 62 / NS** *Pallas Corporation* : PV d'AG (1961-1963), boards of directors' meeting et comités de Direction (1956-1958, 1963, 1964, 1966).

¹²⁸ Latonia Investment Company SA est fondée en 1936 par un groupe de banques genevoises sous le nom de « Omnium Financier de Valeurs de Placement au Luxembourg ». Dès l'origine, plusieurs banques françaises dont les maisons de Neuflyze et Mallet sont associées à la société. En 1940, le siège est transféré à Panama et la société prend le nom de Latonia SA. Elle détient un portefeuille de valeurs diversifiées, composées principalement d'actions américaines. À la fin de l'année 1979, par suite du désintérêt croissant de l'actionnariat suisse, NSM propose au conseil de Latonia SA de faire racheter la majorité du capital en circulation par de nouveaux actionnaires et de reprendre la gestion de la société en modifiant l'objectif. La création de Latonia dans cette forme actuelle est réalisée le 30 janvier 1980. Les valeurs mobilières sont alors liquidées et la société oriente sa gestion vers les obligations internationales. Cotée en Bourse à Paris, Genève et Montréal, elle permet aux investisseurs privés ou institutionnels de bénéficier d'une diversification de leurs portefeuilles en devises et emprunts internationaux en privilégiant les émissions obligataires de tout premier ordre et limitant ses placements aux principales devises de référence. La société utilise les conseils de la Banque NSM pour la gestion de ses placements. MM Lombard, Odier & Cie de Genève, sont les banquiers de Latonia : ils assurent son administration et la garde de ses actifs. À noter également que le secrétariat général des OPCVM (NSM Gestion) conserve dans son service les « *boards of directors' meeting (16/03/1992-19/05/1994)* » sous la cote 093-293 ainsi que les « *boards of directors' meeting (16/03/1995-14/09/1995), rapports des réviseurs d'entreprise et comptes annuels (31/12/1992-31/12/1995), rapport annuel (1995), rapport semestriel (juin 1996) et dossier de CA (13/03/1996)* » sous la cote 009-44.

2 E 63 / NS	<i>Pallas Corporation</i> : rapports trimestriels et annuels (1950-1959), documents financiers (1959-1961), étude d'une possibilité de fusion avec « Pittsburgh Forgings C° » (1959), correspondance (1952-1964).
2 E 64 / NSM	Placements Institutionnels ¹²⁹ : réunions de travail pour sa création (1968-1969), statuts (1969), PV de CA (1974-1976).
2 E 65 / NSM	<i>Placements Institutionnels</i> : dossiers de CA (1979-1981).
2 E 66 / NSM	<i>Placements Institutionnels</i> : dossiers de CA (1982, 1983), rapports annuels (1972-1974, 1978, 1979, 1981, 1982, 1985), notes et correspondance (1971-1986).
2 E 67 / NSM	Placements Obligations ¹³⁰ : rapports annuels (1978, 1981, 1982, 1986), situations comptables (1977-1979, 1982). Placements Privatisation ¹³¹ : calendrier d'ouverture, PV de CA et d'AG (1986). Placements Rendement ¹³² : PV d'AG, bilan et compte de résultat (1983), rapports annuels (1984-1986).
2 E 68 / NSM	Progex ¹³³ : registre des délibérations des CA (25/02/1960-30/06/1964), registre des délibérations des AG (25/02/1960-17/07/1964), dossiers d'AG et de CA, dossiers fiscaux (1960-1964).

¹²⁹ Créée le 7 juin 1971, Placements Institutionnels s'adresse aux institutionnels désireux d'investir dans des titres non inscrits à la cote de la Bourse de Paris et d'accéder ainsi aux marchés financiers internationaux (en respectant les contraintes réglementaires des institutionnels : un minimum de 50 % en valeurs françaises). Elle se transforme en sicav indiciaire le 15 janvier 1993 (elle réplique son indice de référence le CAC 40) puis prend le nom de Placements France Indice par décision de son AGE du 15 juin 1998. À noter également que le secrétariat général des OPCVM (NSM Gestion) conserve dans son service les « *rapports annuels (1978-1992)* » sous la cote 020-76.

¹³⁰ La Sicav Placements Obligations est créée en juin 1971 par NSM avec le concours de l'UAP et de la Société Privée de Gestion Financière pour les compagnies d'assurances, mutuelles et caisses de retraites afin de bénéficier d'une gestion obligataire à moyen et long terme. Elle est spécialisée en émissions de l'État français ou jouissant de sa garantie (obligations de première catégorie).

¹³¹ Placements Privatisation est lancée en septembre 1986 pour les opérations de privatisations menées par le Gouvernement français. Elle s'oriente ensuite vers les privatisations internationales pour permettre aux investisseurs de participer aux opérations de privatisations, de restructurations industrielles ou de prises de contrôle qui animent les marchés financiers internationaux. Cette sicav fusionne en 1995 avec la Société d'investissements France Entreprises (voir note n° 118).

¹³² Placements Rendement est à l'origine une sicav de trésorerie créée pour fournir aux actionnaires un support pour leurs placements de trésorerie à court terme (obligations). Devenue sicav obligataire, elle prend le nom de « Placements Capitalisation » le 15 mars 1990.

¹³³ La Société de gestion de valeurs liées au progrès et à l'expansion dite « Progex » est une société d'investissement spécialisée créée le 25 février 1960 par la Société de Gestion Immobilière et NS & Cie. Progex est absorbée par la société de Gestion Immobilière en 1964.

2 E 69 / NSM	<i>Progex</i> : bilans et documents d'inventaire (1960-1964).
2 E 70 / NSM	<i>Progex</i> : journaux et pièces comptables, balances, extraits de comptes, correspondance (1960).
2 E 71 / NSM	<i>Soginter</i> ¹³⁴ : étude de sa constitution, prospection et notes d'information (1964, 1965), statuts (1970), accords entre NSM et la Société Générale, dossiers d'AG (1968, 1975-1987), opération Soginter – Sovalma (1968), distribution d'actions de Sicav (1969), relevés des titres en portefeuille (1976), évolution de la valeur intrinsèque et de l'actif (janvier 1974 – mars 1975), notes pour le comité de placement (1973, 1975, 1986), correspondance (1970-1987), souscriptions Soginter – Soginco (1977).
2 E 72 / NSM	<i>Soginter</i> : dossiers de Conseils (1984-1988).
2 E 73 / NSM	<i>Soginter</i> : dossiers de Conseils (1989, 1990), démission de RS de son poste de président du CA pour cause de maladie (1991).
2 E 74 / NSM	<i>Soginter</i> : dossiers de Comités (1987-1990), rapports annuels et brochures trimestrielles (1974-1978, 1983, 1984).
2 E 75 / NSM	<i>Soginco</i> ¹³⁵ : statuts, règlement intérieur (1969), évolution de la valeur intrinsèque et de l'actif (juin 1970-mars 1975), rapports annuels et brochures trimestrielles (1973-1979).

¹³⁴ Soginter (Société générale d'épargne et de placements internationaux), première sicav spécialisée en actions étrangères, est créée en 1964 par NS en collaboration avec la Société Générale et la Société Générale Alsacienne de Banque pour la valorisation à moyen et long terme du portefeuille. Sicav à composante spéculative, elle donne la priorité au dynamisme avec une répartition internationale des actifs tant au plan géographique qu'au plan monétaire. Son développement est considérable : de 395 MF fin 1968, son actif passe à 712 MF à la fin de l'année suivante, en raison tant d'un incontestable succès auprès du public que de la valorisation des capitaux gérés. Soginter restera en tête de toutes les sicav pendant les décennies 1970-80.

¹³⁵ En 1969, la vive hausse de l'action Soginter, offerte au public à plus de 400 F, la rend plus difficilement accessible aux jeunes épargnants, et la composition de son portefeuille ne permet pas, en raison de la législation de l'époque, de l'intégrer pour plus de 5 % dans les FCP créés en 1967 dans le cadre de l'intéressement des travailleurs et des plans d'épargne entreprises. Les trois maisons fondatrices créent alors Soginco (Société Générale pour l'épargne et l'investissement en valeurs mobilières). Cette SICAV est constituée pour offrir un portefeuille de valeurs mobilières françaises et étrangères tout en restant dans les limites imparties pour l'emploi sans limitation des Sicav dans les FCP. Lancée fin 1969, période de haute conjoncture boursière, elle va subir rapidement les effets de la première crise du pétrole.

2 E 76 / NS-NSM	SOVALMA ¹³⁶ : registres des délibérations des CA (09/02/1959-04/10/1967), registre de délibérations des AG (23/01/1959-29/03/1967).
2 E 77 / NSM	Transpacific Fund ¹³⁷ : dossier de création : étude de la situation au Japon, correspondance, prospectus, souscriptions du Crédit Chimique et du Crédit Lyonnais (1969) ; rapports trimestriels (juin 1979, septembre 1979, décembre 1979, septembre 1982), rapports annuels (1981-1982, 1983-1984, 1984-1985) ; correspondance (1980-1983).
2 E 78 / NSM	Transpacific Fund : dossiers de CA (1969-1972).
2 E 79 / NSM	Trans Europe Fund ¹³⁸ : dossier d'AG (13/03/1986), extraits de comptes (1990), dossier de commercialisation sur le marché français (1992), documents préparatoires à des plaquettes de présentation (1992-1994), rapports semestriels (1993).

3 E. – ingénierie salariale

L'aspect ingénierie est également une spécificité de la banque. L'invention des premières formules d'intéressement, mises au point par Schlumberger & Cie, date de 1920, près de 40 ans avant l'ordonnance de 1959. Les études menées par la banque dans ce domaine serviront d'ailleurs de base à cette ordonnance.

¹³⁶ La Société d'investissement de valeurs d'alimentation et de grands magasins (SOVALMA) est fondée en 1959 à l'initiative de Jean Bochory, associé-gérant de NS & Cie en collaboration avec la BUP et le CCF et les Établissements Lemaistre Frères.

¹³⁷ Avec le concours de la Société Générale de Banque, Delbrück & Co et la banque Mees & Hope, NSM lance le 18 juillet 1969 cette sicav spécialisée en valeurs mobilières japonaises et accessoirement australiennes ou de la côte Ouest des États-Unis. Transpacific Fund privilégie la mobilité afin de s'adapter rapidement aux évolutions économiques et financières et de sélectionner les valeurs susceptibles de plus-values en capital. C'est une société d'investissement de droit luxembourgeois, coordonnée et agréée par la Commission des Opérations en Bourse depuis le 31 mai 1990.

¹³⁸ Trans Europe Fund est une société d'investissement « semi-ouverte » à capital variable constituée selon la loi néerlandaise le 18 septembre 1985. Ses actions permettent aux investisseurs de détenir un portefeuille diversifié d'actions européennes. Le 18 octobre 1985, les actions de ce fonds sont introduites au marché parallèle de la Bourse d'Amsterdam par décision du 18 octobre 1985 puis commercialisées sur le marché français en 1992. La direction de Trans Europe Fund est assurée par la ABN – de Neufelize International Investment Advisory Company BV, une association à 50/50 entre ABN et la Banque NSM. Il convient de noter que cette boîte cotée 2 E 79 est conservée par le secrétariat général des OPCVM (NSM Gestion) sous la cote 093-294.

Durant la décennie soixante-dix, la banque participe activement à l'élaboration de la loi du 31 décembre 1970 qui ouvre la voie en France aux options sur actions (elle est par ailleurs associée à sa réforme en 1984). Les documents concernant les formules mises en place pour les salariés de la banque, sont conservées en sous-série 5 H. Les dossiers de conférences et colloques de Rémi Schlumberger sur l'intéressement et la participation salariale sont conservés en sous-série 4 B.

Cette sous-série, lacunaire en raison de la disparition d'un nombre important de documents, regroupe quelques dossiers concernant les participations, les plans d'épargne entreprises, les retraites et l'intéressement des salariés tant au niveau de leur étude qu'à celui de leur mise en œuvre. Le classement est thématique avec déclinaison chronologique.

3 E 1 / NSM

Département Plans d'Épargne Entreprises : documentation et présentation des plans proposés par la banque (1956-1969), études sur l'épargne et la prévoyance ouvrières (1950), documentation, notes et memorandum sur les sociétés d'épargne en France, en Europe et aux États-Unis (1956-1964).

3 E 2 / NSM

Département Plans d'Épargne Entreprises : CR de réunions, CR d'activités et de visites de sociétés prospectes, études sur l'orientation générale et l'action de NSM, étude sur l'actionnariat des cadres, revues de presse, présentation des prestations offertes par NSM, correspondance (1977-1979, 1985-1991).

3 E 3-3 E 10 / NS-NSM

Intéressement et Plans d'Épargne Entreprises :

- Études sur les différents types d'épargne, branchement de Soginter, exposé de MS sur ce sujet, étude de cas NS, dossier de presse (1956-1964), étude sur la diffusion de l'épargne d'entreprises aux USA (1963) ;
- Prises de contacts (correspondance, RV, exposés, dossier de presse) et propositions de plans à diverses entreprises (1961-1965), CR des réunions de la commission Plan d'Épargne et du Conseil de Direction, études « plans d'épargne et fiscalité » et « utilisation des sicav » (1965) ;
- Études sur les mesures d'incitation des salariés : documents de base, étude de cas aux USA, CR de la première commission du CNPF sur ce sujet (1965, 1966) ;
- Rôle de l'État : amendement Vallon, commission et rapport Mathey, études diverses sur l'autofinancement, dossier de presse (1967) ;
- Liste des destinataires du dépliant NS « Épargne et Entreprises » (1967) ;

- Prises de contact avec les entreprises (décembre 1968 - mars 1969) ;
- Prises de contact avec les entreprises (avril 1969 - décembre 1970) ;
- Correspondance interne, bilan des réalisations de l'année 1969, plan d'action et projet de budget pour 1969, détails des services offerts (1967-1971).

3 E 11-3 E 14 / NSM

Groupe de travail sur le projet de création de la Fondation pour la promotion de l'épargne et de l'actionnariat des salariés (Fondact)¹³⁹ :

- Documentation (1979-1980),
- Éléments de réflexion et études sur la participation salariale et ses buts, projets et statuts de Fondact, CR d'entretiens et de rendez-vous, correspondance (1979-1980),
- Ordres du jour et CR des réunions (27/06/1979-13/02/1980) ; CR de la « journée d'étude sur la participation et l'actionnariat » (29/04/1980),
- PV de CA, correspondance et notes (1983-1986), extraits de presse (1980-1985).

3 E 15 / NSM

Épargne et retraite : articles de presse, correspondance interne, brochure AFER (1982).

Action de NSM dans le domaine de la participation, de l'épargne et de l'actionnariat salarial : notes internes, presse, CR des réunions des services « épargne collective » et « entreprises et progrès », conférences et exposés, contacts avec les sociétés, étude du projet de loi sur la distribution de 3 % du capital aux salariés, études de cas des sociétés BSN, Darty, Dassault, Leroy-Somer, IBM, Johnson, Télémécanique Électrique, SEB, Le Seuil (1979-1985).

¹³⁹ Créée en 1980, à l'initiative de Rémi Schlumberger (NSM) et M. Arnoud (COB), Fondact (Fondation pour la promotion de l'épargne et de l'actionnariat des salariés) a pour tâche de développer la participation des salariés dans l'entreprise. Elle a été présidée par Rémy Schlumberger, qui a milité toute sa vie pour cette cause en raison même de son environnement familial et professionnel, la rémunération variable étant pratiquée, chez S & Cie, 40 ans avant l'ordonnance de 1959. Quant au plan d'épargne salariale, il fut mis en place dans les années cinquante chez NS. Avec deux associations (américaine et britannique), Fondact constitue l'AIPF (Association internationale pour la participation financière), destinée à développer les informations et les échanges sur les différentes aventures participatives.

3 E 16 / NSM	<i>Sogépargne</i> ¹⁴⁰ : protocole d'accord entre NSM et la Société Générale pour la création de cette sicav (1969), PV d'AG (27/07/1979), dossiers des Conseils et Comités (1979).
3 E 17 / NSM	<i>Sogépargne</i> : dossiers de CA, correspondance avec la Société Générale (1981-1983).
3 E 18 / NSM	<i>Sogéplan</i> ¹⁴¹ : inscription au RC, statuts (1968), PV de CA (janvier 1968-juin 1973), PV d'AG (mai 1969-juin 1973), protocole entre la Société Générale, NSM et Paribas pour la création de cette sicav (24 juillet 1970).
3 E 19-3 E 21 / NSM	<i>Sogéplan</i> : PV des comités de Direction et CR de réunions (1968-1973) : – 1er semestre 1968, – 2ème semestre 1968-1969, – 1970-1973
3 E 22 / NSM	<i>Sogéplan</i> : bilans et documents d'inventaire (1968-1973), pièces de commissions (1970-1971).
3 E 23 / NSM	<i>Sogéplan</i> : total des actifs et répartitions (1971-1973), relevés de compte chez NSM (31 janvier 1969-30 novembre 1973), dossier fiscal et impôts (1970-1973).
3 E 24 / NSM	<i>Mise en place de plans d'options sur actions</i> : CR de réunions, études de cas sur NSM, Carrefour, Docks de France et Télémécanique, liste des sociétés prospectes, CR de visite, correspondance, documentation des lois (1965-1978).

¹⁴⁰ À l'avant-garde de l'épargne salariale, cette Sicav obligatoire sera créée en 1969 en association avec la Société Générale et Paribas.

¹⁴¹ En 1968, NSM met en place un service Plans d'Entreprises pour aider celles-ci à résoudre les problèmes que posent l'intéressement des salariés et les plans d'épargne salariale. Très au fait des techniques d'intéressement (les ordonnances de Gaulle, du 17 août 1967, reprendront presque mot pour mot le texte conçu par Jean-Claude Victor et Rémy Schlumberger), NSM décidera, non pas de faire cavalier seul, mais de s'associer, pour un tiers, avec la Société Générale et Paribas pour créer, dans ce cadre, Sogéplan (Société Générale de Gestion de Fonds Communs de Placement). Au 30 juin 1970, elle aura déjà concouru à la création de 94 FCP concernant 80 000 salariés de 137 entreprises (dont 45 plans d'épargne). En 1976, elle assure, pour le compte de 97 000 salariés, la gestion de 115 FCP. Le total de son actif se monte alors à 221 MF.

4 E. – gestion patrimoniale

Cette sous-série regroupe les dossiers concernant la gestion du patrimoine de la clientèle. On y trouve aussi bien des documents sur l'épargne financière que les déclarations d'avoirs à l'étranger par l'office des Changes ou des dossiers de successions. Le classement est thématique avec déclinaison chronologique.

On notera que le service de la Gestion Privée possède un fichier central qui représente la mémoire du client. Il renseigne sur l'état civil, le régime matrimonial, la nationalité, la profession, l'option fiscale, l'adresse fiscale, les enfants, le parrainage d'entrée dans la banque, les opérations boursières etc. La plus ancienne de ces fiches remonte à 1928. Ce service conserve également un « fichier des généalogies », tenu jusqu'à la fin des années 1970, ainsi qu'un « registre des noms de jeunes filles et d'épouses ».

- 4 E 1 / MFC** *Clearing Mallet et Clients* : Berlin (1942-1944), Bruxelles (1940-1945), Suisse (1944-1945), Amsterdam (1942-1943).
- 4 E 2-4 E 7 / MFC** *Dossiers de déclarations d'avoirs à l'étranger*¹⁴² : classés par ordre alphabétique des noms de clients (1945-1955) :
- de Cha à Ch,
 - de Co à Duq,
 - de Dur à Fo,
 - de Ga à Gi,
 - de Go à Gu,
 - de Ha à La.
- 4 E 8-4 E 11 / MFC** *Dossiers de déclarations d'avoirs à l'étranger* (1945-1955) :
- OC 24/ D5 à D38 et OC 24/ H1 à H27,
 - OC 24/ 5 à 230,
 - OC 25/ 3 à 125,
 - OC 25/ 128 à 183 et OC 26/ 1 à 17.
- 4 E 12-4 E 13 / MFC** *Registre des émissions d'actions pour la clientèle privée* :
- 8 janvier au 26 février 1965,
 - 25 juillet au 15 octobre 1965.

¹⁴² Les boîtes cotées 4 E 2 à 4 E 7, qui contiennent des dossiers de clientèle privée, sont classées par ordre alphabétique des noms. Les boîtes cotées 4 E 8 à 4 E 11, qui contiennent à la fois des dossiers de clients privés ou commerciaux et de banques françaises ou étrangères, sont classées suivant la numérotation en usage pendant la période. On constate des lacunes importantes. Pour des raisons de confidentialité, un inventaire complet de ces noms a été réalisé à part. Ces dossiers comprennent généralement des déclarations d'avoirs, des relevés de compte, des demandes de déblocage d'avoirs à l'étranger ainsi que de la correspondance entre MFC, le client, l'Office des changes et les banques étrangères possédant des avoirs français. Ces déclarations étaient rendues obligatoires par l'ordonnance du 16 janvier 1945.

- 4 E 14-4 E 28 / NSM** *Répertoire alphabétique des comptes de clientèle privée*¹⁴³ :
- de A à K (1970),
 - de L à Z (1970),
 - de A à K (1971),
 - de L à Z (1971),
 - de A à K (1972),
 - de L à Z (1972),
 - de A à K (1973),
 - de L à Z (1973),
 - de A à K (1974),
 - de L à Z (1974),
 - de A à E (1975),
 - de F à M (1975),
 - de N à Z (1975),
 - de F à M (1978),
 - de N à Z (1978).
- 4 E 29 / NSM** *Répertoires alphabétique des comptes loro et comptes courants commerciaux à Paris* (1972-1974).
- 4 E 30-4 E 32 / NSM** *Répertoires alphabétique des comptes de clientèle à Lyon* :
- de A à Z (1971, 1972),
 - de A à Z (1973),
 - de A à Z (1974).
- 4 E 33 / BJ-NSM** *Concordance des comptes de clientèle NSM / BJ* (1980).
- 4 E 34 / BJ-NSM** *Concordance des comptes de clientèle BJ / NSM* (1980).
- 4 E 35 / MFC** *Répertoire des testaments des clients MFC* (1944-1972).
*Répertoires des successions*¹⁴⁴ (1948-1980).
*Registres de déclarations de successions*¹⁴⁵ :
- 1890 à déc. 1937,
 - janv. 1938 à sept. 1953.

¹⁴³ Ces répertoires alphabétiques des comptes renseignent sur les noms des clients, le type de compte, le code guichet, le numéro de compte. En raison de l'entrée en vigueur d'un nouveau plan comptable le 1^{er} mai 1970, les répertoires de 1970 mentionnent également l'ancien numéro de compte et le nouveau correspondant.

¹⁴⁴ Il s'agit de deux répertoires dans lesquels les successions sont classées par ordre alphabétique.

¹⁴⁵ Sont répertoriées dans ces registres les déclarations de successions des clients MFC. Ils renseignent sur le nom, l'adresse, la date et lieu du décès, le notaire, les dates de déclaration et de règlement.

- 4 E 36 / MFC-NSM** *Registres de déclarations de successions :*
 – oct. 1953 à déc. 1964,
 – janv. 1965 à fév. 1967,
 – janv. 1972 à oct. 1974,
 – oct. 1974 à déc. 1977.
- 4 E 37 / NSM** *Registres de déclarations de successions :*
 – janv. 1978 à oct. 1980,
 – oct. 1980 à juin 1982,
 – juin 1982 à fév. 1984.
- 4 E 38 / NSM** *Registres de déclarations de successions :*
 – mars 1984 à avril 1985,
 – mai 1985 à mars 1986,
 – avril 1986 à déc. 1986,
 – janv. 1986 à mars 1987.
- 4 E 39 / NSM** *Registres de déclarations de successions :*
 – 1988,
 – 1989,
 – 1990,
 – 1991.
- 4 E 40 / NSM** *Registres de déclarations de successions :*
 – 1992,
 – 1993,
 – 1994,
 – 1995.
- 4 E 41-4 E 51 / MFC** *Dossiers de successions¹⁴⁶* ouverts lors de décès survenus entre 1945 et 1955 ; dossiers numérotés :
 – I 1686 à I 1690,
 – I 1810 à I 1907,
 – I 2006 à I 2085,
 – I 2143 à I 2166,
 – I 2197 à I 2439,
 – I 2441 à I 2630,
 – I 2642 à I 2684,
 – I 2688 à I 2713,
 – I 2741 à I 2776,
 – I 2788 à I 2894,
 – I 2909 à I 2997.

¹⁴⁶ Ces dossiers sont classés suivant la numérotation en vigueur pendant la période. Ils contiennent généralement les testaments et les actes de notoriété après décès (pièces héréditaires), les coordonnées du notaire, le régime matrimonial, l'inventaire des valeurs et le récapitulatif de la succession, la liquidation d'avoirs étranger le cas échéant, les virements et paiements des droits ainsi que de la correspondance. Un certain nombre de documents sont manquants. On notera que le service des Régimes matrimoniaux-Donations-Successions possède des registres de déclaration de successions et livres de dépôts dont le plus ancien date de 1896. Ils renseignent sur l'identité, l'adresse, la date et le lieu du décès, le nom du notaire, les dates et types de règlement et déclaration. Ils permettent d'obtenir des informations sur la généalogie, les héritages, donations et transmissions de patrimoine des grandes familles et/ou associations en affaires avec la banque. Le service Archives-Classement de NSMD a également versé un certain nombre de dossiers de successions datant de l'après-guerre chez Locarchives.

- 4 E 52 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes*¹⁴⁷ : demandes individuelles de clients (1968), relevés titres (1973), levées de séquestre de valeurs (s.d.).
- 4 E 53 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : bordereaux originaux des demande de levée de séquestre faisant suite à l'accord du 22 août 1958 (1959).
- 4 E 54 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : classeur récapitulatif des levées de séquestre et des indemnisations par valeurs (s.d.).
- 4 E 55 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : correspondance avec les établissements correspondants, avec la National Bank of Egypt et la Banque du Caire, immatriculation des titres italiens (1964-1980).
- 4 E 56 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : compte de la Société anonyme de Banque et de Placements, compte non résident dit « C », compte non résident bloqué, dossier de coupons et titres en suspens, rapatriement d'actions de la Compagnie Financière de Suez, dossiers de clients divers (1956-1978).
- 4 E 57 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : dossiers de clients divers, documentation, comptabilité annexe du compte valeurs égyptiennes, convention du 28 juillet 1966 (1965-1991).

¹⁴⁷ L'accord général du 22 août 1958 du gouvernement de la République Arabe Unie met fin aux mesures de séquestre sur les patrimoines français, issues de la proclamation n° 5 du 1^{er} novembre 1956. Il est suivi des accords Franco-égyptiens du 5 novembre 1964 (concernant les actions Crédit Foncier Egyptien et Banque nationale d'Égypte) et du 28 juillet 1966 (concernant les autres sociétés). Selon le décret du 30 janvier 1968, une commission spéciale est instituée pour répartir, entre les personnes physiques titulaires d'avoirs en Égypte, une somme forfaitaire versée par le gouvernement de la République Arabe Unie. Cette indemnisation est réservée aux plus défavorisés. Elle reste sans rapport avec le montant des pertes subies.

- 4 E 58 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : dossier sur la « société des sucreries et distilleries d'Égypte » dossier sur les « dépôts pour indemnisation, demandes d'indemnisations établies par d'autres banques, titres virés dans d'autres banques », dossier sur les « Eaux du Caire », attestations de propriété des spoliés, recensement des opérations par valeurs, dossiers de clients divers (1963-1970).
- 4 E 59 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : dossiers concernant les correspondants à Londres et à Bruxelles, les banques françaises correspondantes, les correspondants en Égypte, la Banque nationale d'Égypte, l'Egyptian Salt & Soda, et l'Anglo-Egyptian Oilfields (1959-1967).
- 4 E 60 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : balance numérique, états des comptes de particuliers et des banques (1985).
- 4 E 61 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : états des comptes de particuliers et des banques (1985).
- 4 E 62 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : états de rapprochement (1977-1980), dossier de la société « Continental Bruxelles » (1977-1984), dossiers de clients classés par pays (1977-1982).
- 4 E 63 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : états des comptes nostro et des titres recensés dans divers établissements notamment : la National Bank of Egypt, la Banque du Caire, la Banque MISR d'Alexandrie, la Swiss Bank Corporation à Londres, la Continental Bank à Bruxelles, etc. (1976-1980).
- 4 E 64 / BJ** *Indemnisation de valeurs Égyptiennes* : états des comptes en suspens après le séquestre général des biens des ressortissants français en Égypte (1959-1973).

5 E. – Dossiers des engagements

Cette sous-série, très fragmentaire, concerne les dossiers de prêts ou de crédits ainsi que certains documents relatifs aux relations avec la clientèle commerciale. Ainsi, outre les archives des départements Relations Industrielles ou Relations Générales qui renseignent sur les sociétés, sont également répertoriés ici les dossiers de procédures mises en place pour les dossiers de prêts et de crédit par le service des Engagements. Le classement est thématique.

Pour information, le Service des Engagements a en charge la gestion des risques. À partir des notes d'analyses contradictoires réalisées par les chargés de clientèle sur les demandes de crédits, le suivi des risques au quotidien est assuré par le RMCD (Risk Management and Control Department). Quant au Secrétariat des Comités, il met en forme les dossiers de crédits pour les décisionnaires. Ceux-ci diffèrent suivant les montants de crédit engagés. Ainsi, les instances de décision sont les suivantes (pour la décennie 90) :

DECISIONNAIRES	MONTANTS DES CREDITS
Centre d'exploitation et Engagements	Crédits inférieurs à 3 MF
Comité PME	Crédits compris entre 3 et 7,5 MF
Comité Central des Engagements	Crédits compris entre 7,5 et 15 MF
Directoire	Crédits supérieurs à 15 MF
Directoire et envoi à Amsterdam pour observation	Crédits supérieurs à 30 MF
Directoire et envoi à Amsterdam pour accord	Crédits supérieurs à 60 MF

5 E 1 / NS-NSM

Département Relations Industrielles : CR d'activité (1961-1967) étude sur la diversification des activités des sociétés pour du conseil financier, recherches d'affaires, états des opérations en liaison avec le Cominc, correspondance (1961-1968).

5 E 2 / NSM

Département Relations Industrielles : dossiers de clients, CR de réunions avec les directeurs de sociétés pour des entrées en relation ou une assistance technique bancaire, opérations financières sur les sociétés, participations... (1969, 1974).

5 E 3, 5 E 4 / NSM

Relations Générales : dossiers des entreprises clientes classées par ordre alphabétique : études de crédits, propositions d'épargne salariale, émissions d'obligations... (1975-1985) :
– dossiers de A à C
– dossiers de D à Z.

5 E 5 / NSM	<i>Procédures</i> : études sur le développement commercial, les options sur actions et le service épargne des salariés (1972-1986).
5 E 6 / NSM	<i>Procédures</i> : nomenclatures et caractéristiques des crédits échus, autorisations de crédit (1977-1982).
5 E 7 / NSM	<i>Procédures</i> : généralités sur les dossiers de crédit, l'encadrement du crédit et le ratio Cooke (1983-1991) ; dénonciation des concours (1984-1991) ; crédits par caution (1974-1990) ; cellule d'information « procédures de crédit » (1983-1991) ; étude de l'évolution des crédits (1972-1977).
5 E 8 / NSM	<i>Procédures</i> : dossier COFACE (1983-1990) ; prêts participatifs (1983, 1984) ; prêts personnels (1974-1987) ; crédits aux fournisseurs par paiements progressifs (1973-1976, 1987) ; découverts (1971-1975) ; délégations de compétence (1971-1979, 1989, 1990).
5 E 9 / NSM	<i>Procédures</i> : dossier immobilier avec études de Sicomi et de SCPI, prêts acquéreurs (1980-1989) ; leasing (1975-1979) ; réglementation des changes (1986-1989) ; couverture des risques de change (1989) ; généralités sur les créations et les transmissions d'entreprises (1988).
5 E 10 / NSM	<i>Procédures</i> : factoring et assurances crédits (1966-1991) ; escompte commercial, encaissement (1970-1987).
5 E 11 / NSM	<i>Procédures</i> : produits de trésorerie (1974-1989) ; cessions suivant la loi Dailly (1981-1991) ; direction des marchés (1987-1992) ; fonctionnement du marché monétaire (1973, 1974).
5 E 12 / NSM	<i>Procédures</i> : fonctionnement du MATIF (1987, 1988) ; garantie financière (1972-1992).
5 E 13 / NSM	<i>Procédures</i> : calcul de rentabilité des clients (1982, 1983) ; garanties à 1ère demande (1985-1991) ; analyse de la loi du 25-01-1985 sur le redressement et la liquidation judiciaires des entreprises (1985-1992) ; « Codex particuliers » tomes 1 et II (1991).
5 E 14 / NSM	<i>Procédures</i> : programme ANAFI sur les bilans : grille ABN (1981-1989), directives ABN sur les Global Clients (1983-1991).

SERIE G
COMPTABILITÉ

Cette série regroupe les documents relatifs à la comptabilité de la Banque. Elle est divisée en cinq sous-séries qui se déclinent comme suit :

- Inventaires, bilans et comptes de pertes et profits
- Grands livres, journaux, balances
- Comptabilité analytique
- Impôts et taxes
- Portefeuilles-titres

Dans chacune de ces sous-séries, les documents sont classés par Maisons puis par ordre chronologique. On trouvera également des documents comptables, notamment les bilans et les comptes de pertes & profits, dans les rapports annuels ou les dossiers d'assemblées générales (voir en série A). En raison de la structure particulière de Schlumberger & Cie après 1945 (fusion de Schlumberger & Cie avec Neuflyze & Cie pour donner naissance à Neuflyze, Schlumberger & Cie), on trouvera les éléments comptables relatifs à cette sociétés financière en sous-série 2 C.

Une grande partie des documents comptables sont, en outre, conservés dans d'autres fonds consultables à la Fondation, notamment :

Dans le fonds Mallet Frères et Cie :

- journal général de 1938 à 1957 (57 AQ 215 à 234)
- relevés des bilans et comptes de profits & pertes du 31/12/1930 au 31/12/1955 (57 AQ 255),
- chiffre d'affaire de 1931 à 1959 (57 AQ 267)
- ainsi que divers documents comptables conservés dans la boîte 57 AQ 268, à savoir le réescompte des Bons du Trésor (1947-1959), le dépouillement des intérêts et commissions (1950-1962), les intérêts mensuels du portefeuille-titres (1950-1962), les relevés mensuels des frais généraux (1943-1961), les bilans comparés (1940-1953), les relevés mensuels des comptes de profits et pertes (1955-1962), le mouvement général des opérations (1947-1960), le détail des comptes concourant à l'établissement des comptes de profits et pertes et rapports sur les bilans (1945-1958).

Dans le fonds Schlumberger :

- bilans et balances trimestrielles/mensuelles de 1937 à 1955 (114 AQ 1 à 18),
- journal général du 17 décembre 1938 au 28 mars 1951 (114 AQ 24 à 38),
- journal devises de 1936 à 1948 (114 AQ 39 à 43),
- grands livres des comptes généraux de 1937 à 1957 (114 AQ 52 à 57),
- comptes détaillés de 1938 à 1953 (114 AQ 67 à 73),
- comptes de résultats de 1939 à 1945 (114 AQ 77 à 78),
- comptes de gestion de 1939 à 1953 (114 AQ 79 à 82),
- comptes détaillés par titres de 1938 à 1945 (114 AQ 88 à 91),
- comptes généraux et détaillés devises de 1938 à 1953 (114 AQ 101 à 106),
- comptes courants clients de 1939 à 1955 (114 AQ 128 à 143),
- comptes courants commerciaux de 1939 à 1945 (114 AQ 144 et 145),
- comptes courants correspondants de 1937 à 1944 (114 AQ 147),
- comptabilité de l'agence de Clairac de 1940 à 1944 (114 AQ 148 à 154),
- comptabilité du bureau de Lyon de 1944 à 1948 (114 AQ 155 à 158),
- impôts et taxes de 1921 à 1955 (114 AQ 159 à 161).

1 G. – Inventaires, bilans et comptes de pertes et profits

- 1 G 1 / MFC** Bilan, compte de pertes et profits, dépouillement intérêts et commissions, évaluation du portefeuille-titres (1931-1945).
- 1 G 2 / MFC** Évaluation du portefeuille-titres (1939-1952, 1955, 1957-1960, 1963) ; bilans comparés entre MFC, Vernes, NS & Cie et Hottinguer (1947, 1949, 1955-1958, 1962, 1963) ; bilans comparés entre MFC, Vernes, NS & Cie, Hottinguer et Veuve Demachy (1957, 1958) ; études sur bilans (1946, 1956) ; compte de profits et pertes (1940-1945, 1952, 1955, 1956, 1960, 1963) ; situations trimestrielles (1947, 1959) ; comparaison des commissions perçues (1955, 1956) ; représentation graphique des emplois de fonds (1960-1963) ; comparaison des dépôts et des risques (1960-1963).
- 1 G 3 – 1 G 7 / NS-NSM** Évaluation mensuelle du portefeuille-titres de NSM, S & Cie et SAE (1959-1970) :
– 1959-1962,
– 1963-1965,
– 1966, 1967,
– 1968, 1969,
– 1970.
- 1 G 8, 1 G 9 / MFC** « Statistiques Anjou » sur les titres cotés en Bourse ou en dépôt (1948-1963) :
– 1948-1958,
– 1959-1963.
- 1 G 10 / MFC** Comptes de pertes et profits (1925-1950), taxes sur le chiffre d'affaires, affaires faites à l'étranger, commissions non taxables (1950, 1955)
- 1 G 11 / MFC** Registre des intérêts et commissions à recouvrer (1960-1966).
- 1 G 12 / MFC** Livre d'inventaire (décembre 1951-mai 1966).

1 G 13 / N-NS	Livre d'inventaire n° 1 ¹⁴⁸ : bilans et comptes de résultat (1912, 1913, 1935-1956).
1 G 14 / N-NS	Livre d'inventaire n° 2 : bilans et comptes de résultat (1911-1913, 1937-1957).
1 G 15 / NS	Livre d'inventaire n° 1 : bilans et comptes de résultat (1957-1974).
1 G 16 / NS	Livre d'inventaire n° 2 : bilans et comptes de résultat (1957-1968).
1 G 17 / N-NS	Bilans et commentaires sur bilan (1940-1951).
1 G 18 / NS	Bilans (1951-1960).
1 G 19 / NS	Bilan, immobilisations, portefeuille-titres, compte de pertes & profits, inventaire, prévisions de résultats (1960).
1 G 20 / NS	Bilans intérieurs, commentaires sur bilan et compte de résultat, compte de pertes & profits (1961-1963), prévisions de résultats (1961-1964).
1 G 21 / NS	Préparation pour l'élaboration et éléments du bilan fiscal (1965, 1966).
1 G 22 / NSM	Préparation du bilan (1967), bilan et compte de pertes & profits (1968).
1 G 23, 1 G 24 / NS	Commentaires sur bilan (1958-1962) : – 1958-1959, – 1960-1962.

¹⁴⁸ Il est précisé en page de garde de ce livre d'inventaire que « les années 1914 à 1934 sont dans le livre de bilan de Jacques de Neuflyze ». Nous n'avons trouvé aucune trace de ce registre.

- 1 G 25-1 G 31 / NS-NSM** Situations comptables périodiques (1946-1969) :
- 1946-1957,
 - 1958-1960,
 - 1961-1963,
 - 1964, 1965,
 - 1966, 1967
 - 1968,
 - 1969.
- 1 G 32 – 1 G 57 / NS** Bilans, inventaire et situations envoyés à la Commission de Contrôle des Banques (1951-1963) :
- janvier à décembre 1951,
 - janvier à décembre 1952,
 - janvier à décembre 1955,
 - janvier à décembre 1956,
 - janvier à juin 1957,
 - juillet à décembre 1957,
 - janvier à juillet 1958,
 - août à décembre 1958,
 - janvier à juin 1959,
 - juillet à décembre 1959,
 - janvier à avril 1960,
 - mai à août 1960,
 - septembre à novembre 1960,
 - janvier à avril 1961,
 - mai à juillet 1961,
 - août à septembre 1961,
 - octobre à novembre 1961,
 - janvier à mars 1962,
 - avril à mai 1962,
 - juin à août 1962,
 - septembre à novembre 1962,
 - janvier à mars 1963,
 - avril à mai 1963,
 - juin à juillet 1963,
 - août à septembre 1963,
 - octobre à novembre 1963.
- 1 G 58 / NS-NSM** Commission de Contrôle des Banques : bilan général des situations envoyées (1961-1969).
- 1 G 59 / NS-NSM** Commission de Contrôle des Banques : situations des crédits à l'économie (1963-1967).

1 G 60 / NS-NSM	Opérations effectuées à la Chambre de Compensation des Banquiers de Paris : mouvement général des banques et mouvements de NS puis de NSM (1962-1970).
1 G 61 / BJ	Bilans (31/12/1964-31/12/1967), compte de résultat (1948).
1 G 62 – 1 G 66 / BJ	Bilans (31/12/1970-31/12/1974) : – 31/12/1970, – 31/12/1971, – 31/12/1972, – 31/12/1973, – 31/12/1974.
1 G 67 / BJ	Bilan et situation comptable (31/12/1978).
1 G 68 / BJ	Budgets d'investissements, comptes de pertes & profits, balance sheet, bénéfices, notes et correspondance (1968-1979).
1 G 69 / BJ	Situations et répartitions de la quote-part des arbitrages-titres (1961-1978), étude de l'évolution des dépôts (1978, 1979).
1 G 70-1 G 72 / NS-NSM	Comptes de résultat (1955-1969) : – 1955-1960, – 1961-1965, – 1966-1969.
1 G 73 / NSM	Répartition des bénéfices (1948-1963).
1 G 74 / NSM	Résultats d'exploitation (1980-1982).

2 G. – Grands Livres, journaux, balances

- 2 G 1-2 G 8 / MFC** Grand Livre Supplément (1959-1966) :
– 1959,
– 1960,
– 1961,
– 1962,
– 1963,
– 1964,
– 1965,
– 1966.
- 2 G 9 / MFC** Livre-journal (1964).
- 2 G 10-2 G 15 / NS-NSM** Livre-journal Francs (1951-1977) :
– 31/06/1951 au 31/03/1956,
– 30/09/1961 au 31/12/1963,
– 01/01/1964 au 30/09/1968,
– 31/10/1968 au 31/01/1972
– 31/01/1972 au 28/02/1974,
– 31/03/1974 au 01/01/1978.
- 2 G 16-2 G 22 / NS-NSM** Livre-journal Devises (1954-1984) :
– 01/01/1954 au 31/05/1956,
– 31/05/1956 au 31/07/1958,
– 31/07/1958 au 30/04/1963,
– 31/05/1963 au 30/04/1966,
– 30/04/1966 au 31/08/1973,
– 31/08/1973 au 31/05/1981,
– 30/06/1981 au 30/03/1984
- 2 G 23 / BJ** Journal général (octobre 1967-décembre 1979).

2 G 24-2 G 26 / BJ	Journal (1968-1980) : – 02/01/1968 au 31/12/1977, – 19/02/1979 au 05/12/1979, – 05/12/1979 au 28/05/1980.
2 G 27-2 G 32 / s.d. NS	Livre de caisse – Banque de France – effets à payer sur Paris (1961-1966) : – 1961, – 1962, – 1963, – 1964, – 1965, – 1966.
2 G 33 / s.d. NS	Livre de caisse – effets à payer étranger (1966).
2 G 34, 2 G 35 / s.d. NS	Livre de caisse – bons du Trésor – effets à payer sur Paris (1964, 1965).
2 G 36 / NS	Registre des Résultats et dividendes des participations de la Banque (1952-1954).

3 G. – Comptabilité analytique¹⁴⁹

3 G 1 / NS	Comptabilité industrielle NS des services Étranger, Clientèle Privée et Clientèle Commerciale (1955) ; Comité Arbitrage : examen du Comité Arbitrage par la comptabilité industrielle et CR du Comité Arbitrage (1956-1959), mise en place d'une comptabilité analytique d'exploitation et résultats trimestriels et annuel (1958).
-------------------	---

¹⁴⁹ Dès 1958, NS décida de mettre en place une comptabilité analytique d'exploitation non seulement pour analyser les charges, par un système de sections ou services, ainsi que les produits, par secteur d'exploitation (correspondants aux indications données par l'organigramme), mais aussi afin de connaître le coût des capitaux utilisés. Cette comptabilité répondait à deux objectifs. Elle devait tout d'abord permettre à la direction de déterminer périodiquement les résultats de la banque par secteurs d'exploitation, puis, dans le cadre d'une politique d'information et de délégation des responsabilités, servir de base à la diffusion dans chaque service d'un document chiffré concernant son activité.

3 G 2-3 G 5 / NS-NSM

Comptabilité analytique d'exploitation : résultats trimestriels et annuels, prévisions, objectifs (1959-1971) :

- 1959, 1960,
- 1961-1967,
- 1968, 1969,
- 1970, 1971

4 G. – Impôts et taxes

4 G 1 / S-NS

Enregistrement : correspondance (1937, 1939-1942, 1947) ;
Impôt de solidarité : correspondance (1945, 1946), déclaration des soldes au 30 juin et au 30 septembre 1945 ;
Inspection de l'Enregistrement, du chiffre d'affaires et des Contributions Directes (1947-1964).

4 G 2 – 4 G 4 / NS

Déclarations de bénéfiques (1951-1965) :
- 1951-1956,
- 1957-1961,
- 1962-1965.

4 G 5, 4 G 6 / N-NS

Taxes sur le chiffre d'affaires : correspondance et notes pour la direction générale des Impôts, notes du services contentieux, vérifications et correspondance avec l'Enregistrement (1941-1966) :
- 1941-1955,
- 1956-1966.

4 G 7 / MFC-NSM

Taxes sur le chiffre d'affaires : correspondance et bordereaux (1960-1966, 1967-1974).

4 G 8 / NS-NSM Lyon

Taxes sur le chiffre d'affaires (1962-1968) ; récapitulatif des frais généraux et recettes (1942-1946).

4 G 9 / NS-NSM Lyon

Taxes sur le chiffre d'affaires (1969-1972).

4 G 10 / NS-NSM

Participation des employeurs à l'effort de construction : correspondance et bordereaux (1966-1983).

- 4 G 11 / NS-NSM** Contribution sociale de solidarité : correspondance et bordaux (1970-1980).
- 4 G 12 / BJ** Impôts, prélèvements, répartitions des bénéfiques (1970-1975), contrôles fiscaux (1937-1942, 1952-1974).

5 G. – Portefeuilles titres des Maisons

- 5 G 1 / N-NS** Relevés détaillés (1939-1947).
- 5 G 2 / N-NS** Relevés détaillés, opérations titres traitées avec les Allemands pendant la guerre (1929-1946).
- 5 G 3-5 G 8 / NS** Arbitrage (1946-1956) :
– 1946, 1947,
– 1948,
– 1949, 1950,
– 1951,
– 1952, 1953,
– 1954-1956.
- 5 G 9 / NS** Arbitrage, résultats, échelles d'intérêts, extraits de comptes (1956-1959, 1961).
- 5 G 10, 5 G 11 / NS** Arbitrage, comptes des syndicats, participations (1957-1960) :
– 1957-1959,
– 1960.
- 5 G 12-5 G 15 / NS** Pièces comptables des syndicats, participations, balances (1958-1962) :
– 1958-1959,
– 1960,
– 1961,
– 1962.

5 G 16 / NS	Arbitrage, comptes des syndicats et participations (1963).
5 G 17 / NS	Journaux, relevés du portefeuille et balance des syndicats et participations (1963).
5 G 18 / NS	Pièces comptables des syndicats et participations (1963).
5 G 19 / NS-S	Arbitrage (1962), brochures trimestrielles du secrétariat général (1952-1957).
5 G 20-5 G 22 / NS-S	Relevés détaillés des portefeuilles titres, bilans (1952-1962) : – 1952-1956, – 1957-1959, – 1960-1962.
5 G 23-5 G 25 / BJ	Achats et ventes de titres (03/11/1977-19/02/1979) : – 03/11/1977-04/04/1978, – 04/04/1978-06/09/1978, – 06/09/1978-19/02/1979.

SÉRIE H

PERSONNEL

Cette série regroupe les documents relatifs au personnel. Elle est divisée en trois sous-séries qui se déclinent comme suit :

- Gestion du personnel
- Comités et syndicats
- Société d'épargne.

Certaines boîtes portent la cotation (DRH -.....). Il s'agit de boîtes conservées par le service des Ressources Humaines de la Banque.

Les dossiers et registres du personnel (de 1910 à nos jours) sont conservés chez Locarchives sous la cote DRH/082. Ils sont classés par années de naissance des employés puis par ordre chronologique des noms. Les dossiers du personnel des Maisons ayant constitué la banque NSM (NS & Cie, Mallet Frères & Cie, BNFCE, Banque Veuve Guérin, Banque Jordaan) sont donc mélangés. Ces dossiers referment, en général, les fiches de candidatures, des renseignements sur l'employé, des études de moralité, sur la situation professionnelle ou les mutations, des certificats de travail ou de débauchage, des certificats médicaux et la correspondance avec l'employé, voir même des livrets individuels d'homme de troupe. Ces dossiers ne peuvent être consultés qu'après accord du Secrétaire général de la banque NSMD.

1 H. – Gestion du personnel

Cette sous-série regroupe les dossiers de réglementation du travail ainsi que les circulaires relatives à la gestion du personnel, aux relations et à la protection sociales, aux nominations, au recrutement et à la formation. Le classement est thématique avec déclinaison chronologique.

- 1 H 1/MFC-NS-NSM** *MFC* : règlements intérieurs (1943, 1944, 1948, 1958) ;
NS : livrets d'accueil (1959, 1964) ;
NSM : refonte du livret d'accueil (1966-1970), livret d'accueil (1984) ; conseil de discipline : règlement intérieur, affaires traitées, protocole d'accord, correspondance, élections au Conseil (1971-1975).
- 1 H 2/NS-NSM** *Relations avec le Personnel* : cycles d'information du personnel sur les services, les départements, organigrammes (1956-1961) ; dossiers contentieux (avril 1948-avril 1967).
- 1 H 3/NS-NSM** *Relations avec le Personnel* : allocutions de RS au personnel (1954-1956, 1974), mise en place puis diffusion des bulletins d'informations internes (1972-1985).

- 1 H 4/NS-NSM** *Relations avec le Personnel* : diffusion des bulletins d'informations internes (1987, 1988), notes du service Développement et Communication (1984-1988), notes des services généraux et de l'Inspection (1983-1987), notes du département de l'Organisation et de l'Informatique – DOI (1980-1988).
- 1 H 5/NSM** *Relations avec le Personnel* :
 Réflexions générales pour décroiser les services (1972) ;
 Organisation d'un séminaire pour la Direction par Euroformation : CR de réunions, correspondance (7 et 8 octobre 1977) ;
 "Réunions d'échanges" mise en place par Rémi Schlumberger pour l'expression des salariés sur leur travail : documentation, CR de réunions, correspondance (1977, 1978) ;
 Relations avec les fondés de pouvoir : offres de participation au capital de NSM SA (1969-1971), correspondance de RS (1973-1981) ;
- Recrutement-candidatures*** : CV et demandes reçus par RS (1973-1987) ; stages de cadres (1974, 1975), plan de formation NSM (1976) ;
- Bilan social NSM*** (étude de la politique sociale) ; statistiques sur le personnel, presse, correspondance (1975-1981).
- 1 H 6/NS-NSM** Location de personnel pour la comptabilité et travaux administratifs (1948) ;
 Étude des fonctions des différents salariés (de l'attaché de clientèle à l'associé) du groupe NSM (1970) ;
 Études en vue du recrutement de jeunes cadres pour le département Banque (1970, 1971).
- 1 H 7/NSM** ***Dossiers de 1 % logement*** : vente d'appartements aux employés de la Banque (1977-1980).
- 1 H 8/NS** ***Rapports de stages*** de stagiaires chez NS ou de personnel NS dans des établissements extérieurs (1955-1958).
- 1 H 9 – 1 H 19/NS** ***Albums de photographies des réceptions annuelles du personnel*** (1957, 1971) :
 – 1957, 1958,
 – 1958, 1959,
 – 1960,

- 1961,
- 1962, 1963,
- 1964,
- 1965,
- 1966, 1967,
- 1968, 1969,
- 1970,
- 1971.

1 H 20/NS

Photographies de réceptions annuelles du personnel (s.d.).

2 H. – Comités et syndicats

Cette sous-série regroupe les procès-verbaux des comités d'entreprises, comités d'établissement et commissions diverses. Le classement est thématique avec déclinaison chronologique.

2 H 1/NS

Comité d'Entreprise : PV des réunions (1948-1958).

2 H 2/NS

Comité d'Entreprise : PV des réunions (1959-1963), exposés annuels sur l'activité de la Maison et examens des bilans (1958-1967).

2 H 3/NS-NSM

Comité d'Entreprise : correspondance, CR d'AG, étude de l'actionnariat salarié, primes de bilan (1952-1972).

2 H 4/NSM

Comité d'Entreprise : PV des réunions (1974-1979).

2 H 5/NSM

Comité d'Établissement : ordres du jour des réunions et questions (mai 1973-juin 1976), PV des réunions (1972-1975).

2 H 6/NSM

Comité d'Établissement : ordres du jour et PV des réunions (1976-1978) ;

Comité d'Établissement Lyon : PV des réunions (1980).

2 H 7/NS

Elections prud'homales : correspondance avec l'APB, correspondance interne, listes d'électeurs, résultats (avril 1938-février 1974) ;

Élections consulaires à la CCI de Paris : correspondance et notes (septembre 1947-décembre 1970).

2 H 8/NS

Société mutualiste des employés NS : bordereaux de titres (1949-1955), statuts, règlement intérieur, PV de CA et d'AG, situations comptables, correspondance (1955-1964).

3 H. – Société d'Épargne

Dès 1920, alors qu'elle emploie moins de 10 personnes, la Maison Schlumberger, Istel & Noyer décide de faire varier les rémunérations de ses salariés avec ses résultats annuels. Elle avait découvert l'intéressement, près de 40 ans avant l'ordonnance de 1959.

Puis en 1952, devançant l'ordonnance de 1967 qui en prévoira la possibilité, NS décide de créer la Société d'Épargne des employés de NS & Cie. C'est le moyen choisi par la banque, en l'absence de tout cadre législatif, pour promouvoir la participation salariale.

En 1953, il est attribué au personnel de NS & Cie, l'usufruit de 5 % du capital de la société, quant à lui détenu en nue-propriété par le Comité d'entreprise. Ce montant est ensuite porté à 10 % et cela jusqu'en 1987, où il est alors réduit. L'usufruit est réparti par parts égales entre les membres du personnel. Il s'agit là du premier système d'actionnariat collectif des salariés mis en place en France.

En 1956, un plan contractuel d'épargne et d'intéressement des salariés de NS est mis en place. Son objectif est identique à celui de la société d'Épargne mais son fonctionnement diffère : les adhérents versent chaque mois un montant fixe, la banque contribuant à 25 % de ce versement. Ce plan d'épargne, avec de nouveaux aménagements, se poursuit jusqu'à nos jours.

Participant à la loi du 31 décembre 1970 sur les plans d'options sur actions (POA), la Banque décide dès 1972 d'en mettre un en place au bénéfice de son personnel. Toujours précurseur, NSM crée en 1978 le premier plan d'épargne entreprise de reconstitution de carrière.

Cette sous-série est classée par thèmes avec déclinaison chronologique.

3 H 1/NS	Historique de la création de la Société d'épargne des employés NS (1950-1955), donations (1952, 1975), statuts (1953, 1957, 1959, 1961, 1964, 1966, 1968, 1973, 1974), estimation des valeurs (1957), documentation, correspondance (1953-1958, 1965-1980).
3 H 2/NS-NSM	Conventions et PV d'AG (1964-1976, 1979).
3 H 3 – 3 H 9/NS	Dossiers d'AG avec pouvoirs, feuille de présence et CR, augmentation de capital, donations (1961-1966) : – 13/04/1961 et 20/06/1961, – 21/11/1961, – 11/04/1962, 30/11/1962 et 24/04/1963, – 29/11/1963 et 28/02/1964, – 13/05/1964 et 28/12/1964, – 27/04/1965 et 12/05/1965, – 29/12/1965 au 28/04/1966 CR des réunions du Comité d'Études (21/12/1965, 19/02/1968 au 17/03/1969, 25/01/1971, 25/02/1971, 31/12/1979).
3 H 10/NS-NSM	PV de CA (17/11/1952 au 28/11/1975).
3 H 11, 3 H 12/NS	Répartition des risques, versements et retraits, balances, liste adhérents... (1963-1966) : – 1963, 1964, – 1965, 1966.
3 H 13/NS	Balances et situations, journaux comptables ordinaires et liquidation, journaux position, pièces comptables ordinaires et liquidation (1961).
3 H 14/NS	Balances et situations, journaux comptables ordinaires et liquidation, journaux position, pièces comptables ordinaires et liquidation (1962).
3 H 15/NS	Balances et situations, journaux comptables ordinaires et liquidation, journaux position, pièces comptables ordinaires et liquidation (1963).
3 H 16/NS	Portefeuille titres, extraits de comptes, liste des soldes des participants, solde des participants, correspondance (1963).

- 3 H 17/NS-NSM (DRH 012/81/001)** PV des AG (1960-1977) ;
Accords, rapports de gestion, notes de service, correspondance (1968-1973, 1978, 1979) ; répartitions des parts ou journal auxiliaire des opérations espèces, déclarations fiscales, liste du personnel adhérent (1975-1981).
- 3 H 18/NS-NSM (DRH 012/87/001)** Répartitions des parts ou journal auxiliaire des opérations espèces, déclarations fiscales, liste du personnel adhérent (1982-1987).

ANNEXES

LISTE DES ABRÉVIATIONS DES NOMS

DES ASSOCIÉS-GÉRANTS, ADMINISTRATEURS OU DIRECTEURS

ADF	Antoine Dupont-Fauville	JPM	Jean-Pierre Mallet
AI	André Istel	JPRM	Jean-Pierre Robert Mallet
AM	André Mallet	JR	Jean Rémus
BB	Bernard Bousquet	JSx	Jérôme Seydoux
BM	Bernard Monnier	LC	Lorrain Cruse
BP	Bernard Pagésy	LHH	Louis van Hellenberg Hubar
CM	Christian Monnier	LM	Louis Monnier
CP	Christian de Pourtalès	LMe	Lucien Ménage
CR	Camille Riboud	LN	Louis Noyer
CS	Conrad Schlumberger	MD	Marc Dautry
EL	Eric Lorsignol	MS	Maurice Schlumberger
FB	François Brière	PC	Philippe Cruse
FC	Frédéric Cruse	PCa	Paul Calvet
GF	Gaston Fréault	PG	Pierre Girod
HCB	Henri Costa de Beauregard	PhD	Philippe Denis
HF	Henri Freppel	PhM	Philippe Mallet
HLG	Hans-Louis Guldemon	RB	René Brousse
HN	Henri Noyer	RF	René Fleury
JB	Jean Bochory	RFa	René Faure
JBM	Jean Brunet-Moret (voir aussi JM)	RG	René Gauthey
JCHa	Jan-Claude Haas	RGu	Roger Guillaume
JF	Jürgen Frese	RH	Robertus Hazelhoff
JL	Jean Labasse	RR	Robert Rabateau
JLN	Jean-Louis de Neuflyze	RS	Rémy Schlumberger
JM	Jean Moret (voir aussi JBM)	RV	Roger Vidart
JN	Jacques de Neuflyze	TF	Thierry Feray
JP	Jean Pagès	TM	Thierry Mallet
JPG	Jean-Pierre Gilbert	WW	Willem van de Wardt

HISTORIQUE DES DIRIGEANTS DES DIFFÉRENTES MAISONS

de Neuflyze & Cie

1^{er} janvier 1924 : entrée de M. Philippe Cruse comme associé.

1^{er} janvier 1928 : entrée de M. Christian Monnier comme associé.

1944 : Associés-gérants :

Jacques de Neuflyze
Baron de Neuflyze
Louis Monnier
Pierre Girod
Lucien Ménage
Philippe Cruse
Christian Monnier

Fondés de pouvoir rattachés à la direction :

Henri de Beauregard
Frédéric Cruse

Schlumberger & Cie

1925 : Associés gérants :

Maurice Schlumberger
André Istel
Louis Noyer
Madame André Istel
Jean Schlumberger
Marcel Schlumberger
Conrad Schlumberger
Henri Noyer
Camille Riboud

Associés commanditaires :

Octobre 1940 : Démission de M. André Istel en raison des lois antisémites.

Janvier 1942 : Associés gérants :

Maurice Schlumberger
Louis Noyer
Bernard de Grétry
Jacques de Saint Affrique
Henri Freppel
Roger Vidart

Fondés de pouvoirs à procuration collective :

de Neuflyze, Schlumberger & Cie

Entre 1945 et 1950 : Décès de André de Neuflyze

Associés-gérants :

Henri de Beauregard
Frédéric Cruse
Jean-Louis de Neuflyze
Rémy Schlumberger

Fondés de pouvoirs associés :

Jean Bochory
Henri Freppel
Roger Vidart

Associés-gérants honoraires :

Pierre Girod
Louis Monnier
Lucien Ménage
Louis Noyer

1950 : Associés-gérants : Jacques de Neuflyze

Maurice Schlumberger
Henry de Beauregard
Philippe Cruse
Frédéric Cruse
André Istel

Fondés de pouvoirs associés :

Christian Monnier
Jean-Louis de Neuflyze
Rémy Schlumberger
Jean Bochory
Henri Freppel
Roger Vidart

1952 : Décès de Philippe Cruse

1953 : Décès de Jacques de Neuflyze

1955 : Nomination comme associés-gérants de Jean Bochory, Henri Freppel et Roger Vidart
Nomination comme fondés de pouvoirs associés de Marc Dautry et Gaston Frétault

1959 : Nomination comme associés-gérants de Jean Labasse et Bernard Monnier

1961 : Nomination comme associé-gérant de Lorrain Cruse
Retraite volontaire de M. Maurice Schlumberger

1965 : Associés-gérants :

Jean Bochory
Henri Costa de Beauregard
Lorrain Cruse
Frédéric Cruse
Henri Freppel
Jean Labasse
Bernard Monnier

Directeurs associés :

Christian Monnier
Jean-Louis de Neuflyze
Rémy Schlumberger
Roger Vidart
Marc Dautry
Gaston Frétault

Mallet Frères & Cie

1963 : Associés-gérants :

André Mallet
Philippe Mallet
Thierry Mallet
Bernard Mallet
Jean-Pierre Mallet
Thierry Feray
Christian de Pourtalès
Jean-Pierre-Robert Mallet
Jean Moret

Directeur Général:

1965 (ou 1964) : Décès de M. André Mallet

Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet

31 mai 1966 : Associés-gérants :

Jean Bochorj
Frédéric Cruse
Lorrain Cruse
Henri Freppel
Jean Labasse
Jean-Pierre Mallet
Jean-Pierre Robert Mallet
Philippe Mallet
Bernard Monnier
Christian Monnier
Jean-Louis de Neuflyze
Christian de Pourtalès
Rémy Schlumberger
Jérôme Seydoux
Roger Vidart

27 février 1969 : transformation de la société en nom collectif en société anonyme.

Conseil de surveillance :

Lorrain Cruse : Président
Philippe Mallet : Vice-président
Jean-Louis de Neuflyze : Vice-président
Henry de Beauregard
Thierry Feray
Christian Monnier

Directoire :

Roger Vidart : Président
Jean Labasse
Jean-Pierre Mallet
Bernard Monnier
Jérôme Seydoux

21 janvier 1971 : Nomination de M. Jean Bochory, membre du Conseil de surveillance.

19 mars 1971 : Nomination de M. Jean-Claude Haas, membre du Directoire.

13 juin 1972 : La banque NSM devient société anonyme à Conseil d'administration :

Conseil d'administration :

Roger Vidart : Président
Philippe Mallet : Vice-Président
Jean Labasse : Vice-Président
Rémy Schlumberger : Directeur-Général
Frédéric Cruse
Jürgen Frese
Hans Louis Guldemon
Jean-Pierre Mallet
Willem van de Wardt
M. Jean Brunet-Moret : Secrétaire Général

11 juillet 1972 : Nomination de M. René Brousse (ancien Directeur Général du crédit à la Banque de France) en qualité de Directeur Général, fonction effective le 18 septembre 1972.

23 janvier 1973 : Démission de Roger Vidart et de Philippe Mallet

Nomination de M. Rémy Schlumberger en qualité de Président

Cooptation de M. Henri Freppel, nommé Vice-Président

Ce qui donne :

Conseil d'administration :

Rémy Schlumberger : PDG
Henri Freppel : Vice-Président
Jean Labasse : Vice-Président
Frédéric Cruse
Jürgen Frese
Hans Louis Guldemon
Jean-Pierre Mallet
Willem van de Wardt

Direction Générale :

Rémy Schlumberger : PDG
René Brousse : Directeur Général
Jean Brunet-Moret : Secrétaire Général
René Fleury : Directeur Général Adjoint
Eric Lorsignol : Directeur Général Adjoint
Bernard Monnier : Directeur Général Adjoint
Robert Rabateau : Directeur Général Adjoint

28 mars 1973 : constitution d'un Conseil restreint composé de :

Jean Labasse
Jean-Pierre Mallet
Rémy Schlumberger
Willem van de Wardt

30 septembre 1975 : Fin du mandat de M. Henri Freppel atteint par la limite d'âge.

1er janvier 1977 : Suppression du Conseil restreint, ce qui donne :

Direction Générale :

Jean Brunet-Moret : Directeur Général
René Fleury : Directeur Général Adjoint
Eric Lorsignol : Directeur Général Adjoint
Bernard Monnier : Directeur Général Adjoint
Robert Rabateau : Directeur Général Adjoint
Willem van de Wardt : Représentant d'ABN

Comité de Direction élargi :

Rémy Schlumberger : Président
Jean Brunet-Moret
René Fleury
Jean Labasse
Eric Lorsignol
Willem van de Wardt

Comité de Direction restreint :

Jean Brunet-Moret : Président
René Fleury
Eric Lorsignol
Willem van de Wardt

13 janvier 1977 : Nomination de MM. Robertus Hazelhoff et René Brousse en qualité d'administrateurs.

6 septembre 1977 : Nomination de M. Jean-Pierre Gilbert en qualité d'administrateur.

27 septembre 1979 : Démission de M. Jean Labasse.

12 décembre 1979 : Nomination de M. Jean-Pierre Mallet en qualité de vice-président.

30 mai 1980 : Transformation en Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance :

Directoire :

Jean Brunet-Moret : Président
René Fleury
Louis van Hellenberg Hubar
Eric Lorsignol
Willem van de Wardt

Conseil de surveillance :

Rémy Schlumberger : Président
Hans-Louis Guldemon : Vice-Président
Jean-Pierre Mallet : Vice-Président
Frédéric Cruse
Robertus Hazelhoff
Peter Pistor
Société d'Épargne des employés de la banque
NSM

19 mai 1981 : Démission de M. Rémy Schlumberger, Président du Conseil de surveillance. Il est remplacé par M. Jean-Pierre Mallet.

22 septembre 1981 : Nomination de M. Rémy Schlumberger en qualité de Vice-Président du Conseil de surveillance.

5 mars 1982 : Démission de M. Jean-Brunet-Moret, Président du Directoire, qui sera remplacé par M. Antoine Dupont-Fauville (à compter du 1er avril).

31 mars 1982 : Démission de M. Louis van Hellenberg Hubar, membre du Directoire.

28 avril 1982 : Nomination de MM. Jean Brunet-Moret et Eric Langelaar en qualité de membres du Conseil de surveillance et de M. Robertus Hazelhoff en qualité de Vice-Président du Conseil de surveillance. Démission de M. Hans Louis Guldmond, membre du Conseil de surveillance.

26 mai 1982 : Nomination de MM. Jean François et Jean Labasse en qualité de membres du Conseil de surveillance, nomination de M. François Dentz en qualité de membre du Directoire.

9 mai 1984 : Nomination de la Société Nouvelle d'Investissement et de Gestion (SNIG, représentant M. Dejouany) en qualité de membre du Conseil de surveillance. Démission de M. Frédéric Cruse atteint par la limite d'âge.

6 mars 1985 : Démission de M. Robertus Hazelhoff, membre du Conseil de surveillance

20 mars 1986 : Cessation des fonctions de M. Eric Lorsignol, membre du Directoire et cooptation de M. Alain Cellier.

31 mai 1988 : Cessation des fonctions de MM. René Fleury et Willem van de Wardt, nomination de MM. Jean-Louis Milin et Jeroen Sanders en qualité de membres du Directoire.

31 décembre 1988 : Démission de M. François Dentz en qualité de membre du Directoire.

1989 : M. Jean-Pierre Mallet est nommé Président d'honneur et M. Jean François Président du Conseil de Surveillance. Ce qui donne :

Conseil de Surveillance :

Jean-Pierre-Mallet, Président d'Honneur
Jean-François, Président
Jan P. Kalf, Vice-Président
Rémy Schlumberger, Vice-Président
Jean Labasse
Etienne Mallet
Jean Joost Oyevaar
Peter J. Pistor
Société Nouvelle d'Investissements et de Gestions
(SNIG) représentée par Guy Déjouany

Directoire :

Société d'Épargne des Employés de la Banque
NSM représentée par Guy Salnel
Roger Papaz, censeur
Antoine Dupont-Fauville, Président
Alain Cellier
Jean-Louis Milin
Jeroen Sanders

Comité Exécutif : il comprend les membres du Directoire ainsi que :

Bernard Bousquet, Secrétaire Général,
Bertrand Leblanc, Directeur du Réseau
Luc Martin, Directeur Technique et Logistique

1990 : – Une nouvelle fois atteint par la limite d'âge, M. Rémy Schlumberger demande que soit nommée au Conseil de Surveillance la Société PEMS (Petits Enfants de Maurice Schlumberger) de son groupe familial. Il continue à représenter ès-qualité cette société au Conseil.

– À la suite de la réorganisation intervenue chez ABN AMRO, M. Maarten H. Reuchlin succède à M. Jean Joost Oyevaar au Conseil de Surveillance.

– M. Pierre Pinart, Président-Directeur-Général de la société Gerland dont le siège social est implanté à Lyon, remplace M. Jean Labasse au sein du Conseil.

ABRÉVIATIONS DES NOMS DE SOCIÉTÉS

ADMICAL	Association pour le développement du mécénat industriel et commercial
ALCATEL	Société Alsacienne de Constructions Atomiques et de Télécommunications
ANSA	Association Nationale des Sociétés par Actions
AFB	Association Française des Banques
AIFP	Association Interprofessionnelle de Formation et de Perfectionnement
ALSPI	Société Alsacienne de Participations Industrielles
AOFC	American Overseas Finance Compagny
APARS	Association Pour l'Actionnariat de Responsabilité des Salariés
BFCE	Banque Française du Commerce Extérieur
BJ	Banque Jordaane
BMA	Bon Marché Africain, <i>puis de 1964 à 1966</i> , Bonne Maison d'Afrique
BMH	Banque Mees & Hope NV
BNFCE	Banque Nationale Française du Commerce Extérieur (<i>voir aussi CGFC</i>)
BRACODI	Brasseries de la Côte d'Ivoire
BROVOLTA	Brasseries de Haute Volta
BSN	Boussois Souchon Neuvesel
BUE	Banque de l'Union Européenne Industrielle et Financière
BUP	Banque de l'Union Parisienne
CAB	Compagnie Africaine de Banque (<i>voir aussi CPM</i>)
CCDVT	Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de Titres
CCB	Commission de Contrôle des Banques
CCE	Compagnie des Camions Électriques
CCR	Compagnie Chérifienne de Réescompte
CEM	Compagnie Électro-Mécanique
CEPC	Centre d'Études Politiques et Civiques
CFP	Compagnie Française des Pétroles
CFPC	Centre Chrétien des Patrons et Dirigeants d'Entreprise Français
CGIMP	Compagnie de Gérance et d'Intérêts Mobiliers Privés
CGE	Compagnie Générale d'Électricité
CGFC	Compagnie Générale Française de Crédit (<i>voir aussi BNFCE</i>)
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites
CL	Carbone Lorraine
CLI	Compagnie Lyonnaise Immobilière
CNPF	Centre National du Patronat Français
COB	Commission des Opérations en Bourse
COFRADEL	Compagnie Française du Grand Delta
COGEPAR	Compagnie Générale de Participation et de Gestion
COGEXIM	Compagnie Générale d'Exportation et d'Importation
COMINC	Common Market Investment Committee
COSERVICES	Compagnie des Services Pétroliers

CPM	Compagnie Privée Marocaine (<i>voir aussi CAB</i>)
CPR	Compagnie Parisienne de Réescompte
ENTE	Énergie nucléaire, Télécommunications, Électronique
FINACOM	Société Financière de Développement Commercial
FONDACT	Fondation pour la promotion de l'épargne et de l'actionnariat des salariés
GENECREDIT	Crédit Général pour le Commerce et l'Industrie
GESMOB	Société de Gestion Immobilière
GENAREP	Compagnie Générale de Recherches Pétrolières
GFA	Groupement Foncier Africain
GFC	Groupement pour le Financement de la Construction
GF Casablanca	Groupement Foncier Casablanca
GFF	Groupement Foncier Français
GFI	Groupement Français d'Informatique
GFM	Groupement Foncier Marocain
GNOSSAL	Groupement national des organismes sanitaires et sociaux pour l'aide au logement
IBA	Investissement Banques Assurances
IDEP	Institut de l'Entreprise
HEB	Institut International d'Études Bancaires
ILCO	Istel, Lepercq & Co Inc
LBA	Lu, Brun & Associés
MATIF	Marché à terme d'Instruments Financiers
MC	Morgan Crucible
MFC	Banque Mallet Frères & Compagnie
NS	Banque de Neufelize, Schlumberger
NSC	Nicolas Schlumberger et Compagnie
NSFI	Nouvelle Société Française Immobilière
NSM	Banque de Neufelize, Schlumberger, Mallet
NSMI	Nouvelle Société de Management Immobilier
OBC	Banque Odier, Bungener, Courvoisier
OFP	Omnium Français des Pétroles puis Omnium Financier de Paris
OPFI	Omnium de Participation Financière et Industrielle
ORCOVE	Société pour l'Organisation et le Contrôle des Ventes
PEA	Plan d'Épargne par Actions
PEE	Plan d'Épargne Entreprises
PEMS	Petits Enfants Maurice Schlumberger
PLM	Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée
PROGEX	Société de gestion de valeurs liées au progrès et à l'expansion
PUK	Péchiney Ugine Kuhlmann
S & Cie	Schlumberger et Compagnie
SACM	Société Alsacienne de Constructions Mécaniques
SAE	Société Auxiliaire d'Études
SAGA	Société Anonyme de Gérance et d'Armement
SAHYD	Société d'Applications Hydrauliques
SAIC	Société Anonyme d'Industrie Cotonnière
SALVE	Société Alsacienne & Lorraine de Valeurs et d'Entreprises
SAMEA	Société Alsacienne de Mécanique et d'Électronique Appliquée

SANCA	Société d'Application Nouvelle du Ciment Armé
SBM	Société des Brasseries du Maroc
SEMALY	Société d'Économie Mixte du Métro de l'Agglomération Lyonnaise
SERTI	Société d'Études et de Réalisation pour le Traitement de l'Information
SDR	Société de Développement Régional
SFL	Société Foncière Lyonnaise
SGE	Société Générale d'Entreprises
SGF	Société de Gestion Financière
SIC	Société Immobilière et de Crédit des Batignolles
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
SICOM	Société Immobilière de Construction Ouest-Montparnasse
SICOMI	Société Immobilière pour le Commerce et l'Industrie
SICOVAM	Société Interprofessionnelle pour la Compensation des Valeurs Mobilières
SIERS	Société Industrielle d'Études et de Réalisations Scientifiques
SIBJ	Société d'Informatique de la Banque Jordaán
SLEVE	Société Lyonnaise pour l'Exploitation de Véhicules Électriques
SLC	Société Lyonnaise de Construction
SLIS	Société Lyonnaise de l'Industrie de la Soie
SNA	Société Nationale d'Affrètements
SOCALTRA	Société Alsacienne d'Études et de Travaux
SODIMCO	Société d'Investissement Immobilier de la Concorde
SOFIFRANCE	Société Française de Financements de Ventes à Crédit
SOFINEX	Société Financière pour l'Expansion des Entreprises
SOGEPLAN	Société Générale de Gestion de Fonds Commun de Placement
SOGINCO	Société Générale pour l'Épargne et l'Investissement en Valeurs Mobilières
SOGINTER	Société Générale d'Épargne et de Placements Internationaux
SOPIDRI	Société Privée de Développement Industriel
SOVALMA	Société d'investissement de valeurs d'alimentation et de grands magasins
SOVEL	Société de Véhicules Industriels
SPII	Société Provinciale d'Investissements Immobiliers
SPPG	Société Parisienne de Placements et de Gestion
TAI	Compagnie des Transports Aériens Intercontinentaux
TAIM	Compagnie des Transports Aériens Intercontinentaux du Maroc
TCL	Transports en Commun Lyonnais
UAP	Union des Assurances de Paris
UDIPA	Union pour la Décentralisation Industrielle de Paris
UFR	Union des Transports Ferroviaires et Routiers
UIS	Union pour le financement d'Immeubles de Société
UNIOPSS	Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux
UTA	Union des Transports Aériens

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

B

Bernard Paul, 112
Beyrou Alain, 15
Bochory Jean, 147, 179, 180, 181
Bousquet Bernard, 15, 16, 39, 40, 184
Boysson (de) P., 18
Brière François, 18
Brousse René, 17, 27, 34, 181, 182
Brunet-Moret Jean, 16, 31, 39, 40, 181, 182, 183

C

Camblain Bernard, 69
Cellier Alain, 183, 184
Costa de Beauregard Henri, 178, 179, 180
Cruse Frédéric, 19, 86, 94, 178, 179, 180, 181, 182, 183
Cruse Lorrain, 17, 19, 67, 122, 179, 180
Cruse Philippe, 94, 114, 178, 179
Cruse-Girod (famille), 94

D

Dautry Marc, 179, 180
Déjouany Guy, 90, 91, 183
Denis Philippe, 18
Dentz François, 183
Dupont-Fauville Antoine, 183, 184
Dupré François, 9

E

Eichthal (d') W., 100

F

Faure René, 18
Feray Thierry, 13, 180
Fleury René, 113, 181, 182, 183
François Jean, 183
Freppel Henri, 19, 75, 79, 107, 178, 179, 180, 181, 182
Frese Jürgen, 181
Frétault Gaston, 77, 122, 179, 180
Frot (consorts), 79

G

Gauthey René, 39, 40
Gilbert Jean-Pierre, 48, 182
Girod Pierre, 178
Grétry (de) Bernard, 178
Guillaume Roger, 67
Guldemon Hans-Louis, 181, 182, 183

H

Haas Jean-Claude, 181
Hazelhoff Robertus, 182, 183
Hellenberg Hubar (van) Louis, 182, 183
Hielkema Hans J., 183

I

Istel André, 10, 19, 39, 68, 88, 138, 139, 178, 179

J

Janninck Beaudoin, 16

K

Kalf Jan Peter, 183

L

Labasse Jean, 17, 19, 40, 50, 51, 52, 53, 86, 179, 180, 181, 182, 183, 184
Langelaar Eric, 183
Leblanc Bertrand, 184
Leconte Michel, 53
Legorreta (famille), 19
Lepercq Paul, 70, 72
Lorsignol Eric, 19, 34, 181, 182, 183

M

Maissant Jean, 79
Mallet André, 8, 82, 89, 180
Mallet Bernard, 13, 180
Mallet Etienne, 183
Mallet Frédéric, 57
Mallet Jacques, 8, 64, 100

Mallet Jean-Pierre, 17, 18, 26, 27, 34, 59, 60, 65, 82, 83, 91, 96, 101, 122, 180, 181, 182, 183

Mallet Jean-Pierre Robert, 180

Mallet Philippe, 104, 180, 181

Mallet Robert, 13

Mallet Thierry, 13, 180

Martin Luc, 184

Maupeou (de) Jean, 96

Ménage Lucien, 178, 179

Ménage (famille), 72

Messier Jean-Marie, 90

Milin Jean-Louis, 183, 184

Monnier André, 114

Monnier Bernard, 18, 19, 69, 179, 180, 182

Monnier Christian, 11, 13, 17, 19, 67, 112, 114, 122, 178, 179, 180

Monnier Louis, 11, 178

Moxhet Pierre, 19

N

Neuflize (de) André, 179

Neuflize (de) Jacques, 57, 60, 97, 179

Neuflize (de) Jean-Louis, 17, 19, 179, 180

Noyer Henri, 72, 178

Noyer Louis, 10, 70, 88, 108, 110, 178, 179

O

Oyevaar Jan-Joost, 183, 184

P

Pagezy Bernard, 13, 67

Papaz Roger, 183, 184

Pinart Pierre, 184

Pistor Peter J., 182, 183

Pourtalès (de) Christian, 13, 18, 180

R

Rabateau Robert, 18, 19, 181, 182

Rémus Jean, 18, 105

Reuchlin Maarten H., 184

Riboud Antoine, 86

Riboud Camille, 86, 178

Riboud Franck, 86

Riboud Jean, 86, 105

S

Saint Affrique (de) Jacques, 178

Salnel Guy, 183

Sanders Jeroen, 183, 184

Schlumberger Conrad, 105, 178

Schlumberger Jean, 81, 178

Schlumberger Marcel, 105, 178

Schlumberger Maurice, 10, 11, 12, 19, 27, 60, 81, 86, 88, 132, 148, 178, 179, 184

Schlumberger Pauline, 81

Schlumberger Rémy, 16, 18, 19, 21, 22,

34, 39, 41, 42, 43, 45, 47, 48, 49, 67, 122, 146, 148, 149, 150, 170, 171, 179, 180, 181, 182, 183, 184

Seydoux Jérôme, 180, 181

T

Thuret Pierre, 27

V

Vernes Jean-Marc, 17

Victor Jean-Claude, 150

Vidart Roger, 19, 148, 178, 179, 180, 181

W

Wardt (van de) Willem, 15, 181, 182, 183

INDEX DES NOMS DE SOCIÉTÉS

A

ABN Bank, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 36, 67, 111, 147, 157, 182
ABN Suisse, 19
Abrasifs du Sud-Ouest (Les), 131
Aciéries & Laminoirs de Beautor, 131
ADMICAL (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial), 45
AFB (Association Française des Banques), 21
AIFP (Association Interprofessionnelle de Formation et de Perfectionnement), 48
Air France, 112
ALCATEL (Société Alsacienne de Constructions Atomiques et de Télécommunications), 82, 83, 103
ALSPI (Société Alsacienne de Participations Industrielles), 83, 90, 99, 103
Alsthom, 83, 90, 130, 131, 132
André Istel & Co, 68
ANSA (Association Nationale des Sociétés par Actions), 46
APARS (Association Pour l'Actionariat de Responsabilité des Salariés), 49
Argalus, 10, 72, 73, 102, 103
Assicurazioni Generali, 114, 115
Assurances Générales Incendie, 128
Assured Access Technology, 82
Ateliers & Chantiers de la Loire, 128, 129, 130

B

Badoit, 86, 94, 104
Boha Nouveautés, 129
Banca March, 107
Banco Atlantico, 107
Banque de l'Indochine, 15
Banque de l'Union Européenne Industrielle et Financière, 113
Banque de l'Union Parisienne, 57, 59, 80, 109, 147
Banque de Neufelize & Cie : voir *N & Cie*
Banque de Neufelize, Schlumberger & Cie : voir *NS & Cie*
Banque de Neufelize, Schlumberger, Mallet : voir *NSM*

Banque de Paris et des Pays-Bas, 20, 57, 86, 95, 101, 105, 106, 114, 150
Banque du Caire, 154, 155
Banque CGM, 64, 65
Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, 114
Banque Hentsch & Cie, 67
Banque Hypothécaire Franco-Argentine, 129
Banque Jordaan, 9, 14, 15, 16, 18, 22, 25, 30, 34, 50, 53, 120, 121, 139, 152, 154, 155, 163, 164, 165, 167, 168, 170
Banque Lambert, 66
Banque Mallet Frères & Compagnie : voir *MFC*
Banque Mees & Hope, 13, 14, 18, 20, 21, 136, 147
Banque Mirabaud & Cie, 59, 93, 100
Banque Morin-Pons, 50, 65
Banque nationale du Mexique, 19
Banque Odier, Bungener, Courvoisier : voir *OBC*
Banque Ottomane, 56, 57
Banque Paluel-Marmont, 139
Banque Vernes, 17, 57, 59, 160
Banque Veuve Guérin & Fils, 50, 95, 170
Banque Worms, 80, 136
Barclays Bank SA, 139
Batignolles-Châtillon (Compagnie générale de constructions de locomotives), 129, 130
Beacon Group, 91
Bell Atlantic, 82
Berger Levrault (Imprimerie & Librairie), 129, 130, 131
BFCE (Banque Française du Commerce Extérieur), 57, 62
Bières Grüber, 84
Bières Grutli, 84
BMA (Bon Marché Africain), 84
BNCL, 65
BNFCE (Banque Nationale Française du Commerce Extérieur), 57, 58, 59, 62, 170
Boussois Souchon Neuvesel : voir *BSN*
BRACODI (Brasseries de la Côte d'Ivoire), 84
Brasseries de Haute Volta, 86
Brasseries de la Meuse (Société anonyme des), 84, 85
Brasseries de l'Ouest Africain, 84
Brasseries des Moulineaux, 84
Brasseries du Maroc, 84, 85, 86

Brasseries du Nord Marocain, 85, 86
Brasseries Internationales de Tanger, 85
Bréguet (Maison), 129, 130, 131, 132
Brousse & Cie, 86
BSN (Bousois Souchon Neuvesel), 10, 20, 53,
86, 90, 94, 105, 134, 135, 149
Bull, 86, 87

C

CAB (Compagnie Africaine de Banque), 67
Caisse Générale de Prêts Fonciers et Industriels,
129
Caisse immobilière et hypothécaire André
Herbert, 66
Caisse des dépôts et consignations, 77, 106
Carbone Lorraine, 131, 132, 136
CCB (Commission de contrôle des Banques), 46
CCDVT (Caisse Centrale de Dépôts et de
Virements de Titres), 106, 107
CCF, 81, 147
Cegetel, 90
CEPC (Centre d'Études Politiques et Civiques),
48
CENPA, 129, 130, 131
CFPC (Centre Chrétien des Patrons et
Dirigeants d'Entreprise Français), 48
CGFC (Compagnie Générale Française de
Crédit), 12, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 64, 68, 69,
94, 100, 120, 139, 141
CGIMP (Compagnie de Gérance et d'Intérêts
Mobiliers Privés), 57
Chantiers & Ateliers de Bourgogne, 129, 130
Chantiers navals de Caen, 129
Chapal Frères & Cie (Établissements), 129, 130
Charbonnages, Mines et Usines de Sosnowice
(Société des), 97, 109, 110
Chargeurs Réunis, 112
Chariots et Camions Électriques (société
anonyme des), 88
Chatel & Dollfus, 132
Chrétienne des Mines de Bou-Skour
(Compagnie), 130
CII, 82, 87, 113
CIMR (Caisse interprofessionnelle marocaine
de retraites), 67
CIT-Alcatel, 82, 90, 125
Citroën SA, 88, 89
City Bank, 66
CLI (Compagnie lyonnaise immobilière), 74
CNPf (Centre national du patronat français), 46,
148
COB (Commission des opérations en Bourse),
13, 46, 65, 76, 100, 134, 135, 136, 137, 139, 149

COFRADEL (Compagnie Française du Grand
Delta), 89
COGEPAR (Compagnie Générale de
Participation et de Gestion), 67
COGEXIM (Compagnie Générale
d'Exportation et d'Importation), 67
COMINC (Common Market Investment
Committee), 87
Compagnie Chérifienne de Réescompte, 65
Compagnie de Gérance et d'Intérêts
Mobiliers Privés : *voir CGIMP*
Compagnie des Camions Électriques, 87
Compagnie des chemins de fer du Nord, 130,
131
Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon
et à la Méditerranée : *voir PLM*
Compagnie des Compteurs, 106
Compagnie des Mines de Huaron, 93
Compagnie des Tabacs du Portugal, 93
Compagnie des Transports Aériens
Intercontinentaux : *voir TAI*
Compagnie des Transports Aériens
Intercontinentaux du Maroc : *voir TAIM*
Compagnie du Phénix, 26
Compagnie Électro-Mécanique, 111
Compagnie financière de Suez, 13, 64, 65, 83,
92, 122, 154
Compagnie Française des Pétroles, 100
Compagnie Générale d'Électricité, 82, 90, 108,
110, 136
Compagnie Générale de Géophysique, 91, 92
Compagnie Générale de Recherches
Pétrolières : *voir GENAREP*
Compagnie Générale des Eaux, 17, 90, 91, 103
Compagnie Industrielle des
Télécommunications : *voir CIT-Alcatel*
Compagnie industrielle et financière d'Alais,
68
Compagnie Parisienne de Réescompte, 12, 53,
64, 65, 103
Compagnie Privée Marocaine, 67, 74, 77, 128,
129, 130
Compania Ontario SA, 68, 138
Consortium Général d'Optique et d'Industrie,
128, 129
Consortium Immobilier de France, 132
Continental Bank, 155
Coservices (Compagnie des Services
Pétroliers), 110, 134
Crédit Agricole, 48, 136
Crédit Chimique, 147
Crédit Foncier de France, 66
Crédit Foncier Égyptien, 154
Crédit Général pour le Commerce et
l'Industrie : *voir Génécédit*
Crédit Lyonnais, 65, 67, 68, 69, 136, 147
Crédit Lyonnais Maroc, 67

Crédit Parisien, 13, 14
Crépelle & Cie, 83
Creusot (Forges & Ateliers du), 131
Cristalleries et Verreries Réunies de Choisy-le-Roi, 134

D

Danone, 86
De Dietrich, 98
Delbrück & Co, 13, 20, 21, 22
Delmas-Vieljeux, 128
Diners Club de France, 66
Diners Voyages, 66
Docks Lyonnais, 89
Domaines d'Ain-Chaib (Société des), 74
Dominion Equity Investments Ltd, 68, 138
Dowell Schlumberger, 138
DSC Communication Corporation, 82

E

Edelweiss (SCI), 75
Ehrhardt Frères (Établissements), 84
ENTE (Energie nucléaire, Télécommunications, Électronique), 82, 103
Entrepôts & Magasins Généraux de Paris, 130, 131, 132
Etains du Cammon, 94
Etains et Wolfram du Tonkin, 94, 95, 129
Eupic, 138
Europa Financia Ltd, 66
Evian (Société anonyme des eaux d'), 86, 92, 94, 135

F

Feydeau Bourse (Société civile immobilière), 75, 117
Fait, 88
Fimalac (Groupe), 83
FIMOLA, 95
Finalion, 68, 69
Financia, 66
Finanterre, 66
FININFOR, 87
Firmin-Didot, 135
FONDACT (Fondation pour la promotion de l'épargne et de l'actionariat des salariés), 49, 149
Forges & Aciéries du Saut du Tarn, 130, 131
France Entreprises, 138, 139, 145
Francevalor, 138
Fujitsu, 82

G

Gaumont (Établissements), 130
GENAREP (Compagnie Générale de Recherches Pétrolières), 95, 131
Génécrédit (Crédit Général pour le Commerce et l'Industrie), 12, 60, 62, 68, 69, 70, 111, 118
General Biscuit, 133
General Electric, 86, 87
Genesys, 82
Géoscience, 91
Gerbe d'Or (La), 129
Gerland (Société), 184
Gestion Immobilière (Société de), 42, 51, 53, 60, 62, 67, 75, 99, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144
GFC (Groupement pour le Financement de la Construction), 62, 76
GFI (Groupement Français d'Informatique), 73, 95, 96
GIB (Société de gérance industrielle et de brasseries), 84
GNOSSAL (Groupement national des organismes sanitaires et sociaux pour l'aide au logement), 78
Goodyear, 99
Grands Hôtels Associés (société des), 96
Groupe Express, 135
Groupement d'études sous la Manche, 134
Groupement Foncier Casablanca, 77
Groupement Foncier Français, 55, 76, 77
Groupement Foncier Marocain, 77
Guantanamo Sugar Company, 104
Guitel & Etienne Frères Réunis (Établissements), 128, 129, 130
Guyenne et Gascogne, 132, 134

H

Hartmann & Fils, 96, 97, 130, 131
Hauts Fourneaux de la Chiers, 129, 130, 131
Havas, 90, 135
Heine, 57, 59
Hispano-Alsacienne (Société), 83
Honeywell Informations Systems, 87
Horlogerie Lip, 129, 130, 131
Hottinguer & Cie, 57, 59, 160
Houdaille Industries, 82

I

IBA (Investissement Banque Assurance), 143
IBM, 86, 87, 1302, 149
IIEB (Institut International d'Études Bancaires), 48
ILCO (Istel, Lepercq & Co Inc), 68, 138
Immer-Klein (Établissements), 73, 78, 103

Investisseurs Institutionnels Internationaux, 138
Istel Fund, 68, 138, 143, 144

J

Jacques Borel International, 137

K

Kronenbourg, 135

L

Le Commerce Africain, 129, 130
La Concorde (Assurances), 114
La Foncière Populaire, 80
La Nationale, 129, 132
La Paternelle (Groupe), 10, 13, 14, 142
La Ruche Méridionale, 134
Lafarge-Coppée, 17
Latonia Investment Company SA, 130, 131,
132, 138, 144
Lepercq, de Neuflyze & Co Inc, 70, 71, 91, 143
Lesieur & ses Fils (Georges), 131
L'Industrie Électrique de la Seine, 131
Lionbail, 69
L'Océan (Assurances), 115
Locindus, 133
Lombard Odier, 67
Lorraine-Escaut, 131, 132
Lu, Brun & Associés, 135, 136

M

Maserati, 88
MECELEC, 137
MFC (Banque Mallet Frères & Compagnie), 8,
9, 12, 13, 18, 26, 27, 29, 30, 31, 37, 39, 40, 41,
46, 51, 64, 65, 67, 82, 100, 103, 104, 119, 121,
123, 128, 129, 130, 131, 132, 151, 152, 153,
160, 164, 170, 180
Michelin, 88, 99
Mines de Douaria (Société des), 129, 130
Mines et Fonderies de Pontgibaud, 128, 130
Mines et Usines à Zinc de Silésie, 97, 98, 109
Moisant, Laurent, Savy (Ateliers), 130
Morgan Crucible, 136
Motorola, 87

N

N & Cie (Banque de Neuflyze & Cie), 9, 11, 23,
27, 31, 43, 58, 64, 71, 75, 93, 94, 97, 98, 109,
114, 117, 129, 152, 159, 178
Nationale Nederlanden NV, 136

OPFI (Omnium de Participation Financière et
Industrielle), 95
OZO, 100, 101

NEC, 87
Nederlandsche Handel Maatschappij, 21, 67
Neue Bank, 22
Nicolas Schlumberger et Compagnie : *voir*
NSC
Nouvelle Société de Management
Immobilier : *voir NSMI*
NS & Cie (Banque de Neuflyze, Schlumberger
& Cie), 9, 10, 11, 12, 13, 18, 19, 20, 23, 24, 27,
29, 30, 31, 32, 34, 37, 39, 41, 42, 44, 45, 46,
48, 50, 51, 52, 53, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 64,
65, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77,
79, 80, 81, 82, 84, 86, 87, 88, 89, 91, 92, 93,
94, 95, 99, 101, 102, 104, 105, 106, 107, 108,
109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 117, 118,
119, 120, 121, 123, 132, 133, 134, 137, 138,
139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147,
148, 149, 160, 161, 162, 163, 165, 166, 167,
168, 170, 171, 172, 173, 174, 179, 180
NS Lyon, 50, 52, 53, 74

NSC (Nicolas Schlumberger et Compagnie),
98, 99
NSFI (Nouvelle Société Française
Immobilière), 79
NSM (Banque de Neuflyze, Schlumberger,
Mallet), 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19,
20, 21, 22, 24, 25, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 34,
35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46,
47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 57, 59, 60, 62, 63,
64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75,
76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 86, 87, 89, 90,
91, 92, 95, 96, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 105,
106, 107, 111, 112, 113, 114, 117, 118, 119,
120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 133,
134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142,
144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153,
156, 157, 160, 161, 163, 166, 167, 170, 171,
172, 173, 180, 181, 182, 183, 184
NSM-Lepercq International Management Inc,
71
NSM Lyon, 35, 38, 40, 45, 50, 52, 53, 74, 118
NSM Panama SA, 20
NSM SA, 9, 10, 13, 14, 15, 17, 18, 20, 25, 29,
33, 45, 71, 72, 78, 86, 91, 101, 103, 105, 111,
171

NSM Suisse SA, 19, 36
NSMI (Nouvelle Société de Management
Immobilier *puis* NSM Immobilier), 45, 79

O

OBC (Banque Odier Bungener, Courvoisier),
17, 91
OFP (Omnium Français des Pétroles *puis*
Omnium Financier de Paris), 99, 100, 101,
128, 130, 131, 132
SALVE (Société Alsacienne & Lorraine de
Valeurs et d'Entreprises), 108
SAMEA (Société Alsacienne de Mécanique et

P

Packet Engines, 82
Pallas Corporation, 68, 138, 144, 145
Panhard, 88
Papeteries & Cartonneries Rathier, 129
Paridoc, 89
Péchiney Ugine Kuhlmann, 77, 122, 136
PEMS (Petits Enfants Maurice Schlumberger), 69, 92, 184
Perrier, 135
Peugeot, 87, 89, 129, 130, 132
Pihet-Méricourt (Société immobilière), 79, 103
Pittsburgh Forgings Co, 145
Placements France Indice, 145
Placements Institutionnels, 138, 145
Placements Obligations, 138, 145
Placements Privatisation, 139, 145
Placements Rendement, 145
PLM (Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée), 101, 131
Prisunic, 107
PROGEX (Société de gestion de valeurs liées au progrès et à l'expansion), 139, 141, 145, 146

R

R. Brousse Fils, 86
Régisal, 60, 69
Rhodiacéta, 50
Roy Frères SA, 101, 102

S

S & Cie (Schlumberger & Cie), 9, 10, 11, 12, 17, 19, 23, 27, 29, 46, 51, 68, 71, 73, 75, 87, 98, 108, 110, 117, 133, 138, 147, 149, 159, 160, 178
SACM (Société Alsacienne de Constructions Mécaniques), 82, 83, 99, 103, 129, 130, 131
SAE (Société Auxiliaire d'Études), 10, 12, 17, 70, 72, 73, 75, 78, 79, 101, 103, 111, 135, 136, 137, 160
SADE, 132
SAHYD (Société d'Applications Hydrauliques), 65, 103
SAIC (Société Anonyme d'Industrie Cotonnière), 67
Saint Frères, 131
Saint Galmier Badoit, 104
Saint Gobain, 86, 90, 135

d'Électronique Appliquée), 82, 103
Santa Fé (Plantation sucrière de), 104
SAVIEM, 89, 111
Saxby (Établissements), 129, 130, 131, 132
Schlumberger & Cie : *voir S & Cie*
Schlumberger Limited, 68, 86, 105, 110
Schlumberger Overseas SA, 56
Schlumberger Well Surveying Corporation, 106
Schneider Radio Télévision, 90, 112, 130, 131, 132
SDR (Société de Développement Régional)
Sud Est, 74
Seagram, 90
SEMALY (Société d'Économie Mixte du Métro de l'Agglomération Lyonnaise), 136
SEMIIC, 37, 122, 123, 125, 126
Senelle-Maubeuge, 129, 130, 131
SERETE, 122, 123, 125, 126
SERTI (Société d'Études et de Réalisation pour le Traitement de l'Information), 95
SFL (Société Foncière Lyonnaise), 79, 80
SGE (Société Générale d'Entreprises), 136
SGF (Société de Gestion Financière), 50, 51, 52, 139, 141
SIC (Société Immobilière et de Crédit des Batignolles), 80
SICOM (Société Immobilière de Construction Ouest-Montparnasse), 80
SICOVAM (Société Interprofessionnelle pour la Compensation des Valeurs Mobilières), 106, 107, 139
SIERS (Société Industrielle d'Études et de Réalisations Scientifiques), 107
SIMAGO SA, 107
SITB, 95
SLC (Société Lyonnaise de Construction), 80, 81
SLEVE (Société Lyonnaise pour l'Exploitation de Véhicules Électriques), 88, 108
SLIS (Société Lyonnaise de l'Industrie de la Soie), 67
SNA (Société Nationale d'Affrètements), 108
SNCI, 102
SNECMA, 83, 103
Société Alsacienne de Constructions Atomiques et de Télécommunications : *voir ALCATEL*
Société Alsacienne de Participations Industrielles : *voir ALSPI*
Société Auxiliaire d'Études : *voir SAE*
Société continentale Parker, 136
Société commerciale d'affrètements et de combustibles, 130, 131
Société de gérance industrielle et de brasseries, 84

Société de gestion de valeurs liées au progrès et à l'expansion : voir *PROGEX*
 Société de Gestion Financière : voir *SGF*
 Société de Prospection Électrique, 91, 92, 105, 110
 Société de Prospection Géophysique, 91, 92
 Société du Louvre, 130, 131
 Société Financière d'Alpinisme, 130
 Société Française des Pétroles B.P., 96
 Société Française Hispano-Suiza, 83, 103
 Société Générale, 59, 74, 90, 146, 147, 150
 Société Générale Alsacienne de Banque, 146
 Société Hispano-Alsacienne, 83, 103
 Société Internationale des Conseillers de Synthèse, 49
 Société Métallurgique de Normandie, 130, 131, 132
 Société Parisienne de Placements et de Gestion : voir *SPPG*
 Société pour l'Importation de Matières Premières et de Produits Coloniaux, 95
 Société Privée de Gestion Financière, 145
 Sodexo, 137
 SODIMCO (Société d'Investissement Immobilier de La Concorde), 114
 SOFIFRANCE (Société Française de Financements de Ventes à Crédit), 69, 130, 132
 SOGEDA, 62
 SOGEPAR, 92
 SOGEPARGNE, 100, 150
 SOGEPLAN (Société Générale de Gestion de Fonds Commun de Placement), 73, 150
 SOGINCO (Société Générale pour l'Épargne et l'Investissement en Valeurs Mobilières), 138, 146
 SOGINTER (Société Générale d'Épargne et de Placements Internationaux), 75, 138, 146, 148
 SOVALMA (Société d'investissement de valeurs d'alimentation et de grands magasins), 146, 147
 SOVEL, 108, 109, 110
 SPPI, 81
 STRELAB, 60, 72, 78, 111
 Swiss Bank Corporation, 155

T

TAI (Compagnie des Transports Aériens Intercontinentaux), 111, 112
 TAIM (Compagnie des Transports Aériens Intercontinentaux du Maroc), 112
 Télémécanique Électrique, 112, 113, 149
 Textiles Veuguérin, 50, 95
 Thomson, 82, 103, 113
 Total, 12, 88, 100, 101

Trans Europe Fund, 147
 Transpacific Fund, 13, 138, 147
 Transports en Commun Lyonnais, 136
 Tunnel sous la Manche, 134

U

UAP (Union des Assurances de Paris), 99, 145
 UIS (Union pour le financement d'Immeubles de Société), 65, 95, 113, 114, 122, 123
 Union des Brasseries, 84, 131
 Union des Mines, 65, 122
 Union-Incendie, 128
 Union-Vie, 128
 Union Industrial Bancaria, 107
 UNIOPSS (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux), 78
 United Biscuits, 135
 UTA (Union des Transports Aériens), 112

V

Vacuum Concrete, 114
 Val Richer (SCI du), 81
 Vent de Bise (SCI du), 81, 82
 Vivendi Universal, 90

W

Westinghouse (Freins & Signaux), 129, 130

X

Xylan, 82

Z

Zénith Data Systems, 87

INDEX GÉOGRAPHIQUE

A

Allemagne, 19, 20, 46, 47, 59, 95, 97, 98, 101, 167
 Cologne, 20, 133
 Hambourg, 20, 48
 Munich, 48
 Zurich, 20, 133, 134

Angola, 93

Autriche, 97, 101
 Vienne, 48

B

Belgique, 59
 Bruxelles, 48, 151, 155

C

Chine, 19
Colombie, 19
Cuba, 104

D

Dahomey, 86
Danemark
 Copenhague, 18, 48

E

Egypte, 154, 155
Espagne, 19, 89, 107
 Madrid, 48, 79, 107
États-Unis, 19, 87, 91, 98, 104, 144, 145, 148
 New-York, 18, 39, 68, 70, 71, 105, 133, 134, 138

F

Finlande
 Helsinki, 48
France
 Allier, 84

Alsace, 46, 78, 96, 98
 Colmar, 78
 Guebwiller, 98
 Strasbourg, 53, 121
 Avignon, 53
 Cannes, 53, 121
 Clairac, 11, 51, 159
 Clermont-Ferrand, 84
 Evian, 31, 86, 92, 94
 Lille, 14, 53, 120, 121
 Lyon, 11, 35, 38, 40, 45, 46, 48, 50, 51, 52, 53, 71, 74, 90, 95, 108, 111, 113, 118, 136, 152, 159, 166, 172
 Marseille, 53, 84
 Meuse, 84, 85
 Montpellier, 53, 84, 121
 Moulins, 84
 Nantes, 84, 90
 Neuilly, 53, 120
 Nice, 53, 121
 Poitiers, 48
 Rennes, 53, 84, 89
 Saint Maigrin, 51
 Sèvres, 84
 Val Richer, 31, 81
 Versailles, 119
 Vichy, 46, 68, 84

G

Grande-Bretagne, 18, 73
 Londres, 18, 48, 109, 155
Grèce
 Athènes, 48

H

Haïti, 19

I

Inde, 19
Indochine, 94, 112
 Tonkin, 94, 95, 129
Italie, 16, 98, 101, 120
 Rome, 19
 Trieste, 115
 Venise, 48, 90, 115

- J**
- Jamaïque**, 19
Japon, 18, 19, 138, 147
- K**
- Kenya**, 100
- L**
- Liban**, 84
Luxembourg, 144
- M**
- Maroc**, 19, 65, 77, 84, 86, 112, 114, 128, 129, 130
 Casablanca, 67, 74, 77, 85
 Tanger, 85, 133
Mexique, 19
Mozambique, 93
- N**
- Norvège**, 46
- O**
- Ouganda**, 100
- P**
- Panama**, 20, 144
Paris, 14, 38, 46, 47, 48, 49, 51, 53, 67, 69, 79, 80, 83, 84, 86, 88, 90, 92, 93, 99, 105, 108, 110, 112, 118, 121, 122, 152, 163, 165, 173
 Agence de Cambronne, 53, 120
 Agence de Courcelles, 53, 118
 Agence de la Défense, 53, 122
 Agence Doumer, 53, 120
 Agence d'Italie, 53
 Agence Ordener, 53, 120
 Agence de Prony, 53, 120
 Agence de Monceau, 53, 120
 Batignolles, 80
Pays-Bas, 18, 21, 22, 95, 100, 136
 Amsterdam, 20, 21, 147, 151, 156
 La Haye, 48
 Rotterdam, 20
Pérou
 Huaron, 93
Pologne, 19
 Kamien, 109
 Silésie, 97, 98, 109
 Sosnowice, 97, 109, 110
Portugal
 Lisbonne, 19, 93
 Porto, 90
- R**
- Roumanie**, 59
 Bucarest, 100
- S**
- Suède**, 46
 Oslo, 48
Suisse, 19, 38, 95, 101, 151
 Bâle, 133
 Genève, 109, 118, 133, 134
 Lausanne, 92, 133, 134
 Ouchy, 48, 92
- T**
- Turquie**
 Istanbul, 58, 59, 90
- V**
- Vénézuela**, 19